

- > Lait
- > Produits aquatiques
- > Viandes

> février 2014

Données et bilans

Les filières animales terrestres et aquatiques

Bilan 2013

Perspectives 2014



FranceAgriMer



FranceAgriMer

Les filières animales terrestres et aquatiques

Bilan 2013 / Perspectives 2014

Produits aquatiques	p. 7
Viandes rouges	
Gros bovins	p. 17
Veau	p. 41
Ovins	p. 47
Équins	p. 59
Viandes blanches	
Porcins	p. 67
Volailles de chair	p. 79
Lait	
Vache	p. 99
Brebis	p. 121
Chèvre	p. 129
Annexes	p. 139

produits aquatiques



Le marché des produits aquatiques

› Une production mondiale toujours en hausse, mais un contexte économique incertain sur les marchés traditionnels

En 2013, le marché mondial des produits aquatiques est toujours influencé par le contexte économique incertain sur les marchés traditionnels. La demande dans les pays émergents continue de progresser, stimulant la production intérieure et favorisant les importations.

Selon la FAO, la production mondiale poursuit sa croissance, pour atteindre 160 millions de tonnes en 2013, soit une hausse de 2 % par rapport à 2012. Les captures sont stables autour de 90 millions de tonnes, tandis que la production aquacole mondiale est toujours en hausse (+ 5,4 %) et s'élèverait à 70 millions de tonnes.

Les échanges de produits aquatiques auraient progressé de 2,2 % en valeur (132 milliards de dollars américains), mais seraient restés quasiment stables en volume équivalent poids vif en 2013 (57,8 millions de tonnes). Sur les marchés, plusieurs faits marquants sont à signaler pour 2013 :

- un niveau record pour les exportations norvégiennes de cabillaud : les volumes ont progressé de 56 % par rapport à 2012, et la valeur de 19 % ;
- la flambée du cours du saumon depuis janvier, résultant d'un déséquilibre entre une offre en croissance limitée et une demande en progression sur les marchés traditionnels et surtout dans les pays émergents, situation qui ne devrait pas s'améliorer en 2014, notamment en raison des prévisions de production à la baisse dans les fermes chiliennes ;
- la réduction des importations de crevettes tropicales d'élevage de l'Union européenne suite à la hausse des cours sur le marché mondial engendrée par la baisse des disponibilités (syndrome de mortalité précoce).

La consommation mondiale de produits aquatiques pour l'alimentation humaine s'élèverait en 2013 à plus de 140 millions de tonnes, soit 19,7 kg par habitant et par an (+ 2,8 % par rapport à 2012), dont quasiment la moitié provient de l'aquaculture.

› En France, un recul des apports déclarés en halles à marée entraînant une baisse de la valeur des ventes

En 2013, le recul de la valeur des ventes déclarées en halles à marée, amorcé en 2012, se poursuit. Le chiffre d'affaires de la première vente déclarée en halles à marée atteint près de 616 millions d'euros (- 4 % par rapport à 2012). Cette baisse est imputable à la réduction des apports, causée notamment par des conditions météorologiques défavorables sur le premier et le dernier trimestre 2013 qui ont eu un impact négatif sur les sorties en mer. Malgré une demande peu dynamique, la baisse des disponibilités a permis au prix moyen à la première vente de se maintenir à 3,01 €/kg.

Toutes les catégories d'espèces sont touchées par des baisses d'apports, à l'exception des poissons fins, dont les volumes mis en vente se sont stabilisés.

Les débarquements de poissons blancs ont reculé de 8 % par rapport à 2012. Les baisses les plus importantes sont constatées pour le cabillaud (- 26 %) et l'églefin (- 31 %). Le prix moyen des poissons blancs est donc en hausse pour la majorité des espèces. Malgré la forte réduction des apports, le prix moyen du cabillaud est stable, du fait de la concurrence accrue des produits d'importation liée aux prises abondantes de cabillaud en Mer de Barents.

Les apports de poissons fins déclarés en halles à marée sont équivalents à ceux de 2012. Les débarquements de toutes les espèces sont stables, ou en hausse, sauf ceux de rouget barbet, qui, cette année encore, continuent de régresser (- 35 % par rapport à 2012). Le prix moyen à la première vente des espèces fines recule de 1 % et la valeur des ventes régresse de 2 %.

Les captures de petits pélagiques sont en légère diminution (- 1 % par rapport à 2012), et la répartition des espèces a beaucoup évolué. Les volumes de sardine mis en vente ont fortement augmenté (+ 38 %), tandis que ceux de maquereau (- 14 %), anchois (- 45 %) et hareng (- 28 %) ont diminué. L'augmentation de la part de sardine entraîne un recul du prix moyen de 8 %, et le chiffre d'affaires des ventes de petits pélagiques se dégrade de 10 %.

Les captures de céphalopodes ont chuté en 2013 (- 25 % par rapport à 2012), après quatre années de hausse des volumes. Les débarquements de calmar et de seiche ont régressé respectivement de 34 % et 28 %. Le prix moyen du calmar a grimpé de 22 % ; celui de la seiche est, en revanche, en repli de 1 %, témoignant de la demande peu dynamique à l'exportation sur cette espèce. La valeur des ventes de céphalopodes enregistre une baisse de 23 %.

Parmi les autres catégories d'espèces, la langoustine, dont les ventes étaient en net repli en 2012, n'a pas été plus abondante en 2013 (débarquements en baisse de 2 %).

Le début de la campagne coquille St-Jacques (octobre à décembre 2013) a pâti des conditions climatiques difficiles : les volumes mis en vente ont diminué de 10 % sur la période. La demande soutenue, en particulier en décembre a entraîné une hausse de 13 % du prix moyen à la première vente. A l'échelle des façades maritimes, la baisse des apports est généralisée, et est particulièrement marquée sur la façade Nord/Pas-de-Calais (- 17 % par rapport à 2012). Seule la façade Méditerranée enregistre des débarquements en hausse, après quatre années de régression. Au final, la valeur des ventes se dégrade sur les façades Nord/Pas-de-Calais (- 21 %), Manche (- 4 %), Bretagne Sud (- 2 %) et Méditerranée (- 2 %). Le chiffre d'affaires de la façade Atlantique est stable grâce à l'augmentation du prix moyen.

Enfin, il faut rappeler qu'environ 100 000 tonnes de pêche fraîche et 150 000 tonnes de pêche congelée sont vendues en dehors des halles à marée et échappent aux statistiques ci-dessus.

› Des importations stables en volume, mais dont la valeur progresse

En 2013, les importations françaises de produits aquatiques sont restées stables en volume (de poids net), mais ont progressé en valeur, conséquence de l'augmentation du prix moyen des produits échangés. La flambée du cours du saumon, première espèce importée, depuis début 2013 sur le marché international a fortement ralenti la croissance des importations. Les volumes de poissons entiers (qui représentent deux tiers des volumes totaux) ont diminué (- 9 % sur 12 mois à fin octobre 2013, par rapport aux 12 mois précédents), tandis que ceux de filets (réfrigérés et congelés) ont progressé (respectivement + 7 % et + 16 %). La forte hausse des disponibilités de cabillaud sur le marché, liée au quota de pêche record en Mer de Barents, a entraîné une accélération des échanges. Les volumes de cabillaud importés en 2013, en particulier les découpes (filets et dos réfrigérés, + 33 % en volume, + 20 % en valeur) ont beaucoup augmenté. Concernant les produits de l'aquaculture, les importations de daurade royale réfrigérée (+ 40 % en volume et + 17 % en valeur), et de bar réfrigéré (+ 10 % en volume et - 2 % en valeur) sont croissantes. Les volumes de crevettes tropicales congelées importées ont, en revanche, légèrement reculé (- 1 %), en raison de la forte hausse des cours mondiaux. Les importations de St-Jacques sont également toujours en baisse, mais l'érosion des volumes de pectinidés en provenance d'Amérique du Sud s'atténue (- 2 %), grâce à la baisse des cours. Les volumes de St-Jacques réfrigérées, importés notamment du Royaume-Uni, sont en revanche toujours en croissance (+ 3 % en volume). Concernant les échanges de thon, les volumes mis en œuvre augmentent (albacore + 7 % et listao + 38 %), et les importations de conserves sont en progression, malgré la hausse du prix moyen (+ 12 % en volume, + 24 % en valeur).

Les volumes exportés en 2013 sont en recul par rapport à 2012, en raison du ralentissement de l'économie des pays clients traditionnels (Espagne, Italie), mais également de la baisse des apports dans les halles à marée. Les volumes de seiche réfrigérée exportés sont ainsi en baisse de 19 % ; ceux de saumon fumé reculent de 2 %. La valeur des exportations reste, quant à elle, stable.

› Un ralentissement de la consommation de produits aquatiques des ménages suite au renchérissement des prix au détail

En 2013, d'après le panel consommateurs Kantar Worldpanel, les achats de produits aquatiques des ménages pour leur consommation à domicile ont reculé par rapport à ceux de 2012, du fait de l'accroissement du prix moyen d'achat. En effet, alors que l'indice Insee global des prix à la consommation a progressé de 0,9 %, celui des poissons et crustacés frais est en hausse de 2,4 %. Tous les segments de produits sont impactés par la déconsommation. La hausse du prix moyen du poisson frais (+ 2,7 % sur les 12 mois à fin novembre 2013, par rapport aux 12 mois précédents) a entraîné une baisse des achats des ménages de 3,6 %. Les deux espèces phares du rayon marée connaissent des évolutions contrastées : une perte de vitesse pour le saumon, un essor pour le cabillaud. La forte hausse du prix moyen du saumon frais (+ 16 % sur 12 mois à fin novembre 2013 par rapport aux 12 mois précédents), espèce qui représente 22 % du volume total des achats de poisson frais, a entraîné une importante chute des volumes vendus (- 16 %). Les achats de cabillaud ont, quant à eux, progressé de 14,4 % sur la période, à la faveur d'un prix moyen en recul de 5,4 %.

Les autres segments de produits sont également impactés par une baisse des volumes achetés : - 3,6 % pour les produits traiteur, - 4,5 % pour les produits surgelés (sur les 12 mois à fin septembre 2013 par rapport aux 12 mois précédents), et - 1,3 % pour les conserves (sur la même période).

Volumes mis en vente en halles à marée, par espèce

tonnes	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
Total	206 006	209 037	216 811	217 114	209 103	-4%
sardine	25 008	17 766	16 998	13 735	18 958	38%
coquille St-Jacques	15 058	14 753	16 925	17 059	15 468	-9%
baudroie	11 749	11 604	12 412	13 643	13 531	-1%
merlu	9 480	8 331	8 420	9 922	12 252	23%
merlan	10 551	11 780	12 471	10 240	9 038	-12%
seiche	6 604	9 400	10 963	12 030	8 705	-28%
églefin	4 904	5 782	7 582	10 771	7 408	-31%
maquereau commun	7 127	8 326	7 883	8 125	6 953	-14%
lieu noir	5 673	3 885	5 750	6 745	6 596	-2%
sole	5 938	5 672	6 401	6 075	6 369	5%
bar	4 483	4 406	4 195	4 330	4 369	1%
cabillaud	3 676	2 966	4 459	5 689	4 237	-26%
anchois commun	3 260	7 279	5 426	7 586	4 137	-45%
calmar	4 939	5 319	5 374	6 094	4 004	-34%
lingue franche	2 428	3 223	3 612	3 582	3 496	-2%
lieu jaune	2 642	2 691	3 160	2 670	3 004	13%
langoustine	4 513	4 127	3 869	2 749	2 685	-2%
St-Pierre	1 438	1 593	1 244	1 257	1 458	16%
rouget barbet	2 361	2 690	2 656	1 895	1 228	-35%
turbot	420	494	577	605	568	-6%

Source : Ric / FranceAgriMer

Valeur des ventes en halles à marée, par espèce

1 000 €	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
Total	557 123	590 582	659 157	641 421	615 592	-4%
baudroie	62 840	63 610	67 888	69 949	70 388	1%
sole	64 838	68 090	76 258	71 049	67 682	-5%
bar	41 097	41 395	43 035	42 837	44 600	4%
coquille St-Jacques	32 933	32 588	40 038	39 598	36 877	-7%
merlu	22 692	23 939	24 031	25 399	30 575	20%
langoustine	38 817	36 900	38 231	30 167	29 595	-2%
calmar	23 838	26 284	32 889	32 833	26 340	-20%
seiche	16 539	25 629	36 063	34 102	24 544	-28%
merlan	13 085	15 689	18 613	16 470	15 681	-5%
St-Pierre	14 279	16 588	14 509	13 659	14 785	8%
sardine	12 898	9 476	10 769	11 053	13 923	26%
cabillaud	11 147	10 625	15 448	17 942	13 283	-26%
églefin	7 024	8 153	9 485	13 483	12 804	-5%
lieu jaune	10 388	10 792	12 914	11 272	12 390	10%
rouget barbet	16 603	17 260	17 199	14 238	10 697	-25%
maquereau commun	6 481	8 561	10 873	10 144	9 601	-5%
lieu noir	7 123	6 226	9 278	10 120	8 677	-14%
lingue franche	5 251	7 179	8 589	8 154	8 128	0%
turbot	5 832	6 835	8 358	7 984	8 020	0%
anchois commun	5 772	10 953	7 877	13 189	7 488	-43%

Source : Ric / FranceAgriMer

Volumes mis en vente en halles à marée, par nom de halle à marée

tonnes	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
Total	206 006	209 037	216 811	217 114	209 103	-4%
Façade Nord-Pas de Calais	35 428	33 410	33 245	32 280	26 893	-17%
Dunkerque	957	928	909	1 046	1 368	31%
Boulogne-sur-Mer	34 471	32 482	32 336	31 234	25 525	-18%
Façade Manche	54 454	60 524	65 266	65 117	63 308	-3%
Dieppe	2 464	3 002	3 491	3 157	2 858	-9%
Fécamp	1 675	374	2 132	2 541	2 939	16%
Port-en-Bessin	6 306	6 891	7 566	8 266	7 622	-8%
Grandcamp	1 690	1 862	1 605	1 838	2 481	35%
Cherbourg	6 393	5 648	5 195	5 975	5 691	-5%
Granville	9 231	12 350	11 728	9 809	10 925	11%
Cancale	150	238	268	432	333	-23%
Saint-Malo	1 354	1 456	1 543	1 519	1 447	-5%
Erquy	8 979	10 182	11 986	12 490	12 199	-2%
Saint-Quay-Portrieux	8 983	10 789	11 259	10 939	10 292	-6%
Loguivy	1 371	1 309	1 405	502		-
Roscoff	5 856	6 421	7 089	7 648	6 521	-15%
Façade Bretagne Sud	69 078	68 965	73 199	69 818	68 432	-2%
Brest	1 429	1 589	1 827	1 719	1 532	-11%
Douarnenez	8 096	5 413	5 065	5 269	6 513	24%
Audierne	849	847	980	929	972	5%
Saint-Guérolé	13 903	14 912	13 953	11 481	11 674	2%
Le Guilvinec	14 807	16 571	18 722	18 757	18 184	-3%
Loctudy	4 480	2 958	3 289	3 145	2 962	-6%
Concarneau	7 884	7 217	8 687	7 013	5 820	-17%
Lorient	16 695	18 204	19 484	20 460	19 766	-3%
Quiberon	934	1 255	1 192	1 045	1 010	-3%
Façade Atlantique	31 245	34 461	35 027	40 584	40 140	-1%
La Turballe	4 073	7 004	6 034	7 374	7 151	-3%
Le Croisic	1 694	1 694	1 634	1 516	1 513	0%
Noirmoutier	1 770	1 668	1 928	2 031	1 890	-7%
Ile d'Yeu	1 261	1 202	1 029	950	922	-3%
Saint-Gilles-Croix-de-Vie	4 157	4 143	3 090	3 645	3 770	3%
Les Sables d'Olonne	4 921	4 948	6 587	7 279	7 175	-1%
La Rochelle	2 411	2 051	2 090	2 437	2 421	-1%
Oléron	5 252	5 307	5 148	5 468	5 102	-7%
Royan	639	746	921	858	839	-2%
Arcachon	1 836	1 850	2 193	2 626	2 072	-21%
Saint-Jean-de-Luz	3 231	3 849	4 373	6 401	7 284	14%
Façade Méditerranée	15 802	11 676	10 073	9 315	10 331	11%
Port-Vendres	1 063	447	801	664	325	-51%
Port-la-Nouvelle	2 517	1 890	1 373	1 116	1 524	37%
Agde	1 490	1 424	1 572	1 333	1 530	15%
Sète	6 372	4 466	3 551	2 965	2 831	-5%
Le-Grau-du-Roi	2 801	2 144	2 151	2 704	3 199	18%
Port-de-Bouc	439	1 306	625	534	921	73%

Source : Ric / FranceAgriMer

Valeur des ventes en halles à marée, par nom de halle à marée

1 000 €	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
Total	557 123	590 582	659 157	641 421	615 592	-4%
Façade Nord-Pas de Calais	74 213	75 021	75 318	71 022	55 806	-21%
Dunkerque	4 994	5 970	5 587	6 103	6 624	9%
Boulogne-sur-Mer	69 219	69 051	69 731	64 919	49 183	-24%
Façade Manche	126 264	139 361	161 241	159 128	153 342	-4%
Dieppe	5 012	7 857	9 513	8 205	7 388	-10%
Fécamp	4 712	991	5 662	6 156	6 770	10%
Port-en-Bessin	12 965	15 774	18 973	19 103	18 396	-4%
Grandcamp	4 547	4 832	4 909	4 692	4 963	6%
Cherbourg	14 458	13 542	13 700	14 671	14 228	-3%
Granville	15 092	18 612	19 420	18 457	17 934	-3%
Cancale	338	526	823	1 161	775	-33%
Saint-Malo	2 940	3 349	3 592	3 467	3 422	-1%
Erquy	24 300	26 699	31 493	32 102	32 860	2%
Saint-Quay-Portrieux	20 932	22 464	25 368	24 793	23 319	-6%
Loguivy	2 681	2 618	2 816	1 025		-
Roscoff	18 287	22 094	24 971	25 296	23 288	-8%
Façade Bretagne Sud	184 807	193 679	217 963	207 754	203 622	-2%
Brest	6 643	7 424	8 702	8 060	7 313	-9%
Douarnenez	4 277	2 715	3 330	4 875	5 256	8%
Audierne	5 038	5 175	5 962	5 918	6 248	6%
Saint-Guérolé	22 361	25 322	26 903	24 917	23 872	-4%
Le Guilvinec	53 254	57 961	67 036	64 567	65 133	1%
Loctudy	15 946	11 556	11 805	10 244	9 926	-3%
Concarneau	22 439	22 629	26 703	23 879	22 373	-6%
Lorient	50 078	56 017	62 282	60 653	58 935	-3%
Quiberon	4 771	4 881	5 239	4 642	4 566	-2%
Façade Atlantique	128 310	143 571	167 924	170 322	170 298	0%
La Turballe	13 508	21 140	20 340	21 182	20 785	-2%
Le Croisic	10 196	9 493	10 368	10 080	10 141	1%
Noirmoutier	10 983	10 648	13 534	12 325	12 233	-1%
Ile d'Yeu	7 349	7 461	7 187	6 349	5 995	-6%
Saint-Gilles-Croix-de-Vie	7 365	7 591	7 395	8 248	6 836	-17%
Les Sables d'Olonne	22 973	24 125	34 304	34 707	36 516	5%
La Rochelle	7 922	7 838	9 226	9 526	9 990	5%
Oléron	22 728	25 177	27 466	26 564	26 016	-2%
Royan	5 291	6 090	7 823	7 061	7 066	0%
Arcachon	11 503	13 299	15 127	16 297	13 148	-19%
Saint-Jean-de-Luz	8 492	10 708	15 154	17 984	21 572	20%
Façade Méditerranée	43 529	38 951	36 711	33 195	32 524	-2%
Port-Vendres	1 985	794	1 061	1 133	304	-73%
Port-la-Nouvelle	6 454	6 135	5 054	3 847	4 239	10%
Agde	5 292	5 297	5 976	4 752	4 691	-1%
Sète	15 917	14 679	12 715	10 337	9 201	-11%
Le-Grau-du-Roi	10 721	10 300	11 021	12 347	13 016	5%
Port-de-Bouc	1 721	1 746	883	779	1 073	38%

Source : Ric / FranceAgriMer

Bilan financier du commerce extérieur dans le secteur des produits aquatiques

millions d'euros	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
EXPORTATIONS	1 147,4	1 273,8	1 319,7	1 415,7	1 412,0	0%
Poissons marins	569,5	606,9	645,5	719,5	689,0	-4%
Poissons amphibiotiques et d'eau douce	155,6	181,6	190,0	205,3	228,0	11%
Coquillages et céphalopodes	177,6	214,1	225,2	219,4	203,0	-7%
Crustacés	152,2	158,8	151,6	147,4	158,0	7%
Autres	92,5	112,5	107,5	124,0	133,0	7%
IMPORTATIONS	3 982,6	4 573,0	4 822,6	4 770,6	4 984,0	4%
Poissons marins	1 889,2	1 965,1	2 111,8	2 164,4	2 263,0	5%
Poissons amphibiotiques et d'eau douce	726,1	981,8	980,7	938,5	1 078,0	15%
Coquillages et céphalopodes	456,2	543,4	612,5	540,0	497,0	-8%
Crustacés	800,0	951,3	987,8	977,6	995,0	2%
Autres	111,0	131,6	129,8	150,1	151,0	1%
SOLDE	-2 835,2	-3 299,2	-3 502,9	-3 354,9	-3 567,0	

* Estimations basées sur le taux d'évolution du cumul janvier à octobre 2013 par rapport au cumul janvier à octobre 2012

Source : FranceAgriMer, d'après Douanes françaises

Échanges dans le secteur des produits aquatiques

1 000 tonnes poids net	2009	2010	2011	2012	2013	%13*/12
EXPORTATIONS	298,2	340,8	313,9	352,5	323,3	-8%
Poissons marins	149,8	182,7	175,7	202,5	172,8	-15%
vivants, réfrigérés entiers	40,8	45,1	48,4	51,4	48,2	-6%
réfrigérés filets	5,3	4,8	4,7	4,7	4,1	-12%
congelés entiers	60,2	98,8	87,2	109,9	81,8	-26%
congelés filets	12,1	10,4	9,9	13,3	11,8	-11%
séchés, salés, fumés	1,0	1,5	1,5	1,3	0,7	-50%
conserves	30,5	22,1	23,9	21,9	22,5	3%
Poiss. amphib., eau douce	24,8	25,2	26,2	30,3	34,8	15%
vivants, réfrigérés entiers	10,9	9,8	9,8	10,5	10,3	-2%
réfrigérés filets	4,1	4,8	5,2	6,9	7,9	15%
congelés entiers	2,1	2,1	1,7	1,6	1,4	-12%
congelés filets	1,7	3,3	4,3	4,9	9,1	83%
séchés, salés, fumés	4,1	3,8	3,8	4,5	4,4	-2%
conserves	1,8	1,3	1,5	1,9	1,7	-8%
Coquill. et céphalopodes	40,0	47,4	43,4	40,2	37,6	-7%
vivants, réfrigérés	26,4	29,5	27,2	24,4	24,6	1%
congelés	7,3	10,5	9,3	10,0	8,3	-18%
séchés, salés	2,3	3,3	2,8	2,6	1,7	-33%
conserves	3,9	4,1	4,1	3,2	3,1	-4%
Crustacés	20,5	21,0	18,6	17,2	18,3	6%
réfrigérés	4,6	4,5	4,2	3,6	3,4	-7%
vivants	0,7	0,6	0,5	0,4	0,4	4%
congelés	12,1	12,0	10,5	10,1	11,3	12%
conserves	3,2	3,9	3,4	3,1	3,1	1%
Autres	63,1	64,4	50,0	62,3	58,1	-7%
IMPORTATIONS	1 106,2	1 150,1	1 145,1	1 107,7	1 106,5	0%
Poissons marins	553,4	569,3	582,1	548,1	568,3	4%
vivants, réfrigérés entiers	115,2	114,9	104,7	97,7	104,1	7%
réfrigérés filets	30,9	32,0	32,4	32,6	34,5	6%
congelés entiers	53,4	58,7	63,3	57,7	49,5	-14%
congelés filets	174,1	188,3	197,7	181,3	186,8	3%
séchés, salés, fumés	12,6	13,2	13,1	14,8	18,8	27%
conserves	167,2	162,2	170,9	164,0	174,4	6%
Poiss. amphib., eau douce	171,4	193,1	192,8	202,3	195,0	-4%
vivants, réfrigérés entiers	111,2	114,8	112,5	121,6	110,4	-9%
réfrigérés filets	9,9	16,2	17,7	26,1	26,0	0%
congelés entiers	15,4	17,3	18,0	12,4	12,8	3%
congelés filets	26,0	34,4	33,6	30,2	32,9	9%
séchés, salés, fumés	5,9	7,7	8,3	9,6	9,4	-2%
conserves	3,0	2,5	2,7	2,4	3,3	36%
Coquill. et céphalopodes	142,4	153,6	147,9	128,3	124,0	-3%
vivants, réfrigérés	60,7	68,5	60,2	55,5	55,4	0%
congelés	49,3	51,3	53,1	48,0	45,9	-4%
séchés, salés	3,6	3,3	3,4	2,2	2,2	2%
conserves	28,8	30,4	31,2	22,6	20,5	-9%
Crustacés	145,8	153,0	145,3	143,5	141,1	-2%
réfrigérés	18,4	19,2	15,9	16,1	15,1	-6%
vivants	4,1	3,9	4,1	4,0	4,2	5%
congelés	103,6	109,2	105,7	105,4	104,5	-1%
conserves	19,7	20,7	19,6	18,1	17,4	-4%
Autres	93,2	81,1	77,0	85,6	77,4	-10%
SOLDE	-808,0	-809,3	-831,3	-755,2	-783,1	

* Estimations basées sur le taux d'évolution du cumul janvier à octobre 2013 par rapport au cumul janvier à octobre 2012

Source : FranceAgriMer, d'après Douanes françaises

Relevé des prix de détail* des produits frais

€/kg	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
bar élevage entier France	12,37	12,13	12,43	13,59	14,22	5%
bar élevage entier import	9,95	10,05	10,60	11,67	11,47	-2%
bar de chalut entier	14,80	15,75	16,43	16,48	18,72	14%
bar de ligne entier		23,32	29,98	24,29	27,99	15%
cabillaud dos					18,59	-
cabillaud filet	13,95	14,31	14,62	14,55	14,30	-2%
noix St-Jacques corail	25,37	26,32	29,29	29,42	29,73	1%
coquille St-Jacques entière	5,88	5,71	6,19	6,30	6,39	1%
huître creuse fine de claire cal.3-4-5	6,10	6,67	8,11	9,06	9,35	3%
langoustine crue	15,48	16,10	18,04	18,18	19,17	5%
langoustine cuite	19,46	19,55	21,40	23,55	22,83	-3%
lieu noir filet	8,27	9,53	10,16	9,81	9,39	-4%
lotte queue - de 3 kg	19,68	20,45	20,65	20,30	20,32	0%
merlan filet	14,72	14,85	15,20	15,40	15,21	-1%
merlu darne	16,42	15,02	14,15	13,94	13,88	0%
merlu entier + de 1 kg	10,20	9,38	9,11	9,38	9,30	-1%
merlu entier - de 1 kg	7,89	8,22	9,11	10,21	9,89	-3%
moule France	3,56	3,61	3,70	3,80	3,90	2%
moule import	3,30	3,25	3,39	3,51	3,40	-3%
raie aile pelée	12,58	13,34	14,10	13,92	14,51	4%
saumon élev. darne	12,43	14,30	14,55	13,29	15,32	15%
saumon élev. entier - 4 kg	7,23	8,43	8,69	7,66	9,24	21%
saumon élev. filet	12,21	13,86	13,93	12,75	14,72	15%
saumon élev. pavé	14,31	16,05	16,14	15,17	17,09	13%
sole taille 4-5-6	21,09	21,97	22,17	21,47	20,23	-6%
truite élev. portion vidée (la pièce)	1,55	1,69	1,87	1,90	2,01	6%
truite élev. portion vidée				9,76	10,11	4%

* Échantillon de 130 à 150 hyper et supermarchés
Source : RNM / FranceAgriMer

viandes rouges



Le marché des gros bovins en France

› **Broutards : repli des exportations sur le début d'année avant une reprise liée à une baisse des cours**

L'année 2013 a débuté avec des disponibilités en mâles de 8 à 12 mois en hausse par rapport à 2012 : on comptait 8 300 animaux de plus en races allaitantes et 4 600 en races laitières. Ces veaux étaient nés entre janvier et mai 2012, période où les vêlages avaient été en repli par rapport à la même période de 2011. Toutes races confondues, c'était 26 000 veaux en moins qui avaient vu le jour, 41 100 pour les seuls veaux allaitants. Cette augmentation des effectifs de broutards huit à douze mois plus tard s'explique en fait par de moindres exportations de bovins maigres lors des derniers mois de l'année 2012, comparativement à la fin de l'année 2011, animaux que l'on retrouve par conséquent dans les élevages français au 1^{er} janvier 2013. Les disponibilités françaises en bovins mâles allaitants de 8 à 12 mois se sont repliées dès le mois de mars 2013, et jusqu'en juin. À l'exception du mois de janvier, les ventes de broutards à l'étranger ont été inférieures début 2013 à ce qu'elles étaient un an plus tôt. C'est donc le niveau particulièrement bas des naissances qui a impacté à la baisse les disponibilités en broutards sur cette période (mars-juin). La fin de l'année a été caractérisée par un regain des disponibilités en bovins mâles allaitants et laitiers de 8 à 12 mois, grâce à une reprise des vêlages lors de l'automne – hiver 2012 et à des expéditions de broutards restées modérées toute l'année 2013.

En effet, l'année 2013 a été marquée par un nouveau recul des exportations de bovins destinés à l'engraissement, après celui particulièrement significatif enregistré en 2012. Si les ventes de broutards légers (- 300 kg) sont restées stables par rapport à 2012, celles de broutards plus lourds (+ 300 kg) se sont repliées de 1 %, ce qui représente une baisse d'un peu moins de 8 000 têtes. Elle est majoritairement due à une demande moins dynamique de la part de l'Italie, premier client de la France en broutards. Les importations italiennes de bovins de plus de 300 kg destinés à l'engraissement (qui représentent environ 84 % de leurs approvisionnements totaux en broutards français) ont diminué d'un peu plus de 30 000 têtes. Le déficit s'est élevé à environ 12 000 têtes sur les animaux de moins de 300 kg. Le taux de remplissage des ateliers d'engraissement transalpins a été particulièrement bas, notamment en début d'année. La poursuite des difficultés économiques a fortement concerné les opérateurs italiens : baisse de la consommation de viande, hausse des prix des intrants et des coûts de production ont entraîné une mauvaise rentabilité de leur activité. Les achats italiens de bovins maigres ont donc diminué, ont été reportés vers des animaux plus légers et ont été développés en partenariat avec de nouveaux fournisseurs, tels que la Roumanie, la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovaquie. Dans tous les cas, l'objectif a été de réduire le prix des animaux maigres achetés. En revanche, les exportations de broutards vers les autres destinations ont progressé, et notamment vers l'Espagne. Les engraisseurs espagnols ont acheté environ 4 300 bovins maigres de plus de 300 kg et 6 600 de moins de 300 kg de plus qu'en 2012 (soit respectivement + 22,1 % et + 6,3 %). C'est sur le second semestre que les exportations se sont renforcées vers ce pays, les premiers mois ayant été à l'image de celles vers l'Italie, c'est-à-dire en fort repli. Même si les volumes restent faibles, d'autres débouchés se sont développés vers les pays tiers. L'Algérie a importé en 2013 plus de la moitié des bovins maigres français destinés aux pays hors Union européenne. Ce pays a ainsi doublé ses achats, avec une progression plus marquée sur les broutards de plus de 300 kg. Le niveau de ventes vers pays tiers atteint en 2013 est le plus élevé constaté depuis de nombreuses années. Les exportations ont été très liées à l'évolution des prix. Ces derniers ont été orientés à la hausse dès le début de l'année, hausse qui a été renforcée par le manque de disponibilités à partir du mois de mars. Ce contexte a ralenti les ventes, les principaux importateurs de broutards se tournant vers des fournisseurs meilleur marché. Le repli de la demande, combiné à de plus importantes disponibilités dès juillet, ont conduit à un décrochage des prix des bovins maigres français, plus marqué sur les mâles charolais que sur les mâles limousins. Cette baisse des cours a néanmoins permis de relancer les exportations vers la quasi totalité des destinations à partir du mois de septembre.

› **Femelles : le ralentissement des réformes entraîne une chute des abattages**

Après plusieurs années de décapitalisation, cette tendance s'est arrêtée en 2013, tant en races laitières qu'en races allaitantes. Au 1^{er} janvier, le cheptel français de femelles comptait 78 000 femelles allaitantes de moins qu'au 1^{er} janvier 2012 (- 1,4 %) et 60 900 femelles laitières de moins (- 1,4 %). Dix mois plus tard, au 1^{er} octobre 2013, ces évolutions étaient respectivement de - 0,1 % et + 0,9 %.

Des signaux positifs ont encouragé les éleveurs à reconstituer leur cheptel de reproductrices. En élevage allaitant, même si la demande n'a pas toujours été dynamique, tant de la part des consommateurs français que pour les exportations, les prix des jeunes bovins sont restés relativement stables et à des niveaux élevés toute l'année. Dans la filière laitière, la bonne conjoncture (prix du lait payé au producteur en augmentation, tout comme les prix des produits industriels) et la perspective de sortie des quotas ont incité les producteurs de lait à développer leur production et donc à accroître leur cheptel de femelles. Cette rétention de femelles dans les exploitations a conduit à une chute des abattages à la fois de vaches et de génisses. Concernant les vaches, le repli des abattages avait démarré dès le second semestre 2012 et il s'est intensifié sur l'année 2013. En cumul, d'après les données de Normabev, près de 190 000 vaches de moins ont été abattues dans les outils français en 2013, par rapport à 2012 (- 11,2 %). En comparaison à 2011, la baisse atteint - 14,9 %, ce qui représente une réduction de 264 000 têtes environ. Tous les types raciaux ont été touchés par cette diminution : elle a concerné les races laitières à hauteur de 74 000 vaches (- 11,2 %) et les races allaitantes à hauteur de 75 000 vaches environ (- 10,7 %) par rapport à 2012.

Les abattages de génisses ont été en réduction pendant 25 mois consécutifs, depuis décembre 2011 mais c'est également en 2013 que les replis les plus significatifs ont pu être observés. En cumul sur l'année, environ 29 400 génisses de moins ont été abattues en France (- 8,8 %) et là encore le phénomène a été le même en races laitières et en races allaitantes. Le manque d'offre en viande de femelles a conduit à des sorties plus précoces des animaux. Moins bien finies, les carcasses se sont en moyenne allégées en 2013 : - 5,5 kg pour les génisses laitières, - 1,6 kg pour les vaches laitières, - 1,4 kg pour les génisses allaitantes. Seules les carcasses de vaches allaitantes se sont alourdies (+ 0,9 kg en moyenne), plus particulièrement à partir du mois d'août. Les coûts de production sont restés hauts en 2013, notamment les matières premières pour l'alimentation des bovins ; le pic atteint fin 2012 a été dépassé début 2013. Les producteurs ont été contraints de réduire la distribution de concentrés à leurs vaches, lors de leur phase de production laitière et lors de leur finition, ce qui expliquerait également la baisse des poids des carcasses. L'impact n'a pas été le même en races allaitantes où les femelles sont majoritairement nourries de fourrages : la pousse de l'herbe s'est améliorée à partir du mois de juillet et la récolte de l'été 2013 a été particulièrement bonne, ce qui peut justifier de poids de carcasses en hausse sur le second semestre 2013.

Calculée par bilan, la production de vaches s'est dégradée de 9,4 % (contre - 9,7 % pour les abattages, les importations de vaches destinées à la boucherie ayant diminué de moitié) et la production de génisses a diminué de 8,3 % (contre - 7,2 % pour les abattages, en raison d'un repli des exportations de génisses finies de plus de 40 %).

› **Mâles : moins de débouchés à l'exportation pour les JB d'où une hausse des abattages**

C'est une chute des exportations de gros bovins mâles finis (destinés à la boucherie) qui caractérise l'année 2013. Les volumes sont en effet passés de 122 500 têtes en 2012 à 43 400 en 2013, de loin le niveau le plus faible observé sur les cinq dernières années. Alors que la France avait, au fil des années, développé ses exportations vers les pays tiers et profité de nouvelles opportunités, la fermeture de certains de ces marchés a fortement pénalisé les opérateurs français en 2013. Après avoir instauré un doublement de la taxe d'importation sur les animaux finis (de 15 à 30 %) en juillet 2012, les autorités turques ont imposé des conditions d'importation sanitaires sévères qui ont empêché les ventes de bovins français. Depuis décembre 2012, les exportations françaises vers la Turquie sont donc inexistantes. Or, elles représentaient en 2012 60 % du total des expéditions de la France, toutes destinations confondues. Ces volumes n'ont pas pu être reportés vers d'autres marchés. D'autant plus que le principal client européen de ces gros bovins finis français, l'Italie, a également réduit ses approvisionnements ; la faiblesse de la consommation italienne n'a pas nécessité d'apports équivalents à ceux de 2012. La France a également dû faire face à l'offre de divers concurrents. Ainsi, des pays du pourtour méditerranéen se sont tournés vers des états producteurs de bovins, parfois lointains, mais probablement meilleurs marchés : la Tunisie s'est fournie auprès de l'Uruguay et le Liban auprès du Brésil. Cela n'a toutefois pas empêché le Liban de développer ses importations de gros bovins finis français, mais dans des proportions qui n'ont pas permis de compenser les replis des autres pays. La baisse des exportations de mâles finis est la principale raison de la reprise des abattages de jeunes bovins en 2013. D'après les données de Normabev, le nombre de jeunes bovins abattus dans les outils français s'est renforcé d'environ 80 000 têtes (+ 9,9 %), pour atteindre 893 000 têtes, le niveau le plus élevé sur les quatre dernières années. La progression a été constatée pour tous les types raciaux. En races laitières, les abattages de jeunes bovins ont progressé d'un peu plus de 11 000 têtes ; la hausse a presque atteint 7 000 têtes en races mixtes ; pour les races allaitantes (74 % du total), le nombre de jeunes bovins abattus a augmenté de 62 500 têtes.

Cette hausse des abattages en têtes a été renforcée par un alourdissement des carcasses de jeunes bovins allaitants (+ 0,8 %kg en moyenne sur l'année par rapport à 2012). Ce gain de poids a pu être

constaté plus précisément au cours du premier semestre, puisque l'écart entre 2012 et 2013 a disparu puis est devenu négatif sur la seconde partie de l'année. À cette période, les abattages de jeunes bovins ont commencé à fléchir (tout en restant néanmoins supérieurs à ceux de l'année précédente) et les sorties se sont faites plus facilement sur le marché, alors qu'il est probable qu'elles aient été légèrement repoussées sur les premiers mois 2013.

Globalement, sur l'année, la hausse des abattages de jeunes bovins (+ 80 000 têtes) s'équilibre avec la baisse des exportations de bovins mâles finis (- 79 000 têtes), ce qui signifie que la production de jeunes bovins est restée stable en 2013, en comparaison à 2012.

La production de bœufs a poursuivi son déclin, entamé en 2011. Il s'agit d'une baisse structurelle, liée à la disparition d'ateliers d'engraissement : fermeture définitive ou conversion en ateliers d'engraissement de jeunes bovins. Ainsi, les abattages de bœufs allaitants ont reculé de 11,7 % (soit de 6 500 têtes d'après Normabev), malgré des disponibilités en mâles de 24 à 36 mois stables pour les races à viande au 1^{er} janvier 2013 par rapport à ce qu'elles étaient un an auparavant. La baisse sur les bœufs laitiers s'est portée à - 12,7 % (soit - 9 500 têtes) avec un cheptel de mâles laitiers de 24 à 36 mois en repli de 7 500 têtes environ au 1^{er} janvier. En raison d'un allègement des carcasses de 3 à 12 kg selon les types raciaux, les replis des abattages en volume ont été encore plus significatives.

› Réduction du commerce de viande bovine en raison d'un manque d'offre

Le manque de viande de femelles sur le marché français a été compensé en partie par de la viande de jeunes bovins d'origine française, plutôt que par des importations. La production de gros bovins a été globalement orientée à la baisse dans les principaux pays producteurs de l'UE en 2013 et l'offre s'est raréfiée sur le marché communautaire. Ainsi, les importations françaises de viande fraîche ont à peine progressé, quand les achats de viande congelée et de produits transformés ont diminué de quelques milliers de tonnes. Une baisse d'environ 1 % a pu être constatée en 2013 sur les importations françaises. Dans ce contexte, les opérateurs français se sont tournés vers la viande disponible, c'est-à-dire celle de jeunes bovins français. Une partie des volumes produits est donc sortie de leur circuit traditionnel des exportations pour approvisionner le marché français. Ainsi, malgré la hausse de la production de jeunes bovins, les expéditions de viande ont reculé en 2013 par rapport à 2012, qui avait déjà été une année de faibles ventes. Le repli a atteint environ 10 %, ce qui représente 26 000 tec de viandes en moins vendues, et a concerné toutes les principales destinations, aussi bien communautaires que pays tiers. Les baisses les plus marquées ont pu être constatées vers l'Italie (- 5 % environ) et vers la Grèce (- 8,1 %), deux pays où le niveau de consommation s'est particulièrement dégradé et où, par conséquent, la demande en viande importée a été moins importante.

Le solde du commerce de viande s'est à nouveau dégradé en 2013, en raison de la forte baisse des exportations, et a retrouvé le niveau de 2009, après l'amélioration temporaire observée en 2011.

› Poursuite de l'érosion de la consommation dans un contexte de prix toujours élevés

Les cours des femelles ont poursuivi la croissance qu'ils avaient entamé de la fin 2011 jusqu'à l'été 2013. Le manque de disponibilités a créé une tension sur le marché français et tiré les prix à la hausse. Cependant, malgré la faiblesse de la demande, à la fois en France et dans les principaux pays consommateurs de l'Union européenne, la baisse saisonnière des cours a bien eu lieu, et de façon particulièrement prononcée : l'été chaud et sec a renforcé la morosité de la consommation. La sortie d'importants volumes à l'automne, alors que la consommation ne montrait pas plus de dynamisme, aurait accentué le repli des cours. Il a fallu attendre les dernières semaines de l'année pour que les prix remontent légèrement, après être passés sous les niveaux enregistrés en 2012. Les vaches de moins bonnes conformations (de races laitières) ont subi les pertes de valeur les plus importantes. En moyenne sur l'année, les prix des vaches sont restés supérieurs à ceux de 2012 : + 11,6 % pour les vaches R3, + 6,3 % pour les vaches O3. Les mêmes évolutions ont été observées pour les prix des génisses, avec un prix moyen annuel en hausse de 12,0 % pour les génisses R3.

Le report de la demande française sur la viande de jeune bovin a permis de stabiliser les cours de ces gros bovins, qui auraient pu chuter compte tenu de la hausse de la production. Les prix ont été ponctuellement influencés par ceux des vaches, notamment à la baisse en fin de période estivale, mais ils ont terminé l'année au niveau où ils l'avaient commencé. En moyenne annuelle, les cours des jeunes bovins ont été proches de ceux de 2012, supérieurs de 4 centimes, pour les JB U3 et R3 (+ 1,0 %).

La hausse des cours des gros bovins entrée abattoir a été répercutée, en partie, aux consommateurs. Ainsi, les prix de la viande bovine piécée au détail ont progressé de 4,0 % en moyenne sur l'année. Les plus forts écarts ont concerné le premier semestre, avec des valeurs allant de + 4 à + 9 %. Il s'agit d'une des viandes ayant enregistré les plus importantes croissances de prix, derrière le porc et les élaborés de

boucherie. La viande hachée fraîche fait d'ailleurs partie de cette catégorie et son prix a augmenté de 5,2 % en moyenne en 2013, en raison du manque de vaches laitières sur le marché français tout au long de l'année. La viande hachée surgelée, même si elle reste un des produits carnés les moins onéreux, a été revalorisée de 5,9 %.

Dans ce contexte, les achats des ménages en viande bovine piécée ont enregistré une nette baisse. La plupart des viandes de boucherie, et même certains produits de volaille et de charcuterie, ont été délaissées mais la viande bovine a été particulièrement touchée : - 4,0 % (contre - 0,7 % pour l'ensemble des viandes de boucherie fraîches) et - 1,6 % pour la viande hachée surgelée. Seule la viande hachée fraîche s'en est bien sortie (+ 2,0 %), après le repli de 2012.

La consommation totale française, calculée par bilan, a de nouveau reculé (- 2,6 %). Il semble que la consommation hors foyer ait été plus dynamique que celle à domicile, avec notamment des chaînes de restauration rapide toujours attractives et qui absorbent d'importants volumes de viande élaborée.

› Prévisions 2014

La tendance de recapitalisation observée en 2013 sur le cheptel de reproductrices laitières devrait se poursuivre en 2014. Cette dernière année avant la suppression des quotas est stratégique pour les producteurs laitiers qui voudraient développer leur production et donc leur cheptel. L'augmentation des effectifs de femelles pourrait donc se poursuivre à un rythme équivalent à celui de cette année, avec un taux de réforme à peu près semblable, ou très légèrement supérieur. Compte tenu de la croissance du cheptel de vaches (qui compte à la fin de l'année 2013 environ 40 000 têtes de plus que fin 2012), les abattages de vaches laitières devraient progresser en 2014 (+ 2,5 % environ). En races allaitantes, des rétentions de femelles ont été opérées en 2013. Cela pourrait être le signe d'un arrêt de la décapitalisation qui avait débuté mi-2012. Il est néanmoins possible que ces animaux aient été gardés, non pour accroître durablement le cheptel, mais pour détenir de bonnes références PAC sur l'année 2013. Dans ce cas, une partie des vaches allaitantes, les plus âgées, pourraient être réformées sur l'année 2014 et les abattages pourraient enregistrer une hausse significative, d'un peu moins de 6 % (en têtes). Globalement, la hausse des abattages de vaches pourrait s'élever à 4 %, ce qui représente environ 68 000 animaux de plus, avec un alourdissement moyen des carcasses en raison de la plus forte proportion de vaches allaitantes réformées. Compte tenu des effectifs de cheptel de femelles de 16-36 mois en augmentation en fin d'année 2013 (+ 64 000 têtes au 1^{er} octobre), et dans l'hypothèse retenue que les taux de réforme des vaches seraient stables en lait, en progression en allaitant, il devrait y avoir, sur l'année 2014, un plus grand nombre de génisses à sortir (+ 6 % en têtes, un peu plus en volume en raison d'un alourdissement des carcasses). Cela conduirait à une hausse des abattages de femelles de 5,5 % en volume environ. Le phénomène de conversion d'ateliers de bœufs en ateliers de jeunes bovins, voire de suppression de ces ateliers, pourrait se poursuivre en 2014, dans l'optique de restructuration des exploitations laitières. Toutefois, la tendance pourrait se tasser après les fortes chutes des abattages de ces deux dernières années. Les disponibilités en mâles de plus de 14 mois au 1^{er} octobre sont en repli de 6 000 têtes en races allaitantes et en hausse de 3 000 têtes en races laitières. Cela représenterait donc un repli de 2 % des abattages de bœufs sur 2014, avec une plus forte proportion de bœufs laitiers.

D'après les données de la BDNI, il faut s'attendre à de moindres disponibilités en broutards d'environ 40 000 têtes sur le 1^{er} semestre 2014. Les naissances de veaux en races à viande du début d'année devraient être en repli en raison de la baisse du cheptel de femelles reproductrices il y a un an. Cela pourrait impacter à la baisse les disponibilités en broutards pour la fin de l'année. La demande italienne devrait être bonne en début d'année : les bons prix des jeunes bovins devraient encourager les mises en engraissement du début de l'année. Les achats pourraient toutefois fléchir un peu sur le reste de l'année, et le repli ne devrait être que partiellement compensé par des ventes en hausse vers l'Espagne et les pays tiers. Ainsi, les exportations de broutards pourraient poursuivre leur évolution décroissante, au même rythme qu'en 2013 (- 1 %, soit - 10 000 têtes). Il y aurait donc environ 30 000 broutards de moins mis en engraissement en France au premier semestre, et donc autant de sortie de jeunes bovins en moins au second semestre. Les abattages de jeunes bovins devraient en revanche être en hausse sur le premier semestre : il y a, en fin d'année 2013, environ 40 000 animaux de plus de 10 à 22 mois dans les exploitations françaises, qui devraient sortir sur la première moitié de l'année 2014. La production annuelle de jeunes bovins pourrait progresser d'un peu plus de 1 % en 2014.

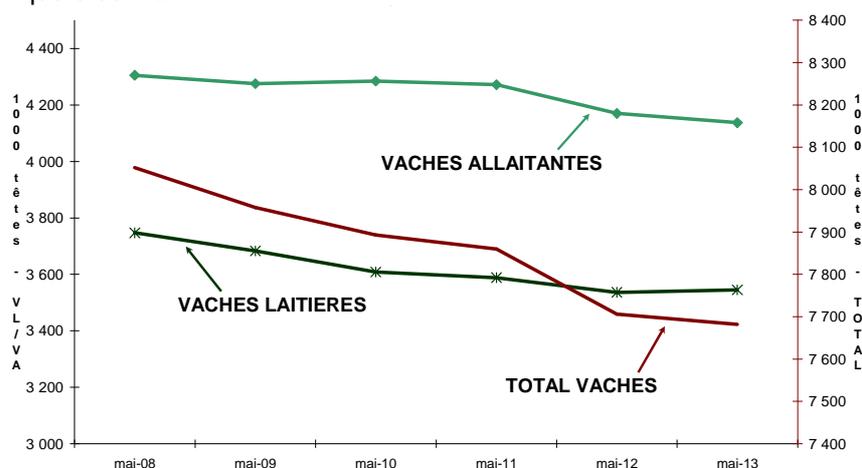
Avec une production bovine en hausse d'environ 3 % sur l'année, et un accroissement des volumes de viandes de femelles, la France devrait être en mesure de mieux répondre à la demande interne et pourrait donc diminuer ses importations de viande. Le pays devrait pouvoir développer ses exportations, grâce à une offre en viande de jeunes bovins en hausse : les ventes pourraient concerner environ 24 000 tec de plus, à condition cependant de trouver des marchés pour les écouler : la production européenne devrait progresser en 2014 et la compétitivité de la France dépendra du rapport de prix entre sa viande et celle des autres pays producteurs, notamment le Brésil ou l'Inde. La consommation pourrait enregistrer une nouvelle baisse, bien moins marquée toutefois que celles de ces dernières années (- 0,6 %).

Cheptel bovin
- enquêtes de mai -

1 000 têtes	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
Vaches laitières	3 683	3 608	3 589	3 536	3 545	0,2
Vaches allaitantes	4 275	4 284	4 272	4 170	4 137	-0,8
Total vaches	7 958	7 893	7 860	7 706	7 682	-0,3
Génisses laitières de 1 à 2 ans	1 054	1 115	1 084	1 078	1 107	2,7
Génisses laitières de plus de 2 ans	709	736	750	710	675	-5,0
Génisses allaitantes de 1 à 2 ans	989	925	897	950	970	2,1
Génisses allaitantes de plus de 2 ans	1 016	1 037	907	885	921	4,0
Total bovins souche	11 727	11 705	11 498	11 330	11 355	0,2
Autres femelles	1 120	1 023	1 080	964	915	-5,1
de 1 à 2 ans	560	463	543	460	452	-1,8
de plus de 2 ans	560	560	538	504	463	-8,2
Mâles de 1 à 2 ans	1 084	1 024	978	964	999	3,7
de type "laitier"	359	382	330	309	311	0,5
de type "viande"	725	642	647	655	689	5,2
Autres mâles (plus de 2 ans)	498	502	458	422	413	-2,1
Autres bovins (moins de 1 an)	5 600	5 747	5 701	5 602	5 497	-1,9
TOTAL BOVINS	20 029	20 001	19 714	19 281	19 179	-0,5

Source : SSP, d'après BDNI

Cheptel de vaches en France
Enquête de mai



Source : FranceAgriMer d'après SSP

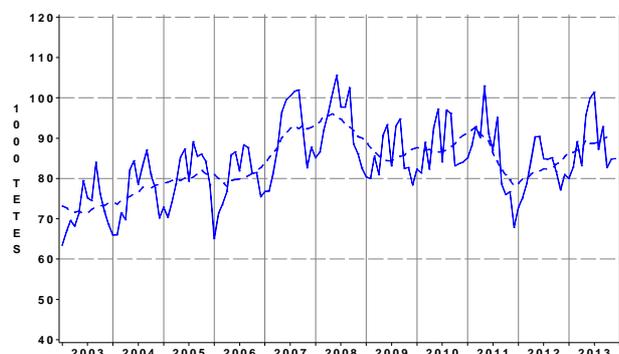
Abattages contrôlés de gros bovins

	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Abattages (1 000 têtes)						
Vaches	1 779,9	1 811,7	1 951,6	1 845,8	1 667,1	-9,7
Génisses	461,2	477,3	489,5	471,0	437,2	-7,2
Jeunes Bovins	1 025,6	1 052,8	1 031,8	986,4	1 064,9	8,0
Bœufs	219,7	248,4	239,4	202,2	180,2	-10,9
TOTAL	3 486,4	3 590,2	3 712,2	3 505,4	3 349,4	-4,4
Abattages (1 000 tec)						
Vaches	627,3	641,9	690,3	648,2	584,0	-9,9
Génisses	162,0	168,9	174,2	167,2	154,1	-7,8
Jeunes Bovins	397,5	415,5	407,1	393,8	423,7	7,6
Bœufs	86,1	96,2	92,8	79,0	69,4	-12,2
TOTAL	1 272,9	1 322,4	1 364,4	1 288,2	1 231,2	-4,4
Poids moyens (kg / tête)						
Vaches	352,4	354,3	353,7	351,2	350,3	-0,3
Génisses	351,3	353,8	355,9	354,9	352,6	-0,7
Jeunes Bovins	387,6	394,6	394,6	399,2	397,8	-0,4
Bœufs	392,0	387,2	387,5	390,7	385,1	-1,4
Ensemble gros bovins	365,1	368,3	367,5	367,5	367,6	0,0

Source : FranceAgriMer d'après SSP

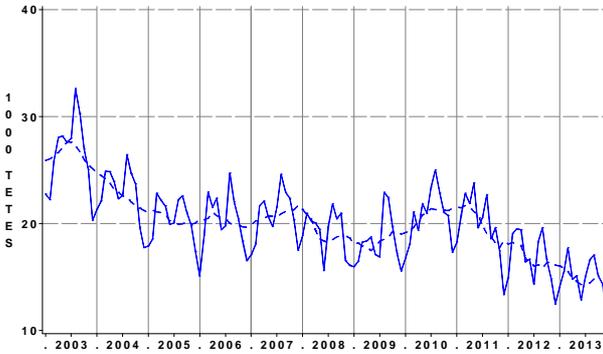
* Estimations

Abattages de jeunes bovins



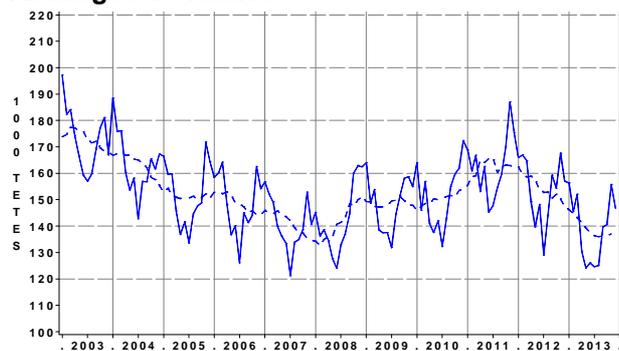
Source : FranceAgriMer, d'après SSP

Abattages de bœufs



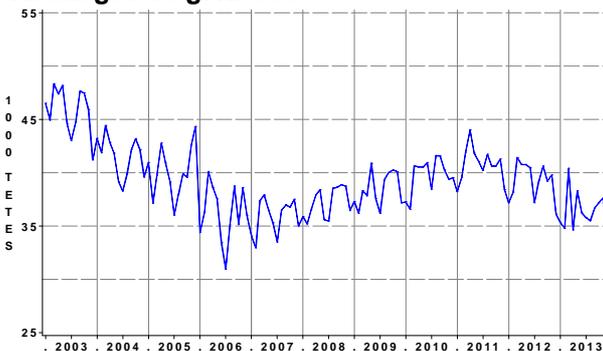
Source : FranceAgriMer, d'après SSP

Abattages de vaches



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

Abattages de génisses



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

Bilan financier du commerce extérieur dans le secteur bovin

millions d'euros	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
EXPORTATIONS	2 136,4	2 210,0	2 536,6	2 415,1	2 149,0	-11,0
Animaux vivants	1 126,0	1 171,0	1 334,5	1 289,6	1 120,0	-13,2
<i>Gros bovins</i>	824,6	855,8	962,5	1 047,4	878,9	-16,1
<i>Veaux</i>	301,4	315,1	372,0	242,1	241,0	-0,5
Viandes fraîches	921,4	943,6	1 091,1	1 014,8	931,6	-8,2
Viandes congelées	57,3	60,9	59,4	50,5	53,7	6,3
Viandes transformées	31,6	34,4	51,7	60,2	43,7	-27,4
IMPORTATIONS	1 364,5	1 397,2	1 463,9	1 579,6	1 602,4	1,4
Animaux vivants	51,5	53,6	56,6	49,4	40,6	-17,7
<i>Gros bovins</i>	14,7	18,8	18,4	16,4	16,2	-1,1
<i>Veaux</i>	36,8	34,8	38,2	33,0	24,4	-25,9
Viandes fraîches	1 016,8	1 049,4	1 076,9	1 143,6	1 176,9	2,9
Viandes congelées	207,4	202,0	227,8	281,2	282,3	0,4
Viandes transformées	88,8	92,2	102,6	105,5	102,6	-2,7
SOLDE	771,8	812,8	1 072,7	835,5	546,6	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Commerce extérieur des bovins vivants de plus de 80 kg destinés à l'engraissement

1 000 têtes	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Exportations totales	1 030,4	1 057,7	1 145,9	997,0	990,3	-0,7
Union européenne 27	1 028,0	1 046,9	1 110,6	974,2	950,7	-2,4
<i>Italie</i>	847,6	852,6	878,0	825,3	781,7	-5,3
<i>Espagne</i>	150,0	159,2	202,1	124,8	135,8	8,7
<i>Grèce</i>	16,0	14,9	12,2	6,1	6,2	2,8
<i>Allemagne</i>	5,1	5,4	7,4	8,7	11,5	32,1
Pays Tiers	2,4	10,8	35,3	22,8	39,6	73,4
<i>Algérie</i>	1,4	4,4	12,7	11,3	22,0	94,1
Importations totales	6,2	3,0	5,4	1,8	1,0	-45,7
Union européenne 27	6,2	3,0	5,4	1,8	1,0	-45,8
<i>Pays-Bas</i>	0,4	0,5	0,6	0,5	0,0	-100,0
<i>Belgique</i>	1,6	1,3	1,4	0,7	0,3	-61,0
<i>Espagne</i>	0,5	0,2	1,0	0,3	0,2	-52,8
<i>Allemagne</i>	1,2	0,2	0,0	0,1	0,0	-100,0
Pays Tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	50,0
SOLDE	1 024,2	1 054,7	1 140,5	995,2	989,3	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à l'engraissement

1 000 têtes	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Exportations totales	712,5	723,7	744,7	747,9	740,3	-1,0
Union européenne 27	710,9	718,3	722,2	731,3	707,7	-3,2
<i>Italie</i>	654,7	661,6	668,7	690,6	659,0	-4,6
<i>Espagne</i>	30,0	25,3	27,3	19,7	24,0	22,1
<i>Grèce</i>	13,8	13,1	10,9	5,5	5,6	1,4
<i>Allemagne</i>	4,6	5,1	6,7	7,2	7,6	6,4
Pays Tiers	1,6	5,4	22,6	16,6	32,5	96,2
<i>Algérie</i>	1,1	2,9	11,1	8,2	18,4	123,8
<i>Maroc</i>	0,0	0,0	1,5	0,8	1,7	112,8
Importations totales	2,3	4,1	0,8	0,4	1,2	223,2
Union européenne 27	2,3	4,1	0,8	0,4	1,2	225,8
<i>Belgique</i>	1,2	1,1	0,5	0,3	0,4	8,6
<i>Espagne</i>	0,2	1,0	0,3	0,0	0,1	233,3
<i>Allemagne</i>	0,2	0,0	0,0	0,0	0,1	3 000,0
Pays Tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-100,0
SOLDE	710,3	719,6	743,9	747,5	739,0	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à la boucherie

1 000 têtes	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Exportations totales	109,6	134,4	184,2	137,9	52,5	-62,0
Union européenne 27	85,6	74,9	78,7	37,2	32,4	-13,0
<i>Italie</i>	58,7	58,5	55,7	30,4	25,8	-15,1
<i>Allemagne</i>	7,7	3,6	11,8	2,1	1,8	-13,9
<i>Belgique</i>	13,1	8,7	2,1	1,5	2,8	80,0
<i>Grèce</i>	2,6	1,6	1,4	0,5	0,3	-26,5
Pays Tiers	23,9	59,5	105,5	100,7	20,1	-80,1
<i>Liban</i>	9,0	44,2	37,1	7,4	11,7	57,0
<i>Algérie</i>	6,1	7,1	13,9	9,9	6,8	-30,8
<i>Turquie</i>	0,0	0,0	50,9	82,5	0,0	-100,0
Importations totales	9,4	10,6	14,6	15,6	10,2	-34,4
Union européenne 27	9,4	10,5	14,6	15,6	10,2	-34,4
<i>Belgique</i>	4,2	3,9	3,2	4,5	0,8	-83,3
<i>Espagne</i>	4,9	6,1	6,4	5,8	0,8	-87,1
Pays Tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
SOLDE	100,2	123,8	169,6	122,3	42,2	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Échanges de viande bovine (gros bovins + veaux)

1 000 tec	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
VIANDE FRAICHE						
Exportations totales	235,4	248,0	275,5	232,6	211,4	-9,1
Union européenne 27	233,4	242,3	251,1	228,1	208,1	-8,8
<i>Italie</i>	91,0	92,2	93,6	93,9	89,3	-4,8
<i>Allemagne</i>	36,4	41,1	47,7	39,7	38,9	-2,1
<i>Grèce</i>	77,5	74,2	71,9	62,3	57,2	-8,1
Pays Tiers	2,0	5,7	24,5	4,5	3,4	-25,9
<i>Turquie</i>	0,0	3,2	17,5	0,0	0,0	-100,0
Importations totales	301,6	302,7	272,5	269,5	270,0	0,2
Union européenne 27	298,8	300,7	271,2	268,1	268,2	0,0
<i>Pays-Bas</i>	82,9	81,3	77,3	73,7	79,1	7,3
<i>Allemagne</i>	74,2	71,5	56,8	54,0	51,6	-4,6
<i>Irlande</i>	42,3	44,1	40,2	36,1	31,1	-13,8
<i>Italie</i>	31,2	32,6	25,8	26,0	25,1	-3,3
Pays Tiers	2,8	2,0	1,3	1,4	1,8	28,3
Solde	-66,2	-54,7	3,1	-36,9	-58,6	
VIANDE CONGEELE						
Exportations totales	26,0	27,4	25,0	18,1	17,9	-1,3
Union européenne 27	22,8	22,1	18,4	13,9	13,5	-2,7
<i>Belgique</i>	5,5	6,7	6,9	5,0	5,0	-0,7
Pays Tiers	3,2	5,3	6,6	4,3	4,4	3,4
<i>Russie</i>	0,0	1,9	2,6	0,4	0,3	-22,7
Importations totales	88,1	86,3	84,8	94,7	92,5	-2,3
Union européenne 27	84,8	83,9	82,5	93,6	91,3	-2,4
<i>Allemagne</i>	21,9	19,6	16,9	15,8	16,1	2,0
<i>Pays-Bas</i>	22,6	19,1	16,0	12,9	9,1	-29,3
<i>Irlande</i>	11,2	14,7	17,4	21,2	25,9	22,5
<i>Italie</i>	16,3	16,3	14,9	20,2	17,5	-13,2
Pays Tiers	3,3	2,4	2,4	1,1	1,2	6,6
Solde	-62,1	-58,9	-59,8	-76,6	-74,6	
VIANDE TRANSFORMEE						
Exportations totales	9,3	10,1	14,4	16,2	11,5	-28,9
Union européenne 27	6,0	6,8	10,6	11,3	6,7	-40,5
Pays Tiers	3,3	3,3	3,8	4,9	4,8	-2,3
Importations totales	19,0	19,2	17,5	17,6	16,3	-7,3
Union européenne 27	13,3	13,8	13,3	14,1	13,0	-8,0
Pays Tiers	5,6	5,4	4,2	3,5	3,3	-4,6
Solde	-9,7	-9,1	-3,1	-1,4	-4,8	
EXPORTATIONS	270,6	285,4	315,0	267,0	240,9	-9,8
IMPORTATIONS	408,7	408,2	374,8	381,8	378,8	-0,8
SOLDE	-138,0	-122,7	-59,9	-114,8	-138,0	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

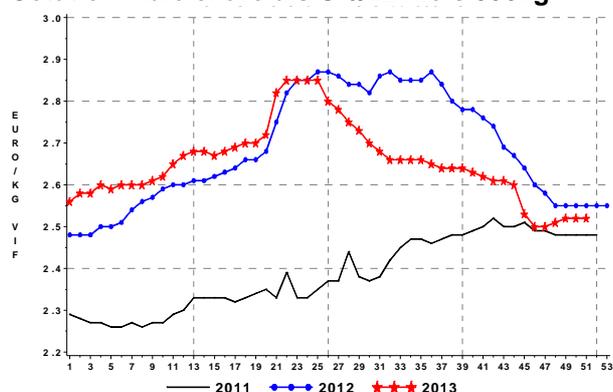
Évolution annuelle des cotations des gros bovins

	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
Animaux maigres (mâles 6-12 mois) en €/kg vif						
Mâle Limousin U3	2,56	2,57	2,54	2,88	2,83	-1,7
Mâle Charolais U3	2,46	2,54	2,50	2,81	2,78	-1,0
Mâle Croisé R3	2,21	2,23	2,23	2,45	2,32	-5,3
Femelle Charolais R3	2,06	2,02	2,07	2,33	2,48	6,4
Gros bovins entrée abattoir (€/kg carcasse)						
Prix moyen pondéré	2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	7,7
Bœufs U3	3,49	3,51	3,67	4,08	4,52	10,8
Bœufs R3	3,16	3,15	3,35	3,85	4,21	9,5
Jeunes Bovins U3	3,42	3,40	3,69	4,02	4,06	1,0
Jeunes Bovins R3	3,14	3,14	3,47	3,85	3,89	1,1
Génisses U3	3,87	3,87	4,00	4,32	4,93	14,1
Génisses R3	3,24	3,28	3,45	3,98	4,46	12,0
Vaches R3	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	11,6
Vaches O3	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	6,3

Source : FranceAgriMer

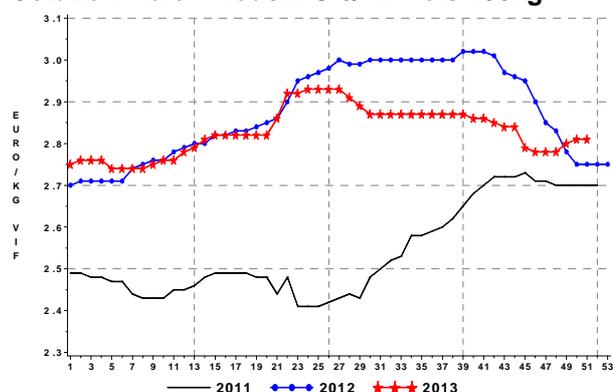
Remarque : Le mode de calcul des cotations entrée abattoir a été modifié à partir de la semaine 3 de 2012.

Cotation mâle charolais U 6/12 mois 350kg



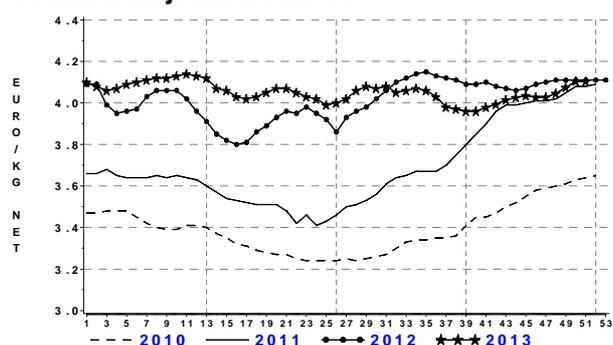
Source : FranceAgriMer

Cotation mâle limousin U 6/12 mois 290kg



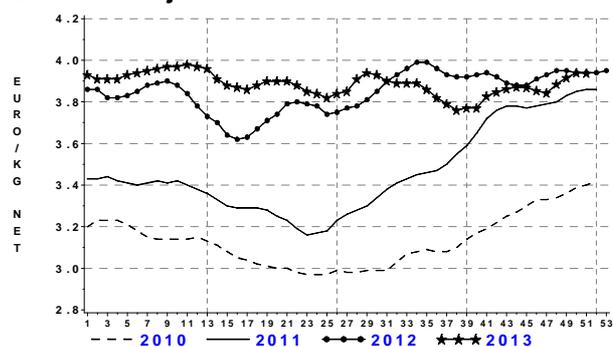
Source : FranceAgriMer

Cotation du jeune bovin U3



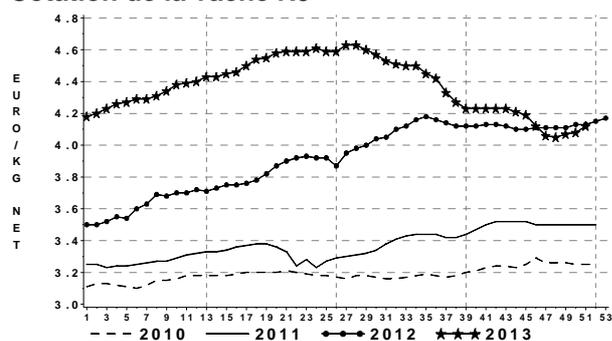
Source : FranceAgriMer

Cotation du jeune bovin R3



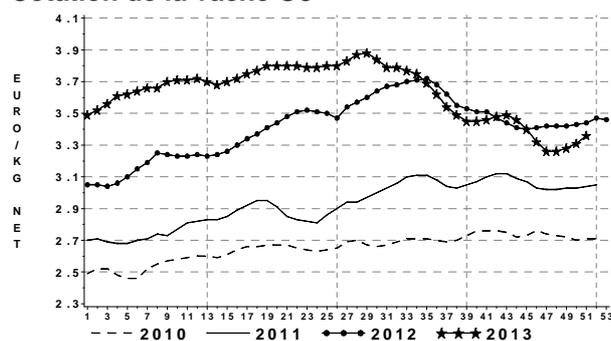
Source : FranceAgriMer

Cotation de la vache R3



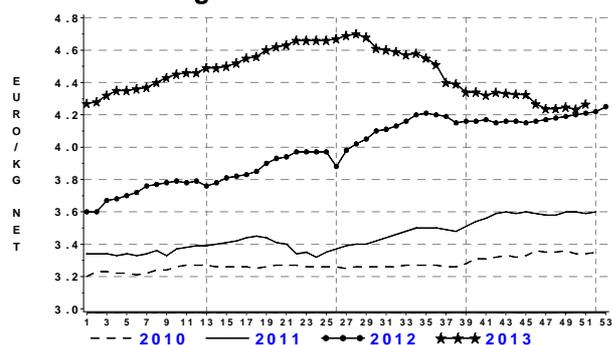
Source : FranceAgriMer

Cotation de la vache O3



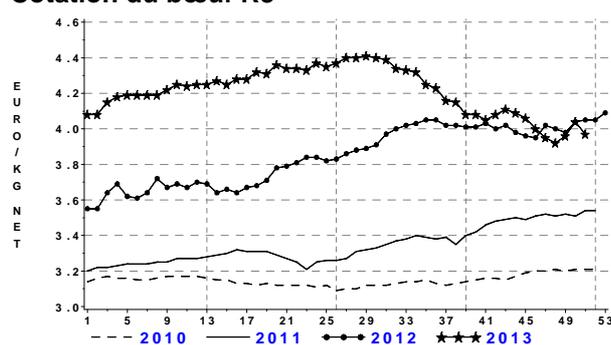
Source : FranceAgriMer

Cotation de la génisse R3



Source : FranceAgriMer

Cotation du bœuf R3



Source : FranceAgriMer

Prix d'achat de viande de bœuf par les ménages

€/kg	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
Viande de bœuf	12,44	12,51	12,94	13,59	14,13	4,0
dont à griller	15,10	15,10	15,46	16,27	16,72	2,8
dont à bouillir	6,58	6,68	6,89	7,56	8,10	7,1
Viande de bœuf hachée	9,23	9,30	9,57	9,72	10,28	5,8

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Consommation de viande de gros bovins

	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Consommation par bilan (1000 tonnes)	1 374,5	1 407,2	1 388,2	1 373,1	1 337,2	-2,6
Consommation par habitant (kg / hab)	21,4	21,8	21,4	21,0	20,4	-3,1

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes, PVE

* Estimations

Bilan dans le secteur des gros bovins finis

	2012		2013*		%13*/12	
	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec
Production contrôlée	3 627,8	1 317,3	3 391,7	1 241,2	-6,5	-5,8
Commerce extérieur						
Animaux vivants						
Exportations ⁽¹⁾	137,9	32,7	52,5	12,4	-62,0	-62,0
Importations ⁽¹⁾	15,6	3,6	10,2	2,4	-34,4	-34,4
SOLDE	122,3	29,0	42,2	10,1	-65,5	-65,4
Abattages contrôlés	3 505,4	1 288,2	3 349,4	1 231,2	-4,4	-4,4
Commerce extérieur						
Viande et conserves						
Exportations		267,0		240,9		-9,8
Viande fraîche ⁽²⁾		232,6		211,4		-9,1
Viande congelée		18,1		17,9		-1,3
Conserves		16,2		11,5		-28,9
Importations		351,8		346,9		-1,4
Viande fraîche ⁽²⁾		239,5		238,1		-0,6
Viande congelée		94,7		92,5		-2,3
Conserves		17,6		16,3		-7,3
SOLDE		-84,9		-106,0		25,0
Consommation contrôlée		1 373,1		1 337,2		-2,6
SOLDE (Prod - Cons)		-55,8		-96,0		

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes, PVE

* Estimations

⁽¹⁾ Animaux de plus de 300 kg vif destinés à la boucherie

⁽²⁾ Viandes de gros bovins (les quantités de viande de veaux sont exclues)

Prévisions 2014

Prévisions de production

1 000 tec	2011	2012	2013*	2014**	%14**/13*
Jeunes bovins	479,4	452,8	443,5	449,3	1,3
Bœufs	92,8	79,0	69,4	68,0	-2,0
Femelles	832,5	785,4	728,3	764,7	5,0
Gros Bovins	1 404,6	1 317,3	1 241,2	1 282,0	3,3

Source : FranceAgriMer, d'après SSP, Douanes

* Estimations, ** Prévisions

1 000 tec	2010	2011	2012	2013*	2014**	%14**/13*
Production	1 351,8	1 404,6	1 317,3	1 241,2	1 282,0	3,3
Abattages	1 322,4	1 364,4	1 288,2	1 231,2	1 275,5	3,6
Export viandes	285,4	315,0	267,0	240,9	264,9	10,0
Import viandes	370,2	338,8	351,8	346,9	319,1	-8,0
Consommation	1 407,2	1 388,2	1 373,1	1 337,2	1 329,7	-0,6

Source : FranceAgriMer, d'après SSP, Douanes, PVE

* Estimations, ** Prévisions

Le marché des gros bovins dans l'Union européenne

› Femelles : la recapitalisation laitière entraîne la baisse des abattages

Les effectifs de vaches allaitantes ont une nouvelle fois reculé en 2013, d'après les enquêtes de cheptel de mai réalisées dans les différents États membres. À l'échelle de l'UE à 15, un repli de 0,8 % a été enregistré. Les trois premiers pays détenteurs d'un cheptel allaitant ont réduit leurs effectifs de femelles reproductrices : la France, l'Espagne et le Royaume-Uni. Le phénomène de décapitalisation constaté l'an passé s'est confirmé. Entre une crise économique qui dure, des coûts de production élevés et une consommation de viande peu dynamique, les conditions ne sont pas réunies pour une croissance de la production bovine, notamment dans les pays du sud de l'Europe (Espagne, Italie). Ce n'est cependant pas le cas en Irlande, où le cheptel s'est stabilisé à un bon niveau comparativement aux cinq dernières années. Le cheptel de vaches allaitantes français s'est renforcé au fil des mois pour retrouver le niveau qu'il avait en 2012 à la fin de l'année ; s'agit-il d'une véritable recapitalisation ou d'une rétention temporaire des femelles ?

Pour la seconde année consécutive, le cheptel de vaches laitières de l'Union européenne, et plus précisément de l'UE à 15, s'est étoffé. Les enquêtes de mai 2013 indiquent en effet un accroissement de 1,3 % du troupeau de femelles reproductrices, ce qui représente 235 000 vaches de plus qu'en mai 2012. La suppression des quotas laitiers en 2015 et l'opportunité qui s'en suit de développer la production laitière a conduit certains États membres à poursuivre la recapitalisation qu'ils avaient entamée en 2012. C'est le cas de l'Irlande, des Pays-Bas et de l'Allemagne. Après de nombreuses années de baisse, la France a également inversé la tendance et a développé son cheptel de vaches laitières.

Dans ces pays, la réduction du taux de réforme a entraîné une chute des abattages de vaches qui s'est prolongée tout au long de l'année. La tendance des abattages a été similaire en races allaitantes : des réformes moins nombreuses, en raison d'un cheptel moins important en début d'année, et des rétentions de femelles dans certains pays, comme la France. La chute des abattages de vaches a donc été très nette dans les principaux pays producteurs, ce qui a créé un manque d'offre sur leurs marchés respectifs en particulier et sur le marché communautaire en général. La France a abattu près de 10 % de vaches en moins par rapport à 2012, l'Allemagne et les Pays-Bas environ 6 % de moins. Le Royaume-Uni est un des rares États à avoir développé ses abattages de vaches. Dans ce pays, la tendance a été plutôt à la décapitalisation, que ce soit en vaches laitières ou allaitantes. Les problèmes de fertilité des femelles, les mauvaises conditions climatiques du printemps et le manque de fourrages pour les animaux ont renforcé cette évolution : les sorties se sont accélérées, notamment sur la seconde partie de l'année, les femelles ont été moins bien finies et les carcasses se sont allégées.

La recapitalisation laitière a été accompagnée d'un développement du potentiel de renouvellement : un plus grand nombre de génisses a été conservé. Ceci explique la réduction des abattages de ces femelles dans certains des principaux pays producteurs, comme la France et l'Allemagne. La production irlandaise de génisses a, en revanche, nettement progressé. L'activité de la filière s'est recentrée sur le cœur de cible (génisses et bœufs), avec une incitation via le doublement de la prime accordée aux animaux certifiés (qui est passée de 0,06 à 0,12 cents) qui s'ajoute aux prix de base (production « Prime Cattle »). Pour des raisons différentes, les abattages de génisses ont également progressé au Royaume-Uni : le pays est dans une phase de décapitalisation et les besoins de renouvellement de cheptel sont moins importants.

› Mâles : relance de la production dans certains États, en jeunes bovins ou en bœufs

Les enquêtes de cheptel réalisées en mai 2013 indiquent une croissance des effectifs de bovins mâles de 1 à 2 ans de 5,1 % par rapport à mai 2012, soit de 319 000 têtes. Ce troupeau a atteint 6,59 millions de têtes, un niveau plus élevé que celui des deux années précédentes. Cette évolution est la conséquence de la croissance du cheptel de femelles en 2012 dans certains grands pays naisseurs européens (Allemagne, Danemark, Pays-Bas, Irlande) et du repli des exportations de bovins maigres vers les pays tiers, voire au sein du marché communautaire, dans d'autres pays tels que la France. Les disponibilités pour l'activité d'engraissement de jeunes bovins, ou de bœufs selon les pays, ont donc été supérieures à ce qu'elles étaient en 2012.

Les données d'abattages l'ont confirmé : la France a développé sa production de jeunes bovins en 2013, tout comme l'Espagne. Dans ce pays, après quatre années de perte de rentabilité pour les éleveurs, la situation s'est améliorée. Si les engraisseurs espagnols sont restés prudents sur la première moitié de l'année, ils ont relancé leur production au second semestre, alors que les prix de l'aliment commençaient

à diminuer. En Allemagne, les abattages de jeunes bovins se sont inscrits sur une tendance baissière jusqu'à l'été, mais elle s'est inversée à partir du mois de septembre. Cependant, l'étoffement de la production sur les derniers mois n'a pas suffi à compenser le repli du début d'année et les abattages de jeunes bovins allemands ont reculé en moyenne sur l'année.

La situation a été plus délicate en Italie. La filière engraissement connaît dans ce pays une crise économique difficile depuis plusieurs années et dont les effets se sont poursuivis en 2013. Entre, d'un côté, des animaux maigres relativement chers et des coûts de production (aliment notamment) qui n'ont cessé d'augmenter et, de l'autre côté, des prix de vente des animaux gras qui ne permettent pas de couvrir les charges, les engraisseurs transalpins ont cumulé des pertes de rentabilité. Le comportement des consommateurs a de plus fortement changé avec la crise économique, avec un délaissement de la viande bovine, considérée comme trop chère. Dans ce contexte, les mises en engraissement ont été plus prudentes, avec, sur le premier semestre, des taux de remplissage inférieur de 10 à 40 % à la moyenne saisonnière selon les régions, d'après les opérateurs italiens. Les abattages de jeunes bovins ont par conséquent chuté en 2013 (- 11 % en têtes).

La Pologne s'est concentrée sur l'engraissement de jeunes bovins, réduisant ses exportations de veaux et de bovins maigres dès 2012 afin de conserver ces animaux dans ses exploitations. La crise de la viande de cheval qui a touché le pays en février 2013 a rendu plus difficile l'écoulement de la viande bovine, ce qui n'a pas pour autant freiné la production.

L'Irlande a accru ses abattages de bœufs. Les disponibilités ont été en hausse ce qui a favorisé le développement de cette production. De plus, comme les génisses, ces bovins entrent dans la production « Prime Cattle » et ont bénéficié du doublement de la prime pour les animaux certifiés. La décapitalisation britannique a limité les effectifs de mâles disponibles pour la production de bœufs, ce qui explique la baisse des abattages pour cette catégorie de gros bovins au Royaume-Uni.

Les exportations de gros bovins vivants ont chuté de moitié en 2013. L'inaccessibilité du marché turc a fortement pénalisé certains pays, la France en particulier. Les autres marchés pays tiers n'ont pas permis d'absorber des volumes équivalents à ceux qui étaient l'année précédente dirigés vers la Turquie. Le Liban et l'Afrique du Nord ont été des débouchés intéressants, dont ont profité l'Allemagne, la France et l'Espagne. Les envois de bovins espagnols ont été concomitants avec ceux d'ovins, qui s'exportent très bien vers les pays du Maghreb. L'ouverture de la Libye a été une opportunité pour écouler quelques milliers de bovins : l'Espagne a pris des parts de marché, tout comme la France et l'Irlande. Mais ce qui a freiné les exportations européennes en vif, c'est non seulement la perte de certains marchés importants, mais également, et peut-être surtout, la rareté de l'offre au cours de cette année.

› Commerce de viande : nouvelle dégradation du solde des échanges

Le commerce intra-communautaire de viande bovine a légèrement reculé en 2013 (environ - 3 % d'après le calcul réalisé sur les données d'importation). Il s'agit de la troisième année consécutive de ralentissement des échanges au sein du marché européen. Deux effets se sont combinés pour conduire à cette évolution :

- une réduction de l'offre tout d'abord, puisque les abattages de gros bovins ont reculé de presque 3 % en moyenne sur l'année, ce qui représente environ 183 000 tec de moins ;
- une décroissance de la demande ensuite : les effets de la crise économique se sont encore bien faits sentir en 2013, non seulement dans les pays du sud qui étaient déjà nettement touchés les années précédentes, mais également dans de nouveaux pays comme l'Allemagne.

Quelques exceptions sont à noter cependant : les ventes de viande irlandaise « Prime Cattle » (viande de bœufs et de génisses certifiée, de haut de gamme) se sont renforcées vers le Royaume-Uni. L'Irlande a bénéficié du contrecoup de la crise sanitaire de la viande de cheval survenue dès le début de l'année (février 2013) et de la perte de confiance des consommateurs britanniques pour la viande importée polonaise. Au contraire, la Pologne a été fortement pénalisée par ce scandale et les opérateurs ont eu du mal à trouver des débouchés pour leur viande pendant une grande partie de l'année. Ils ont réorienté en fin d'année leur offre sur de la viande bas de gamme et premier prix qui a pu être plus facilement écoulée, notamment vers l'Allemagne, où elle a concurrencé la viande allemande dans les industries de transformation.

Le commerce de l'Union européenne avec les pays tiers a également fortement diminué (environ - 20 % sur les exportations, ce qui fait une baisse de 50 000 tec). Si la baisse de l'offre communautaire est une raison de ces moindres expéditions, d'autres facteurs ont eu un impact important. Le premier est la difficulté d'accès à certains marchés pays tiers, et plus particulièrement la Turquie, que ce soit en vif ou en viande. La Pologne avait exporté de gros volumes de viande vers ce marché en 2012. Elle comptait sur ce débouché à nouveau en 2013 pour écouler sa production, qu'elle avait accrue. Les volumes non exportés vers la Turquie ont été reportés sur le marché communautaire, sans toutefois trouver de

débouchés en raison de la dégradation de l'image de la viande bovine polonaise. De plus, l'interdiction de l'abattage rituel dans les outils industriels polonais survenue en milieu d'année a limité les possibilités d'exportation vers les pays tiers du pourtour méditerranéen. La fermeture du marché turc a pénalisé d'autres pays exportateurs (France, Allemagne), qui ont tenté de reporter leurs produits vers les principaux importateurs européens, Italie en tête. Ces tentatives ont cependant été freinées par une demande italienne peu dynamique tout au long de l'année.

La concurrence du Brésil a été un second facteur expliquant le repli des exportations européennes vers les pays tiers. Ce pays a développé sa production de 3 % par an au cours des deux dernières années ce qui lui a permis de reprendre des parts marchés à l'exportation, perdues entre 2008 et 2011. Le retour de la viande brésilienne sur le marché mondial s'est fait au moment où l'offre européenne s'est raréfiée et où les prix étaient relativement élevés, un moment donc idéal pour le Brésil.

Cette situation de déficit de l'offre dans l'Union européenne a également l'opportunité pour le Brésil d'y vendre une partie de ses volumes. Les exportations brésiliennes vers l'UE ont ainsi progressé de 30 % en 2013, ce qui représente 20 000 tec de plus environ. Globalement, les importations européennes de viande bovine ont augmenté en 2013. Le Brésil a représenté deux-tiers de la hausse en volume. L'Australie a complété les apports de viande sur le marché européen. Suite à la croissance des importations et la chute des exportations, le solde du commerce européen de viande bovine s'est dégradé en 2013. Il a accusé un déficit de 123 000 tec.

› **Le fléchissement de la consommation freine la hausse des cours**

En 2013, les prix des gros bovins ont progressé dans l'Union européenne (+ 2,1 %). Cette moyenne cache toutefois des disparités entre pays et entre catégories d'animaux.

En Irlande et au Royaume-Uni, les prix ont été tirés à la hausse par une demande spécifique pour la viande locale, suite à la perte de confiance des consommateurs pour la viande importée, polonaise en particulier. De plus, les britanniques ont eu tendance à se détourner des plats préparés et à préférer la viande fraîche, même si elle est plus onéreuse. Ainsi, même si la consommation a reculé dans ces deux pays, les prix ont progressé grâce au changement de comportement des consommateurs. En fin d'année une décroissance a été constatée sur les prix irlandais, en lien avec celle opérée sur le continent.

Cette décroissance des cours sur la seconde partie de l'année a touché la France, mais en moyenne les gros bovins ont été vendus à des prix plus élevés qu'en 2012. Le manque d'offre en viande de femelles en France a permis de limiter la baisse qui aurait pu être observée sur les cours des jeunes bovins, dont la production a fortement progressé. L'Espagne et l'Italie sont les deux autres pays producteurs où les prix ont en moyenne augmenté en 2013. Là encore, le manque d'offre a limité la baisse des cours dans un contexte de demande morose. La fin de l'année a été plutôt meilleure, avec une relance de la consommation à l'approche des fêtes, qui a soutenu les cours.

Les prix des bovins (vaches et jeunes bovins) allemands ont commencé l'année sur de hauts niveaux. La consommation était alors dynamique et les ménages prêts à mettre le prix pour consommer de la viande bovine de qualité. La crise économique a toutefois fini par se faire sentir aussi dans ce pays, et l'impact sur la consommation a été immédiat. Les allemands ont réduit leurs achats de viande bovine, ce qui a entraîné les prix à la baisse. Entre la semaine 7 (pic des prix) et la semaine 52, le prix moyen des gros bovins en Allemagne a perdu 48 centimes le kilo.

En Pologne, les prix ont chuté en 2013 : le pays a subi un véritable déséquilibre entre l'offre, plutôt dynamique, et la demande, en fort repli, notamment à l'exportation. Les cours ont reculé de 5,8 %, une des plus fortes baisses enregistrées en 2013 dans l'Union européenne. Le choix du pays de se concentrer sur de la production de viande bas de gamme n'a pas joué en faveur des prix.

La consommation européenne a diminué en 2013, pour la troisième année consécutive, mais dans une moindre ampleur. Pour la première fois depuis quatre ans, le taux auto-provisionnement est repassé sous la barre des 100 %.

› **Prévisions 2014**

En 2014, la tendance baissière de la production de viande bovine européenne pourrait s'inverser. La recapitalisation qui s'est opérée (et qui pourrait se poursuivre, surtout dans le cheptel laitier) dans un certain nombre d'États membres devrait permettre de relancer la production de gros bovins. Ainsi, la France, l'Allemagne, l'Espagne, les Pays-Bas et l'Irlande devraient enregistrer des hausses de production. Au Royaume-Uni, malgré un cheptel un peu réduit, la production pourrait être plus dynamique qu'en 2013, les conditions étant meilleures qu'au début de l'année 2013. La situation devrait continuer à s'améliorer en Espagne, dans la continuité de ce qui s'est passé en 2013. La production devrait augmenter, en particulier si les prix des matières premières ne restent pas trop élevés. L'avenir de la filière en Italie dépendra fortement du contexte économique. Dans le meilleur des cas, la production bovine pourrait se stabiliser

dans ce pays. Mais l'accumulation des difficultés financières des engraisseurs transalpins de jeunes bovins pourrait plutôt conduire à une poursuite du déclin de leur activité. Globalement, la production européenne pourrait progresser légèrement, d'un peu moins de 1 %. Les exportations de gros bovins vivants pourraient se développer vers les pays tiers, avec un renforcement des ventes vers la Libye par exemple et une augmentation des expéditions italiennes, le pays étant passé en statut ESB de « risque négligeable ».

Grâce à ce regain de production, les exportations de viande bovine pourraient également augmenter, avec comme débouché le marché russe pour l'Allemagne, les marchés nord-africains pour l'Espagne... De nouveaux marchés tiers pourraient faciliter les ventes à l'exportation. Mais il faudra compter avec la concurrence du Brésil, dont la production est prévue à nouveau à la hausse en 2014, et avec l'Inde. Le Brésil devrait d'ailleurs également approvisionner le marché communautaire, contribuant à la croissance des importations de l'UE.

L'offre en hausse (européenne et à l'importation) devrait permettre de satisfaire une demande un peu plus dynamique, dans l'hypothèse de reprise économique. La consommation pourrait ainsi enregistrer sa première hausse depuis sept ans (un peu moins de 1 %). Il s'agirait d'un signe positif pour l'ensemble de la filière bovine européenne, plus particulièrement allaitante.

Cheptel bovin dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Allemagne	12 945	12 810	12 563	12 477	12 587	0,9
Autriche	2 013	2 019	1 982	1 957	1 939	-0,9
Belgique	2 601	2 593	2 560	2 484	2 455	-1,2
Danemark	1 621	1 642	1 645	1 629	1 603	-1,6
Espagne	6 009	6 277	6 048	6 003	5 822	-3,0
France	20 029	20 001	19 714	19 281	19 179	-0,5
Irlande	6 715	6 607	6 493	6 754	6 903	2,2
Italie	6 343	6 056	5 790	5 914	6 053	2,4
Pays-Bas	3 950	3 970	3 868	3 879	4 000	3,1
Royaume-Uni	10 025	10 115	9 933	9 900	9 843	-0,6
UE 15	76 917	76 706	75 091	74 766	74 858	0,1
Pologne	5 700	5 724	5 762	5 777	5 860	1,4
R. tchèque	1 394	1 392	1 354	1 374	1 355	-1,4
Roumanie	2 617	2 501	2 113	2 063	2 054	-0,4
NEM 12	13 495	13 337	12 915	12 921	13 003	0,6
UE 27	90 412	90 043	88 006	87 687	87 861	0,2

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

* Estimations

Cheptel animaux mâles de 1 à 2 ans dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Allemagne	1 106	1 075	1 017	982	1 031	5,1
Autriche	173	177	168	163	165	1,7
Belgique	125	127	127	129	130	0,8
Danemark	43	42	40	37	39	5,4
Espagne	165	155	245	257	235	-8,4
France	1 084	1 024	978	964	1 000	3,7
Irlande	850	761	674	770	873	13,3
Italie	697	685	583	510	524	2,6
Pays-Bas	60	60	53	52	55	5,8
Royaume-Uni	1 070	1 071	1 042	1 021	1 060	3,8
UE 15	5 799	5 589	5 326	5 257	5 489	4,4
Pologne	569	602	615	621	681	9,6
R. tchèque	130	116	117	109	112	2,8
Roumanie	96	90	80	74	78	5,1
NEM 12	1 024	1 049	1 046	1 019	1 104	8,4
UE 27	6 823	6 638	6 373	6 275	6 594	5,1

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

* Estimations

Cheptel de vaches dans l'Union européenne

- enquêtes de mai-juin -

1 000 têtes	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
VACHES LAITIÈRES						
Allemagne	4 206	4 183	4 185	4 191	4 223	0,8
Autriche	533	535	532	529	524	-0,9
Belgique	525	521	508	509	487	-4,3
Danemark	565	574	575	582	576	-1,0
Espagne	838	837	851	836	823	-1,5
France	3 683	3 608	3 589	3 536	3 545	0,2
Irlande	1 129	1 093	1 139	1 141	1 163	2,0
Italie	1 815	1 851	1 718	1 800	1 989	10,5
Pays-Bas	1 530	1 510	1 463	1 484	1 553	4,6
Royaume-Uni	1 857	1 847	1 814	1 812	1 782	-1,7
UE 15	17 803	17 655	17 410	17 443	17 678	1,3
Pologne	2 606	2 538	2 473	2 441	2 361	-3,3
R. tchèque	397	381	372	371	364	-1,9
Roumanie	1 512	1 431	1 181	1 188	1 208	1,7
NEM 12	6 074	5 834	5 489	5 457	5 392	-1,2
UE 27	23 877	23 489	22 899	22 899	23 070	0,7
VACHES ALLAITANTES						
Allemagne	736	717	699	673	673	-0,1
Autriche	267	264	260	253	245	-3,4
Belgique	533	528	521	525	539	2,7
Danemark	116	112	110	106	102	-3,8
Espagne	1 945	1 992	1 882	1 803	1 772	-1,7
France	4 275	4 284	4 272	4 170	4 137	-0,8
Irlande	1 154	1 137	1 102	1 149	1 150	0,1
Italie	446	397	388	367	392	6,8
Pays-Bas	80	80	105	99	84	-15,2
Royaume-Uni	1 626	1 657	1 675	1 657	1 611	-2,8
UE 15	11 970	11 982	11 805	11 612	11 518	-0,8
Pologne	82	118	153	137	170	24,3
R. tchèque	163	182	176	193	186	-3,9
Roumanie	12	16	14	18	13	-25,0
NEM 12	471	543	592	615	654	6,4
UE 27	12 440	12 525	12 396	12 226	12 172	-0,4
TOTAL VACHES						
UE 15	29 773	29 638	29 215	29 055	29 196	0,5
NEM 12	6 544	6 377	6 081	6 071	6 045	-0,4
UE 27	36 317	36 014	35 296	35 126	35 241	0,3

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

* Estimations

Attention : l'enquête italienne a changé entre 2012 et 2013, les données ne sont donc pas comparables.

Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

1 000 tec	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Allemagne	1 131,6	1 134,9	1 106,1	1 081,0	1 034,5	-4,3
Autriche	215,6	217,0	213,4	213,9	221,8	3,7
Belgique	201,4	207,3	219,4	209,7	199,2	-5,0
Danemark	97,9	101,8	105,9	98,9	96,1	-2,8
Espagne	457,6	448,5	444,0	440,4	437,8	-0,6
France	1 245,6	1 297,5	1 333,3	1 260,5	1 205,0	-4,4
Irlande	513,8	558,1	545,5	494,6	522,8	5,7
Italie	918,5	937,3	880,4	854,1	802,0	-6,1
Pays-Bas	178,6	168,8	165,4	161,1	158,7	-1,5
Royaume-Uni	848,5	922,3	932,9	879,0	847,3	-3,6
UE 15	6 128,3	6 305,1	6 258,6	5 983,3	5 809,5	-2,9
Pologne	369,7	371,6	379,0	379,0	376,4	-0,7
R. tchèque	76,0	73,4	71,3	64,9	62,7	-3,4
Roumanie		23,3	21,7	21,7	22,1	1,8
NEM 12	623,4	617,0	614,3	600,5	590,7	-1,6
UE 27	6 751,7	6 922,1	6 872,9	6 583,7	6 400,3	-2,8

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

* Estimations

Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

1 000 têtes	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Abattages de vaches						
France	1 777,5	1 814,1	1 953,2	1 847,5	1 668,3	-9,7
Allemagne	1 382,1	1 328,4	1 302,1	1 278,0	1 201,3	-6,0
Italie	513,5	524,5	516,4	561,0	547,6	-2,4
Pays-Bas	509,3	465,3	468,9	446,6	421,2	-5,7
Abattages de génisses						
Royaume-Uni	780,5	774,4	789,8	714,9	722,7	1,1
Italie	622,3	662,0	635,0	660,3	611,5	-7,4
Irlande	478,8	515,8	484,9	427,1	455,7	6,7
Allemagne	476,9	507,3	509,2	485,0	469,0	-3,3
Abattages de jeunes bovins						
Italie	1 771,5	1 730,6	1 567,3	1 422,3	1 265,8	-11,0
Allemagne	1 518,7	1 516,7	1 461,9	1 421,0	1 378,4	-3,0
France	958,4	987,1	954,8	915,5	988,8	8,0
Espagne	781,6	663,5	618,0	567,7	599,5	5,6
Abattages de bœufs						
Royaume-Uni	969,9	1 016,4	1 017,0	964,1	914,9	-5,1
Irlande	637,3	665,3	579,8	470,4	527,3	12,1
France	218,8	248,8	239,7	203,8	181,6	-10,9

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

* Estimations

Échanges intra communautaires de viande bovine fraîche en 2012

1000 tec

vers/de	FR	NL	DE	IT	UK	IR	DK	ES	BE	AUT	Hong	POL	UE 15	NEM 12	UE 27
FR		74	54	26	14	36	7	18	29	5	0	5	263	6	269
NL	8		66	18	43	25	3	10	38	16	7	55	227	76	304
DE	40	83		9	4	12	28	2	19	20	0	28	218	33	251
IT	94	65	53		7	30	13	19	12	20	1	44	313	49	362
UK	2	14	4	3		158	1	1	1	0	0	7	183	7	190
DK	1	35	37	2	2	6		0	1	3	0	7	87	8	96
ES	9	15	14	2	1	13	12		2	4	0	19	76	19	95
BE	8	12	2	1	7	4	0	4		0	0	2	39	2	41
POR	5	12	2	0	1	2	2	47	0	0	0	2	71	2	73
GR	58	12	11	9	0	0	2	3	1	1	0	4	98	7	105
Hong	0	0	0	0	0	1	0	0	0	2		1	4	1	5
POL	0	1	2	0	1	1	0	0	0	0	0		5	5	11

UE 15	225	350	272	73	98	307	74	103	108	69	13	178	1 691	224	1 914
NEM 12	1	6	5	3	2	4	1	0	0	8	1	11	31	25	56
UE 27	226	357	277	77	99	311	75	103	109	77	13	189	1 722	248	1 970

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Échanges intra communautaires de bovins vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie en 2012

têtes

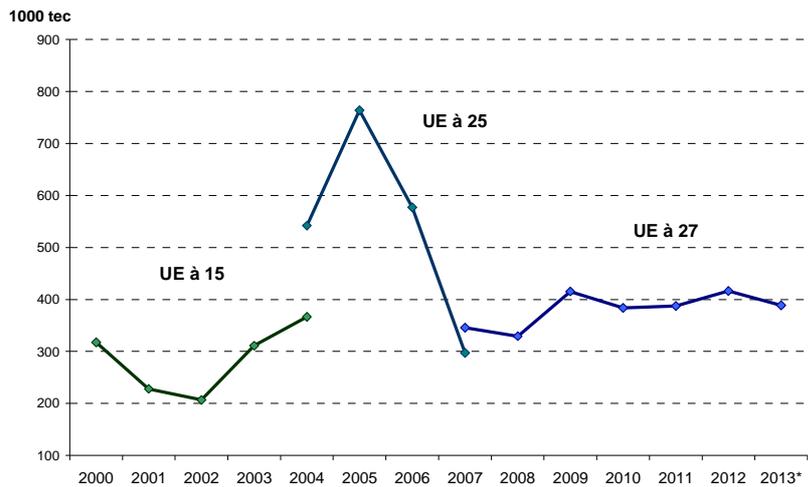
vers/de	FR	NL	DE	IT	ES	BE	IR	AUT	R.Tch	Hong	POL	Sloe	UE 15	NEM 12	UE 27
FR		176	2 787	0	8 070	4 503	0	0	0	0	0	0	15 593	0	15 593
NL	3 184		4 104	0	0	17 770	0	0	275	0	0	0	25 059	275	25 334
DE	2 090	3 452		858	2 745	1 615	0	2 032	12 910	101	184	0	17 182	13 423	30 605
IT	84 647	1 302	1 793		1 630	456	2 653	1 071	623	432	1 025	9 935	93 638	14 458	108 096
ES	6 350	0	60	0		0	345	0	0	126	0	0	14 861	126	14 987
BE	982	5 619	644	0	0		0	0	0	0	0	0	7 700	0	7 700
UK	0	0	0	0	0	0	32 364	0	0	0	0	0	32 364	0	32 364
GR	25 203	0	0	461	330	0	32	0	153	1 161	1 416	0	26 026	3 990	30 016
AUT	453	0	3	837	2 372	0	0		53 346	4 783	33	20 549	3 665	96 840	100 505
R.Tch	0	0	2	0	0	0	0	81		0	30	0	83	106	189
Hong	7 448	64	579	607	0	0	0	198	6 488		15	0	9 065	12 429	21 494
POL	0	0	104	0	0	0	0	0	351	0		0	104	6 362	6 466

UE 15	122 910	10 549	9 553	3 072	16 635	24 350	35 394	3 103	67 307	6 603	2 658	30 484	243 661	129 487	373 148
NEM 12	7 448	161	685	607	0	0	0	279	9 275	385	7 593	0	9 462	33 737	43 199
UE 27	130 358	10 710	10 238	3 679	16 635	24 350	35 394	3 382	76 582	6 988	10 251	30 484	253 123	163 224	416 347

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Remarque : Source AGROSTAT d'après douanes de chaque Etat. De fortes incohérences sont constatées entre les volumes déclarés exportés par un Etat et ceux déclarés importés par le pays destinataire. Les éléments qui figurent dans ce tableau ont été réalisés en recoupant plusieurs sources et sont donc à utiliser avec beaucoup de précautions. Tableau construit à partir des importations

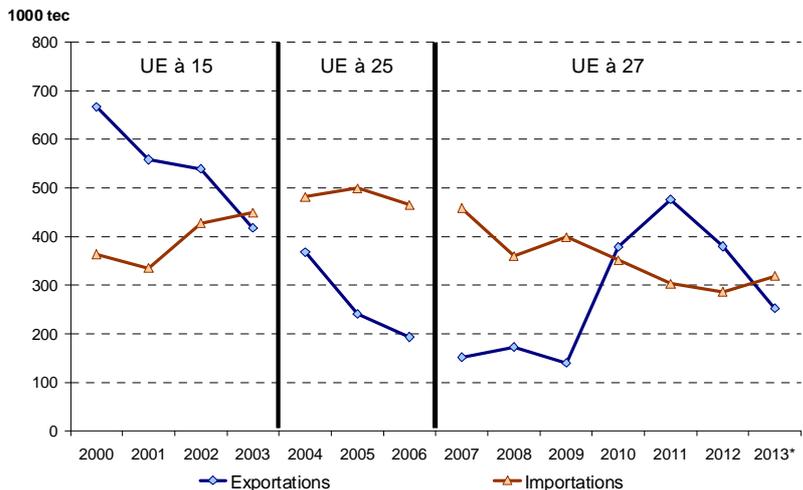
Échanges intra-communautaires de gros bovins finis



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

* Estimations

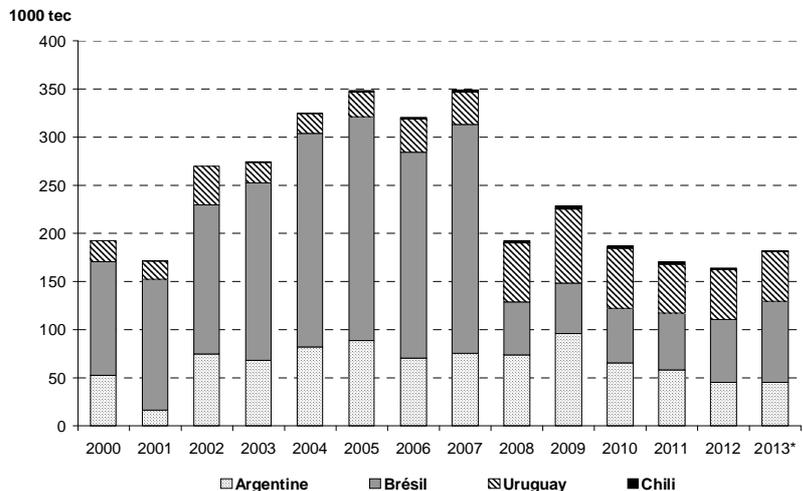
Commerce extérieur de l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

* Estimations

Importations européennes de viande fraîche et congelée en provenance d'Amérique du Sud



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Prix des gros bovins dans l'Union européenne

€/100 kg net	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
Allemagne	267,27	272,75	315,78	356,28	346,97	-2,6
Autriche	279,18	283,64	318,95	353,18	348,32	-1,4
Belgique	259,05	252,64	278,50	311,56	309,56	-0,6
Danemark	250,23	268,66	303,86	336,70	336,30	-0,1
Espagne	286,43	292,84	327,08	356,59	360,38	1,1
France	284,11	289,13	315,16	362,76	386,05	6,4
Irlande	273,34	276,99	329,31	372,53	387,93	4,1
Italie	342,54	336,53	361,74	393,16	396,82	0,9
Pays-Bas	229,75	225,85	258,34	295,00	291,64	-1,1
Royaume-Uni	295,19	294,09	335,48	397,55	420,11	5,7
Hongrie	260,46	206,22	244,07	262,63	237,74	-9,5
Pologne	213,76	222,43	269,85	308,00	290,21	-5,8
République tchèque	235,13	243,36	269,92	293,82	282,50	-3,9
Union européenne	280,18	283,00	317,85	357,85	365,21	2,1

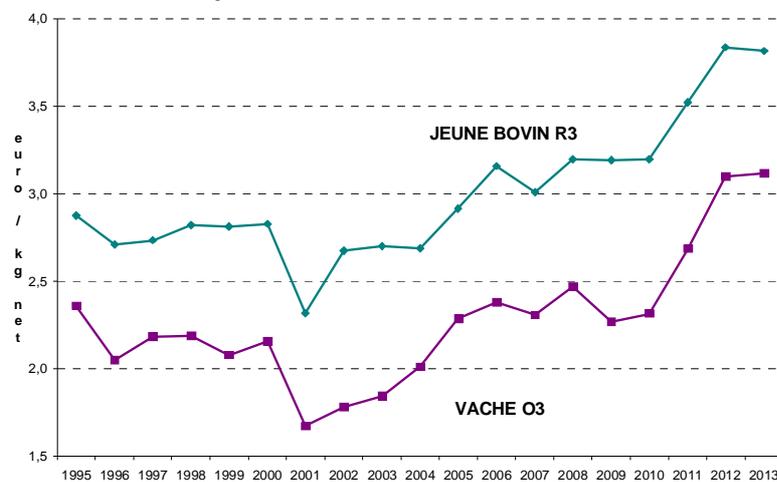
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des gros bovins dans l'Union européenne à 27

€/100 kg net	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Année
2009	289,54	283,82	276,66	271,68	280,18
2010	282,19	279,11	279,78	290,93	283,00
2011	306,37	311,01	319,39	334,64	317,85
2012	348,99	355,09	364,12	363,21	357,85
2013	370,73	372,46	363,96	353,69	365,21
%10/09	-2,5	-1,7	1,1	7,1	1,0
%11/10	8,6	11,4	14,2	15,0	12,3
%12/11	13,9	14,2	14,0	8,5	12,6
%13/12	6,2	4,9	0,0	-2,6	2,1

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Évolution des prix du jeune bovin R3 et de la vache O3 dans l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Consommation indigène brute (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

1000 tec	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Allemagne	1 034	1 045	1 084	1 081	1 089	0,8
Autriche	147	148	145	150	152	1,8
Belgique	159	176	177	173	175	1,2
Danemark	109	123	122	117	121	3,5
Espagne	503	468	455	445	437	-2,0
France	1 581	1 616	1 584	1 562	1 524	-2,5
Irlande	88	89	90	91	92	-5,0
Italie	1 396	1 393	1 290	1 260	1 164	-7,7
Pays-Bas	250	277	224	229	213	-6,8
Royaume-Uni	1 148	1 170	1 142	1 118	1 081	-3,3
UE 15	7 094	7 172	6 960	6 859	6 681	-2,6
Pologne	136	85	101	90	71	-21,3
R. tchèque	97	96	92	82	81	-1,6
Roumanie		36	27	24	28	17,2
NEM 12	430	370	366	328	306	-6,9
UE 27	7 524	7 542	7 326	7 187	6 986	-2,8

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

* Estimations

Consommation individuelle (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

kg/hab/an	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Allemagne	12,6	12,8	13,3	13,2	13,3	0,6
Autriche	17,6	17,6	17,2	17,8	18,0	1,2
Belgique	14,8	16,3	16,1	15,6	15,7	0,6
Danemark	19,9	22,2	22,0	21,0	21,7	3,0
Espagne	11,0	10,2	9,9	9,5	9,3	-1,7
France	24,6	25,0	24,4	23,9	23,2	-2,9
Irlande	19,8	19,9	19,7	19,9	20,0	0,9
Italie	23,3	23,1	21,3	20,7	19,5	-5,9
Pays-Bas	15,2	16,7	13,4	13,7	12,7	-7,1
Royaume-Uni	18,6	18,9	18,3	17,6	16,9	-3,9
UE 15	17,9	18,0	17,4	17,1	16,6	-2,6
Pologne	3,6	2,2	2,6	2,3	1,8	-21,3
R. tchèque	9,2	9,1	8,8	7,8	7,7	-1,7
Roumanie	1,8	1,7	1,3	1,2	1,4	17,4
NEM 12	5,8	5,0	4,9	4,4	4,1	-6,8
UE 27	16,0	16,0	15,5	15,1	14,7	-2,7

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

* Estimations

Bilan dans le secteur des gros bovins finis

1 000 tec	UE 27			
	2011	2012	2013*	%13*/12
Production indigène brute	6 983,0	6 719,5	6 456,2	-3,9
Commerce extérieur animaux vivants ⁽¹⁾				
Exportations	110,2	135,8	55,9	-58,8
Importations	0,0	0,0	0,0	///
Solde	110,2	135,8	55,9	
Abattages	6 872,9	6 583,7	6 400,3	-2,8
Commerce extérieur viandes et conserves				
Exportations	366,4	244,5	196,3	-19,7
Importations	303,5	286,7	319,2	11,3
Solde	62,9	-42,2	-122,9	
Consommation indigène brute	6 809,9	6 626,0	6 523,2	-1,6
Auto-apvisionnement (%)	102,5	101,4	99,0	

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

* Estimations

⁽¹⁾ Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie

Prévisions 2014

1 000 tec	UE 27			
	2012	2013*	2014**	%14**/13*
Production indigène brute	6 719,5	6 456,2	6 504,6	0,7
Commerce extérieur animaux vivants ⁽¹⁾				
Exportations	135,8	55,9	53,1	-5,0
Importations	0,0	0,0	0,0	///
Solde	135,8	55,9	53,1	
Abattages	6 583,7	6 400,3	6 451,5	0,8
Commerce extérieur viandes et conserves				
Exportations	244,5	196,3	213,9	9,0
Importations	286,7	319,2	338,3	6,0
Solde	-42,2	-122,9	-124,4	
Consommation indigène brute	6 626,0	6 523,2	6 575,9	0,8
Auto-apvisionnement (%)	101,4	99,0	98,9	

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

* Estimations ** Prévisions

⁽¹⁾ Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie

Le marché du veau en France

› **Veaux de boucherie : un manque de débouchés qui ralentit l'activité en France**

Les mises en place de veaux dans les ateliers d'engraissement sont restées modérées tout au long de l'année 2013 : le nœud focal indique un repli de 1,6 % sur l'année comparativement à 2012, pour un échantillon de 25 intégrateurs, qui représentent environ 65 % de la production. Ainsi, ce sont environ 14 600 veaux de moins qui ont été mis en engraissement en 2013.

Cette prudence des intégrateurs s'explique tout d'abord par la hausse des coûts de production. L'IPAMPA de l'aliment d'allaitement pour veaux calculé par l'Insee a atteint fin 2013 les niveaux les plus hauts enregistrés depuis au moins janvier 2005. En cause est la flambée des cours des poudres de lait : le déficit de lait à l'échelle internationale a en effet conduit à une tension sur le marché mondial de la poudre, aussi bien de la poudre de lait écrémé destinée à l'alimentation animale que de la poudre de lactosérum, qui peut servir de substitut dans la formulation de l'aliment d'allaitement pour veaux. Entre une offre mondiale réduite et une demande des principaux importateurs particulièrement dynamique, le prix de la poudre de lait écrémé a progressé en France de 29 % en 2013, celui de la poudre de lactosérum de 6 %. Le second facteur qui a amené les intégrateurs à réduire leur production est le manque de débouchés pour la viande de veau, et la baisse des cours qui s'en est suivie. La consommation française de viande de veau a enregistré un nouveau repli en 2013, dans la continuité de ce qui avait pu être observé les années précédentes. Comparativement aux autres viandes (viandes de boucherie, volailles et charcuteries), les achats de viande de veau par les ménages français ont particulièrement faibli (- 2,0 % contre - 0,6 % pour l'ensemble des viandes, d'après Kantar Worldpanel). Par conséquent, afin de limiter le déséquilibre entre l'offre et la demande, les intégrateurs ont non seulement réduit leurs mises en place mais ils ont également parfois été amenés à retarder les sorties de veaux des ateliers d'engraissement. Ils avaient notamment anticipé une faible consommation au cours de l'été, réduisant les entrées de petits veaux entre décembre 2012 et mars 2013. Le nombre de veaux abattus entre juin et septembre a de ce fait reculé de 3,3 % (soit de 14 500 têtes). Les repousses dans les sorties sur cette même période ont conduit à une hausse moyenne des poids des carcasses de 0,9 kg par veau en moyenne.

En cumul sur l'année, les abattages de veaux ont fléchi de 3,5 %, ce qui représente 48 400 animaux de moins conduits dans les abattoirs français. Si les carcasses de veaux ne se sont que très légèrement alourdis par rapport à 2012, elles ont gagné 1,5 kg en moyenne par rapport à 2011. Avec un poids moyen de 135,9 kg, elles ont atteint leur plus haut niveau depuis ces quinze dernières années. La réduction des abattages en volume a donc été un peu moins marquée. Les données de la BDNI indiquent de plus un repli plus conséquent sur les abattages de veaux laitiers (- 3,3 %) que sur les abattages de veaux allaitants (- 2,4 %), la proportion de ces derniers augmentant donc en 2013 par rapport à 2012. Cela peut également expliquer l'alourdissement des carcasses.

Le commerce de veaux de boucherie a ralenti en 2013. Les importations se sont repliées d'environ 15 100 têtes, les volumes de veaux engraisés sur le territoire français, malgré leur baisse, suffisant à répondre à la demande. Les exportations de veaux gras ont également diminué, en raison d'un manque d'offre française mais aussi d'un manque de débouchés. Les principaux partenaires européens de la France ont réduit leurs approvisionnements en veaux, alors que les ventes vers les pays tiers se sont maintenues. Ceux-ci représentaient 4 % des expéditions en 2009 ; ils ont atteint 13 % en 2013.

› **Une consommation ponctuellement relancée par les opérations de promotion**

Si la consommation de viande de veau a globalement baissé, sur certaines périodes, les achats des ménages se sont un peu redressés. En effet, les actions de promotion de la viande de veau ont, cette année encore, eu un impact positif sur la consommation française. Le « Festival du Veau » en mars et en octobre, le « Veau de la Pentecôte » ont attiré les ménages dans les rayons veau des GMS et des autres points de vente.

L'allègement des carcasses de veaux à ces périodes est un signe que les sorties de veaux finis des ateliers d'engraissement ont pu se dérouler plus facilement. Les relances ponctuelles de la consommation ont également été illustrées par des importations de viande de veau néerlandaise. Au moment de la Pentecôte, les approvisionnements en provenance des Pays-Bas ont augmenté de 15,4 % (+ 169 tonnes) en semaines 19 et 20. À partir du mois de septembre, un nouveau regain pour les achats de viande de veau néerlandaise a pu être observé, avec un pic en octobre (+ 14,1 %, soit + 382 tonnes). Ces importations de viande jouent comme une variable d'ajustement entre l'offre et la demande et leur croissance démontre bien la progression de la consommation lors des actions de promotion. Sur l'année, les Pays-Bas ont exporté 1 900 tonnes de viande de veau de plus vers la France qu'en 2012 (+ 6,4 %).

Les prix du veau de boucherie ont été orientés à la baisse dès le début de l'année, de façon marquée et durable, pour la première fois depuis quatre ans. Le repli s'est intensifié à partir du mois d'avril et jusqu'à la fin du mois d'août, les prix passant sous les niveaux de 2012 et même de 2011 pendant quelques semaines, avec des valeurs inférieures à 6 €/kg. Malgré une production revue à la baisse, les cours se sont dégradés. Même les deux premières actions de promotion (mars, Pentecôte) n'ont pas permis une remontée des prix. La tendance s'est toutefois inversée vers la fin de l'été, grâce notamment à la reprise de la consommation et au manque de viande de veau française. Entre la semaine 34 et la semaine 52, les cours ont ainsi gagné 0,56 centimes, ce qui représente une revalorisation de 9,6 %.

› Une offre en veaux de 8 jours souvent trop abondante d'où des prix en baisse

Après plusieurs années de décapitalisation du cheptel de femelles laitières reproductrices, la tendance s'est inversée au cours de l'année 2013, tant pour les vaches que pour les génisses de renouvellement. Dans un contexte de préparation de sortie des quotas laitiers et avec un marché mondial du lait porteur, les éleveurs français ont saisi l'opportunité du développement. Ceci explique la stabilisation des vêlages en races pures laitières en 2013, comparativement à 2012. Les naissances en croisements ont été, une nouvelle fois, orientées à la baisse, tout comme celles de veaux d'origine allaitante. La décapitalisation du troupeau de races à viande a conduit à la réduction des vêlages de veaux allaitants. Elle a nettement ralenti au cours de l'année 2013 mais les conséquences sur le nombre de veaux nés ne devraient être observées qu'en 2014 (la majorité des vêlages en races à viande ayant lieu entre décembre et avril). La filière veau de boucherie s'approvisionne approximativement à 73 % en veaux laitiers, 23 % en croisés et 4 % en allaitants. Ainsi calculée, l'offre en petits veaux a diminué de 1,7 % sur l'année 2013.

Malgré un déficit apparent de petits veaux français, le solde du commerce extérieur s'est nettement amélioré, retrouvant un niveau proche de celui de 2011. Ce sont les importations de veaux de moins de 80 kg qui ont particulièrement chuté, les volumes étant divisés par deux entre 2012 et 2013. Cette évolution montre que les disponibilités en veaux français ont finalement été suffisantes par rapport aux besoins de mises en place. La hausse des coûts de production, la faiblesse de la consommation, le repli des prix des veaux finis ont rendu les intégrateurs plutôt prudents : sur certaines périodes et en particulier lors du pic des vêlages, l'offre a été nettement supérieure à la demande. Les acheteurs ont donc pu opérer un tri dans le choix de leurs animaux sans pour autant tirer les prix à la hausse. Le surplus de veaux a été exporté à faibles prix vers l'Espagne, qui constitue un marché de dégageant et absorbe en moyenne 90 % des petits veaux français exportés. Dans ce contexte, les prix des veaux de 45 à 50 kg mâles laitiers destinés à l'engraissement sont restés tout au long de l'année sous les niveaux de 2012 (- 19,4 % sur la moyenne annuelle). La baisse estivale des cours a été plus précoce et plus marquée que l'année précédente en raison du déséquilibre entre les disponibilités en petits veaux et la demande. Les cours ont atteint en fin d'année des prix proches de 50 €/tête. Les sorties retardées à certaines périodes de l'année ont impacté les mises en place, les différant de quelques semaines, ce qui peut aussi expliquer les difficultés d'écoulement des veaux de 8 jours. Enfin, la réduction des mises en place en 2013 est également due à une baisse structurelle du nombre de places en engraissement.

› Prévisions 2014

L'évolution du marché français du veau devrait, en 2014 à nouveau, dépendre de la demande des consommateurs français. Or, celle-ci devrait être orientée à la baisse, pour la troisième année consécutive (- 1,5 %). Cette viande reste la plus chère parmi les viandes de boucherie et sa consommation peine à se développer dans les ménages les plus jeunes.

Dans ce contexte de demande morose auquel s'ajoutent des charges élevées, la production devrait être ajustée à la baisse, afin de limiter le repli des cours qui ne manquerait pas d'avoir lieu en cas de fort déséquilibre entre l'offre et la demande. Les sorties du premier semestre pourraient être à peu près stables par rapport à celles du premier semestre 2013, étant donné que les mises en place du second semestre 2013 ont été du même ordre de grandeur qu'un an auparavant. Ces sorties pourraient toutefois être repoussées, pour éviter une surproduction ponctuelle, ce qui impacterait à la hausse des poids de carcasses. Les mises en engraissement pourraient être prudentes sur les premiers mois de 2014, pour des sorties sur la seconde partie de l'année, d'autant plus que les coûts de l'aliment devraient rester élevés en 2014, au moins jusqu'à l'été, en raison d'un marché mondial des poudres sous tension. À cela s'ajoute une baisse structurelle du nombre de places d'engraissement en France, liée à des fermetures d'ateliers, et non compensées par de nouvelles installations. Ainsi, en moyenne sur l'année, la production vitelline pourrait enregistrer un repli d'environ 2 %. L'offre française, qui pourrait s'avérer insuffisante à certaines périodes (lors des actions de promotions traditionnelles notamment), pourrait être renforcée par des importations de viande en provenance des Pays-Bas.

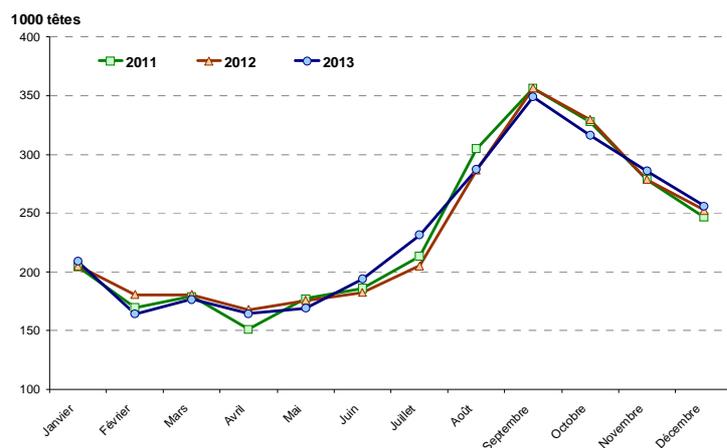
Naissances de veaux

1 000 têtes	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Races allaitantes	3 305,7	3 400,7	3 397,8	3 366,3	3 256,0	-3,3
Races laitières	2 789,3	2 769,9	2 794,6	2 800,5	2 802,1	0,1
Races croisées	1 022,7	1 062,4	1 055,3	1 024,3	995,5	-2,8
TOTAL	7 117,7	7 233,0	7 247,6	7 191,1	7 053,5	-1,9

Source : FranceAgriMer d'après BDNI

* Estimations

Naissances de veaux laitiers en France



Source : FranceAgriMer, d'après BDNI

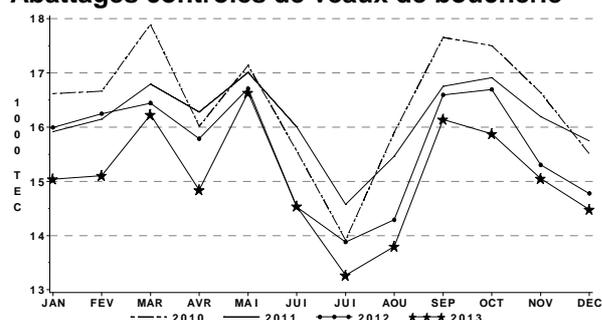
Abattages de veaux de boucherie

	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
1 000 têtes	1 474,4	1 465,4	1 440,0	1 380,8	1 332,4	-3,5
1 000 tec	196,4	197,0	193,8	187,2	181,0	-3,3
Poids moyen (kg/tête)	133,2	134,4	134,6	135,6	135,9	0,2

Source : FranceAgriMer d'après SSP

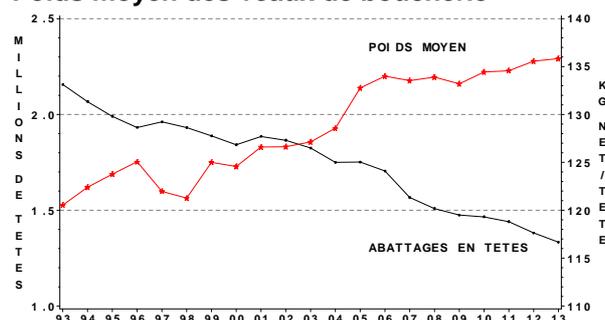
* Estimations

Abattages contrôlés de veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

Effectifs de veaux de boucherie abattus Poids moyen des veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer, d'après SSP

Commerce extérieur de veaux

	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
VEAUX DE MOINS DE 80 kg						
Exportations totales	62,4	96,1	120,2	125,3	113,1	-9,7
Union européenne 27	62,4	96,1	120,1	125,1	113,1	-9,6
<i>Espagne</i>	43,6	72,9	96,7	109,0	102,5	-6,0
<i>Italie</i>	17,4	21,1	23,4	16,0	10,4	-34,8
Pays Tiers	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	-100,0
Importations totales	58,8	68,4	37,6	89,3	39,0	-56,3
Union européenne 27	58,8	68,4	37,6	89,3	39,0	-56,3
<i>Allemagne</i>	20,1	10,7	3,8	0,0	10,2	-
<i>Pays-Bas</i>	3,0	4,4	2,0	57,8	6,9	-88,1
<i>Espagne</i>	31,3	50,1	31,0	31,4	16,7	-46,9
Pays Tiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-
SOLDE	3,6	27,8	82,6	36,0	74,1	
VEAUX FINIS DE 80-300 kg						
Exportations totales	36,5	31,5	39,0	13,0	10,6	-17,9
Union européenne 27	34,9	29,3	37,1	11,6	9,2	-20,5
<i>Italie</i>	23,6	21,2	25,1	5,3	5,3	-0,1
<i>Espagne</i>	6,0	6,1	8,7	5,9	3,8	-36,5
Pays Tiers	1,6	2,2	1,9	1,4	1,4	3,4
Importations totales	80,4	54,3	43,8	31,9	16,8	-47,2
Union européenne 27	80,3	54,2	43,8	31,9	16,8	-47,2
<i>Pays-Bas</i>	38,3	11,1	9,4	5,9	3,2	-46,9
<i>Espagne</i>	24,4	24,7	5,0	0,0	0,3	709,8
<i>Belgique</i>	6,9	7,5	7,9	9,4	6,9	-26,1
<i>Allemagne</i>	7,6	8,7	15,1	12,0	4,8	-60,4
Pays Tiers	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	-
SOLDE	-43,9	-22,8	-4,9	-19,0	-6,2	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

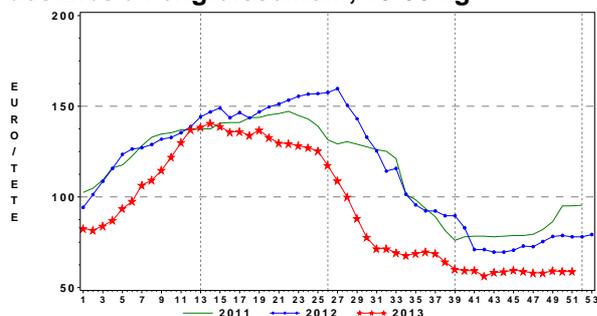
* Estimations

Prix à la production

	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
Veaux de 8 jours en €/tête						
Engraissement mâles 45-50 kg	116,9	114,9	114,7	116,0	93,5	-19,4
Elevage mâles croisés légers	302,8	275,5	271,4	308,8	321,5	4,1
Prix moyen pondéré (1)	172,6	162,1	161,7	173,8	161,9	-6,9
Veaux de boucherie en €/kg net						
Prix moyen pondéré	5,5	5,7	6,1	6,2	6,2	-0,2
Veaux sous la mère en €/kg net						
Prix moyen pondéré	7,3	7,4	7,6	7,7	8,5	11,5

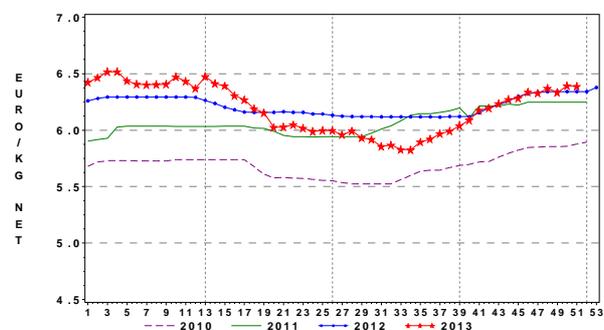
Source : FranceAgriMer

Cotation de veaux de 8 jours à 3 semaines destinés à l'engraissement, 45-50 kg



Source : FranceAgriMer

Prix moyen pondéré des veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer

Prix d'achat des ménages de la viande de veau

€/kg	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Viande fraîche	14,4	14,5	14,8	15,2	15,6	2,8
dont viande à griller	16,1	16,2	16,5	16,9	17,4	3,0
dont viande à bouillir	11,7	11,7	12,0	12,5	12,8	2,7

Source : FranceAgriMer, d'après Kantar Worldpanel

Bilan dans le secteur du veau

	2012		2013*		%13*/12	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	têtes	tec
Abattages contrôlés	1 380,8	187,2	1 332,4	181,0	-3,5	-3,3
Commerce extérieur						
Veaux de moins de 80 kg						
Exportations	125,3		113,1		-9,7	
Importations	89,3		39,0		-56,3	
SOLDE	36,0		74,1			
Veaux de 80 à 300 kg destinés à la boucherie						
Exportations	13,0		10,6		-17,9	
Importations	31,9		16,8		-47,2	
SOLDE	-19,0		-6,2			
Production de veaux finis	1 361,8	186,7	1 326,2	181,2	-2,6	-2,9
Importations de viande des Pays-Bas (1000 tonnes)		30,0		31,9		6,4
Consommation		217,2		212,9		-2,0
Consommation individuelle (kg/hab)		3,3		3,2		-2,4
Auto-approvisionnement		86,0%		85,1%		

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes et PVE

* Estimations

Prévisions 2014

1 000 tec	2013*	2014**	%14**/13*
Production	181,2	177,3	-2,2%
Abattages	181,0	177,4	-2,0%
Importations (animaux vivants + viande)	33,1	33,7	2,0%
Consommation	212,9	209,8	-1,5%

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes et PVE

* Estimations, ** Prévisions

Le marché des ovins et caprins en France

› Baisse du cheptel et hausse des réformes en 2013

L'enquête cheptel de décembre 2012 montre une nouvelle contraction du cheptel ovin de 2 % par rapport à 2011. Les effectifs de brebis viande ont reculé de 2,5 % alors que les effectifs de brebis laitières sont restés quasiment stables. Cette poursuite de la décapitalisation peut s'expliquer notamment par l'envolée des coûts de production fin 2012 du fait de l'augmentation du prix des aliments composés.

Par conséquent, et pour la deuxième année consécutive, les abattages d'ovins-caprins enregistrent une régression soutenue en 2013. Les abattages d'agneaux ont diminué de 2,9% en têtes et de 3,6% en poids (- 2300 tec). Le coût de l'aliment peut expliquer la baisse du poids à l'abattage cette année.

Cette chute des abattages est légèrement contenue par une hausse des sorties d'ovins de réforme au début de l'été. Sur l'année 2013, les abattages d'ovins de réforme ont augmenté de 0,7% en têtes. Par ailleurs, la diminution du poids moyen des brebis abattues en France (- 1,4 %) pourrait laisser penser qu'il s'agit d'une vraie décapitalisation et non d'une valorisation bouchère. Le manque de disponibilités fourragères au printemps pourrait expliquer en partie la hausse des réformes à cette période.

En bilan, la productivité numérique apparente (agneaux produits par rapport au cheptel reproducteur) stagne à un niveau inférieur à 0,70 en 2013 et la production d'ovins-caprins recule de 3,6 % en tec cette année.

› Un commerce en vif qui accentue la baisse de la production

Les importations en vifs ont diminué en 2013 de 0,6 %. Cette baisse touche particulièrement les importations d'Europe de l'Est (Hongrie, Roumanie). La baisse est contenue par des importations de vifs en provenance du Royaume-Uni qui ont été dynamiques en 2013.

Parallèlement, les exportations en vif ont reculé de 5,1 % en têtes principalement à destination de l'Espagne et l'Italie où la demande est faible. Les exportations ont augmenté vers les pays tiers du pourtour méditerranéen (Liban, Libye) dans lesquels la demande en brebis est forte. Cependant les volumes échangés restent faibles comparativement à ceux échangés avec les pays limitrophes.

› Net recul des importations de viande

La demande morose a détourné les principaux exportateurs du marché français. La Nouvelle-Zélande, qui a vu sa production progresser cette année, a diminué ses envois de viande ovine vers la France de 10%. Ce recul concerne principalement les envois de viandes congelées. Le dynamisme de la demande asiatique a fortement réorienté les exportations néo-zélandaises vers ce marché qui est devenu le premier importateur de viande ovine néo-zélandaise devant l'Union européenne.

Les importations de viande en provenance de l'UE sont elles aussi en recul de 2,7 % en tec. Les exportations du Royaume-Uni vers la France se sont maintenues à 45,9 milliers de tec, soit un niveau légèrement supérieur à celui déjà faible de l'année 2012. Les importations en provenance de l'Irlande reculent de 5,5 % en 2013 souffrant de la concurrence des produits britanniques. L'Espagne, qui subit les conséquences de sa décapitalisation, enregistre une baisse de ses exportations de 19,3 % vers la France.

Conséquence d'un recul des exportations plus faible que celui des importations (respectivement - 1000 tec et - 4000 tec) le solde commercial s'est amélioré.

Enfin, les importations de viande ovine ont encore plus régressé en valeur qu'en volume (- 5,9 %) du fait de ventes importantes à bas prix de produits néo-zélandais et britanniques en début d'année.

› Des prix à la production soutenus par le manque de disponibilités

L'hiver 2012/2013 a été marqué par des conditions climatiques difficiles (sécheresse en Océanie, neige et froid au Royaume-Uni) qui ont entraîné un report d'agneaux lourds début 2013 et une sortie précoce d'agneaux en début d'année. Ces animaux vendus à l'exportation en nombre important et à prix faibles ont provoqué une chute des prix en France au cours des huit premières semaines.

Par conséquent, la hausse des réformes en Océanie et le manque de disponibilités se sont faits sentir sur le marché européen à partir du second trimestre 2013 entraînant une hausse des prix. La moindre production française a accentué le phénomène ce qui a eu pour effet une envolée du prix à la production à l'été 2013, au moment où la demande est la plus faible. Ces prix soutenus se sont maintenus jusqu'à la fin de l'année en raison notamment d'une légère relance de la demande au moment des fêtes de fin d'années. Le prix moyen pondéré des agneaux français en 2013 a atteint 6,24 €/kg soit une augmentation de 0,9 % par rapport à 2012.

Parallèlement, en moyenne sur l'année, l'indice IPAMPA ovin viande a été supérieur de 1,3 % à l'année 2012. Les niveaux élevés en début d'année sont liés à une hausse des coûts de l'aliment acheté.

› Le manque de volumes tire la consommation à la baisse

La consommation calculée par bilan diminue de 3,4 % par rapport à 2012, descendant à 183,6 milliers de tec. Le manque de disponibilités sur les étals ajouté à un contexte économique difficile, n'a pas permis de relancer la consommation de viande ovine qui régresse pour la huitième année consécutive. La production ayant reculé plus fortement que la consommation, le taux d'auto-provisionnement recule légèrement à 48,1 %, de façon mécanique.

D'après le panel Kantar Wordpanel, les achats des ménages ont diminué de 3,5 % en 2013 pour un prix moyen en hausse de 0,7 % à 13,34 €/kg parmi les plus chers du rayon viande de boucherie (10,76 €/kg en moyenne). Les achats ont notamment marqué un recul important au moment du pic de Pâques alors que cette période représente quasiment 1/5^e des achats de l'année. A l'inverse, les achats à la période de Noël ont progressé de 1 % par rapport à l'année dernière.

› Prévisions 2014 : un contexte toujours peu favorable à la reprise de la production et de la consommation

La baisse de la production d'environ 100 000 agneaux en 2013 découle de la diminution du cheptel fin 2012 d'environ 100 000 brebis. Il ne semble donc pas qu'une quantité supplémentaire d'agnelles ait été gardée pour le renouvellement du troupeau en 2013. Compte tenu de l'augmentation des abattages d'ovins de réforme en 2013, on peut estimer que la production d'ovins-caprins va reculer d'au moins 1 % en tec en 2014. Cette baisse de la production devrait résulter d'une nouvelle baisse des abattages d'agneaux et d'un recul des réformes par rapport à 2013.

Les filières britanniques et néo-zélandaises devraient connaître elles aussi une baisse de leur production par rapport à 2013 (cf. partie UE) ce qui pourrait faire diminuer les importations françaises de viandes ovines et caprines en 2014 de presque 3 %. A cela s'ajoutent la faible demande nationale et l'émergence du marché asiatique qui détourne les principaux exportateurs internationaux du marché français. Cette baisse des importations, et de la production, pourrait entraîner un repli de la consommation de viandes ovines et caprines d'au moins 2 % dans un contexte de prix élevés.

Enfin, ces tendances dépendront également des évolutions prochaines de la nouvelle PAC et de la mise en place de l'identification électronique des ovins-caprins.

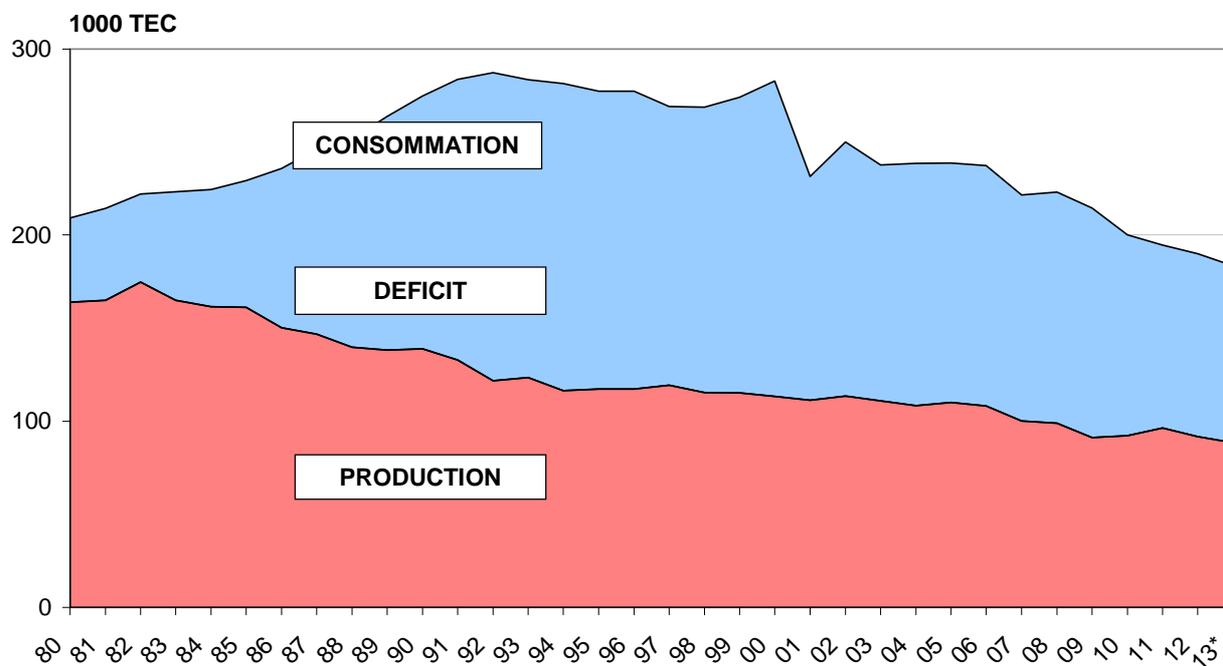
Bilan prévisionnel - France (1000 tec)	2013*	2014**	% 14** / 13*
Production ovine et caprine contrôlée	88,4	87,5	-1,0
<i>dont production d'agneaux</i>	66,1	65,7	-0,6
Importations (vif et viande)	110,2	107,3	-2,6
Exportations (vif et viande)	15,0	14,7	-2,1
Consommation contrôlée	183,6	180,1	-1,9

** Prévisions

* Estimations

Source : FranceAgriMer

Production et consommation françaises



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Cheptel ovin français : enquête de décembre

1000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Brebis laitières	1271	1307	1324	1290	1282	-0,6
Brebis viande	3894	3740	3981	3796	3700	-2,5
Total Brebis	5165	5046	5305	5086	4982	-2,0
Agnelles saillies	723	723	782	749	732	-2,3
Total femelles saillies	5888	5769	6087	5835	5714	-2,1
Agnelles non saillies	286	307	370	377	362	
Autres ovins	1541	1452	1466	1406	1388	
TOTAL DES OVINS	7715	7528	7922	7618	7464	-2,0

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Cheptel caprin français : enquêtes de décembre

1000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Femelles saillies	1 073	1 132	1 308	1 256	1 196	-4,8
Autres caprins	194	186	129	125	114	-9,1
TOTAL Caprins	1 267	1 318	1 438	1 381	1 310	-5,2

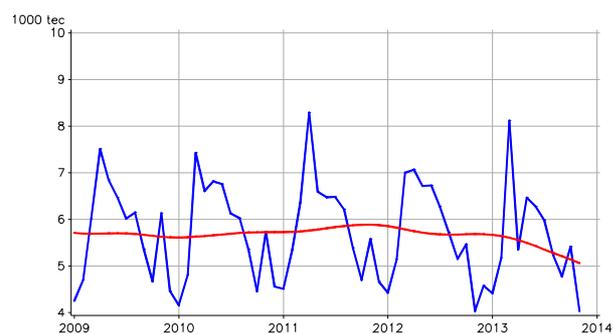
Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages et production estimés

1000 têtes	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Abattages Contrôlés (A)						
Agneaux	3 868	3 860	3 966	3 793	3 682	-2,9
Brebis	567	546	572	559	563	0,7
Caprins	773	818	864	824	779	-5,4
Total	5 207	5 225	5 402	5 176	5 024	-2,9
Importations vifs (B)						
Agneaux	429	403	319	322	324	0,5
Brebis	63	53	28	44	40	-9,0
Caprins	15	12	7	1	1	-40,8
Total	507	468	355	367	365	-0,6
Abattages d'origine française (A-B)						
Agneaux	3 440	3 458	3 647	3 471	3 358	-3,3
Brebis	503	493	544	516	523	1,5
Caprins	757	806	857	823	778	-5,4
Total	4 700	4 757	5 048	4 809	4 659	-3,1
Exportations vifs (C)						
Agneaux	687	643	638	537	507	-5,6
Brebis	72	103	112	74	69	-5,5
Caprins	2	2	2	7	9	22,0
Total	760	749	752	618	587	-5,1
Production contrôlée française (A-B+C)						
Agneaux	4 127	4 101	4 284	4 008	3 865	-3,6
Brebis	575	596	656	589	593	0,6
Caprins	759	808	859	830	788	-5,2
Total	5 460	5 506	5 799	5 427	5 246	-3,3

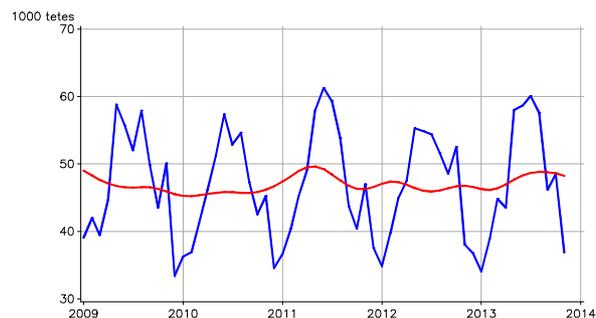
Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Abattages contrôlés d'agneaux en France C.V.J.A



Source : FranceAgriMer d'après SSP

Abattages contrôlés d'ovins de réforme en France C.V.J.A



Source : FranceAgriMer d'après SSP

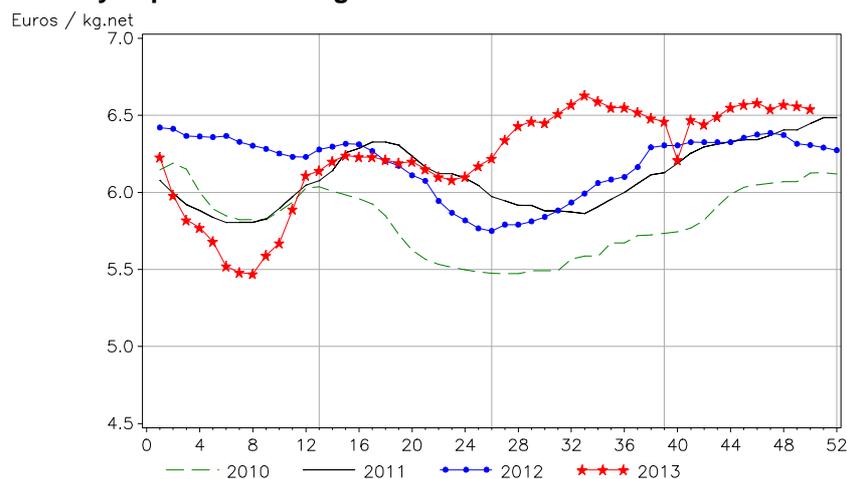
Les prix à la production

€/kg net	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
Agneaux						
Prix moyen pondéré	5,82	5,81	6,10	6,18	6,24	0,9
PMP Rungis*	5,74	6,07	6,12	6,42	6,12	-4,7
Brebis 22-27 kg / R3	1,92	1,88	2,06	2,25		
Brebis - de 30 kg/ R3					2,37	

* Cotation RNM

Source : FranceAgriMer

Prix moyen pondéré des agneaux de boucherie



Source : FranceAgriMer

Bilan du secteur ovin et caprin

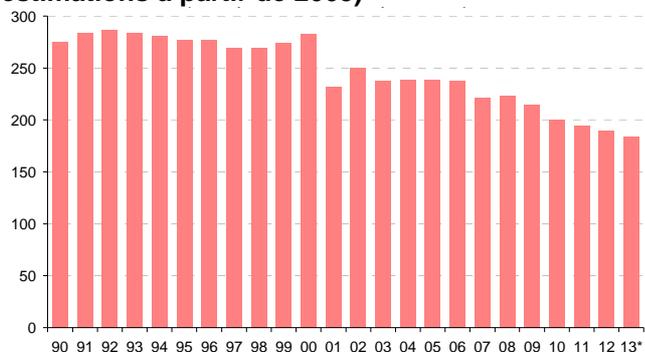
	2012		2013*		%13*/12	
	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec
Production contrôlée	5 427,1	91,7	5 245,7	88,4	-3,3	-3,6
Commerce extérieur animaux vivants						
Exportations	618,2	5,7	586,9	5,1	-5,1	-9,3
Importations	367,1	4,0	364,7	3,4	-0,6	-14,4
Solde	251,1	1,7	222,1	1,7	-11,5	2,9
Abattages contrôlés	5 176,0	90,1	5 023,6	86,7	-2,9	-3,8
Commerce extérieur viande						
Exportations		10,8		9,9		-8,2
Importations		110,7		106,8		-3,5
Solde		-99,9		-96,9		-3,0
Consommation contrôlée		190,0		183,6		-3,4
Solde (production-consommation)		-98,3		-95,2		-3,1
Auto-provisionnement** (%)		48,3		48,1		-0,3

* Estimations

**Calculé à partir de la production et de la consommation contrôlées

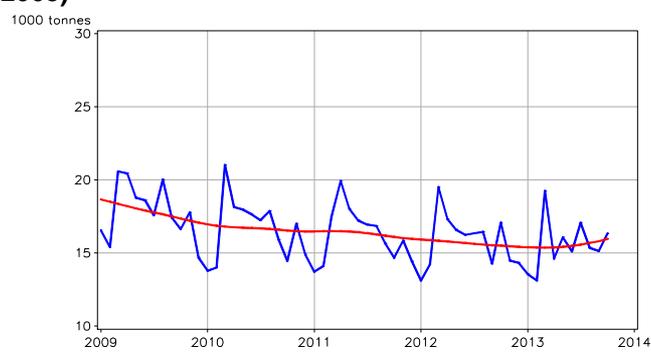
Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Consommation annuelle de viande ovine et caprine en milliers de tec (calculée par bilan, estimations à partir de 2005)



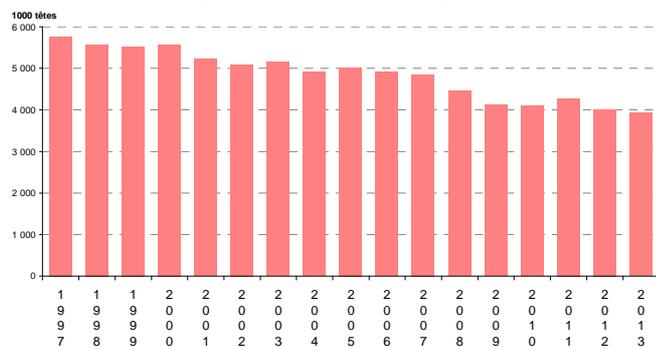
Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Consommation ovine et caprine contrôlée (calculée par bilan, estimations à partir de 2005)



Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Production indigène contrôlée d'agneaux



Dernier trimestre 2013 : estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Le marché des ovins et caprins dans l'Union européenne

› Une situation contrastée entre nord et sud de l'Europe

L'enquête cheptel de décembre 2012 montre une contraction du cheptel européen d'ovins de 1 % touchant particulièrement les pays du sud de l'Europe (Italie - 12 %, Espagne - 4 %, Grèce - 2 %).

Les pays du nord de l'Europe, principaux producteurs d'ovins viandes, ont vu leur production augmenter en 2013 de 7,5 % en tec pour l'Irlande et 4,1 % pour le Royaume-Uni. Malgré un début d'année difficile dû à des conditions climatiques défavorables, la production s'est accrue du fait notamment d'une augmentation du cheptel en 2012 et de la sortie importante d'animaux de report en début d'année 2013. Le niveau de production en 2012 avait été particulièrement bas au Royaume-Uni à cause du retard dans la finition des agneaux en fin d'année.

A l'inverse, la production ovine a reculé dans les pays du sud de l'Europe principalement tournés vers la production laitière (- 14 % en Espagne, - 15 % en Grèce, - 3 % en Italie). Ces pays souffrent du contexte économique difficile entraînant une chute de la consommation. La baisse de la production résulte d'une contraction du cheptel les années précédentes.

› Un commerce extérieur dynamique

Face aux disponibilités abondantes en provenance d'Océanie, les importations de viande ovine de l'Union européenne ont augmenté de 9 %. Ces importations ont été particulièrement dynamiques au premier trimestre, lors de la sécheresse océanienne qui a accéléré la sortie d'agneaux. Le Royaume-Uni a absorbé l'essentiel des importations australiennes et néo-zélandaises. Face à cette hausse des importations, le prix moyen européen des agneaux lourds est en baisse en 2013.

Parallèlement, les exportations de viandes et de vifs vers les pays tiers sont en hausse. La demande asiatique a dynamisé les exportations de viandes ovines et caprines qui ont progressé de 15 000 tec en 2013. Les exportations de vifs ont également augmenté (+ 6 %) et se sont orientées vers le Proche et Moyen-Orient où la demande est forte, avec une explosion des envois vers la Libye depuis 2012. La chute de la demande domestique en Italie et en Espagne a fortement encouragé les exportations de vifs et de viandes de ces deux pays.

› Une demande intérieure qui se maintient

La présence sur le marché européen de nombreux produits australiens et néo-zélandais vendus à des tarifs relativement bas a permis de stabiliser la consommation européenne malgré une demande forte des pays tiers. La consommation indigène européenne est de 922 000 tec en 2013.

› Prévisions 2014

En 2014, les importations des pays tiers devraient de nouveau être contraintes du fait de la forte demande asiatique et de la possible baisse des disponibilités en provenance de la Nouvelle Zélande qui a décapitalisé en 2013. Dans un contexte économique fragile, la consommation européenne pourrait diminuer mais la production européenne devrait se maintenir à un niveau stable, favorisée par les exportations notamment vers l'Asie.

UE à 27	2013*	2014**	% 14**/13*
Production (PIB)	788,8	784,9	-0,5
Importations	202,1	198,0	-2,0
Exportations	74,6	75,4	1,0
Consommation (CIB)	916,3	907,6	-1,0

*Estimations **Prévisions

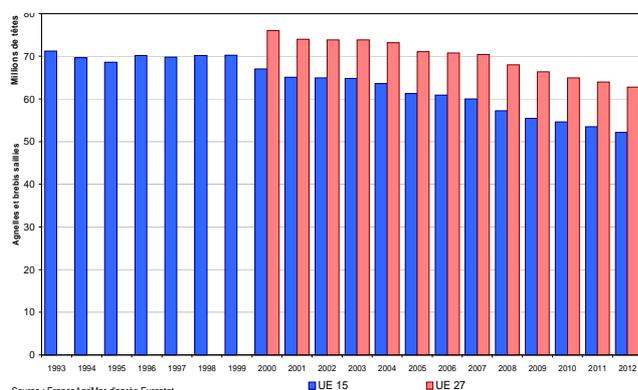
Source : FranceAgriMer

Cheptel de reproductrices (brebis mères et agnelles saillies) dans l'Union européenne - enquêtes de décembre

1000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012	% 12/11
Allemagne	1 373	1 339	1 309	1 178	1 170	-1
Autriche	217	215	224	226	221	-2
Espagne	15 416	15 357	14 254	13 037	12 328	-5
France	5 888	5 769	6 087	5 835	5 713	-2
Grèce	6 904	6 552	6 594	6 619	6 966	5
Irlande	2 527	2 369	2 350	2 451	2 501	2
Italie	7 210	7 101	7 089	7 123	6 297	-12
Pays-Bas	1 160	526	598	559	570	2
Portugal	2 074	1 902	1 791	1 740	1 675	-4
Royaume-Uni	14 013	13 842	13 860	14 208	14 265	0
Suède	247	242	292	326	281	-14
UE 15	57 236	55 416	54 643	53 492	52 172	-2
Roumanie	7 597	7 818	7 338	7 441	7 695	3
Bulgarie	1 245	1 178	1 136	1 238	1 144	-8
Hongrie	964	968	844	821	836	2
NEM 12	10 752	10 919	10 279	10 442	10 618	-3
UE 27	67 988	66 335	64 922	63 935	62 791	-2

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et Commission européenne

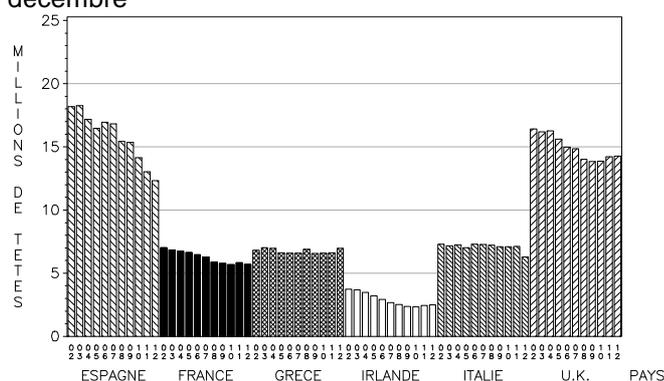
Le cheptel reproducteur de l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Evolution du cheptel reproducteur ovin dans les principaux pays reproducteurs – enquêtes de décembre



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

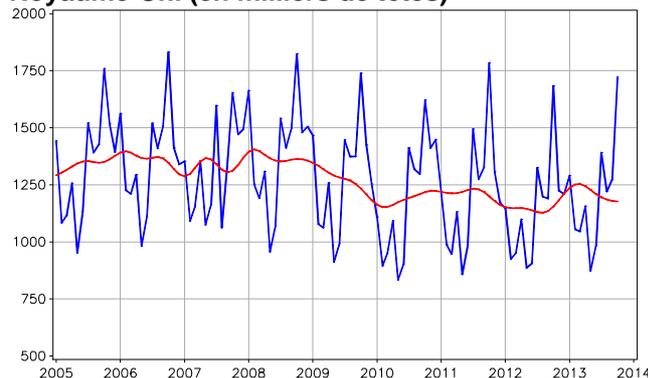
Production contrôlée de viandes ovines et caprines dans l'Union européenne

1000 tec	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Allemagne	38	40	42	39	37	-3,9
Autriche	8	8	9	9	9	-1,3
Espagne	141	149	149	136	115	-15,3
France	119	110	112	113	111	-2,2
Grèce	103	104	104	99	85	-14,5
Irlande	52	41	39	45	49	7,5
Italie	38	32	31	31	30	-3,0
Pays-Bas	19	17	17	17	17	0,8
Portugal	19	20	20	18	17	-3,5
Royaume-Uni	313	290	298	284	296	4,1
UE 15	858	820	827	797	772	-3
Bulgarie	10*	10*	13*	11*	10*	-7,7
Roumanie	23*	24*	26*	30*	29*	-4,8
Hongrie	10	10	10	10	9	-3,6
NEM 12	48*	48*	54*	56*	54*	-5*
UE 27	906*	869*	881*	854*	825*	-3*

* Estimations

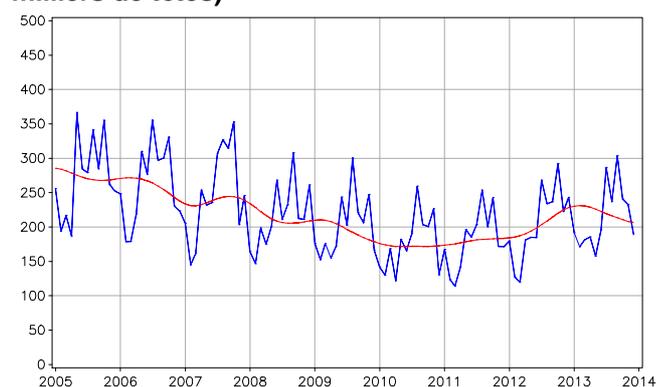
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et comité d'experts européens

Abattages mensuels contrôlés d'ovins au Royaume-Uni (en milliers de têtes)



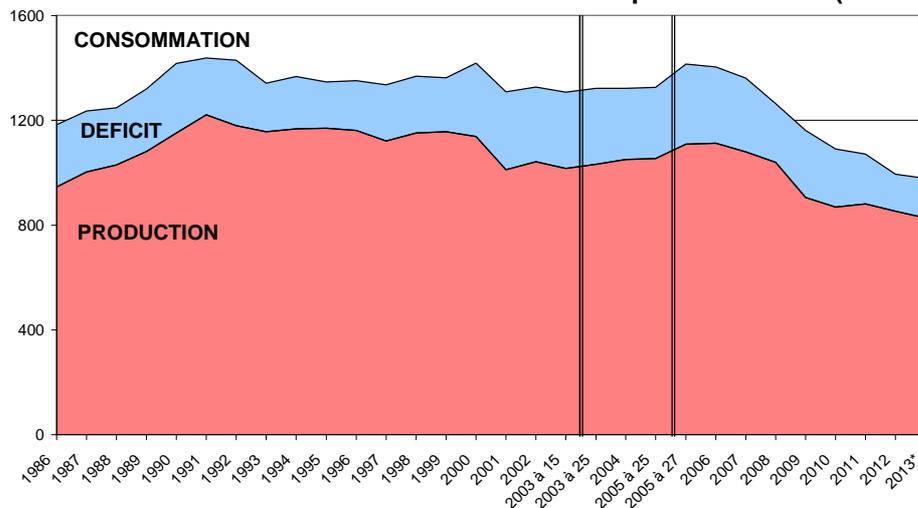
Source : FranceAgriMer d'après Bord Bia

Abattages mensuels d'ovins en Irlande (en milliers de têtes)



Source : FranceAgriMer d'après Bord Bia

Production et consommation de viande ovine et caprine dans l'UE (en milliers de tec)



*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

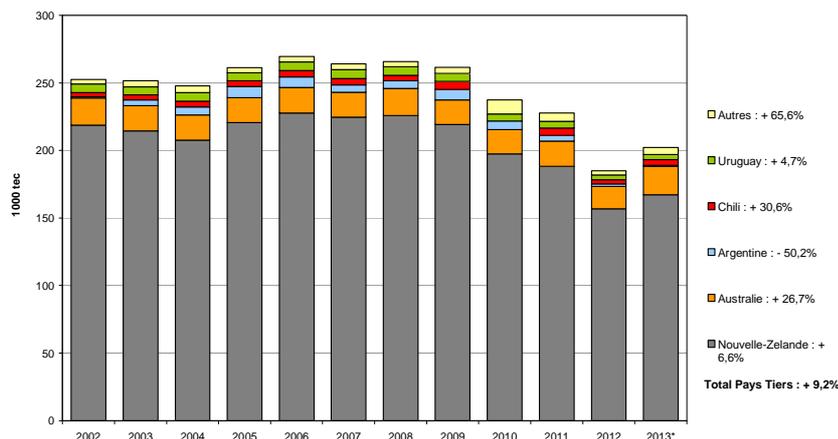
Importations de l'Union européenne de viandes ovines et caprines en provenance des pays tiers

1000 tec	2009	2010	2011	2012	2013*	13*/12
Total pays tiers	261,4	237,4	227,5	185,0	202,1	9,2
Nouvelle-Zélande	219,0	197,3	188,2	156,9	164,4	4,8
Australie	18,4	18,0	18,6	16,5	20,9	26,7
Chili	5,9	0,0	5,4	3,2	4,1	30,6
Argentine	7,6	6,5	4,2	1,8	0,9	-50,2
Uruguay	5,9	5,0	5,1	3,6	3,7	4,7

*Estimations

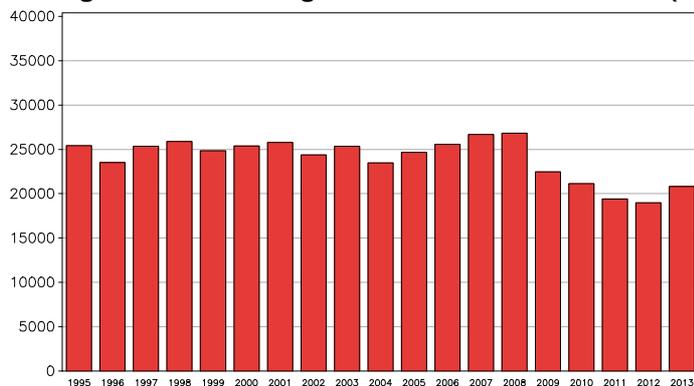
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Importations communautaires (UE 27) de viande ovine en provenance des pays tiers



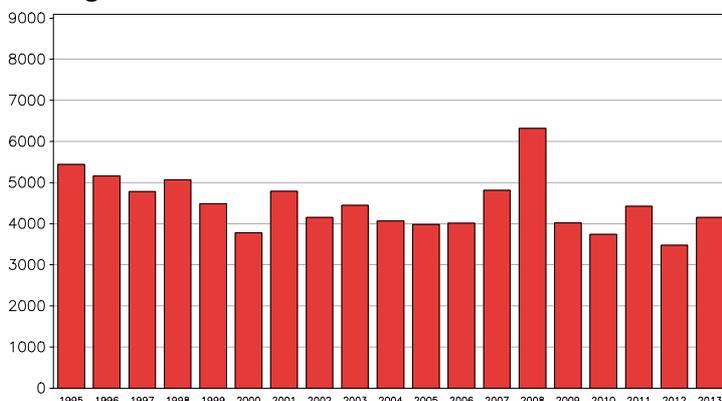
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Abattages contrôlés d'agneaux de Nouvelle Zélande (en milliers de têtes)



Source : FranceAgriMer d'après Statistics New Zealand

Abattages contrôlés d'ovins de réforme en Nouvelle Zélande (en milliers de têtes)



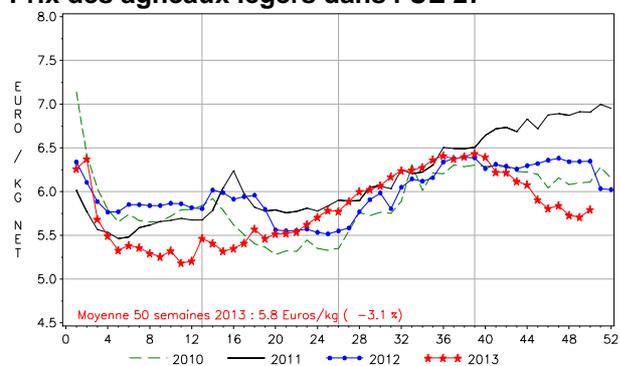
Source : FranceAgriMer d'après Statistics New Zealand

Prix à la production des agneaux dans l'Union européenne

€/100 kg net	2009	2010	2011	2012	2013	% 13/12
Agneaux lourds						
Royaume-Uni	401,4	453,1	496,6	502,9	489,8	-2,6
Irlande	360,4	425,8	468,0	447,0	439,3	-1,7
France	581,7	581,3	610,6	618,1	622,0	0,6
UE 25	444,5	473,5	514,4	500,0	487,4	-2,5
Roumanie	182,3	190,3	234,8	234,5	237,5	1,3
UE 27	410,0	436,2	477,7	465,1	454,5	-2,3
Agneaux légers						
Espagne	702,5	644,7	691,2	710,3	686,2	-3,4
Grèce	541,1	543,8	555,1	521,7	503,2	-3,6
Italie	613,5	524,5	515,6	603,3	632,5	4,8
UE 25	637,4	589,3	614,2	599,4	580,7	-3,1

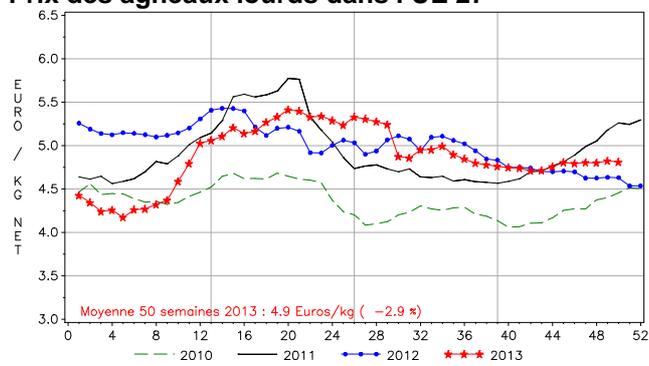
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

Prix des agneaux légers dans l'UE 27



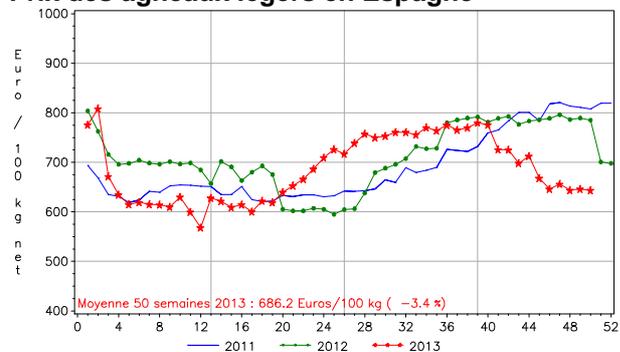
Source : FranceAgriMer d'après Commission Européenne

Prix des agneaux lourds dans l'UE 27



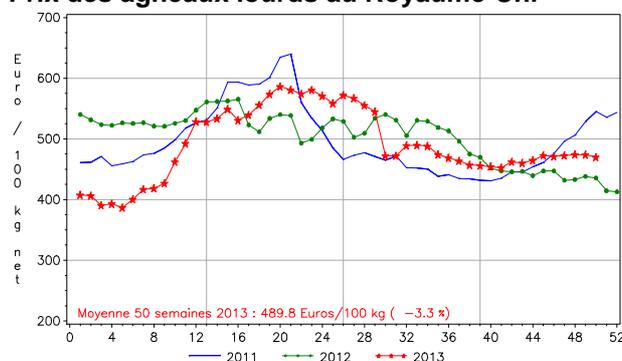
Source : FranceAgriMer d'après Commission Européenne

Prix des agneaux légers en Espagne



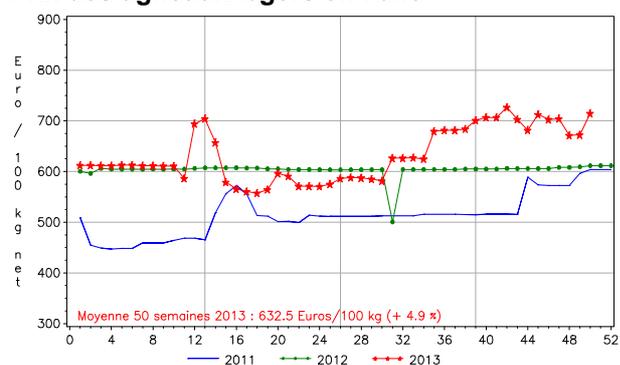
Source : FranceAgriMer d'après Commission Européenne

Prix des agneaux lourds au Royaume-Uni



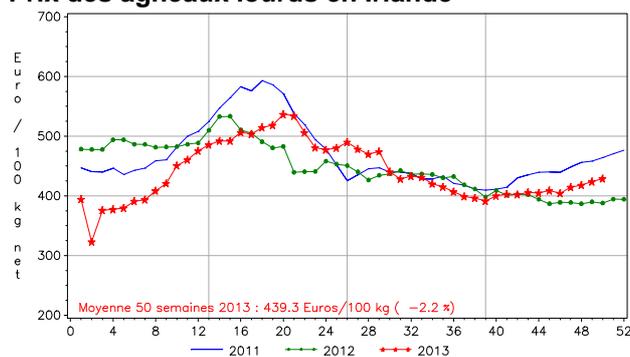
Source : FranceAgriMer d'après Commission Européenne

Prix des agneaux légers en Italie



Source : FranceAgriMer d'après Commission Européenne

Prix des agneaux lourds en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après Commission Européenne

Consommation de viandes ovines et caprines dans l'Union européenne, calculée par bilan

1000 tec	2009	2010	2011	2012	2013*	13*/12
Allemagne	75	74	85	70	73	4,0
Belgique-Lux	17	17	20	15	17	7,7
Espagne	129	129	128	99	86	-13,1
France	243	218	211	212	206	-2,8
Grèce	119	114	113	103	90	-13,5
Irlande	18	16	15	16	16	-1,3
Italie	84	78	74	70	68	-2,4
Pays-Bas	23	23	23	23	23	1,4
Portugal	28	27	25	24	23	-2,5
Royaume-Uni	327	295	279	267	284	6,4
UE 15	1 091	1 021	1 001	927	913	-1,5
Roumanie	48*	45*	44*	41*	40*	-1,5
Bulgarie	8*	10*	11*	11*	9*	-14,4
Hongrie	3	3	3	3	4	3,3
NEM 12	71*	70*	70*	67*	65*	-3,6
UE 27	1 162*	1 091*	1 071*	994*	978*	-1,6

* Estimations

Faute de donnée, certains pays ont dû faire l'objet d'extrapolations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et comité experts européens

Bilan dans le secteur ovin-caprin

1000 tec	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Production indigène (1)	812,2	794,7	813,7	794,5	791,8	-0,3
Exportations animaux vivants (2)	4,6	12,6	27,0	32,7	34,8	6,5
Importations animaux vivants (2)	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	-12,6
<i>Solde</i>	4,6	12,5	26,5	32,7	34,8	
Abattages (1)	807,6	782,1	787,2	761,8	757,0	-0,6
Exportations viandes	12,4	12,4	14,6	24,7	37,7	52,8
Importations viandes	261,4	237,4	227,5	185,0	202,1	9,2
<i>Solde</i>	-249,1	-225,1	-212,9	-160,3	-164,4	
Variation de stocks	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Consommation indigène (1)	1 056,7	1 007,2	1 000,1	922,1	921,4	-0,1
Auto-provisionnement (%)	76,9	78,9	81,4	86,2	85,9	

* Estimations

(1) Contrôlés depuis 2009 suite à la modification des enquêtes statistiques sur les abattages

(2) Extrapolations FranceAgriMer

Le marché des équins en France

› Baisse importante du cheptel en 2012

L'enquête de décembre 2012 du SSP¹ montre une baisse du cheptel équin de 2,5 %. Pour la première fois depuis 5 ans les effectifs de chevaux de selle sont en diminution de 2,5 %. À 352,4 milliers de têtes, ils représentent plus des trois quarts des effectifs d'équidés. Le cheptel de chevaux lourds continue de reculer mais dans une moindre mesure (- 1,1 %).

› Des abattages et des exports de vifs qui augmentent la production

En 2013, la production de viande chevaline française progresse de nouveau de 8,5 % en tec, soit 600 tec supplémentaires par rapport à 2012. Cette évolution s'explique par une hausse des abattages de 9,1 % et une hausse des exportations de vifs de 6,4 %. Les exportations ont été particulièrement dynamiques à destination de l'Espagne et de l'Italie. Les envois vers les pays tiers progressent également. En 2013, l'Algérie est devenue un marché significatif pour les exportations d'équidés vivants français qui atteignent 300 animaux. Cependant, le poids carcasse des animaux français est en baisse de 5 kg, à 267 kg/tête.

› Un commerce de viande toujours en déclin en 2013

Depuis 2005, le commerce de viande chevaline française recule. En 2013, 1 150 tec ont été importées en moins par rapport à 2012 (- 6,8 %). Les importations en provenance de l'Union européenne se maintiennent mais la Belgique et le Royaume-Uni perdent des parts de marché au profit de l'Italie et des Pays-Bas. En revanche, les importations en provenance des pays tiers, qui représentent les plus gros volumes, baissent fortement (-12,5 %). Les importations de viande chevaline canadienne reculent de 22 %. Cela pourrait s'expliquer par la fin de l'interdiction d'abattre des équidés aux États-Unis qui ont par conséquent diminué leurs flux d'animaux vivants vers le Mexique et le Canada entraînant une baisse des exportations de viande chevaline de ces deux pays.

Les exportations de viande chevaline ont connu un recul encore plus fort (-1 300 tec) ce qui a eu pour conséquence de dégrader le solde du commerce extérieur de viande chevaline, structurellement négatif.

› Des prix à la production qui chutent fortement

En 2013, les prix à la production ont fortement diminué pour toutes les catégories de chevaux. La baisse est particulièrement marquée pour les animaux jeunes, les laitons (2,46 €/kg, - 6,5%) et les poulains lourds bons (2,21 €/kg, - 4,2 %). Les chevaux d'âge lourds enregistrent une baisse de 2,8 % et atteignent le prix de 1,51 €/kg en moyenne, un prix historiquement bas.

Les prix ont très nettement chuté à partir de la sixième semaine qui correspond à la date de la révélation du scandale des lasagnes à la viande de cheval. Aucune amélioration du prix n'a été observée ensuite.

› La hausse des disponibilités et la médiatisation de la filière relancent la consommation

La consommation de viande chevaline calculée par bilan a progressé de 3,8 % en 2013, soit 640 tonnes supplémentaires. Ce résultat se retrouve dans le panel de consommateurs Kantar Wordpanel. Les achats des ménages ont progressé de 2,3 % en 2013 malgré un prix d'achat stable à 15,10 €/kg parmi les plus cher du rayon viande de boucherie après le veau. L'exposition médiatique de la viande chevaline en 2013 a finalement permis à la filière de la remettre en avant.

› Prévisions 2014

En 2014, on peut s'attendre à une nouvelle hausse de la production résultant de l'augmentation des prélèvements sur le cheptel. De plus, différents facteurs pourraient pousser certains producteurs à abandonner leur production et donc à décapitaliser.

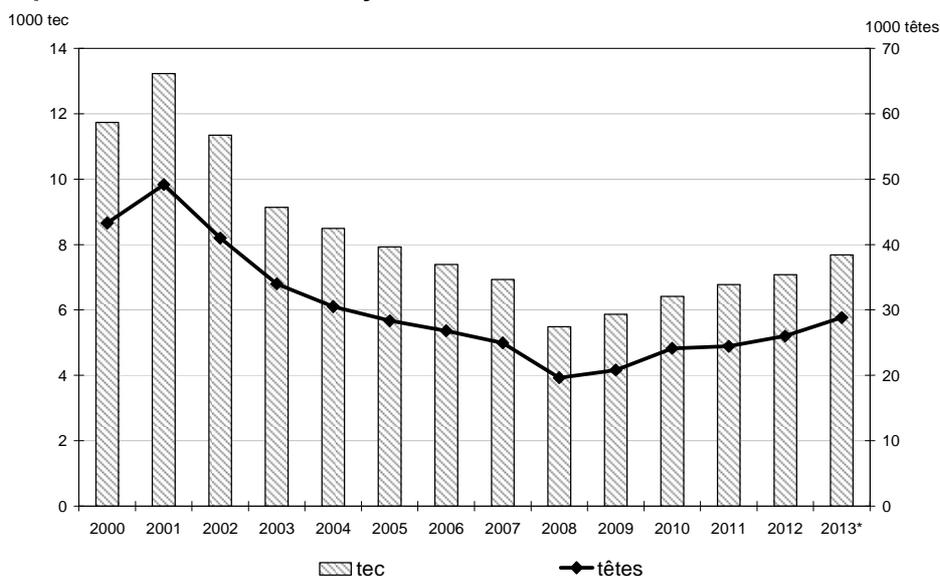
¹ Ne sont pris en compte que les chevaux détenus par des exploitations agricoles.

Le cheptel équin français : enquête de décembre

1000 têtes	2008	2009	2010	2011	2012	%12/11
Chevaux de selle, sport, loisirs et course	357,6	358,5	359,7	361,4	352,4	-2,5
Chevaux lourds	66,5	66,2	63,2	63,2	62,5	-1,1
Ânes, baudets, mules, mulets et bardots	31,4	31,6	32,6	32,8	31,1	-5,1
Ensemble Équidés	455,6	456,3	455,5	457,4	446,0	-2,5

Source : FranceAgriMer d'après SSP

La production chevaline française



Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Les prix à la production

€/kg	Animaux jeunes			Chevaux d'âge	
	Laitons extra	Poulains lourds		Races lourdes extra	Races légères extra
		extra	bon		
2008	2,89	2,82	2,46	1,87	2,60
2009	2,37	2,53	2,23	1,73	2,45
2010	2,36	2,40	2,20	1,64	2,38
2011	2,47	2,59	2,28	1,59	2,45
2012	2,63	2,61	2,31	1,56	2,45
2013	2,46	2,53	2,21	1,51	2,36
%13/12	- 6,5	- 2,9	- 4,2	- 2,8	- 3,6

Source : FranceAgriMer

Commerce extérieur de chevaux vivants

Têtes	2009	2010*	2011	2012	2013*	%13*/12
EXPORTATIONS	10 499	11 236	10 027	10 442	11 458	+ 9,7
Union européenne	9 898	10 372	9 221	9 190	9 925	+ 8,0
<i>Italie</i>	6 770	7 140	6 662	5 350	5 702	+ 6,6
<i>Espagne</i>	2 359	2 308	2 122	2 662	3 000	+ 12,7
Pays tiers	601	864	806	1 252	1 533	+ 22,4
<i>Suisse</i>	339	397	356	390	343	- 12,1
IMPORTATIONS	5 173	4 220	2 656	2 968	3 245	+ 9,3
Union européenne	4 571	3 810	2 370	2 670	2 880	+ 7,9
<i>Belgique</i>	1 609	1 610	1 240	1 930	1 793	- 7,1
<i>Pologne</i>	1 199	1 177	659	655	795	+ 21,4
<i>Espagne</i>	1 198	518	221	62	294	+ 374,4
Pays tiers	602	410	286	298	365	+ 22,6
<i>Suisse</i>	196	224	185	192	214	+ 11,4
<i>Argentine</i>	351	19	10	0	0	0
SOLDE	5 326	7 016	7 371	7 474	8 213	+ 9,9

* Estimations : les données ont été retraitées compte tenu d'aberrations constatées avec le Royaume-Uni pour 2010.

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Commerce extérieur de viande chevaline

Tec	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
EXPORTATIONS	8 061	6 468	5 872	5 525	4 216	- 23,7
Union européenne	8 005	6 314	5 639	5 127	3 704	- 27,7
<i>Belgique</i>	4 453	3 475	2 857	2 566	2 402	- 6,4
<i>Italie</i>	3 227	2 682	2 640	2 233	1 272	- 43,1
Pays tiers	56	154	233	398	511	+ 28,5
IMPORTATIONS	23 696	21 423	19 006	16 912	15 758	- 6,8
Union européenne	6 070	7 202	7 339	6 352	6 516	+ 2,6
<i>Belgique</i>	2 385	2 281	2 122	2 090	1 798	- 14,0
<i>Royaume-Uni</i>	1 571	2 315	2 432	2 020	1 737	- 14,0
Pays tiers	17 626	14 221	11 668	10 560	9 243	- 12,5
<i>Canada</i>	8 388	6 008	4 644	4 113	3 217	- 21,8
<i>Mexique</i>	1 976	1 940	1 744	1 776	1 907	+ 7,4
<i>Argentine</i>	3 352	3 278	2 542	1 742	2 520	+ 44,6
<i>Uruguay</i>	2 148	1 944	1 843	1 730	1 048	- 39,4
<i>Brésil</i>	1 120	245	96	116	56	- 51,4
<i>États-Unis</i>	13	3	5	8	10	+ 28,6
SOLDE	-15 634	-14 955	-13 135	-11 387	-11 543	+ 1,4

Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

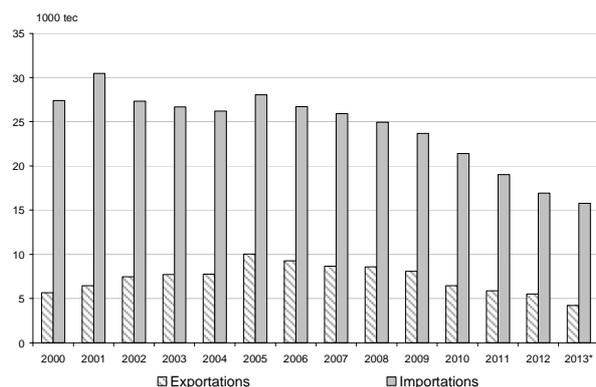
Remarque : De fortes incohérences sont constatées entre les volumes déclarés exportés par un État et ceux déclarés importés par la France. Le tableau a été construit à partir des importations françaises, les données sont à utiliser avec précaution.

Bilan annuel du secteur chevalin

	2012		2013*		% 13*/12	
	têtes	tec	têtes	tec	têtes	tec
Production totale	25 997	7 080	28 832	7 685	+ 10,9	+ 8,5
Commerce extérieur animaux vivants						
Exportations	10 442	2 490	11 458	2 650	+ 9,7	+ 6,4
Importations	2 968	710	3 245	750	+ 9,3	+ 5,6
SOLDE	7 474	1 780	8 213	1 900	+ 9,9	+ 6,7
Abattages	18 523	5 300	20 619	5 785	+ 11,3	+ 9,1
Commerce extérieur viandes						
Exportations		5 525		4 216		- 23,7
Importations		16 912		15 758		- 6,8
SOLDE		-11 387		-11 543		+ 1,4
Consommation totale		16 687		17 327		+ 3,8
Solde Product. Consom.		-9 607		-9 643		+ 0,4
Auto-provisionnement. (%)		42,4		44,4		

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

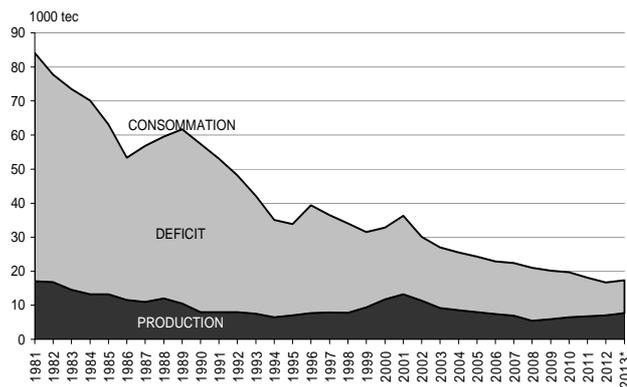
Commerce extérieur de viande chevaline en volume



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Production et consommation de viande chevaline



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Le marché des équins dans l'Union européenne

› Hausse de la production dans l'UE à 15 et baisse dans les NEM

La production de viande chevaline communautaire est stable à 71 126 tonnes en 2011 selon les évaluations FAO. Cette stabilité s'explique par une baisse de 1 500 tonnes dans les NEM qui est compensée par une augmentation de la production, dans les mêmes volumes, dans les pays de l'UE à 15.

En nombre de têtes, le cheptel des pays de l'UE à 15 diminue plus fortement que le cheptel dans les NEM (respectivement – 115 000 têtes et – 83 000 têtes). On peut donc penser que cette hausse de la production dans l'UE à 15 en 2011 résulte d'une décapitalisation du cheptel équin et non d'une réelle hausse de production de poulains.

› Le commerce extérieur de viande chevaline régresse après une année 2012 dynamique

Les importations européennes de viande chevaline sont en forte baisse en 2013. Elles atteignent 25 600 tonnes sur l'année soit un recul de 11 %. Cette baisse résulte d'une diminution des envois des principaux exportateurs internationaux, le Canada, le Mexique, le Brésil et l'Uruguay. Ces pays, qui étaient depuis 2007 tributaires des flux de chevaux vivants en provenance des Etats-Unis, ont réduit l'ensemble de leurs exportations de viande chevaline, conséquence directe de la reprise des abattages de chevaux sur le sol étasunien. Parallèlement, les États-Unis ont augmenté leurs exportations de viande chevaline vers l'UE de 1 000 tonnes en 2013.

Les exportations européennes de viande chevaline ont également diminué de 15 %. Le Kazakhstan qui avait été un marché porteur en 2011 et 2012 retombe à des niveaux d'importation de 600 tonnes, proches des niveaux de 2010.

Commerce extérieur de viande chevaline

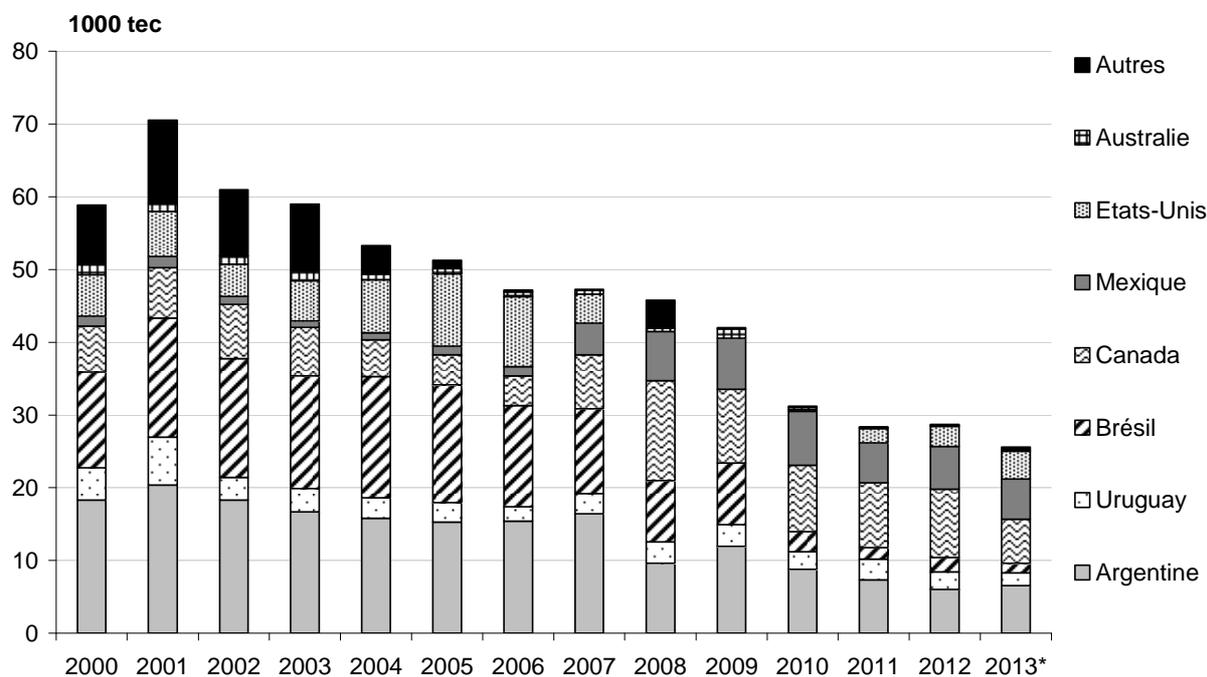
Tec	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
EXPORTATIONS	1 089	960	2 371	3 283	2 785	- 15,2
Suisse	227	258	367	714	645	- 9,7
Kazakhstan	0	555	1 769	1 158	594	- 48,7
Japon	101	103	132	159	346	+ 117,9
IMPORTATIONS	42 015	31 204	28 332	28 714	25 591	- 10,9
Canada	10 114	9 126	8 915	9 414	6 066	- 35,6
Mexique	7 015	7 404	5 476	5 864	5 502	- 6,2
Brésil	8 464	2 774	1 577	1 955	1 316	- 32,7
Uruguay	3 034	2 422	2 871	2 456	1 734	- 29,4
Argentine	11 921	8 767	7 317	5 995	6 566	+ 9,5
Australie	1 305	324	120	170	220	+ 29,3
Nouvelle-Zélande	116	150	64	120	140	0
États-Unis	0	211	1 984	2 737	3 833	+ 40,0

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Remarque : De fortes incohérences sont constatées entre les volumes déclarés exportés par un État et ceux déclarés importés par l'Union européenne. Le tableau a été construit à partir des importations européennes, les données sont à utiliser avec précaution.

Importations de viande chevaline de l'Union européenne



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

viandes blanches



Le marché du porc en France

› Le recul de la production française se poursuit en 2013

En 2013, selon l'enquête cheptel réalisée au mois de mai, la baisse des effectifs porcins en France est moins marquée qu'en 2012. La France a perdu 2,1 % de son cheptel reproducteur, soit 23 000 truies, mais conserve un effectif porcine total relativement stable (- 0,6 %).

La productivité des truies a légèrement progressé en 2013, mais l'amélioration des performances techniques des éleveurs n'a pas permis de compenser la baisse importante des effectifs truies en 2012. Les abattages en France ont reculé de 1,6 % en têtes en 2013. C'est la troisième année consécutive de baisse de la production porcine en France. Sur 3 ans, le recul de l'offre française atteint 4%. La France abat un million de porcs de moins qu'en 2010, soit un volume de 90 000 tec.

La production française en tonnes a reculé de l'ordre de 1 % en 2013. La France reste le troisième producteur européen de porcs. La baisse de la production a concerné en 2013 l'ensemble des principaux pays producteurs de porc en Europe. Le contexte de hausse des coûts de production et de mises aux normes de la conduite en groupes des truies, continue d'impacter la production porcine européenne. Toutefois, certains pays parviennent à développer leur production depuis quelques années. Depuis 2010, la production a progressé en Belgique de 4 %, en Italie de 5 % et au Royaume-Uni de près de 9 % après une période de fort recul.

› La valeur des exportations françaises en baisse, malgré un commerce stable en volume

Les exportations totales françaises pour l'année 2013 sont estimées à environ 750 000 tec, un volume équivalent à celui de l'année 2012. Les exigences sanitaires en matière d'utilisation de ractopamine ont fermé les marchés chinois et russes aux principaux opérateurs américains. D'autres restrictions au commerce ont également touché des opérateurs allemands et espagnols. Cette situation a ouvert des opportunités aux opérateurs français qui ont pu développer leurs exportations en Russie (+ 12 %) et Chine (+ 14 %).

Ce développement sur le grand export permet de compenser un recul sur le marché communautaire. Les exportations françaises dans l'Union européenne ont reculé de 1,5 %. La forte croissance des volumes vers l'Espagne (+ 32 %) ne compense entièrement les pertes en Grèce (- 12 %), en Roumanie (- 19 %), en Pologne (- 27 %), en Irlande (- 27 %), au Danemark (- 27 %) et la Slovaquie (- 21 %). Sur les pays tiers, la France a également réduit significativement ses ventes vers la Corée du Sud et le Japon.

Globalement, le chiffre d'affaires à l'exportation de la France est estimé à 1,37 milliard d'euros en 2013, en recul de 4 %. Cela représente une perte de 61 millions d'euros pour la filière française. Les exportations de la France progressent sur des produits à faible valeur ajoutée en Russie et en Chine mais sont en retrait sur les produits à plus forte valeur vendus sur le marché communautaire, en Corée du Sud et au Japon.

› Les importations françaises en légère hausse en 2013

Les importations françaises en 2013 sont estimées à environ 621.000 tec, soit une hausse modeste de 1,1 % par rapport à 2012. La production porcine baisse en France et induit des besoins supplémentaires en pièces. La France a importé 10 000 tec de viande fraîche et congelée de plus qu'en 2012. Les importations de produits transformés et de graisses sont restées stables en 2013.

L'Espagne représente les trois quarts des volumes importés par la France chaque année. Les opérateurs espagnols ont exportés en 2013 près de 300 000 tec de viande et 67 000 tec de produits transformés. Le second fournisseur de la France reste l'Allemagne, qui depuis plusieurs années développe ses exportations aux dépens d'autres partenaires historiques de la France (Danemark et Pays-Bas). Les produits expédiés par l'Allemagne sont pour moitié environ de la viande (56 000 tec) et pour moitié des produits transformés (66 000 tec).

La France importe majoritairement des produits à haute valeur ajoutée, des pièces dont la découpe est très avancée à destination des industriels français de la charcuterie et des produits transformés prêts à être consommés vendus en GMS et en RHF.

L'ensemble des importations françaises représente une valeur estimée de 1,58 milliard d'euros pour l'année 2013. C'est une hausse de 53 millions d'euros par rapport à 2012 (+ 3,4 %).

Cette croissance continue des importations depuis plusieurs années impacte négativement la balance commerciale de la filière française. Le solde reste positif en volume à +127 000 tec en 2013, mais a régressé de 50 000 tec en 2 ans. En valeur, la France est déficitaire depuis quelques années, le déficit 2013 est estimé à 212 millions d'euros, soit un doublement sur un an. Avec l'Union européenne, le déficit représente un volume de 30 000 tec, avec une progression de 20 000 tec sur l'année 2013, et une valeur estimée à pratiquement 500 millions d'euros (+ 100 millions en 2013). De ce fait, le taux d'auto approvisionnement recule passant de 107,1 % à 106,8 %.

› Léger recul de la consommation en France en 2013

La consommation estimée par bilan a baissé de l'ordre de 0,5 % en 2013. Le prix au consommateur a évolué à la hausse pour l'ensemble des viandes. Selon les données du panel d'achats des ménages de Kantar Worldpanel, le prix moyen 2013 de la viande fraîche de porc a progressé de 4,8 % et de 2,1 % sur les produits de charcuterie. L'impact sur la consommation de porc est resté relativement limité. Le porc a bénéficié d'un report de consommation grâce à son positionnement de viande la moins chère.

Depuis dix ans, la consommation moyenne de porc par habitant en France diminue régulièrement. Avec la crise, la tendance s'est accentuée (- 0,5 kg/hab en 2013). Le volume consommé par habitant a baissé de 2 kg sur les 5 dernières années.

› De fortes tensions sur le marché des matières premières ont poussé le prix de l'aliment vers des niveaux records

Le prix 2013 de l'aliment en France, calculé par l'IFIP selon une formule « porc en croissance » a atteint une moyenne sur l'année de 287 €/tonne, soit une hausse de 7,4 % par rapport à 2012. Le prix est resté supérieur à 300 €/tonne sur l'ensemble du premier semestre, puis est revenu sur la fin de l'année vers 260 €/tonne. C'est un nouveau record en termes de coût de production pour la filière porcine française.

Le niveau élevé de la récolte 2013 de maïs en Amérique a permis de relever le niveau des stocks. Le cours du maïs a chuté de 25 % sur les 6 derniers mois de 2013 pour repasser en dessous du prix du blé fourrager. Toutefois, la demande dynamique des pays tiers sur le blé en début de la campagne 2013/14 a freiné la baisse du prix de l'aliment porc en fin d'année. De plus, le prix du soja reste très élevé à plus de 400 €/tonne en raison de la croissance de la demande chinoise.

› Faible progression du prix à la production en 2013

Le prix moyen du porc classe E en France est de 1,64 €/kg, une hausse de 0,03 €/kg par rapport à 2012. Le recul de 1 % de la production européenne en 2013 reste modéré et n'a pas permis de fortes évolutions des cours. Le troisième trimestre correspond à un pic de prix important, qui résulte d'un recul de la production dans l'Union européenne, d'une forte demande à l'exportation vers la Chine et la Russie, en même temps qu'une hausse de la consommation des produits de grillade en Europe. Le prix des pièces de transformation bardière et hachage a baissé en 2013 après la forte hausse de 2012. Le cours du jambon (+ 5,9 %), de la poitrine (+ 3,7 %) progresse en lien avec la hausse de 2,9 % des prix du porc sur le marché communautaire. La hausse a été plus limitée sur la longe (+ 0,8 %), essentiellement destinée au commerce de détail en raison d'une progression plus modeste du cours du porc en France.

› Prévisions 2014

Dans un contexte de décroissance de des effectifs porcins, la production française devrait continuer à baisser en 2014 de l'ordre de 1 %. L'offre européenne devrait peu évoluer. Si les opportunités se réduisent sur le marché mondial en 2014 pour les opérateurs européens, la concurrence sera plus forte sur le marché communautaire. Les parts de marché de la France en Europe pourrait s'effriter et les importations repartir nettement à la hausse.

Dans ce contexte, le prix du porc en France ne devrait pas progresser en 2014 malgré une baisse significative de la production française et une consommation qui devrait se maintenir.

Prévisions 2014

1000 tec	2013*	2014**	%14**/13*
Production	2 013,7	1 983,5	-1,5
Importations	620,9	645,0	+3,9
Exportations	748,7	724,0	-3,3
Consommation	1 885,9	1 904,5	+1,0

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer

Solde financier du commerce extérieur dans le secteur porcin

	2009	2010	2011	2012	2013*	13*-12
Porcelets	-5,5	-4,0	-4,5	-5,2	-1,2	3,9
Animaux de boucherie	91,7	91,9	78,2	92,5	69,0	-23,5
Viandes fraîches et congelées	41,3	32,8	99,1	71,6	5,2	-66,4
Conserves et VSSF	-229,6	-223,3	-254,5	-286,7	-309,8	-23,1
Graisses	19,9	20,4	35,5	29,5	24,6	-4,9
SOLDE	-82,2	-82,2	-46,2	-98,2	-212,2	-114,0

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

Bilan du secteur porc (hors abats)

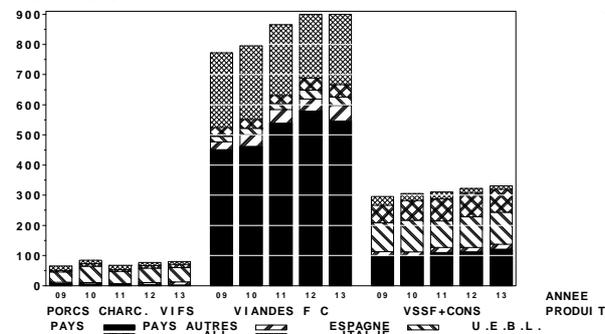
	2012		2013*		%13*/12	
	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec	1000 têtes	1000 tec
Production contrôlée	24 663,0	2 028,8	24 320,7	2 013,7	-1,4	-0,7
Commerce extérieur						
Animaux vivants de boucherie						
Exportations	647,6	81,0	661,6	82,7	+2,2	+2,1
Importations	107,5	9,6	74,4	6,8	-30,8	-29,2
SOLDE	+540,1	+71,4	+587,2	+76,0		
Abattages contrôlés	24 122,9	1 957,3	23 733,5	1 937,7	-1,6	-1,0
Commerce extérieur						
Viandes fraîches et congelées						
Exportations		496,1		494,6		-0,3
Importations		402,6		411,9		+2,3
SOLDE		+93,5		+82,7		
VSSF et conserves						
Exportations		114,3		114,6		+0,3
Importations		173,9		173,8		-0,1
SOLDE		-59,5		-59,2		
Graisses						
Exportations		57,7		56,8		-1,6
Importations		28,2		28,5		+1,1
SOLDE		+29,5		+28,3		
Variation de stock (stockage privé)		0,0		0,0		
Consommation contrôlée		1 893,9		1 885,9		-0,4
Auto-approvisionnement %		107,1		106,8		

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP – Douanes françaises

Répartitions des exportations par pays

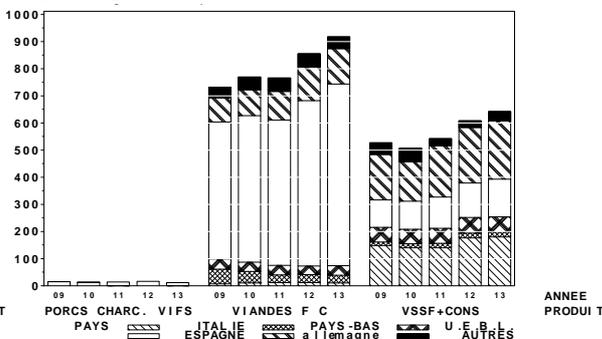
Millions d'€



Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

Répartitions des importations par pays

Millions d'€



Commerce extérieur du secteur porcin

	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Exportations	752,8	771,1	777,8	749,1	748,7	=
Porcs vivants	86,3	88,6	78,6	81,0	82,7	+2,1
Viandes fraîches et cong.	486,4	500,9	508,6	496,1	494,6	-0,3
<i>carcasses</i>	130,2	111,8	96,5	84,6	82,5	-2,5
<i>pièces</i>	356,1	389,2	412,1	411,4	412,0	+0,1
Prépa. et Conserves+VSSF	114,3	113,1	121,6	114,3	114,6	+0,3
Graisses	65,8	68,6	69,0	57,7	56,8	-1,6
Importations	597,0	605,9	595,6	614,3	620,9	+1,1
Porcs vivants	11,0	10,5	8,9	9,6	6,8	-29,2
Viandes fraîches et cong.	401,5	408,1	397,1	402,6	411,9	+2,3
<i>carcasses</i>	2,6	2,4	2,8	2,8	2,5	-10,7
<i>pièces</i>	398,8	405,7	394,3	399,8	409,4	+2,4
Prépa. et Conserves+VSSF	150,2	153,0	161,7	173,9	173,8	-0,1
Graisses	34,3	34,3	27,8	28,2	28,5	+1,1
SOLDE	+155,8	+165,2	+182,2	+134,8	+127,8	
Porcs vivants	+75,3	+78,1	+69,7	+71,4	+76,0	
Viandes fraîches et cong.	+84,9	+92,8	+111,5	+93,5	+82,7	
<i>carcasses</i>	+127,6	+109,4	+93,7	+81,9	+80,0	
<i>pièces</i>	-42,7	-16,6	+17,8	+11,6	+2,7	
Prépa. et Conserves+VSSF	-36,0	-39,9	-40,2	-59,5	-59,2	
Graisses	+31,5	+34,3	+41,2	+29,5	+28,3	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Commerce extérieur de viandes fraîches et congelées

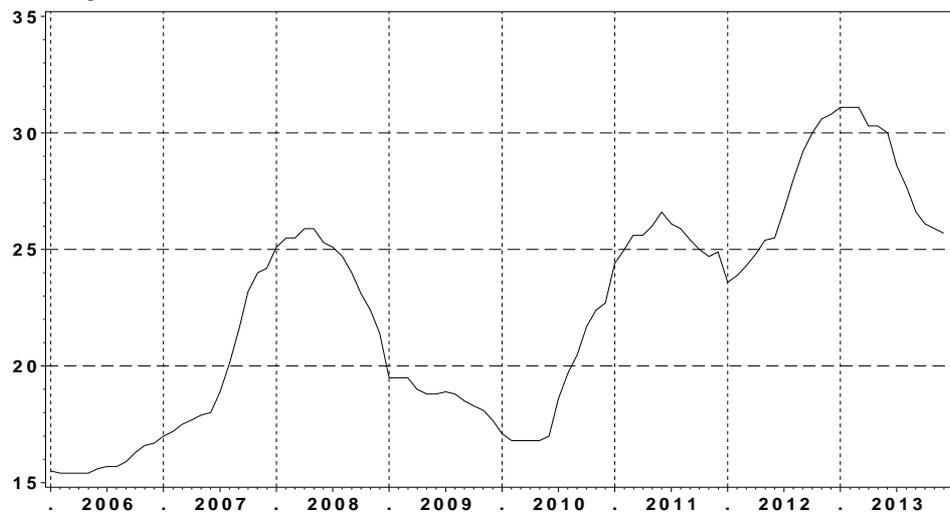
	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Exportations totales	486,4	500,9	508,6	496,1	494,6	-0,3
Union européenne	404,8	396,6	383,9	390,5	383,9	-1,7
<i>Italie</i>	147,8	143,0	129,1	121,8	123,0	+1,0
<i>Royaume-Uni</i>	44,5	42,4	45,1	42,2	42,8	+1,4
<i>Grèce</i>	49,8	41,7	37,9	35,7	31,6	-11,5
<i>Allemagne</i>	19,4	20,9	18,5	23,9	25,3	+5,9
<i>Pays-Bas</i>	25,7	15,7	13,5	15,8	14,7	-7,0
<i>Espagne</i>	18,5	28,4	29,0	25,8	33,9	+31,4
<i>Bulgarie</i>	5,6	13,1	19,0	18,5	18,7	+1,1
Pays Tiers	81,6	104,4	124,7	105,5	110,7	+4,9
<i>Russie</i>	25,5	32,2	35,0	25,3	30,4	+20,2
<i>Corée du Sud</i>	14,2	14,8	16,9	12,5	5,9	-52,8
<i>Japon</i>	10,9	14,1	13,6	11,5	9,7	-15,7
<i>Philippines</i>	4,0	12,9	12,9	13,3	14,1	+6,0
<i>chine+hk</i>	13,1	14,6	29,1	25,5	32,7	+6,0
Importations totales	401,5	408,1	397,1	402,6	411,9	+2,3
Union européenne	400,9	408,0	396,9	402,5	411,8	+2,3
<i>Espagne</i>	279,4	288,1	278,3	289,3	299,3	+3,5
<i>Danemark</i>	11,3	10,5	17,3	14,8	11,2	-24,3
<i>Pays-Bas</i>	32,9	25,5	17,3	16,1	14,4	-10,6
<i>UEBL</i>	22,1	21,8	19,8	17,0	18,9	+11,2
<i>Allemagne</i>	43,7	45,5	50,7	53,1	56,1	+5,6
<i>Pays Tiers</i>	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
SOLDE	+84,9	+92,8	+111,5	+93,5	+82,7	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

Le prix de l'aliment selon la formule porc en croissance IFIP

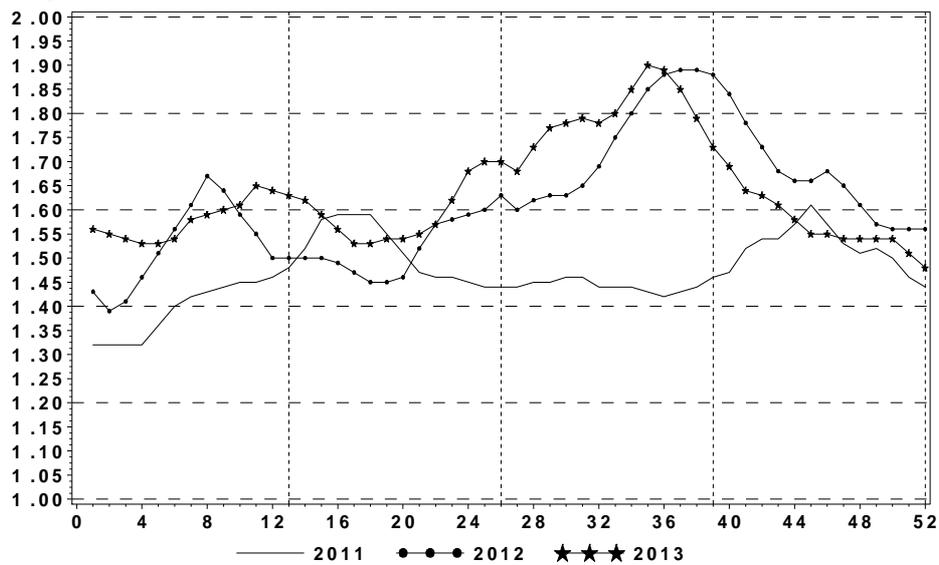
€/100kg



Source : Institut du Porc IFIP

Prix du porc charcutier classe E

€/kg carcasse



Source : FranceAgriMer

Le marché du porc dans l'Union européenne

› Nouvelle baisse de la production européenne en 2013

La production porcine européenne a baissé de 1 % en 2013. L'offre sur le marché européen a reculé de 200 000 tec par rapport à l'année 2012, une perte équivalente à 2 millions de porcs. Très marquée au second semestre 2012 (- 5 %), la tendance baissière s'est poursuivie tout au long de l'année 2013 avec une baisse de 0,6 % au 1^{er} semestre qui a atteint 1,3 % au second semestre. Le prix très élevé de l'aliment et la poursuite des travaux de mises aux normes dans plusieurs régions continuent de pénaliser le développement de la production européenne.

Les volumes abattus ont régressé dans la majorité des principaux Etats producteurs de l'Union européenne à 27. La baisse est restée relativement contenue dans l'ensemble UE à 15 (- 0,5 %). Les abattages en 2013 reculent nettement en Espagne (- 1,9 %), aux Pays-Bas (-3,2 %), en France (- 1,8 %), au Danemark (- 1,1 %), mais 3 pays maintiennent leur trajectoire de croissance, la Belgique (+ 1,8 %), l'Italie (+ 5,2 %) et le Royaume-Uni (+ 0,6 %). Dans les nouveaux Etats membres, le recul des abattages en 2013 est plus marqué et représente 3,7 %. L'activité reste dynamique en Roumanie, en progression de 4,1 %, mais continue de reculer en Pologne (- 5,5 %), en Hongrie (- 5,9 %) et en République tchèque (- 4,2 %).

Les chiffres de l'enquête cheptel de mai 2013, indique une nouvelle régression des effectifs porcins en Europe. La baisse du nombre de truies représente 2,2 % des effectifs (- 289 000 truies). Cette évolution est significative mais moins prononcée qu'en 2013 où le recul dépassait 3 %. Malgré l'amélioration des performances techniques attendues par les nouveaux investissements de mises aux normes, la production européenne devrait encore être orientée à la baisse pour l'année 2014.

› Pas de baisse des exportations en 2013, malgré une baisse de la demande mondiale

La compétitivité prix de la viande porcine européenne sur le marché mondial est restée relativement favorable en 2013. Les écarts de prix se sont maintenus avec l'Amérique du nord et le Brésil, malgré une légère hausse du prix du porc en Europe (+ 2,3 %). Le sanitaire a été l'élément clé de la compétitivité de la viande européenne sur le marché mondial. La Russie et la Chine, deux des plus importants importateurs mondiaux ont restreint fortement l'accès de leurs marchés aux viandes américaines en raison de la présence de résidus de ractopamine. Cette situation a permis aux producteurs européens de reprendre des parts de marché à leurs concurrents. Toutefois, les volumes exportés par l'Union européenne ont peu progressé en 2013 (+ 0,6 %). La demande mondiale est plus faible en 2012. Sur la fin de l'année les exportateurs allemands et espagnols ont également subi des restrictions des autorités russes.

Pour l'Union européenne, la baisse des ventes vers plusieurs destinations (Corée du sud – 32 %, Ukraine – 34 % et Biélorussie - 34 %) ont été compensées entièrement par une forte croissance du commerce vers la Chine (+ 32 %), les Philippines (+ 68 %) et la Russie (+ 18 %) pour un chiffre d'affaire annuel stable de 6 milliards d'euros pour 2013.

La Russie premier client des européens a réduit ses achats de plus de 100 000 tonnes sur l'année 2013. Les autorités russes poursuivent leur politique de retour à l'autosuffisance du pays. Elles contraignent leurs principaux fournisseurs. Les interdictions d'exportations ont touché successivement les Etats-Unis, le Canada, puis l'UE avec des opérateurs allemands et espagnols déréférencés. Le retrait du marché russe des opérateurs nord-américains a profité aux européens dont les volumes ont progressé de 18 % par rapport à 2012. Les interdictions d'exportations intervenues sur la fin d'année en Allemagne et en Espagne, ont été compensées par une forte progression des ventes de la part des opérateurs danois, néerlandais, polonais, autrichiens et hongrois. Simultanément, le commerce des européens vers la Biélorussie et l'Ukraine, qui représente un circuit commercial alternatif vers le marché russe, a chuté d'un tiers. Globalement, l'Union européenne maintient ses volumes sur l'ensemble Russie, Ukraine, Biélorussie.

La demande de la Chine sur le marché mondial a peu évolué en 2013, de l'ordre de + 5 %. La production chinoise a progressé de 1,8 % et permis de limiter les besoins de viandes importées. Les nouvelles exigences sanitaires concernant la présence de ractopamine dans les viandes importées ont fortement impacté le commerce avec les Etats-Unis (- 40 %). L'Union européenne déjà leader sur le marché chinois a renforcé ses positions par une hausse de 30 % de ses exportations de viandes (Allemagne + 20 000 t,

Danemark +12 000 t, Pologne + 34 000 t, France +12 000 t, Royaume-Uni + 16 000t). Sur le commerce des abats, le retrait des Etats-Unis profite également aux opérateurs européens.

Pour l'année 2013, les importations du Japon, premier marché mondial en valeur, ont reculé de 6 % (- 45 000 t). Les opérateurs européens ont maintenu leurs volumes aux dépens des Etats-Unis et du Canada. L'écart de prix avec l'Amérique du nord reste favorable à l'Union européenne.

En Corée du sud, la relance de la production a permis de réduire les besoins en viandes importées. Les exportations européennes ont continué de reculer en 2013 de 30 % (- 45 000 t).

› **Nouvelle baisse des importations européennes de viande porcine**

Avec un volume inférieur à 40 000 tec par an, les volumes importés par l'Union européenne représentent une part négligeable de l'offre sur le marché communautaire (< 0,1 %). Les volumes en provenance essentiellement de Suisse et du Chili continuent de reculer en 2013 de plus de 10 %. Le Chili a fourni 6 000 tec de viande, la Suisse 1 600 tec de viandes et 16 500 tec d'abats porcins.

› **Le commerce intra-communautaire, stable en 2013**

Les échanges de viandes fraîches et congelées au sein de l'Union européenne restent proches de 5,7 millions de tonnes en 2013 (+ 0,7 %), soit le quart de la production de l'Union européenne. La baisse de la production européenne et une demande dynamique sur les pays tiers limitent le développement des échanges sur le marché communautaire.

Le principal exportateur sur le marché européen est l'Allemagne avec 26 % des volumes échangés, suivi de l'Espagne (14,5 %) et du Danemark (14,4 %). La part de marché de la France baisse régulièrement depuis plusieurs années, elle passe en dessous des 7 % du commerce européen total en 2013 alors que l'Allemagne, l'Espagne et la Belgique progressent.

Les principaux pays importateurs sur le marché communautaire sont l'Allemagne et l'Italie. Leurs achats respectifs représentent chacun 18,7 % du commerce européen de produits porcins. L'Italie est un marché nettement déficitaire alors que l'Allemagne compense sa forte activité à l'international (UE et marché mondial) par des achats massifs de viandes et de porcs vifs auprès des pays limitrophes et partenaires européens (Danemark, Pays-Bas et Belgique). Les importations françaises représentent 7,2 % des volumes échangés, une valeur qui croît régulièrement.

› **Une consommation européenne pénalisée par un prix élevé et une offre en retrait**

La consommation européenne de porc estimée à 20 millions de tec en 2013. Cela représente une baisse de 1,1 % par rapport à l'année 2012, où la consommation était déjà à son niveau le plus bas depuis 10 ans. La consommation est stable dans l'UE à 15 (+ 0,3 %), mais fléchit nettement dans les NEM (- 6,7 %).

Proche de 43 kg/an en 2007, la consommation moyenne par habitant en 2013 ne représente plus que 39 kg/an dans l'ensemble de l'UE à 27, soit une baisse de plus 8 % sur à peine quelques années. La crise économique en Europe a fortement impacté la consommation de viande en Europe.

› **La baisse de la production européenne a maintenu les cours du porc à un niveau élevé**

Le prix du porc sur le marché communautaire a progressé de 2,9 % en 2013 par rapport à 2012. La progression est nettement moins forte que les deux années précédentes.

Les difficultés des opérateurs américains en Russie et en Chine ont bénéficié à l'Union européenne qui a maintenu des volumes d'exportations records malgré un contexte de demande dégradée. La demande mondiale a été en 2013 le principal facteur de soutien des prix sur le marché communautaire devant la baisse de la production européenne. Sur le dernier trimestre, les prix en Europe se sont nettement repliés malgré une baisse plus marquée des abattages. La baisse de la demande en Chine et en Russie et les difficultés de certains opérateurs européens pour y exporter ont rapidement orienté les cours à la baisse.

› Prévisions 2014

Malgré la forte baisse des effectifs de truies en 2012, la baisse de production porcine dans l'Union européenne est restée modeste (- 1 %). Les nouveaux investissements liés à la mise en conformité des exploitations porcines avec la réglementation bien-être semblent avoir permis une amélioration de la productivité des élevages. En 2013, les effectifs porcins poursuivent leur décroissance, mais l'évolution est moins forte. L'impact sur la production européenne pourrait donc être plus limité.

Les problèmes rencontrés par les opérateurs américains en 2013 a permis à l'Union européenne de maintenir un volume d'exportation très élevé malgré une baisse de la demande mondiale. La situation risque d'être plus compliquée pour les opérateurs européens en 2014 si les américains parviennent à se conformer aux exigences des autorités russes et chinoises sur la ractopamine.

Dans un contexte de consommation peu dynamique en Europe, le prix du porc dépendra fortement de l'évolution de la situation sur le marché mondial. Le prix du porc dans l'Union européenne devrait rester élevé en 2014, mais des difficultés sur le marché mondial pourraient orienter ce prix légèrement à la baisse de l'ordre de 5 %.

Prévisions 2014 pour l'Union européenne à 27

	2013	2014**	%14**/13
Production	22 411,2	22 187,1	-1,0
Importations	18,8	18,8	=
Exportations	2 412,5	2 173,5	-9,9
Consommation	20 017,5	20 032,4	+0,1

* Estimations ** Prévisions

Source : FranceAgriMer

Bilan dans le secteur porcin (hors abats)

	UE à 27			
	2011	2012	2013*	%13*/12
Production indigene brute	23 133,4	22 641,0	22 411,2	-1,0
Commerce extérieur anim. vivants				
Exportations	66,2	36,6	23,0	-37,2
Importations	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde	66,2	36,6	23,0	-37,2
Abattages	23 067,2	22 604,4	22 388,2	-1,0
Commerce extérieur viandes				
Exportations	2 371,5	2 375,8	2 389,4	+0,6
Importations	17,7	18,9	18,8	-0,5
Solde	2 353,7	2 356,9	2 370,6	+0,6
Variation de stocks	0,0	0,0	0,0	-
Consommation	21 713,5	20 247,5	20 017,6	-1,1
Auto approvisionnement (%)	111,7	111,8	112,0	+0,2

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Cheptel de truies dans l'Union européenne

- enquêtes de mai -

	2009	2010	2011	2012	2013	%13*/12
Allemagne	2 307	2 243	2 194	2 172	2 055	-5,4
Autriche	299	292	281	274	286	+4,4
Belgique-Lux	544	532	522	500	495	-0,9
Danemark	1 345	1 323	1 264	1 226	1 228	+0,2
Espagne	2 498	2 520	2 425	2 358	2 204	-6,5
France*	1 184	1 158	1 144	1 107	1 084	-2,1
Italie	743	728	673	585	589	+0,6
Irlande	147	160	155	145	147	+1,3
Pays-Bas	1 120	1 090	1 105	1 066	1 076	+0,9
Royaume-Uni	490	501	507	507	505	-0,4
UE 15	11 454	11 314	11 031	10 661	10 372	-2,7
Hongrie	317	319	301	286	282	-1,4
Pologne	1 370	1 393	1 214	1 097	1 110	+1,2
Roumanie	367	360	350	360	355	-1,6
NEM 12	2 636	2 625	2 345	2 203	2 203	0,0
UE 27	14 090	13 939	13 376	12 864	12 575	-2,2

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Abattages dans l'Union européenne

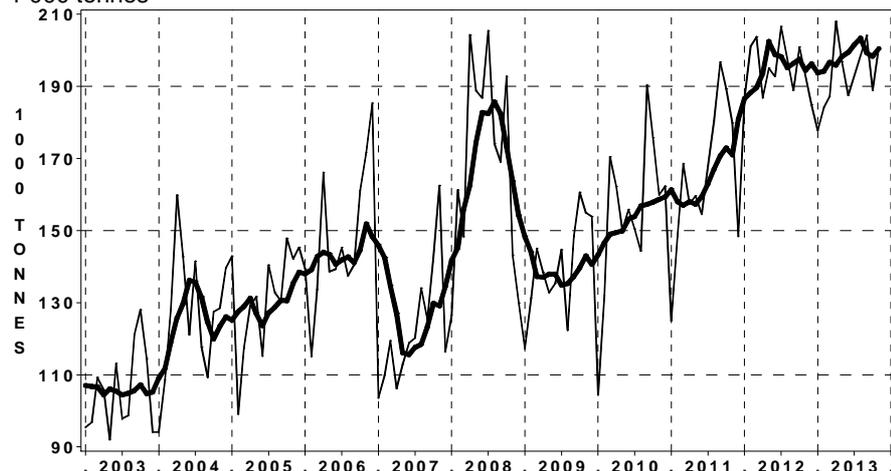
	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Allemagne	5 265	5 463	5 615	5 473	5 460	-0,2
Autriche	533	542	544	530	527	-0,6
Belgique-Lux	1 092	1 133	1 118	1 120	1 140	+1,8
Danemark	1 585	1 668	1 723	1 606	1 589	-1,1
Espagne	3 291	3 369	3 469	3 466	3 400	-1,9
France	2 244	2 247	2 229	2 179	2 140	-1,8
Italie	1 628	1 633	1 573	1 624	1 709	+5,2
Irlande	196	214	234	241	237	-1,7
Pays-Bas	1 275	1 288	1 347	1 332	1 289	-3,2
Royaume-Uni	720	774	806	825	830	+0,6
UE 15	18 817	19 328	19 640	19 329	19 233	-0,5
Hongrie	427	452	433	393	369	-5,9
Pologne	1 719	1 850	1 904	1 815	1 714	-5,5
R. tchèque	300	291	275	250	239	-4,2
NEM 12	3 321	3 417	3 428	3 275	3 155	-4
UE 27	22 138	22 746	23 067	22 604	22 388	-1,0

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Évolution des exportations de l'Union européenne (hors vifs et abats)

1 000 tonnes



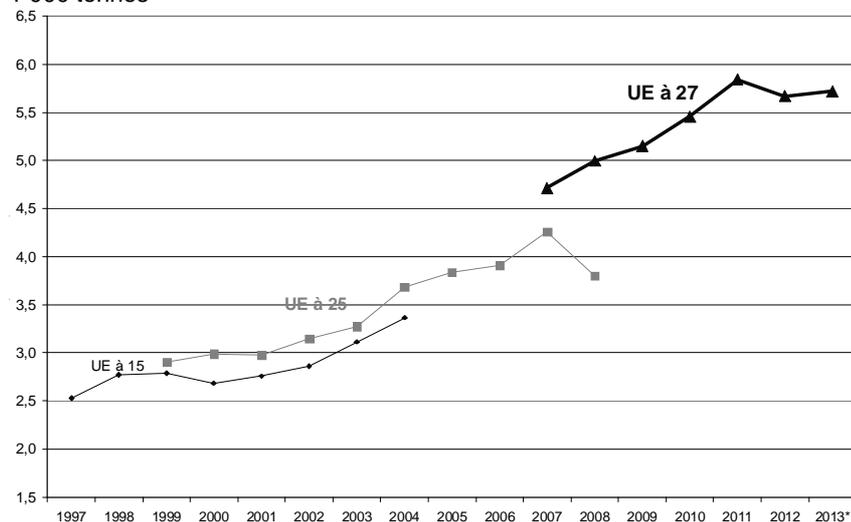
Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Les volumes correspondent à ceux de l'UE à 15 jusqu'en 2004 inclus.

De 2005 à 2006, il s'agit de l'UE à 25, puis à partir de 2007, de l'UE à 27.

Échanges intra communautaires de viandes fraîches et congelées de porc

1 000 tonnes

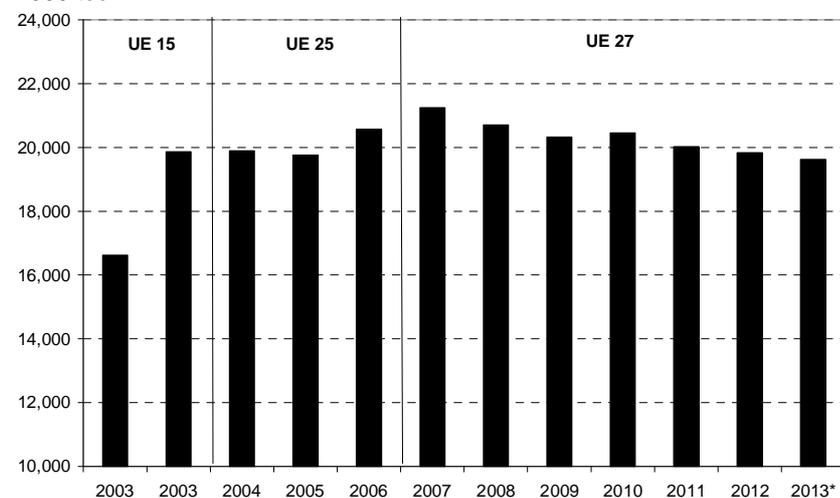


* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Consommation de viandes de porc dans l'Union européenne

1 000 tec



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après EUROSTAT

Le marché de la volaille de chair en France

› La détente sur le coût des matières premières entrant dans la composition de l'aliment apporte une bouffée d'oxygène à la filière

Entre les mois d'octobre 2012 et de décembre 2013, les indices ITAVI coût matières premières de l'aliment volaille ont reculé de 19 à 23 % selon les espèces en lien avec la détente des cours des céréales (blé et maïs). Dans le même temps, les cours du soja se sont maintenus à un niveau inférieur au pic d'octobre 2012 mais néanmoins élevé.

Ce repli des prix a permis un fléchissement du coût de l'aliment, mais aussi du coût des poussins *via* les consommations d'aliment des reproducteurs. Le recul global du coût de production du vif induite par ces baisses est alors de l'ordre de 2,5 % sur l'année (après une hausse de 10 % en 2012).

› La reprise de la production de volaille en 2013 est liée aux exportations de poulet dans l'Union européenne et vers les pays tiers

La production de volaille de chair s'est légèrement redressée de 0,7 % en 2013 (+ 12 milliers de tec) par rapport à 2012 pour atteindre 1 837 milliers de tec soit un niveau inférieur à celui atteint en 2011 (1 865 milliers de tec).

Le secteur du poulet a été le moteur de la croissance avec un gain de 55 000 tec (+ 5,1 %) en 2013 par rapport à 2012. Cette croissance a été portée, d'une part, par le dynamisme des exportations tant vers l'Union européenne (+ 9,4 %) que vers les pays tiers (+ 4,1 %), et d'autre part par une croissance de la production destinée au marché intérieur (+ 3 %).

En valeur absolue comme en valeur relative, la production de dinde a enregistré la plus forte baisse (- 39 300 tec ; - 9,5 %). Ce recul de la production est également le plus fort enregistré depuis 2001, lié à un recul de la production destinée au marché intérieur et au recul des exportations.

Les abattages de canards sont également en repli de 3,6 % en 2013 (- 8 500 tec) résultant d'un repli de la production dans le secteur des palmipèdes gras (- 1,6 %) et de canards à rôtir (- 6,3 %). De même la production de pintade s'inscrit en recul (- 2 %) en 2013.

Enfin les abattages de poules et coqs de réforme (+ 10 000 tec ; + 10 %) retrouvent leur niveau de 2010, avant la mise aux normes des cages de poules pondeuses en application de la directive « bien-être animal » de la commission européenne.

› Les exportations françaises de volailles ont repris en 2013, portées par le poulet vers l'Union européenne et les pays tiers

Après un recul des exportations françaises de viandes et préparations de volailles en 2012 de 4 % par rapport à 2011, les ventes françaises à l'étranger ont repris. Les exportations toutes espèces et toutes destinations confondues ont progressé en 2013 de 2,5 % par rapport à 2012 pour s'établir à 652 000 tec (mais encore près de 2 % inférieures à celles de 2011).

L'essentiel de la progression des exportations françaises est attribuable au poulet dont les exportations progressent de 5,7 % pour atteindre 501 200 tec tandis que les exportations de dinde – en recul depuis 2000 – se replient de 12 % en 2013 par rapport à 2012.

En 2013, les exportations de viandes et préparations de volailles en volume ont été plus dynamiques à destination des marchés intracommunautaires (+ 3,4 %) que des pays tiers (+ 1,9 %) probablement en lien avec la croissance de la production.

Sur les marchés des pays tiers, après un recul en 2012, la tendance à la hausse amorcée depuis la crise de l'influenza aviaire de 2006 s'est poursuivie en 2013. Ces exportations sont estimées en progression de 7 300 tec pour s'établir à 386 200 tec. Par ailleurs, la valeur des exportations de volailles vers les pays tiers a progressé de 9,2 % en 2013 par rapport à 2012. Cette valorisation est d'autant plus remarquable que l'euro s'est globalement évalué par rapport au dollar – monnaie d'échange internationale - entre 2012 et 2013. Exprimée en dollar américain, la progression en valeur s'établit à 12,8 %.

Le dynamisme des exportations de volailles vers les pays tiers a largement été le fait du secteur du poulet qui a progressé de 4,1 % en volume (soit + 13 700 tec) et 12,4 % en valeur. Dans le même temps,

les exportations de dinde se sont de nouveau contractées en volume de 21 % (soit - 6 000 tec) ainsi qu'en valeur (- 13,4 %), du fait de la baisse des disponibilités.

À destination du Proche et Moyen-Orient, l'année a été marquée par la suspension des restitutions en juillet. De janvier à juillet 2013, les exportations de viandes de poulet ont été de 8 % supérieures aux niveaux de 2012 avec une progression particulièrement forte vers l'Arabie Saoudite. Depuis juillet 2013, les exportations de poulet à destination du Proche et Moyen-Orient ont reculé avec une concurrence brésilienne accrue sur ces marchés. Au final, sur l'année 2013, la progression des exportations vers ces destinations est estimée à 6,2 % (+ 14 900 tec). Cependant ces estimations sont probablement optimistes compte tenu des signaux négatifs sur les mois de novembre et décembre.

Vers la Russie, le repli des exportations de viandes de poulet a été marqué : - 29,4 % (soit - 9 900 tec) du fait d'un fort repli tant des ventes de viandes séparées mécaniquement (VSM) que des préparations à base de poulet.

En viande de dinde, les exportations sont en recul sur l'ensemble des marchés pays tiers : l'Afrique subsaharienne (- 14,7% soit - 2 600 tec), Russie (- 14,8 % soit - 300 tec). Par contraste, le recul vers la Suisse est relativement limité à 5,7 % en 2013. Ce recul des exportations de viande de dinde vers les pays tiers est lié à la baisse de production française puisque les marchés d'Afrique subsaharienne (premier marché à l'export pour la dinde française depuis 2009), de Russie ou encore d'Asie sont pour l'essentiel des marchés complémentaires où sont commercialisés la VSM et les découpes non valorisées sur le marché français et européen.

Sur le marché intracommunautaire, les expéditions de viandes de poulet sont estimées en forte progression de 9,4 % en volume (soit + 13 100 tec) pour l'année 2013. Elles ont également progressé en valeur mais de manière plus modérée (+ 6,4 %). Les volumes ont progressé sur l'ensemble des principaux marchés européens : Espagne (+ 4,6 %), Royaume-Uni (+ 7,0 %) et particulièrement la Belgique et les Pays-Bas (respectivement + 33,6 % et + 41,3 %). En revanche l'Allemagne et l'Italie s'inscrivent en recul de respectivement 9,0 % et 5,9 %.

En dinde, les ventes en volume vers l'union européenne ont continué leur repli en 2013 (- 8,4 % soit - 6 300 tec) et en valeur - 3,5 % en 2013 par rapport à 2012. Les expéditions de viandes et préparations de dinde s'affaiblissent vers l'ensemble des marchés européens et particulièrement le marché espagnol (- 21,5 % soit - 2 500 tec). Seules les expéditions vers l'Allemagne sont en progression de 14,8 % en 2013. Malgré cette reprise des exportations françaises – dans un contexte de baisse de la production de dinde en Allemagne – les échanges entre la France et l'Allemagne sont toujours déficitaires en volume comme en valeur.

En raison de modifications dans les nomenclatures douanières début 2012 pour le canard et la pintade¹, les évolutions des échanges avant et après 2012 sont difficilement comparables pour l'ensemble canard, d'une part, et l'ensemble pintade, d'autre part. Néanmoins, entre 2012 et 2013 (à données comparables), on constate une forte progression des expéditions de viandes de canard à destination du marché intracommunautaire (+ 9,5 % soit + 2 900 tec). Ce développement des expéditions est marqué vers l'Allemagne (+ 1,7%), la République Tchèque (+ 56,1%), le Benelux (+ 25,6 %) ou les Pays Baltes (x 10). Pour ces deux dernières zones, la question de la destination finale peut se poser : réexpédition intracommunautaire et pays tiers pour le Benelux ou réexpédition vers la Russie pour les Pays Baltes. Les expéditions - en volume - vers les partenaires de l'Union européenne de viandes de pintades s'inscrivent en fort recul de 10,4 % en 2013 et ceci sur l'ensemble des principaux marchés intracommunautaires.

› **L'excédent commercial français en viandes de volaille s'est amélioré en 2012, du fait de la consolidation de l'excédent avec les pays tiers et la réduction du déficit avec l'UE à 27**

De 185 300 tec au début en 2000, les importations françaises de viandes et préparations de volaille se sont élevées à près de 505 000 tec en 2013 (- 0,4 % par rapport à 2012, soit - 2 200 tec). En valeur, alors qu'elles représentaient 293 millions d'euros en 2000, elles ont atteint près de 1,1 milliard d'euros en 2013 (+ 2,7 % par rapport à 2012). En 2013, si les importations françaises de viandes et préparations de volailles en provenance de l'Union européenne continuent leur progression (+ 1,1 % en volume), les importations en provenance des pays tiers ont fortement reculé (- 20,6 % en volume) et particulièrement les importations en provenance du Brésil. Entre 2012 et 2013, la progression significative de la valeur des importations de viandes et préparations de volailles (+ 2,7 %) résulte de la croissance plus forte pour les produits à forte valeur ajoutée : viandes fraîches et préparations en provenance des partenaires européens et viandes saumurées (essentiellement des filets congelés) en provenance des pays tiers.

1. Auparavant, les produits découpés de canard et de pintade n'étaient pas individualisés ; désormais, les échanges de découpes de pintade sont connus, mais sans dissocier le frais et le congelé.

L'accroissement des importations en 2013 a principalement concerné le poulet (+ 2,2 % en volume soit + 18 500 tec) en provenance de Pologne (+ 7 500 tec), des Pays-Bas (+ 2 400 tec) et d'Espagne (+ 1 500 tec). Les importations de dindes ont également progressé significativement en 2013 avec un accroissement estimé de 12 100 tec (+ 9,7 %) notamment en provenance de Belgique et du Royaume-Uni (+ 1 700 tec chacun) et d'Espagne (+ 800 tec).

Parmi les sources d'importations hors de l'Union européenne, seule l'origine Thaïlande est en progression (+ 500 tec de poulet). L'importation de viandes crues en provenance de Thaïlande dans l'Union européenne étant de nouveau autorisée depuis mi-2012, on observe une substitution des préparations cuites par des découpes crues d'origine thaïlandaises.

En 2013, le déficit commercial avec l'Union européenne à 27 est estimé à 295,8 millions d'euros contre 278,5 millions d'euros en 2012 tandis que l'excédent commercial avec les pays tiers s'est élevé à près de 500 millions d'euros contre moins de 440 millions d'euros en 2012.

› **Un léger repli de la consommation française de volaille en 2013, du fait du recul de la consommation hors domicile et du recul de la consommation de dinde et de canard**

En 2012, d'après les résultats du panel de consommateurs Kantar Worldpanel, le prix moyen d'achat avait progressé (+ 2,4 % par rapport à 2011), et les achats des ménages ont connu une évolution positive (+ 2,0 % par rapport à 2011) en volume. Dans le même temps les achats des ménages toutes viandes (fraîches, surgelées, élaborées, charcuterie) progressaient de 0,6 % en volume. Dans un contexte économique difficile et avec une augmentation des prix, la viande de volaille est privilégiée face aux viandes de boucherie plus onéreuses.

En 2013, les achats de volailles des ménages ont été quasiment stables (- 0,1 %) dans un contexte de nouvelle progression du prix moyen d'achat (+ 2,3 % par rapport à 2012). Cette relative stabilité des achats masque la dynamique positive sur le poulet (+ 2 %) et les élaborés de volailles (+ 5,4 %) tandis que les achats des ménages des autres espèces reculent.

Les achats de viande fraîche de porc ont enregistré un repli de - 1,0 % sur l'année avec un prix moyen d'achat en hausse de 5,2 %. Celui-ci s'est établi à 7,24 €/kg en moyenne sur l'année, soit près de 10 % plus cher que le poulet (6,59 €/kg).

Dans l'univers volaille, les achats des ménages des viandes les plus coûteuses (magret de canard, pintade) ont reculé.

La consommation française totale de viande de volaille, calculée par bilan, est quant-à-elle estimée en recul de 0,7 % en 2013. La comparaison avec l'évolution des achats des ménages (- 0,1 %) tend à indiquer un recul des achats de volailles de la RHD. La consommation totale de viande de poulet est évaluée en hausse de 1,0 % avec des abattages destinés au marché français en progression de 3,3 % indiquant une capacité de la filière française à soutenir la croissance de la consommation intérieure et de se substituer en partie aux importations. En revanche, la consommation de dinde est en fort recul en 2013 (- 5,2 %) et les abattages destinés au marché français baissent d'avantage (- 8,8 %), le solde (14 %) étant approvisionné de manière croissante par les importations.

› **Prévisions 2014**

En partant de l'hypothèse d'une détente des cours des céréales - maïs d'avantage que blé en raison d'une récolte abondante de maïs - et d'une détente des cours du soja (avec une récolte qui s'annonce abondante dans l'hémisphère sud et un ralentissement de la croissance économique chinoise), le coût de production des filières volailles devrait rester élevé en 2014.

En 2013, le bilan a été globalement positif pour la filière poulet avec notamment une production tirée par une demande intérieure soutenue, des exportations vers les pays tiers dynamiques et des expéditions vers les membres de l'Union européenne en progression. Compte tenu de la suspension des restitutions en juillet 2013, du recul des exportations de poulet congelé vers les pays du Moyen-Orient au second semestre 2013 et de l'émergence de la concurrence - polonaise notamment - sur les exportations de découpes congelées ; un recul des exportations peut être envisagé en 2014.

Cependant, la reconquête du marché intérieur amorcée en 2013 - si elle se confirme en 2014 - pourrait permettre d'amortir le recul de la production.

Bilan français dans le secteur de la volaille de chair

1000 tec	2012	2013*	%13*/12
Production	1 825	1 837	+0,7
Abattages	1 779	1 781	+0,1
Commerce extérieur viandes			
Exportations	636	652	+2,5
Importations	507	505	-0,4
Solde	+129	+147	
Variations de stock	+4	-0	
Consommation **	1 645	1 634	-0,7
Auto approvisionnement %	110,9	112,4	

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

* Estimations ** Calculée par bilan

Prévisions 2014

1000 tec	2013*	2014**	%14**/13*
Production	1 837	1 782	-3,0
Importations	505	502	-0,6
Exportations	652	605	-7,3
Consommation	1 634	1 619	-0,9

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

* Estimations ** Prévisions

Production indigène brute de volaille en France

1000 tec	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
VOLAILLE	1 783	1 818	1 865	1 825	1 837	+0,7
Poulet	1 008	1 046	1 096	1 071	1 126	+5,1
Dinde	423	409	405	415	375	-9,5
Canard	235	240	243	236	227	-3,7
Pintade	41	40	39	37	36	-2,0
Autres espèces avicoles	75	84	82	67	73	+8,7

Source : FranceAgriMer d'après SSP

* Estimations

Consommation indigène brute de viande de volaille en France

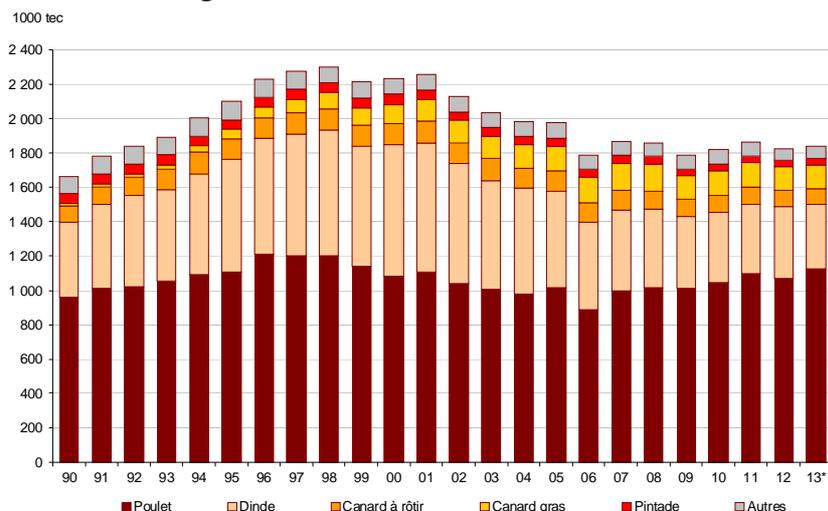
1000 tec	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
VOLAILLE	1 540	1 617	1 638	1 645	1 634	-0,7
Poulet	925	971	989	998	1 008	+1,0
Dinde	304	324	325	349	331	-5,2
Canard	195	199	201	209	198	-5,1
Pintade	39	37	36	30	30	-0,7

Source : FranceAgriMer d'après SSP

* Estimations

NB : En 2012 ont été créées des nomenclatures douanières spécifiques aux découpes de pintade et de canard. Auparavant, les deux n'étaient pas dissociées et les volumes correspondants étaient tous affectés à la viande de canard. Ainsi les données des échanges de canard et de pintade ne sont pas comparables avant 2012 et après 2012. En revanche il est possible de comparer l'ensemble canard + pintade.

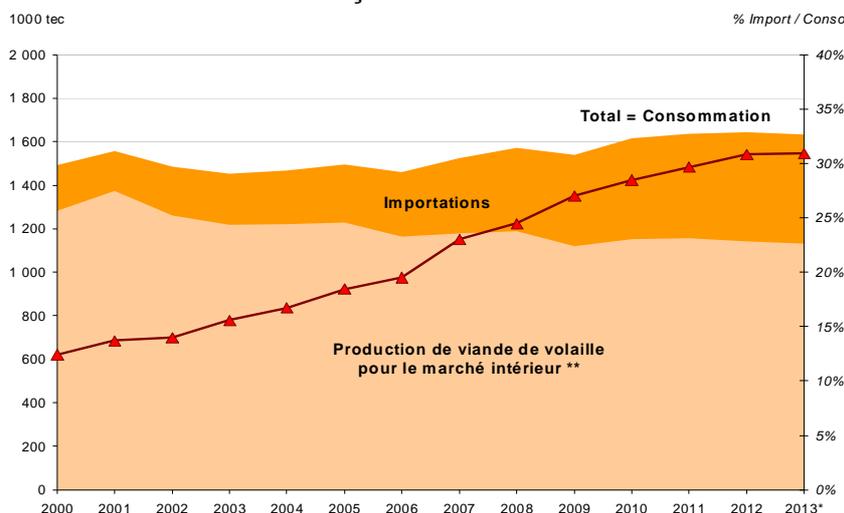
Production indigène brute de volaille en France



Source : FranceAgriMer d'après SSP

* Estimations

Part de la production nationale et des importations dans la consommation française de viande de volaille



* Estimations ** Abattages - exportations

Source : FranceAgriMer d'après SSP et Douanes

Achats de viande de volaille par les ménages français

	Tonnage %13/12	Prix moyen	
		€/kg	%13/12
VOLAILLE + ÉLABORÉS FRAIS	-0,1	7,95	+2,3
Poulet	+2,0	6,63	+3,7
PAC	-1,5	5,09	+2,8
Découpe crue nature	+5,8	7,42	+3,6
Dinde	-3,2	8,65	+3,2
Canard	-5,5	11,78	+2,9
Pintade	-7,4	8,77	+0,9
Autres volailles	-22,6	9,41	+12,9
Élaborés de volaille (hors charcuterie)	+5,4	8,30	-1,2

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

Structure des échanges français de viande de volaille - En volume

1000 tec	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Exportations	603,8	622,1	663,1	636,5	652,4	+2,5
Union européenne	278,3	274,5	269,4	257,6	266,3	+3,4
Viandes fraîches	107,6	108,1	109,7	106,1	108,7	+2,5
Viandes congelées	107,8	108,2	104,6	96,9	97,2	+0,3
Préparations	60,6	56,0	52,8	52,4	58,8	+12,3
Volailles saumurées	2,3	2,2	2,2	2,2	1,4	-33,9
Pays tiers	325,5	347,5	393,7	378,9	386,2	+1,9
Viandes fraîches	11,1	14,2	13,1	13,5	13,7	+1,0
Viandes congelées	303,7	323,2	370,1	354,9	364,5	+2,7
Préparations	9,5	8,1	10,1	10,2	7,5	-26,2
Volailles saumurées	1,2	2,1	0,4	0,2	0,5	+126,4
Importations	415,6	460,2	485,6	507,2	505,0	-0,4
Union européenne	371,6	424,4	448,2	471,7	476,8	+1,1
Viandes fraîches	178,3	212,4	225,8	216,5	227,3	+5,0
Viandes congelées	158,3	177,3	187,3	209,1	197,8	-5,4
Préparations	32,7	32,4	37,4	43,0	49,7	+15,5
Volailles saumurées	2,4	2,3	2,8	3,0	2,2	-27,8
Pays tiers	43,9	35,9	37,4	35,5	28,2	-20,6
Viandes fraîches	0,9	0,4	0,3	0,6	0,9	+58,8
Viandes congelées	16,7	13,8	16,3	14,5	8,1	-43,9
Préparations	23,5	18,7	17,2	15,9	14,4	-9,5
Volailles saumurées	2,9	3,0	2,8	4,6	4,7	+2,9

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

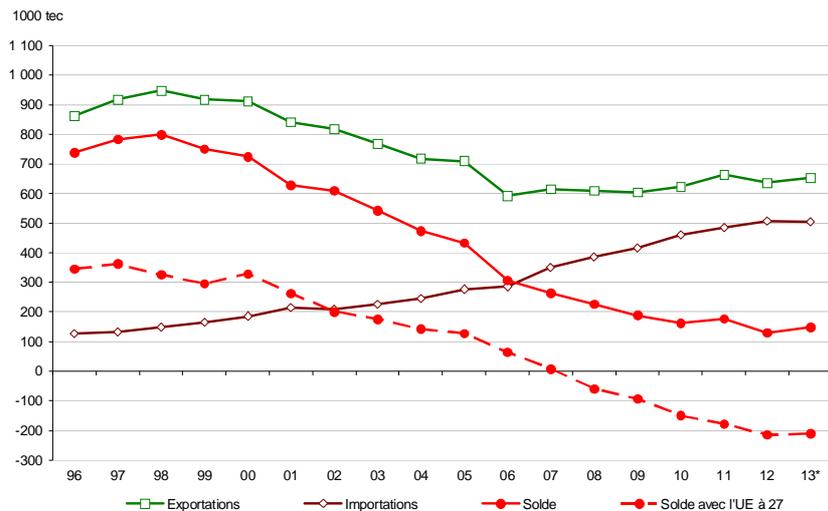
Structure des échanges français de viande de volaille - En valeur

Millions €	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Exportations	1 011,3	1 066,1	1 220,8	1 217,4	1 290,4	+6,0
Union européenne	668,9	659,7	710,5	694,2	718,2	+3,5
Viandes fraîches	306,0	310,9	337,0	327,1	329,1	+0,6
Viandes congelées	177,6	170,8	187,4	172,6	174,8	+1,3
Préparations	178,1	170,4	178,4	187,2	207,6	+10,9
Volailles saumurées	7,2	7,7	8,0	7,2	5,5	-23,6
Pays tiers	342,4	406,4	510,2	523,2	571,6	+9,2
Viandes fraîches	32,0	40,9	42,2	43,8	48,6	+10,9
Viandes congelées	278,2	336,3	433,6	445,1	502,1	+12,8
Préparations	30,8	27,6	33,2	33,5	21,0	-37,5
Volailles saumurées	1,3	1,6	1,3	0,8	1,3	+63,8
Importations	752,7	844,5	984,0	1 058,5	1 086,9	+2,7
Union européenne	668,0	768,4	896,9	972,7	1 014,0	+4,2
Viandes fraîches	325,3	388,2	468,4	489,3	516,5	+5,6
Viandes congelées	237,8	275,7	312,1	341,8	335,7	-1,8
Préparations	100,5	99,7	121,2	135,3	156,4	+15,6
Volailles saumurées	4,4	4,8	6,2	6,4	5,8	-9,3
Pays tiers	84,7	76,0	87,1	85,8	73,0	-14,9
Viandes fraîches	2,1	1,0	0,9	1,4	1,6	+12,2
Viandes congelées	29,6	27,8	34,3	30,5	18,0	-40,8
Préparations	47,8	41,7	44,9	45,1	43,8	-2,9
Volailles saumurées	5,3	5,6	5,8	8,7	9,3	+6,7

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

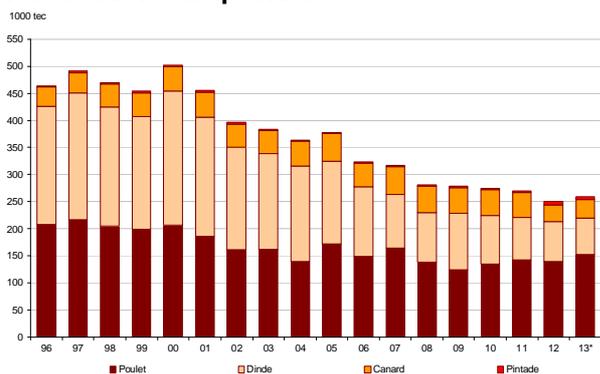
Commerce extérieur français de viande de volaille



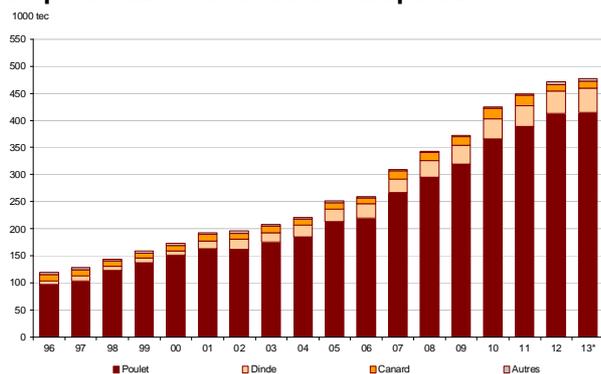
Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

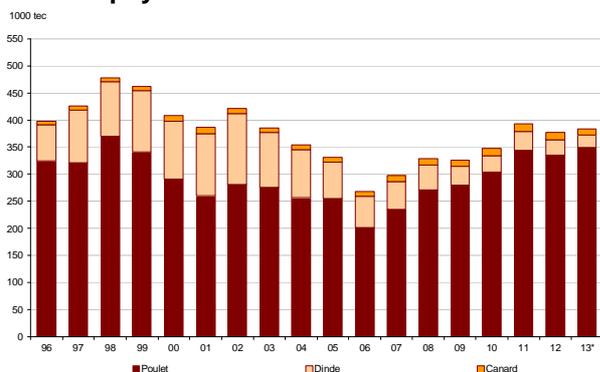
Exportations françaises de viande de volaille vers l'Union européenne



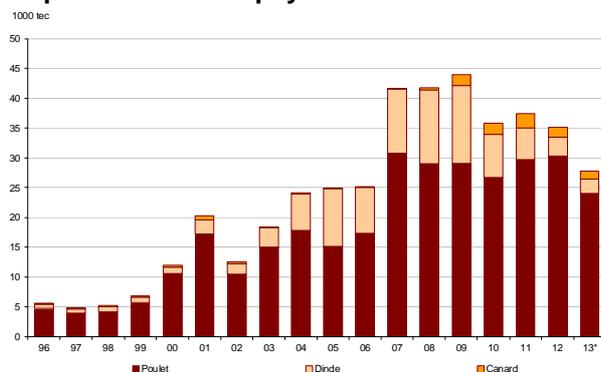
Importations françaises de viande de volaille en provenance de l'Union européenne



Exportations françaises de viande de volaille vers les pays tiers



Importations françaises de viande de volaille en provenance des pays tiers



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

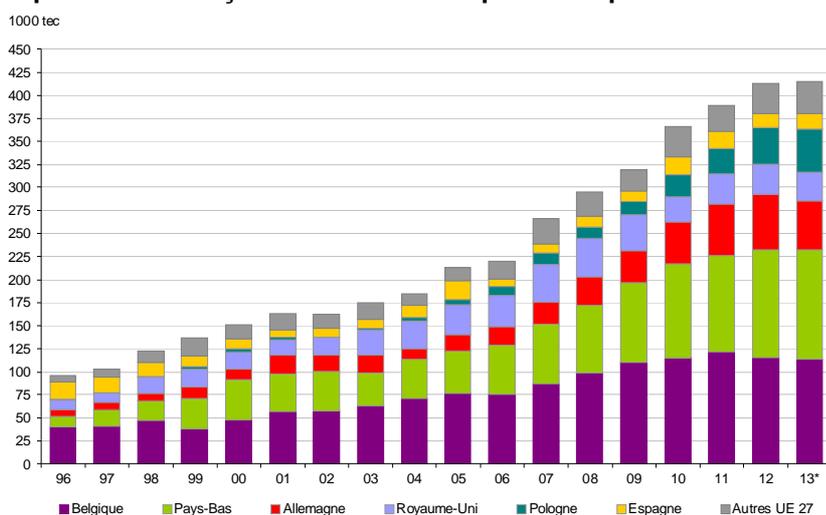
Commerce extérieur français de viande de poulet avec l'Union européenne

1000 tec	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Exportations	124,2	134,4	142,2	139,0	152,0	+9,4
Espagne	22,3	26,5	32,4	28,6	29,9	+4,6
Royaume-Uni	27,1	22,3	23,7	24,8	26,6	+7,0
Belgique	16,7	17,7	17,5	16,4	21,9	+33,6
Allemagne	12,7	16,1	19,9	19,8	18,0	-9,0
Pays-Bas	10,0	11,6	10,2	8,9	12,6	+41,3
Italie	6,1	9,0	9,1	10,1	9,5	-5,9
Importations	318,9	365,9	389,0	412,9	414,6	+0,4
Belgique	110,0	115,4	121,4	115,3	113,3	-1,7
Pays-Bas	86,9	102,1	104,4	117,0	119,5	+2,1
Allemagne	34,5	45,2	56,3	60,6	52,7	-13,0
Royaume-Uni	39,7	27,7	33,0	33,0	31,4	-5,0
Pologne	13,7	23,8	27,4	38,8	46,3	+19,3
Espagne	11,5	19,3	18,3	15,7	17,3	+9,7
SOLDE	-194,8	-231,5	-246,8	-273,9	-262,5	

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

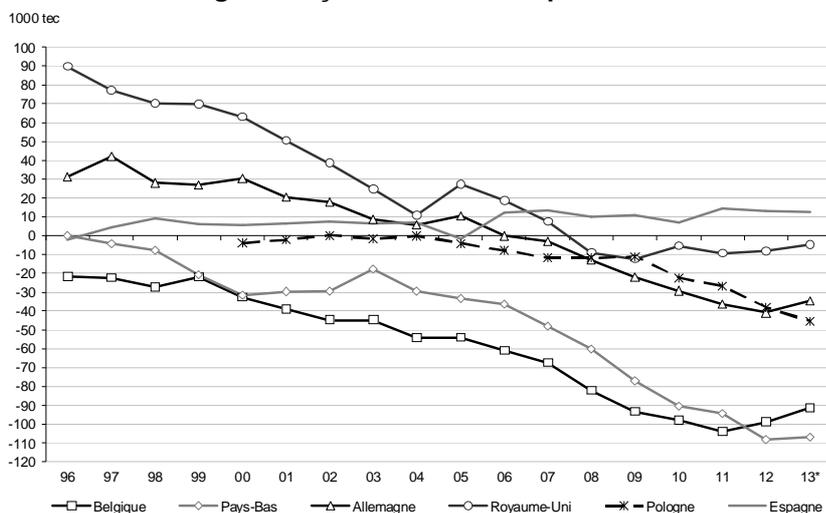
Importations françaises de viande de poulet en provenance de l'UE à 27



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Solde des échanges français de viande de poulet avec l'UE à 27



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Commerce extérieur français de viande de dinde avec l'Union européenne

1000 tec	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Exportations	104,9	90,2	78,7	74,7	68,4	-8,4
Belgique	22,0	22,1	21,2	22,2	21,6	-2,7
Espagne	23,4	17,9	14,0	11,8	9,2	-21,5
Allemagne	13,9	12,2	12,8	12,8	14,7	+14,8
Royaume-Uni	6,7	7,1	6,0	2,9	2,6	-11,4
Grèce	7,8	6,9	3,6	3,8	3,5	-7,6
Pays-Bas	2,6	2,8	3,0	2,6	1,8	-30,0
Italie	3,0	2,7	1,1	1,5	0,9	-41,3
Danemark	3,1	2,2	1,8	1,9	1,9	-3,5
Importations	34,5	36,8	37,8	41,0	44,8	+9,3
Allemagne	11,0	12,3	14,3	15,9	14,5	-8,6
Italie	6,5	6,9	5,9	6,3	6,7	+7,1
Pays-Bas	7,5	4,7	4,2	3,8	4,5	+18,8
Espagne	1,6	3,5	3,8	4,1	4,9	+18,8
Belgique	2,4	2,3	2,4	2,4	4,1	+72,1
Royaume-Uni	1,2	1,8	1,7	1,5	3,3	+113,4
Pologne	1,9	2,6	3,3	4,5	4,8	+4,7
SOLDE	+70,4	+53,4	+40,9	+33,7	+23,7	

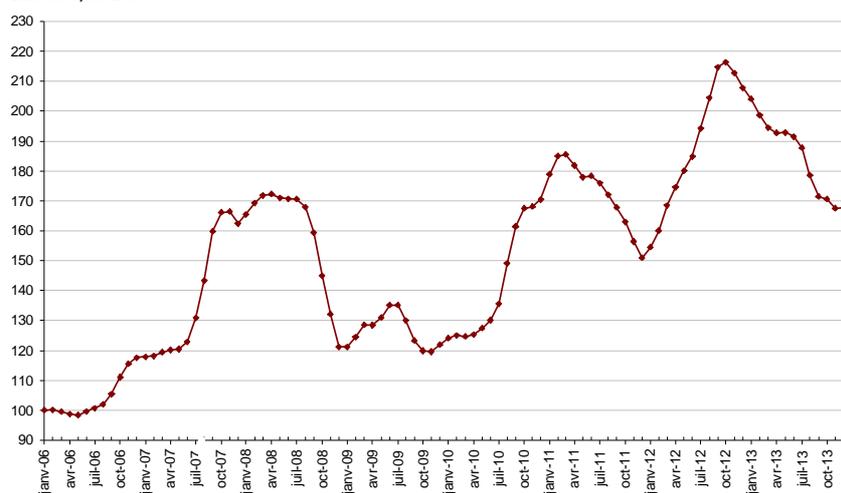
Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Indice ITAVI coût matières premières de l'aliment poulet standard

Formule moindre coût lissée sur 3 mois

Base 100 : janv. 2006



Source : FranceAgriMer d'après ITAVI

Le marché de la volaille de chair dans l'Union européenne

› Le contexte mondial du marché de la volaille en 2013

L'année 2013 a été mitigée pour les filières avicoles mondiales. D'un côté, les filières avicoles européennes et plus globalement, mondiales ont bénéficié d'une détente sur les prix des matières premières entrant dans la composition des aliments. Celle-ci a été essentiellement due au recul du prix des céréales tandis que le soja est resté à un niveau relativement élevé et stable sur la période. Du fait d'une meilleure rentabilité de l'activité, les abattages américains de volaille ont progressé de 0,9 % sur les 11 premiers mois de 2013 d'après l'USDA.

D'un autre côté, l'Ubabef prévoit en 2013 un recul de 3 % de la production au Brésil par rapport à 2012, lié à un maintien des volumes exportés et un recul de la consommation brésilienne. De plus, la production chinoise de volaille s'inscrit également en repli en 2013 du fait du déclenchement d'une épizootie d'influenza aviaire faiblement pathogénique (H7N9) au début de l'année.

En Thaïlande, après un début d'année marqué par des coûts de production élevés et une surproduction entraînant les prix vers le bas, la situation s'est améliorée au second semestre 2013 après la cessation d'activité d'un des principaux intégrateurs, Saha Farm. La production argentine de poulet a été quasiment stable en 2013 (+ 0,4 %), malgré une demande internationale soutenue, du fait d'une inflation à deux chiffres (10,5 % d'après le gouvernement et autour de 25 % d'après des sources officieuses). En revanche, la production de volaille en Turquie a progressé de 1,4 % sur les 11 premiers mois de 2013 et la production de poulet en Russie devrait progresser de près de 8 % en 2013.

La croissance de la demande mondiale en produits avicoles, plus compétitifs en termes de prix par rapport aux autres viandes, continue néanmoins de soutenir la production de volaille. Dans le monde, la FAO estime la croissance de la production en 2013 à 1,8 %, contre 2,2 % en 2012 et 3,7 % en 2011. Elle reste supérieure à la croissance de la production de l'ensemble des viandes (+ 1,4 %) et légèrement supérieure à la croissance de la production de porc (+ 1,7 %).

Selon la FAO, le commerce mondial de volaille serait resté quasi stable en 2013 (- 0,4 %) par rapport à 2012 à 13 millions de tonnes environ.

Les importations de régions telles que l'Afrique subsaharienne progressent cependant ; en particulier, l'Angola, le Bénin, le Ghana tandis que les importations sud-africaines devraient rester stables. Les importations égyptiennes devraient s'inscrire en hausse en 2013 du fait, d'une part de la réduction de la production locale consécutive à une épizootie d'influenza aviaire et d'autre part de prix élevés pour la viande bovine lié à une épizootie de fièvre aphteuse. La croissance de la production turque a été soutenue par des exportations en progression de 22 % sur les 11 premiers mois de 2013 mais avec toujours une dépendance pour près des deux tiers de ses exportations au marché irakien et plus particulièrement à la région autonome du Kurdistan irakien. L'Arabie Saoudite a vu ses importations progresser de 10 % en 2013 et ce malgré une production locale de nouveau en hausse après un épisode d'influenza aviaire en 2012. Les importations de l'ensemble des pays du Proche et Moyen-Orient devraient progresser de 8 à 10 % en 2013.

En Thaïlande, les exportations ont reculé de 5,7 % sur les 11 premiers mois de 2013, du fait de la cessation d'activité de Saha Farm en début d'année. La levée de l'embargo de huit ans sur la volaille crue¹ par l'Union Européenne a conduit à une substitution des volumes de préparations cuites exportés par des viandes crues à destination de l'Union européenne.

En résumé si le contexte macro-économique était plus favorable en 2013 qu'en 2012 - lié notamment au repli du cours des céréales - les filières avicoles mondiales ont eu à faire face à des difficultés internes limitant la progression de la production mondiale : épizootie en Chine, surproduction au Japon, en Thaïlande et en Corée du Sud, inflation élevée en Argentine, etc.

› Une croissance modérée de la production européenne de volaille dans un contexte de demande intérieure faible

Dans l'Union européenne à 27, à partir des données de la Commission et de sources nationales, la production de volaille en 2013 est estimée en progression de 1,1 %, contre une croissance de l'ordre de 2,4 % en 2012 et de 2 % en 2011.

1. En janvier 2004, les importations européennes de viande de volaille en provenance de Thaïlande, qui avait été atteinte par l'influenza aviaire hautement pathogène, avaient été suspendues. Ces restrictions ont porté sur les produits crus, tandis que la Thaïlande a alors développé ses exportations de préparations cuites. L'embargo a été levé en avril 2012, autorisant de nouveau les exportations à partir de juillet 2012.

En 2013, les productions italienne et espagnole de volaille ont fortement reculé de respectivement 1,4 % et 7,2 % sous l'effet du prolongement des difficultés économiques qui affectent ces deux pays.

Le rythme de croissance de la production allemande qui avait progressé de 11 % entre 2009 et 2010 s'est ralenti fortement depuis : + 2,5 % en 2011, + 1 % en 2012 et + 0,2 % en 2013. Les abattages allemands de poulet ont d'avantage progressé en volume (+ 4,6 % sur la période janvier-octobre 2013) qu'en nombre de têtes (+ 2,5 %). La production accrue de découpes conduit à une augmentation des poids moyens d'abattage, tendance qui semble se poursuivre depuis plusieurs années. En revanche, les abattages allemands de dinde ont légèrement reculé en volume (- 0,6 % sur la période janvier-octobre) comme en nombre de têtes (- 1,6 %) et les abattages de canard ont fortement reculé de 25 % sur les 10 premiers mois de 2013.

Le Royaume-Uni, avec une croissance de la production attendue de 3,4 % en 2013, est l'un des principaux contributeurs à la croissance de la production communautaire. Le poulet a, là encore, été le principal moteur de la croissance avec des abattages en progression de 5,3 % sur les 10 premiers mois de 2013 contre un recul des abattages de dinde (- 4,8 %).

Même s'il faut prendre les chiffres concernant les données de production des 12 « nouveaux » états membres avec précaution, la croissance de la production de l'UE à 27 serait surtout liée au développement de la production polonaise de poulet, ainsi que d'une hausse de la production en Roumanie, Hongrie et dans une moindre mesure en République tchèque. En 2013, la croissance de la production polonaise a encore été tirée d'avantage par les expéditions vers les partenaires communautaires (+ 8,9 %) et vers les pays tiers (+ 26 %) que par le développement de sa consommation intérieure (+ 0,2 %).

› Amélioration du solde des échanges européens de viande de volaille avec les pays tiers

En 2013, les exportations européennes de viande de volaille à destination des pays tiers sont estimées en hausse de 2,7 % en volume pour atteindre 1,45 million de tec. La progression en valeur a été de 6,1 % par rapport à 2012 (1,69 milliards d'euros). Les principaux contributeurs au développement des volumes exportés ont été la Pologne, le Royaume-Uni, la France et la Hongrie alors que l'Allemagne a fortement reculé. Par type de produits, on constate ainsi une forte progression des découpes congelées de poulet (+ 6,3 %) et de poulet entier congelé (+ 3,7 %) tandis que les découpes congelées de dindes reculent (- 5,1 %). Les exportations vers la Russie ont fortement reculé (- 17 %) en lien avec la politique d'autosuffisance en viande de volaille poursuivie en Russie. Si les exportations à destination de l'Asie et les pays du Moyen-Orient ont substantiellement progressé (respectivement + 3,4 % et + 3,8 %), ce sont les exportations à destination de l'Afrique subsaharienne qui connaissent le plus fort développement avec une croissance des exportations vers ces destinations de 10,7 %.

Après une hausse marquée en 2011 et 2012, les importations européennes ont reculé en 2013 pour s'établir à 1,10 million de tec (- 5 % par rapport à 2012) et 2,14 milliards d'euros (- 5 %). Alors que les importations en provenance du Brésil se sont de nouveau repliées de près de 76 000 tec après un repli de 36 000 tec en 2012, les achats de viandes de volaille ont continué de progresser en provenance de Thaïlande (+ 36 200 tec). Les volumes se sont également inscrits en légère hausse en provenance de Chine et en recul en provenance du Chili et d'Argentine. La levée de l'embargo européen sur la volaille crue en provenance de Thaïlande a conduit à un développement des importations de ces produits dès le mois de septembre 2012 qui s'est amplifié en 2013.

La nette croissance des exportations européennes en 2013 ainsi que la forte contraction des importations - en particulier d'Amérique du Sud, ont permis un redressement du solde des échanges de volailles de l'UE à 27 avec les pays tiers. En 2010, il était redevenu positif en volume après cinq années de déficit et a atteint 358 000 tec en 2013. Toutefois, en valeur, malgré une évolution favorable des échanges, la balance commerciale européenne reste déficitaire à hauteur de 456 millions d'euros.

› **Une faible croissance de la consommation de volaille dans l'UE à 27**

En 2013, la consommation de viande de volaille dans l'UE à 27 a une nouvelle fois profité de la baisse de consommation des autres viandes, elle est ainsi estimée en légère hausse entre 0,4 % et 0,7 %. Compte tenu du différentiel de croissance entre la production (+ 1,1 %) et la consommation (+ 0,7 %), les exportations ont largement contribué à maintenir un certain dynamisme dans les filières européennes. La croissance de la consommation a été du même ordre de grandeur en Europe de l'est (+ 1 %) qu'en Europe de l'ouest (+ 0,6 %) alors que les consommateurs européens restent prudents dans leurs dépenses dans un contexte économique difficile.

› **Prévisions 2014**

Dans le secteur de la volaille, compte tenu de cycles de production courts, l'établissement de prévisions est difficile. Néanmoins, la demande intérieure devrait connaître une nouvelle année de croissance modeste, du fait d'une substitution des autres viandes par la viande de volaille dans un contexte économique qui devrait rester fragile. Cependant le rythme des exportations devrait fléchir en 2014 du fait d'un nouveau recul des exportations vers la Russie et d'une concurrence accrue de la part des opérateurs brésiliens sur les marchés internationaux.

Au final, la production européenne devrait continuer de progresser modestement en 2014, essentiellement grâce à la production de poulet tandis que la production des autres espèces - dinde en particulier - devrait connaître un léger repli.

Bilan de l'UE à 27 dans le secteur de la volaille de chair

1000 tec	2012	2013*	%13*/12
Production	12 881	13 024	+1,1
Commerce extérieur viandes			
Exportations	1 408	1 446	+2,7
Importations	1 143	1 088	-4,8
Solde	+265	+358	
Consommation UE**	12 615	12 665	+0,4
Consommation S 27***	12 117	12 203	+0,7
Auto approvisionnement %	102,1	102,8	

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales et Douanes

* Estimations ** Calculée par bilan *** Cumul des consommations de chaque État membre

Prévisions 2014

1000 tec	2013*	2014**	% 14**/13*
Production	13 024	13 115	+0,7
Importations	1 088	1 038	-4,6
Exportations	1 446	1 416	-2,1
Consommation	12 665	12 736	+0,6

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales et Douanes

* Estimations ** Prévisions

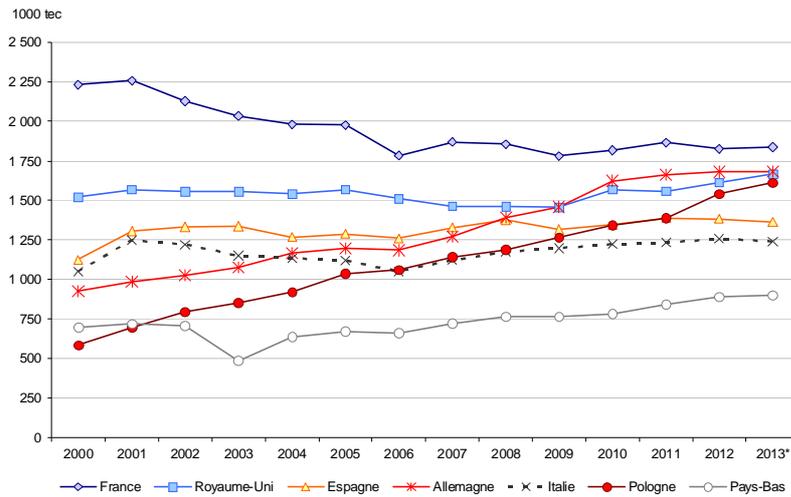
Production indigène brute de volaille dans l'Union européenne

1000 tec	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
France	1 783	1 818	1 865	1 825	1 837	+0,7
Royaume-Uni	1 457	1 568	1 558	1 613	1 668	+3,4
Allemagne	1 460	1 623	1 663	1 680	1 683	+0,2
Espagne	1 317	1 345	1 387	1 383	1 361	-1,6
Italie	1 197	1 222	1 232	1 257	1 239	-1,4
Pays-Bas	764	781	841	889	898	+1,1
Portugal	292	296	292	292	293	+0,3
Belgique-Luxembourg	259	276	270	277	277	=
Danemark	197	219	215	205	191	-7,2
Autriche	121	125	128	128	128	=
Grèce	174	178	175	182	182	=
Total UE 15	9 337	9 792	9 976	10 076	10 106	+0,3
Pologne	1 267	1 342	1 388	1 539	1 612	+4,7
Hongrie	360	360	383	412	425	+3,1
Roumanie	290	287	294	313	336	+7,5
Total NEM 12	2 474	2 566	2 615	2 805	2 918	+4,0
TOTAL UE 27	11 811	12 358	12 590	12 881	13 024	+1,1

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales

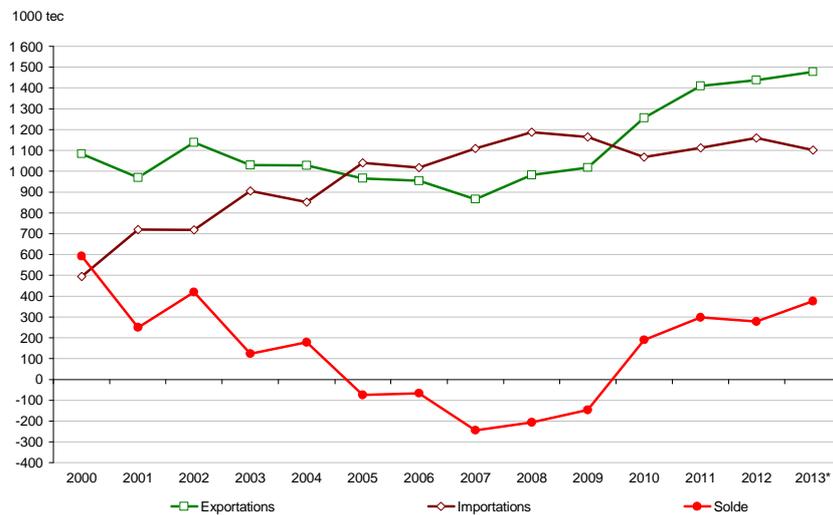
* Estimations

Évolution de la production de volaille dans les principaux pays producteurs de l'UE à 27

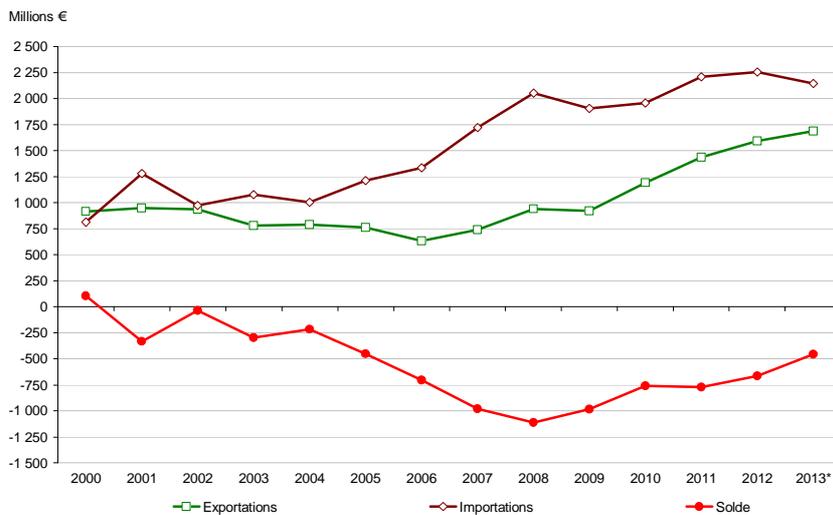


Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales
* Estimations

Commerce extérieur de viande de volaille de l'UE à 27 avec les pays tiers En volume

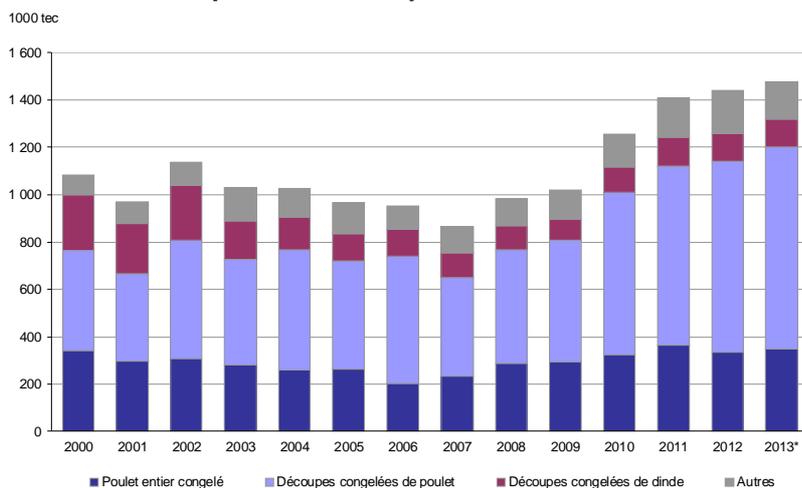


En valeur



Source : FranceAgriMer d'après Douanes
* Estimations

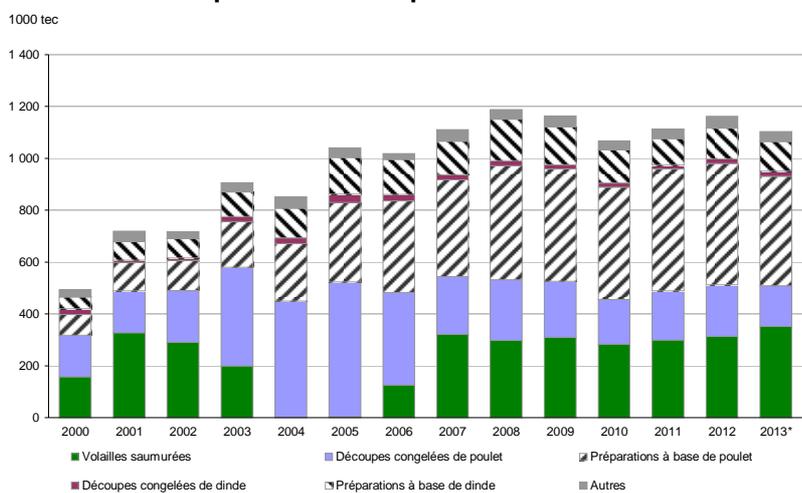
Structure des exportations européennes de viande de volaille



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Structure des importations européennes de viande de volaille



Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Destinations des exportations européennes de viande de volaille

1000 tec	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Russie	232	252	116	122	102	-16,9
Proche et Moyen Orient	202	237	295	283	294	+3,8
Afrique Subsaharienne	225	323	469	526	582	+10,7
Asie de l'Est	143	211	265	205	212	+3,4
Autres	218	234	266	303	289	-4,6
TOTAL	1 019	1 256	1 411	1 439	1 478	+2,7

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

Origines des importations européennes de viande de volaille

1000 tec	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Brésil	787	699	716	680	604	-11,2
Thaïlande	263	278	289	336	372	+10,8
Autres	113	90	107	145	127	-12,5
TOTAL	1 164	1 067	1 112	1 161	1 103	-5,0

Source : FranceAgriMer d'après Douanes

* Estimations

lait



Le marché du lait de vache en France

› Un cheptel en cours d'adaptation dans la perspective de la fin des quotas

D'après les données de la BDNI, le cheptel de vaches laitières¹ au 1^{er} octobre 2013 était en hausse de près de 1 % par rapport à octobre 2012. Cette augmentation du cheptel de vaches est due principalement à un accroissement des naissances en 2011 (+ 0,9 %), après deux années de baisse. Alors qu'ils étaient en hausse depuis 2009, les abattages de vaches laitières sont sur une tendance baissière depuis fin 2012. Sur les dix premiers mois de 2013, ils ont diminué de plus de 11 %, après avoir reculé de 3,6 % en 2012. Le cheptel de génisses laitières² est également en hausse (+ 0,7 % entre le 1^{er} octobre 2012 et le 1^{er} octobre 2013). Cette hausse s'explique par un déclin des abattages de génisses de près de 15 % sur les dix premiers mois de 2013. On voit ainsi une augmentation du taux de rétention des jeunes animaux dans les exploitations, prémices de la préparation à la sortie du régime des quotas laitiers.

› Une collecte 2013 freinée par des coûts de production élevés et les mauvaises conditions climatiques du printemps

La forte hausse des coûts de production à partir de septembre 2012 et le recul du prix du lait d'avril 2012 à mars 2013 ont fortement pesé sur la collecte lors de la campagne 2012/13. Ce repli de la collecte, conjugué à la hausse du quota national de 1 % dans l'optique de la sortie des quotas laitiers, entraîne une sous-réalisation record³ de plus de 1,9 Mt (près de 7,5 % du quota national). Il faut toutefois rappeler que l'évolution du niveau des quotas est déconnectée des perspectives de marché depuis 2006. Ce sont maintenant les conditions contractuelles qui définissent les limites individuelles de production.

Sur les sept premiers mois de la campagne 2013/14, la collecte est en légère hausse, de 0,6 %. La reprise saisonnière de la collecte, particulièrement dynamique à partir du mois de septembre 2013, pourrait permettre une diminution de la sous-réalisation sur cette campagne.

L'accroissement de la collecte est dû à deux raisons. L'année passée, la collecte avait fortement baissé à la même période du fait de la hausse des prix des intrants, en particulier ceux de l'alimentation animale, et du recul du prix du lait. En 2013, la hausse du prix du lait à partir du deuxième trimestre, une nouvelle récolte de fourrages de meilleure qualité et des coûts de production en légère baisse, bien que restant élevés, entraînent un rebond de la collecte à partir du mois de septembre.

Après avoir fortement progressé en 2013, l'indice Ipampa lait de vache réalisé par l'Institut de l'élevage, reste à des niveaux élevés mais s'est légèrement érodé (- 4 points) entre novembre 2012 et novembre 2013, grâce, principalement, à la diminution des prix des aliments achetés.

› Le manque de disponibilités conduit à un retrait des fabrications de poudres

Cette baisse de collecte s'est traduite par une moindre disponibilité pour les marchés de produits industriels (poudres de lait, beurre vrac et beurre concentré). D'après les données de l'enquête mensuelle laitière réalisée par FranceAgriMer, les fabrications de poudres de lait (toutes catégories confondues) ont été fortement impactées par le recul de la collecte sur les onze premiers mois de 2013 (- 45 000 t ; - 10,5 %). En ce qui concerne la matière grasse, exprimée en équivalent beurre, les fabrications ont diminué de 21 000 t (- 5,6 %) sur cette période. La baisse des fabrications de beurre s'explique par le recul des fabrications de poudres écrémées dont il est un coproduit pour la valorisation de la partie grasse du lait.

Prises dans leur globalité, les fabrications de fromages n'ont pas été impactées par le recul de la collecte, avec une hausse de 0,5 % sur les onze premiers mois de 2013, comparés aux mêmes mois de 2012. Cela s'explique par l'accroissement des fabrications de pâtes pressées non cuites, en particulier le fromage à raclette (+ 11 %) et des fromages à pâtes filées (+ 10 %). Les fabrications de fromages à pâtes pressées cuites sont en revanche en retrait de 2,4 %, dû à la baisse des fabrications d'emmental (- 3,7 %).

La tendance haussière des fabrications de laits conditionnés observée en 2012 se confirme sur les dix premiers mois de 2013 avec une hausse de 0,9 %. Dans le secteur de l'ultra-frais, les fabrications de

1. Approché à partir des femelles de races laitières de plus de 24 mois dans la BDNI.

2. Approché à partir des femelles de races laitières âgées de 3 à 24 mois dans la BDNI.

3. Au cours des 20 dernières années, seule la sous-réalisation de la campagne 2009/10 a été supérieure à celle de 2012/13.

fromages blancs et de petits suisses sont en légère hausse, tandis que celles de yaourts et celles de desserts lactés ont diminué de plus de 2 %.

› **Un solde du commerce extérieur impacté par la baisse de collecte**

En 2013, le solde du commerce extérieur du secteur des produits laitiers devrait approcher 3,5 milliards d'euros, en recul par rapport à 2012, du fait d'un manque de disponibilités, alors que la demande sur le marché extérieur reste dynamique. Ce repli s'explique par une hausse des importations plus importante que celle des exportations. Le recul du solde commercial est dû à une baisse (en valeur) des exportations nettes de produits laitiers vers les autres États membres, tandis que le solde financier vers les pays tiers continue de croître.

Le solde financier a le plus diminué pour le beurre⁴ et la PLE. C'est en revanche pour le fromage, la poudre infantile et le lactosérum qu'il a le plus augmenté.

Les importations nettes françaises de beurre ont plus que doublé sur les dix premiers mois de 2013, et ont dépassé 90 000 t. Les exportations de beurre vrac vers l'Espagne, qui avaient fortement augmenté sur les dix premiers mois de 2012 (+ 17 000 t) sont retombées à leur niveau de 2011. La hausse des prix, conjuguée aux hausses des volumes introduits par la France en provenance d'Irlande, d'Allemagne et des Pays-Bas, sont également à l'origine de la baisse du solde des échanges de beurre, en volume, et de façon plus importante encore en valeur.

La baisse des exportations nettes de PLE (- 60 000 t) se partage entre un recul des exportations vers pays tiers et un repli des livraisons vers les partenaires européens. Les exportations nettes vers les pays tiers ont surtout baissé vers l'Algérie (- 12 000 t), le Vietnam (- 5 000 t) et l'Indonésie (- 3 000 t). Face au manque de disponibilités françaises, son premier fournisseur de PLE, l'Algérie a dû se fournir auprès d'autres exportateurs (États-Unis, Nouvelle Zélande, Inde et Uruguay), habituellement peu présents sur leur marché. La demande est également croissante en Indonésie et la baisse des disponibilités françaises a été palliée par une hausse des importations indonésiennes en provenance des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande, ses deux principaux fournisseurs. La France a également réduit ses livraisons de PLE de près de 15 000 t entre 2012 et 2013 vers la Belgique. Une part importante de ces volumes ne fait que transiter par la Belgique avant d'être exportée vers des pays tiers via les ports du Benelux.

Le solde français des échanges de fromages est en progression de 19 000 t (+ 43 M€) sur les dix premiers mois de 2013, comparés aux mêmes mois de 2012. Tandis que les volumes supplémentaires exportés se répartissent à parts égales entre les autres États membres et les pays tiers, la croissance du solde financier s'est faite exclusivement vers les pays tiers. Ce sont les fromages frais qui tirent les livraisons françaises de fromages vers les autres États membres (+ 8 500 t sur les 10 premiers mois de 2013 comparés aux mêmes mois de 2012). Les exportations françaises vers les pays tiers sont elles aussi tirées par les fromages frais (+ 4 000 t), mais également par les fromages fondus (+ 4 000 t). Les exportations de fromages fondus se sont principalement développées vers l'Arabie Saoudite (+ 1 000 t) et le Japon (+ 900 t). À l'échelle européenne, le développement des importations nettes en provenance d'Italie (+ 6 400 t) et la baisse des livraisons en Espagne (- 3 300 t) sont plus que compensées par le développement des livraisons françaises au Royaume-Uni (+ 7 000 t) et en Belgique (+ 5 000 t).

Après avoir diminué de près de 30 % en 2012, les exportations de lait liquide vrac continuent de décroître sur les dix premiers mois de 2013 (- 10 %). Les exportations de laits conditionnés sont quant à elles en hausse, tirées par la demande croissante des pays tiers (+ 5 900 t) et en particulier celle de la Chine (+ 7 600 t) qui devient un facteur d'équilibre de ce marché en déclin dans l'UE.

› **Des prix à la consommation en baisse**

Selon l'Insee, sur les onze premiers mois de 2013 comparés aux mêmes mois de 2012, les prix à la consommation des produits laitiers ont diminué de 0,9 % face à une augmentation de 0,9 % de l'indice général. Les prix du lait et de la crème se sont maintenus (- 0,1 %) tandis que ceux des fromages (- 0,9 %), du beurre (- 1,0 %) et des yaourts et des desserts lactés (- 2,5 %) ont connu des baisses plus ou moins marquées.

4 Beurre et matière grasse laitière anhydre, exprimés en volume d'équivalent beurre

D'après le panel consommateur Kantar Worldpanel, les achats des ménages de lait liquide (- 3,1 %) et d'ultra-frais⁵ (- 1,8 %) sont en retrait sur les onze premiers mois de 2013. Après plusieurs années de baisse, les achats des ménages de beurre repartent à la hausse (+ 2 %) sur la même période, ceux de fromages (+ 0,8 %) et de crème (+ 3 %) continuent leur développement. Les achats de fromages à pâtes fraîches sont en hausse sur les onze premiers mois de 2013, en particulier la mozzarella (+ 12 %), l'emmental (+ 1,1 %) et les fromages à raclette (+ 4 %). Ceux de fromages à pâtes molles (- 1,9 %) continuent de s'éroder.

› Prévisions 2014

Pour le début de l'année 2014, le dynamisme de la demande des pays tiers observé ces dernières années devrait se poursuivre. De plus, les grands pays fournisseurs du marché mondial ne montrent pas de signes laissant présager de fortes hausses de leur collecte sur le début 2014. En effet, la collecte aux États-Unis a été relativement stable au cours des derniers mois de 2013 et les conditions climatiques de cet hiver ne présument pas de hausse de la collecte au printemps dans les états du nord-est des États-Unis. En Nouvelle Zélande, les hausses des disponibilités font face à une demande croissante à l'international, ce qui ne permet pas aux néo-zélandais de reconstituer des stocks mis à mal par la sécheresse de 2013.

Dans ce contexte, les prix mondiaux des produits industriels pourraient à nouveau croître durant les premiers mois de 2014, entraînant dans leur sillage le prix du lait payé aux producteurs en France. D'autre part, la légère baisse des coûts de production de 2013 devrait se poursuivre durant le début de l'année 2014, du fait de perspectives baissières des cours des céréales.

Ces perspectives favorables à l'amont et à l'aval devraient entraîner des hausses de collecte, dans les limites contractuelles, afin de profiter des débouchés rémunérateurs à l'export. Les incertitudes sont en revanche plus grandes en ce qui concerne le marché intérieur, que ce soit en termes de volume ou de prix de vente des produits de grande consommation en Europe.

› Lait biologique : vers un meilleur équilibre offre / demande

D'après l'enquête mensuelle laitière réalisée par FranceAgriMer, la collecte de lait de vache biologique a progressé de 4,7 % sur les dix premiers mois de 2013 après avoir augmenté de 32 % en 2012 et de 25 % en 2011. Ce ralentissement est dû à une nette diminution du nombre de conversions.

Les fabrications de l'ensemble des produits laitiers biologiques sont en hausse sur les dix premiers mois de 2013. Ce sont celles de laits conditionnés qui ont le plus crû (+ 13 %), suivi de la crème (+ 5,6 %), du beurre (+ 5,6 %) et de l'ultra-frais⁶ (+ 3,4 %). Sur les dix premiers mois de 2013, les fabrications de fromages sont similaires à celles de la même période un an plus tôt.

Les fabrications sont tirées par le développement des achats des ménages. Selon le panel consommateur Kantar Worldpanel, après avoir augmenté de près de 5 % en 2012, les achats de laits conditionnés ont progressé de plus de 11 % sur les onze premiers mois de 2013. Les achats de crème continuent leur croissance avec une augmentation de 12 % en 2012 et de près de 11 % sur les onze premiers mois de 2013. Dans le même temps, les achats de beurre (+ 11 %) connaissent un nouvel essor après avoir chuté de près de 15 % en 2012. C'est également le cas pour les achats d'ultra-frais biologiques qui sont en hausse de 3,5 % après avoir stagné en 2012. Les achats de fromages sont quant à eux en baisse de près de 1 % après avoir augmenté de 6 % en 2012.

La gestion des conversions par les entreprises et le développement des achats des ménages a permis d'éviter une crise de surproduction en mettant en phase l'offre et la demande en produits laitiers biologiques.

⁵ Yaourts, fromages frais et desserts lactés frais

⁶ Ultra-frais bio : yaourts et laits fermentés, fromages frais et desserts lactés frais (seulement pour les fabrications, pas pour les achats des ménages)

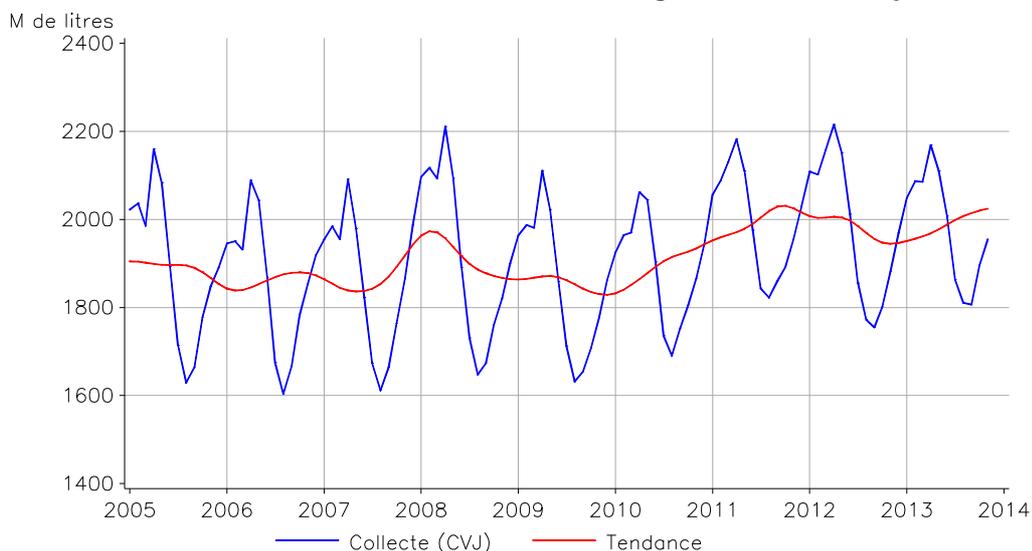
Collecte française de lait de vache

1 000 l	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Janvier	2 003 816	1 950 835	2 088 546	2 147 435	2 088 765	-2,7
Février	1 828 228	1 806 812	1 921 506	1 998 515	1 919 555	-4,0
Mars	2 017 356	2 015 164	2 171 145	2 201 685	2 113 751	-4,0
Avril	2 076 594	2 036 903	2 154 239	2 178 046	2 078 278	-4,6
Mai	2 048 864	2 094 020	2 127 462	2 193 014	2 149 424	-2,0
Juin	1 844 185	1 889 061	1 910 923	1 986 639	1 966 206	-1,0
Juillet	1 744 542	1 771 166	1 921 067	1 889 734	1 917 663	1,5
Août	1 656 844	1 721 656	1 873 554	1 805 447	1 859 097	3,0
Septembre	1 557 156	1 725 124	1 840 227	1 718 210	1 786 626	4,0
Octobre	1 742 797	1 870 084	1 920 555	1 843 521	1 945 215	5,5
Novembre	1 747 978	1 851 469	1 927 776	1 859 903	1 948 160	4,7
Décembre	1 898 379	1 960 886	2 071 259	2 000 278	2 168 030	8
Total	22 166 740	22 693 181	23 928 259	23 822 427	23 940 770	0,5

* Estimation pour le mois de novembre et décembre

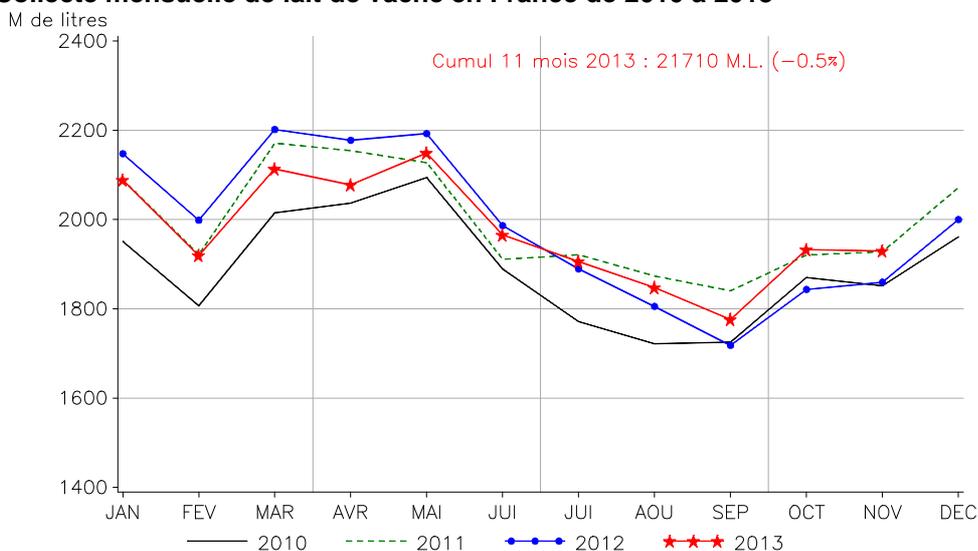
Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP

Collecte mensuelle de lait de vache en France, corrigée des variations journalières



Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

Collecte mensuelle de lait de vache en France de 2010 à 2013



Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer / SSP

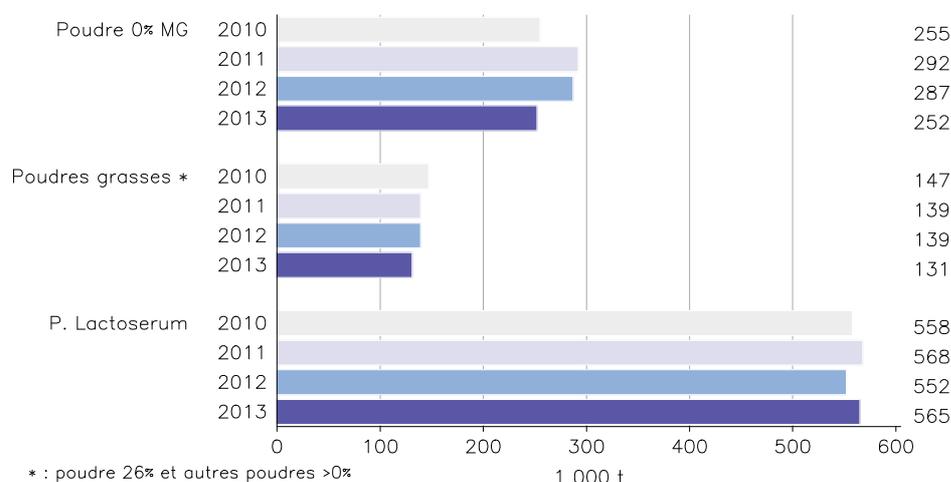
Fabrications de produits laitiers en France

1 000 t ou M l	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Laits conditionnés (M l)	3 558	3 537	3 460	3 632	3 648	0,4
Lait UHT (M l)	3 272	3 248	3 182	3 380	3 400	0,6
Yaourts et desserts lactés	2 241	2 284	2 311	2 301	2 236	-2,8
Yaourts et laits fermentés	1 582	1 615	1 635	1 646	1 600	-2,8
Desserts lactés frais	612	620	624	608	592	-2,6
Desserts lactés de conserve	47	49	52	47	45	-4,6
Fr. blancs et petits suisses	584	622	594	593	597	0,8
Crème conditionnée	359	375	416	446	436	-2,2
Crème fraîche	154	152	164	172	172	0,1
Crème longue conservation	205	224	252	274	264	-3,7
Matières grasses (éq. beurre)	407	403	425	413	394	-4,6
Beurre	343	336	358	353	338	-4,2
Fromages	1 153	1 208	1 232	1 254	1 261	0,5
PPC	304	334	358	378	369	-2,4
<i>dont Emmental</i>	232	254	266	277	266	-3,7
PPNC	237	242	239	238	252	5,9
Pâtes molles	428	438	432	431	430	-0,1
<i>dont Camembert</i>	108	111	106	107	105	-1,7
Pâtes fraîches	102	100	102	101	97	-3,9
Pâtes persillées	40	39	39	38	38	-0,9
Pâtes filées	43	55	62	68	74	9,7
Fromages fondus	97	103	103	96	104	7,5
Poudres de lait	453	441	473	466	417	-10,5
Poudre de lait 0% MG	292	281	320	314	274	-12,7
Poudre réengraissée	37	38	38	39	36	-7,3
Poudre de 1,5 à 25,9 % MG	13	14	18	21	24	12,7
Poudre de lait >26 % MG	111	108	97	92	83	-9,9
Poudre de lactosérum	572	607	618	599	615	2,7
Poudre de babeurre	28	28	28	27	23	-15,6
Caséines	27	33	37	35	37	5,2

* Estimations

Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP

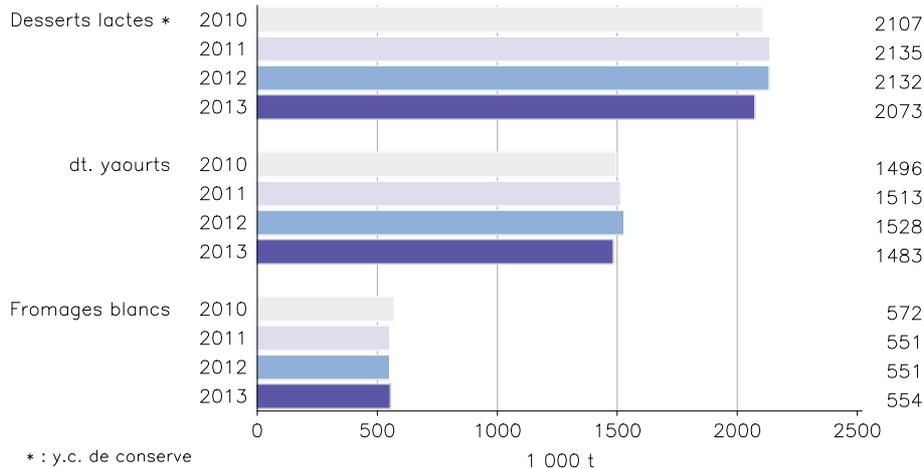
Fabrications françaises de poudres de lait vrac Cumul sur onze mois



Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP

Fabrications françaises de desserts lactés et fromages blancs

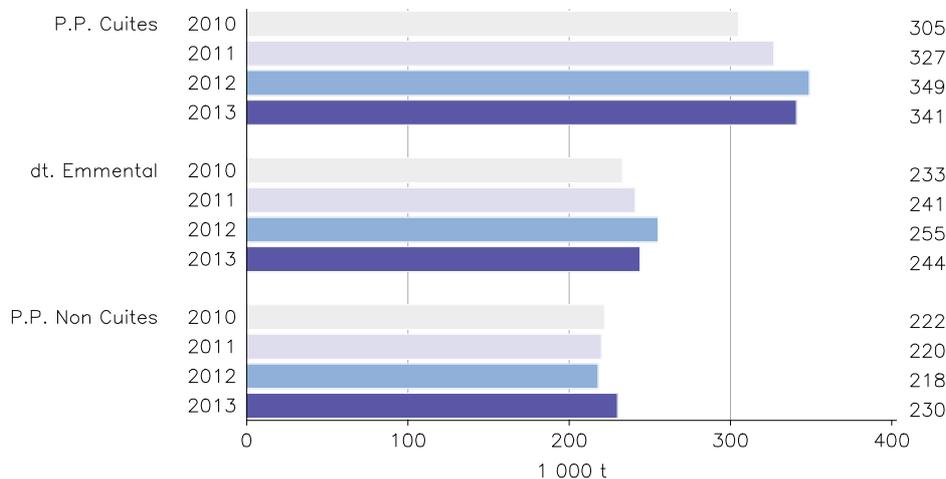
Cumul sur onze mois



Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP

Fabrications françaises de fromages à pâtes pressées

Cumul sur onze mois



Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP

Commerce extérieur français de produits laitiers

Exportations (1 000 t)	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Lait Liquide	889	928	1008	929	874	-5,9
<i>Conditionné</i>	315	330	290	358	356	-0,5
<i>Vrac</i>	574	598	718	571	518	-9,3
Yaourts et laits fermentés	433	449	464	511	487	-4,6
<i>Yaourts</i>	240	234	263	304	286	-6,1
Crème	184	239	290	291	284	-2,3
<i>Conditionnée</i>	38	47	82	75	75	-0,5
<i>Vrac</i>	146	193	208	216	210	-2,9
Fromages	593	639	670	675	702	3,9
<i>Pates pressées cuites</i>	31	39	39	41	42	2,2
<i>Pates pressées non cuites</i>	65	68	67	66	71	8,0
<i>Pates molles</i>	162	176	174	171	169	-0,8
<i>Pates fraîches</i>	205	215	239	250	270	8,2
<i>Fromages fondus</i>	57	59	65	62	65	3,8
Beurre & MGLA	76	85	83	103	75	-26,9
Poudre de lait écrémé	119	188	205	222	149	-32,6
Poudre de lait entier	86	86	74	77	77	-0,1
Poudre de lactosérum	303	316	361	318	326	2,7

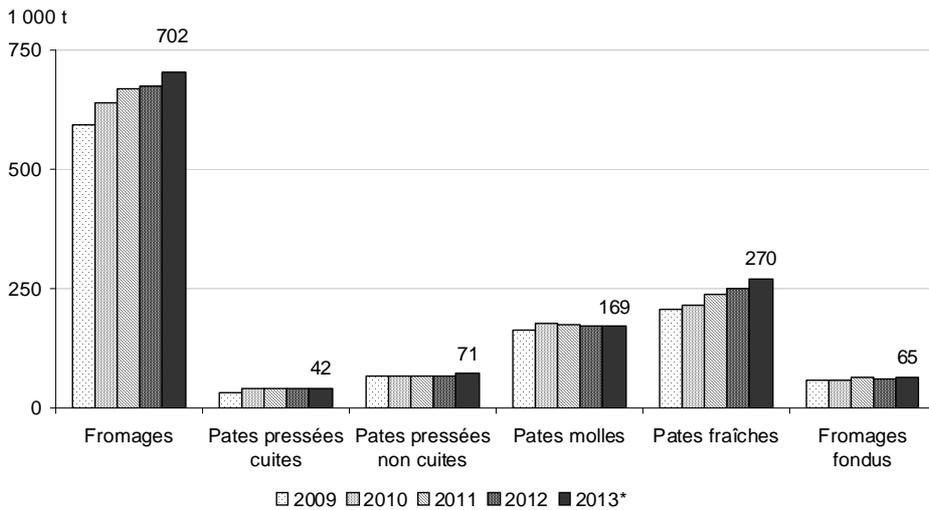
Importations (1 000 t)	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Lait Liquide	397	385	411	408	387	-5,0
<i>Conditionné</i>	261	272	242	233	222	-4,6
<i>Vrac</i>	136	113	169	175	165	-5,5
Yaourts et laits fermentés	113	109	108	100	88	-12,2
<i>Yaourts</i>	51	46	47	51	46	-10,2
Crème	194	198	165	161	148	-8,1
<i>Conditionnée</i>	67	77	84	88	77	-13,4
<i>Vrac</i>	126	121	80	73	72	-1,3
Fromages	287	278	273	281	284	1,1
<i>Pates pressées cuites</i>	59	48	45	46	42	-8,9
<i>Pates pressées non cuites</i>	67	69	68	67	75	11,8
<i>Pates molles</i>	24	15	5	5	5	-9,1
<i>Pates fraîches</i>	51	59	64	70	76	7,6
<i>Fromages fondus</i>	31	31	33	33	33	-0,6
Beurre & MGLA	148	163	157	162	197	21,1
Poudre de lait écrémé	27	25	36	38	32	-14,1
Poudre de lait entier	21	25	26	22	28	27,5
Poudre de lactosérum	77	88	92	89	83	-7,0

Solde (1 000 t)	2009	2010	2011	2012	2013*
Lait Liquide	492	544	597	521	486
<i>Conditionné</i>	54	58	48	125	134
<i>Vrac</i>	438	485	549	396	353
Yaourts et laits fermentés	321	340	356	411	399
<i>Yaourts</i>	189	189	216	253	240
Crème	-10	42	125	130	136
<i>Conditionnée</i>	-29	-30	-2	-13	-2
<i>Vrac</i>	19	72	127	143	137
Fromages	305	362	397	395	418
<i>Pates pressées cuites</i>	-28	-9	-6	-5	0
<i>Pates pressées non</i>	-2	-1	-2	-1	-4
<i>Pates molles</i>	137	161	169	165	165
<i>Pates fraîches</i>	154	156	175	179	194
<i>Fromages fondus</i>	27	28	32	29	32
Beurre & MGLA	-72	-78	-74	-60	-121
Poudre de lait écrémé	93	163	169	184	117
Poudre de lait entier	65	61	48	55	49
Poudre de lactosérum	226	229	270	228	243

* Estimations

Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP

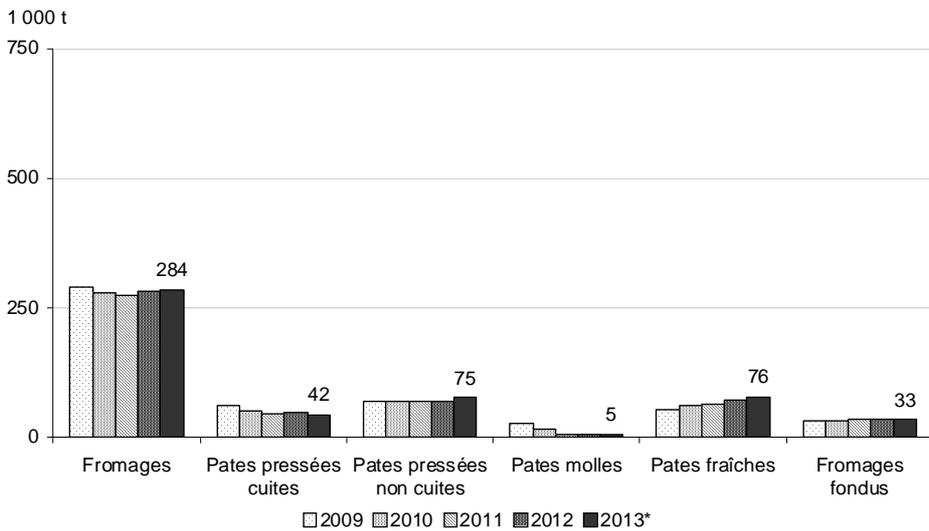
Exportations françaises de fromages



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

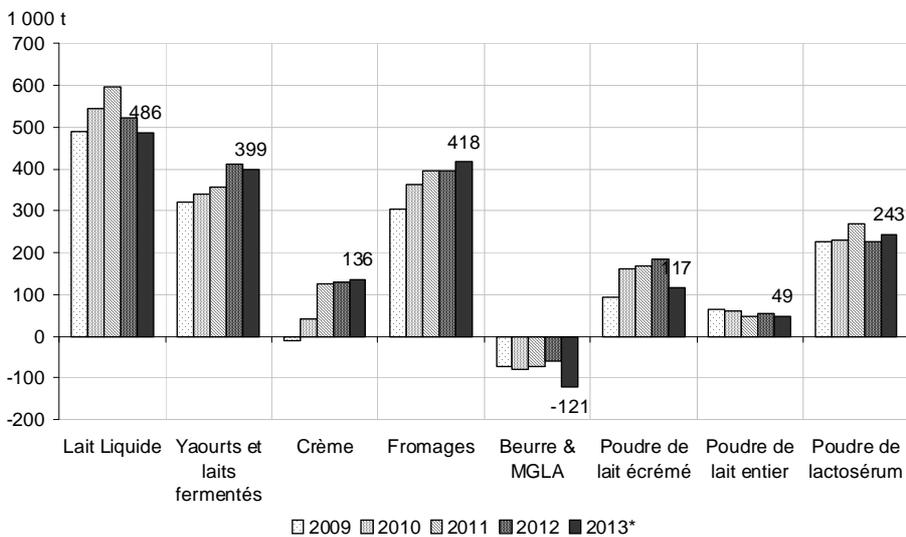
Importations françaises de fromages



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

Solde du commerce extérieur de produits laitiers, en volume



* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

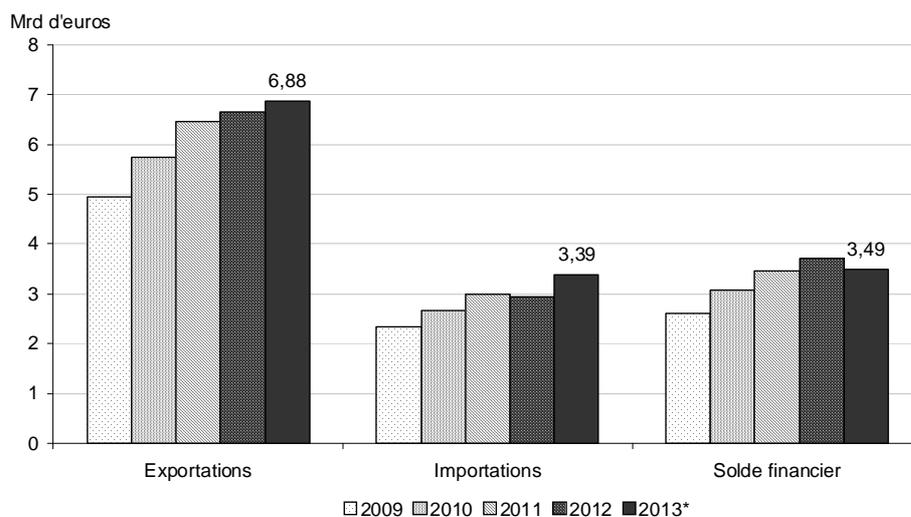
Solde financier du commerce extérieur français de produits laitiers

M d'euros	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Exportations						
Lait liquide	339	375	411	393	406	3,4
Yaourts et laits fermentés	524	531	553	628	618	-1,5
Crème	149	212	284	258	268	4,0
Fromages	2 516	2 677	2 815	2 885	3 010	4,3
Beurre et MGLA	206	296	333	317	308	-2,8
Poudre de lait écrémé	218	407	495	512	430	-16,0
Poudre de lait entier	193	233	235	236	271	14,8
Poudre de lactosérum	203	295	381	409	466	14,0
Total produits laitiers	4 946	5 733	6 445	6 652	6 876	3,4
Importations						
Lait liquide	188	182	196	183	201	9,8
Yaourts et laits fermentés	122	111	111	110	106	-3,4
Crème	211	256	299	297	332	11,8
Fromages	1 021	1 062	1 146	1 161	1 229	5,8
Beurre et MGLA	357	520	592	510	707	38,8
Poudre de lait écrémé	48	54	85	87	94	8,7
Poudre de lait entier	44	59	71	58	83	42,9
Poudre de lactosérum	70	104	127	126	129	2,4
Total produits laitiers	2 334	2 660	2 994	2 952	3 386	14,7
Solde financier						
Lait liquide	151	193	215	209	205	
Yaourts et laits fermentés	401	420	442	518	512	
Crème	-62	-44	-15	-39	-63	
Fromages	1 496	1 616	1 669	1 724	1 781	
Beurre et MGLA	-152	-224	-259	-193	-399	
Poudre de lait écrémé	170	353	410	426	336	
Poudre de lait entier	149	174	164	177	187	
Poudre de lactosérum	133	191	254	283	337	
Total produits laitiers	2 611	3 072	3 451	3 701	3 490	

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

Solde financier du commerce extérieur des produits laitiers



* Estimations

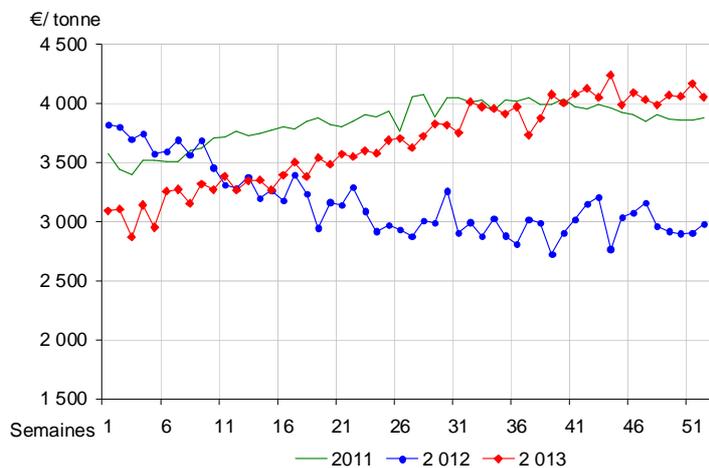
Source : FranceAgriMer d'après Douanes françaises

Cotations des produits laitiers industriels en France, moyennes annuelles

€/t	2009	2010	2011	2012	2013	% 13/12
Beurre vrac industriel	2 419	3 307	3 837	3 164	3 668	15,9
Poudre 0 % MG	1 800	2 186	2 437	2 374	3 053	28,6
Poudre 26 % MG	2 129	2 721	3 143	2 760	3 551	28,7
Poudre de lactosérum	487	670	846	911	961	5,5

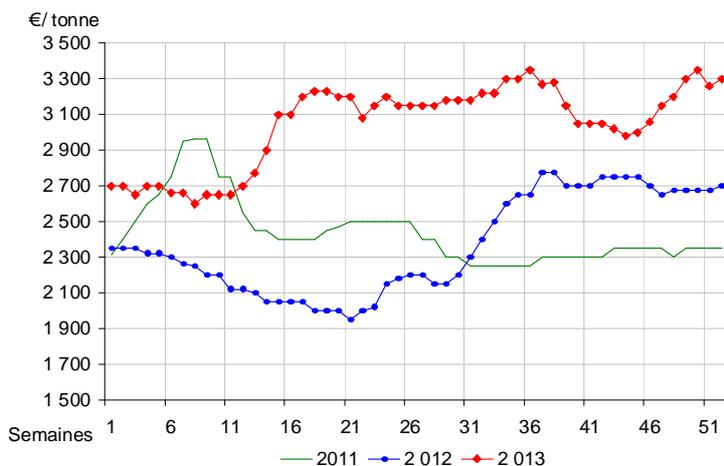
Source : cotations FranceAgriMer et ATLA

Cotation hebdomadaire du beurre vrac industriel en France



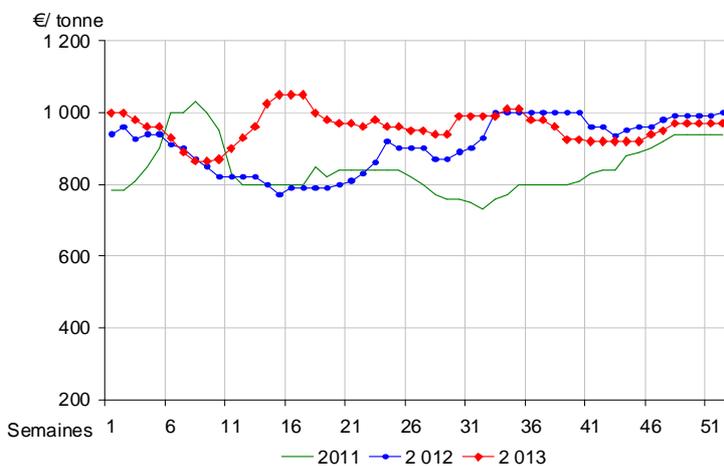
Source : FranceAgriMer

Cotation hebdomadaire de la poudre 0 % MG (consommation humaine) en France



Source : FranceAgriMer d'après ATLA

Cotation hebdomadaire de la poudre de lactosérum en France



Source : FranceAgriMer d'après ATLA

Prix* du lait de vache standard payé aux producteurs

€/1000l	2009	2010	2011	2012	2013	% 13/12
Janvier	323,26	299,76	320,43	333,95	322,60	-3,40
Février	318,98	289,97	321,36	331,00	323,83	-2,17
Mars	295,60	275,80	310,86	317,07	311,88	-1,64
Avril	225,88	272,48	300,85	293,13	316,34	7,92
Mai	250,41	276,93	306,47	294,82	321,56	9,07
Juin	254,37	297,36	337,49	325,25	350,18	7,66
Juillet	273,33	315,61	355,23	332,31	368,71	10,95
Août	280,37	337,70	356,52	325,15	369,40	13,61
Septembre	284,17	332,55	359,91	319,29	367,32	15,04
Octobre	266,00	311,96	328,65	302,10	358,61	18,71
Novembre	260,52	306,43	320,85	301,45	355,09	17,79
Décembre	259,61	301,49	312,75	295,65		
Année	274,02	300,40	326,68	314,01	341,25	8,1**

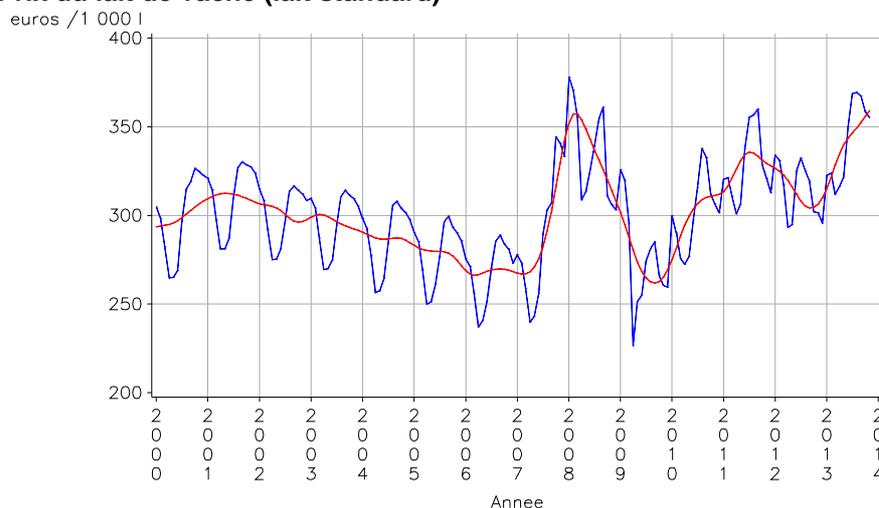
* Prix toutes primes comprises, toutes qualités confondues, ramené à un lait standard (38g de MG / 32g de MP).

Ce prix est le prix payé aux producteurs au cours du mois, il peut inclure des avances.

**comparaison du prix moyen sur 11 mois

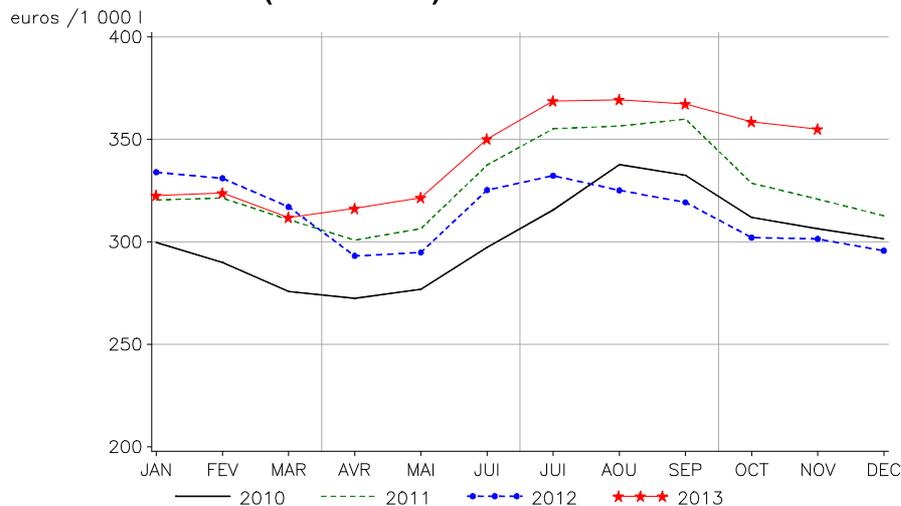
Source : FranceAgriMer

Prix du lait de vache (lait standard)



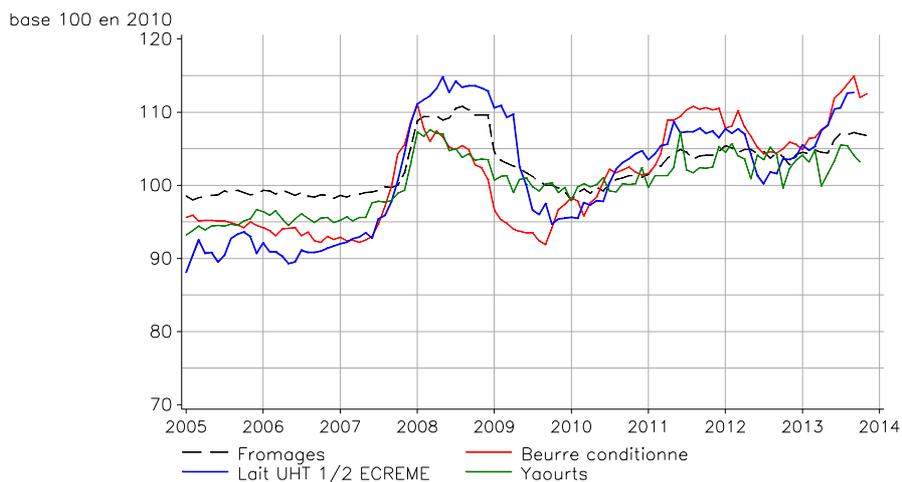
Source : Sondage mensuel FranceAgriMer

Prix du lait de vache (lait standard)



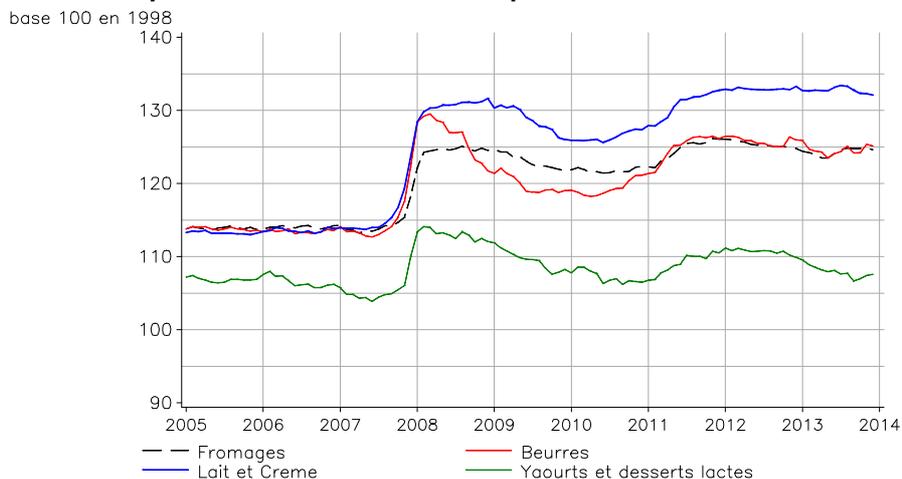
Source : Sondage mensuel FranceAgriMer

Indices des prix de production de l'industrie française



Source : FranceAgriMer d'après Insee

Indices des prix à la consommation des produits laitiers



Source : FranceAgriMer d'après Insee

Le marché du lait de vache dans l'Union européenne

› Une collecte qui progresse légèrement en 2013

Au niveau communautaire, la collecte brute de lait pour la campagne 2012/13 a été de 139,6 millions de tonnes, soit une sous-réalisation de 8,9 millions de tonnes, contre 6,9 millions de tonnes la campagne précédente. Il faut rappeler que depuis 2006, le niveau des quotas augmente, indépendamment des évolutions de marché, pour préparer leur abandon en 2015. Le quota n'est donc plus un objectif global de production à un niveau correspondant à un marché équilibré.

Cependant, on observe des situations différentes suivant les groupes de pays sur les dernières campagnes, qui peuvent laisser augurer de leur comportement post 2015. Ainsi cinq pays ont été en dépassement malgré les augmentations régulières de quotas : l'Autriche (103 000 t), l'Allemagne (26 000 t), le Danemark (18 500 t), la Pologne (13 000 t) et Chypre. Au cours des cinq dernières campagnes, si le Danemark et l'Allemagne ont calé leur production sur les évolutions de quotas, l'Autriche, les Pays-Bas (qui ont produits plus de 99 % de leur quota en 2012/13) et Chypre dépassent régulièrement leurs quotas.

Le Royaume-Uni (2 156 000 t), la France (1 903 000 t) et la Suède (771 000 t) sont les plus importants sous-réalisateurs et ont eu une production nettement en dessous de leurs quotas au cours des dernières campagnes

Sur les six premiers mois de la campagne 2013/14, la collecte européenne (UE à 27) est en hausse de 0,8 % par rapport à la même période de 2012/13. Entre avril et juin, la collecte européenne a diminué de 1,1 % sous l'effet des baisses en France et au Royaume-Uni et malgré la hausse aux Pays-Bas. De juillet à septembre, la collecte a en revanche progressé dans la majorité des États membres. En France, en Irlande et au Royaume-Uni, la hausse observée au troisième trimestre 2013 s'explique principalement par une baisse de la collecte en 2012. Pour les autres pays, les meilleures conditions météorologiques et des marchés mondiaux porteurs sont à l'origine de la hausse de collecte. Si le dynamisme de la collecte de la première moitié de la campagne se confirme sur la seconde, le Danemark, l'Allemagne et les Pays-Bas pourraient terminer la campagne en dépassement de leur quota.

Sur les neuf premiers mois de l'année civile 2013, la collecte européenne est comparable à celle des neuf premiers mois de 2012. Sur cette période, c'est en France (- 246 500 t), au Royaume-Uni (- 203 800 t) et en Italie (- 304 200 t) que les baisses ont été les plus conséquentes. L'hiver pluvieux et le printemps froid ont entraîné des reculs importants de la collecte dans ces pays lors du premier semestre 2013 et la hausse de collecte du troisième trimestre n'a pu palier à ce retrait de production de la première moitié de l'année. La collecte a en revanche progressé sur les neuf premiers mois de 2013 en Allemagne (+ 321 200 t) et aux Pays-Bas (+ 344 800 t). Dans ces pays, elle a été semblable à celle de l'an passé en début d'année ; l'accroissement s'est fait à partir du mois d'avril aux Pays-Bas et de juillet en Allemagne.

› Baisse des fabrications de poudres de lait écrémées au profit des fabrications de poudres grasses et de fromages

Les fabrications de fromages n'ont pas été impactées par le recul des disponibilités et continuent sur leur tendance haussière. Les autres PGC restent globalement stables. La baisse de collecte a donc entraîné une baisse des fabrications de poudre de lait écrémée (PLE) et de beurre, pendant que les fabrications de poudres grasses (PG), après avoir fortement chuté en 2012, rebondissent en 2013.

La tendance haussière des fabrications de PLE marque le pas en 2013 du fait d'un manque de disponibilité et malgré une demande croissante sur le marché mondial. Les fabrications européennes de poudres écrémées ont ainsi baissé de plus de 70 000 t sur les neuf premiers mois de 2013, dont 44 000 t rien que pour la France, premier fabricant de PLE en 2012. Les fabrications ont également fortement chuté en Irlande (- 8 400 t) et en Espagne (- 7 400 t).

Après trois années de baisse, les fabrications européennes de PG sont en légère hausse de 0,7 % (+ 3 000 t) sur les neuf premiers mois de 2013. Cela indique sans doute à une meilleure valorisation en poudre grasse qu'en PLE/beurre et une moindre concurrence de la Nouvelle Zélande. Les fabrications danoises, belges et françaises de PG continuent de s'éroder tandis que les fabrications allemandes et néerlandaises connaissent un vif rebond. Les fabrications suédoises continuent quant à elles sur la tendance haussière de 2012.

Les fabrications européennes de beurre ont chuté de 18 000 t (- 1,2 %) sur les neuf premiers mois de 2013. Cette diminution est à mettre en lien avec la baisse des fabrications de PLE, le beurre permettant de valoriser la crème issue de ces fabrications. Les fabrications allemandes ont fortement diminué sur les neuf premiers mois de 2013. Cette baisse pourrait s'expliquer par un repli des importations allemandes de crème vrac.

Les fabrications de fromages ont peu augmenté sur les neuf premiers mois de 2013. La baisse des fabrications italiennes a été compensée par un accroissement des fabrications polonaises et néerlandaises.

› Une baisse des échanges mondiaux due à un recul des disponibilités

Sur les neuf premiers mois de l'année, seuls les échanges de fromages ont progressé tandis que ceux de PG et de PLE sont en retrait. Les exportations de beurre¹ évoluent peu.

Sur les neuf premiers mois de 2013, l'UE à 27, premier exportateur de PLE en 2012, a réduit ses exportations de 30 % du fait d'une baisse de la collecte sur la même période. La hausse de collecte aux États-Unis leur a permis d'augmenter leurs exportations de PLE et de combler une partie du déficit européen. L'Inde continue d'accroître sa présence sur le marché mondial de la PLE en augmentant ses exportations de plus de 80 000 t sur les neuf premiers mois de 2013.

L'UE à 27 a en revanche privilégié les exportations de fromages et ce malgré des disponibilités en berne. Elle a accru ses exportations de fromages de 43 000 t. Les États-Unis, deuxième fournisseur du marché mondial de fromages en termes de volume, a également augmenté ses exportations.

La Nouvelle Zélande, et dans une moindre mesure l'UE à 27, étant à l'origine de la majorité des volumes de PG échangés sur le marché mondial, la baisse de collecte dans ces deux bassins de production a fortement impacté les volumes échangés. Les baisses des exportations néo-zélandaises et européennes n'ont ainsi pu être comblées par la hausse des exportations étasuniennes.

Les États-Unis ont également accru leur présence sur le marché mondial du beurre et ont comblé la baisse des exportations en provenance de Nouvelle Zélande et d'Europe.

› Un pic des cours mondiaux au printemps

Au début de l'année 2013, la demande, croissante ces dernières années, a été supérieure aux disponibilités européennes, en repli en raison de coûts de production élevés et de conditions météorologiques froides et pluvieuses. En Nouvelle Zélande, c'est en revanche une sécheresse en début d'année qui est à l'origine de la baisse de la collecte. Ce ciseau entre une offre en retrait et une demande grandissante a provoqué une forte hausse des cours mondiaux des produits laitiers (beurre, poudres) à partir du mois d'avril, d'abord en Océanie, puis en Europe.

En Europe, pour la poudre grasse, les prix ont augmenté plus lentement qu'en Océanie et se sont stabilisés à des niveaux équivalents à ces derniers. Les cours océaniques et européens de la PLE continuent de croître et l'Europe conserve un avantage prix. En Europe, les prix du beurre ont également fortement augmenté en avril, mais contrairement à ceux océaniques, qui ont diminué depuis leur forte hausse et se sont stabilisés aux niveaux de 2007/08, les prix européens continuent leur augmentation tout au long de l'année 2013, dépassant les niveaux de 2007 et de 2011

› Un début de capitalisation en vue de la fin des quotas laitiers

Avec 21 millions de têtes (enquête de décembre 2012), le cheptel européen (hors Italie) s'est stabilisé en 2013 (enquête de mai 2013) d'après les chiffres disponibles pour onze États membres regroupant 85 % du cheptel (hors Italie). D'après cette enquête, les cheptels sont haussés en Allemagne (+ 0,8 %) et encore plus aux Pays-Bas (+ 4,6 %), qui sont en pleine capitalisation dans la perspective de la fin des quotas laitiers en avril 2015. Le cheptel belge a en revanche fortement chuté (- 4,3 %), ce qui pourrait être une répercussion de la forte hausse des coûts de l'alimentation animale à l'automne 2012.

¹ Beurre et matière grasse laitière anhydre (MGLA) exprimée en équivalent beurre

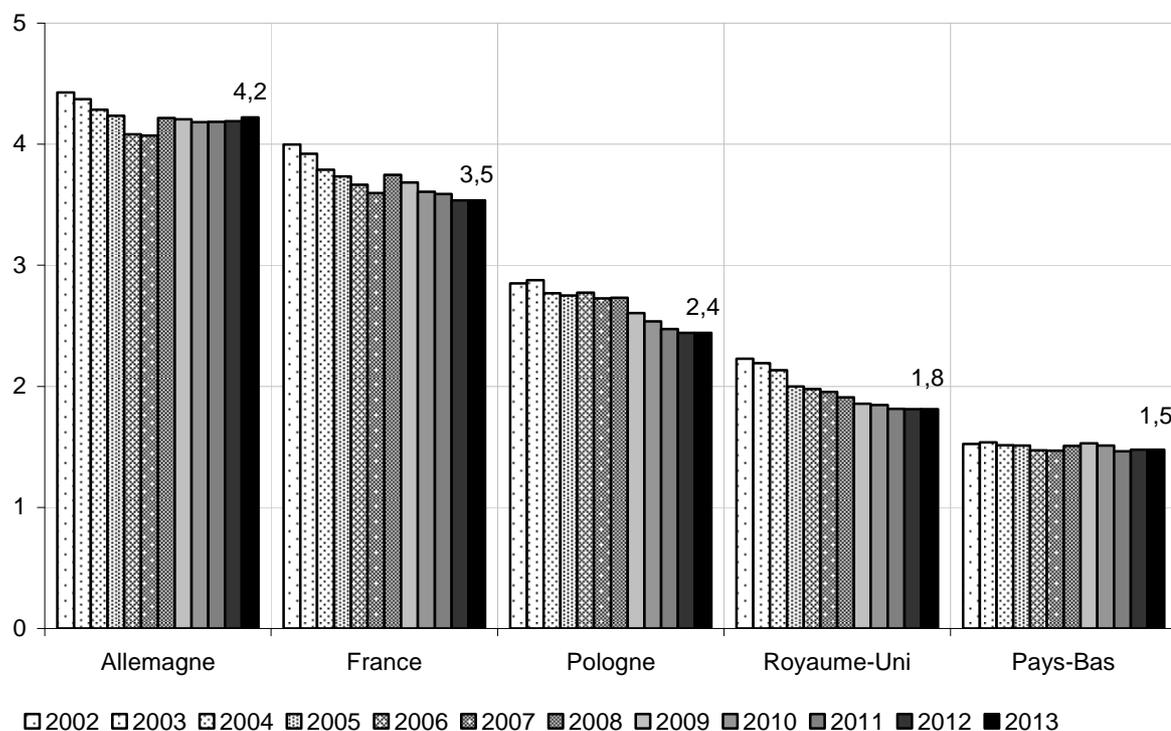
Cheptel de vaches laitières dans l'Union européenne Enquêtes de mai

1 000 têtes	2009	2010	2011	2012	2013	% 13/12
Allemagne	4 206	4 183	4 185	4 191	4 223	0,8
France	3 683	3 608	3 589	3 536	3 545	0,2
Pologne	2 606	2 538	2 473	2 441	2 356	-3,5
Royaume-Uni	1 857	1 847	1 814	1 812	1 782	-1,7
Pays-Bas	1 530	1 510	1 463	1 484	1 553	4,6
Roumanie	1 512	1 431	1 181	1 188	1 208	1,7
Espagne	838	837	851	836	823	-1,5
Danemark	565	574	575	582	576	-1,0
Autriche	533	535	532	529	524	-0,9
Belgique	525	521	508	509	487	-4,3
Suède	357	348	347	348	346	-0,5

Source : Commission européenne

Cheptel de vaches laitières dans l'Union européenne Enquêtes de mai

Millions de têtes



Source : Commission européenne

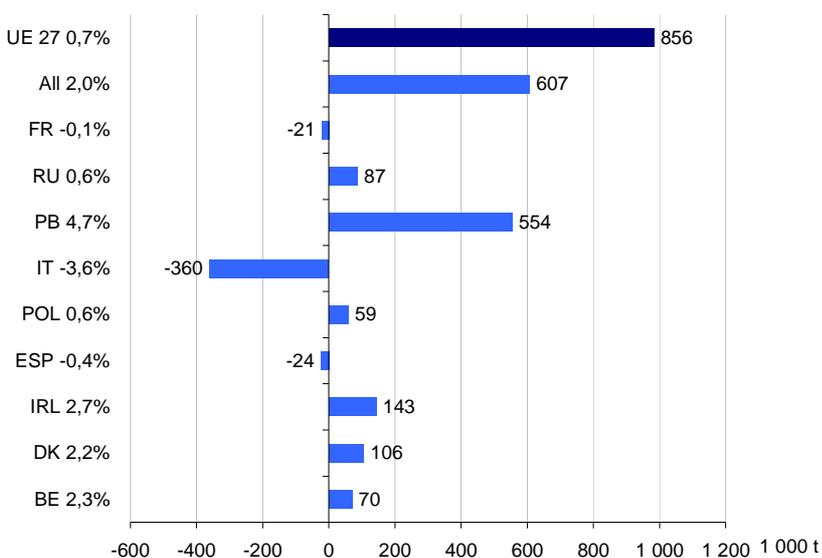
Collecte annuelle de lait de vache dans l'Union européenne

1 000 t	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Allemagne	28 248	28 659	29 339	29 702	30 308	2,0
Autriche	2 709	2 781	2 904	2 964	2 921	-1,5
Belgique	2 954	3 067	3 106	3 072	3 141	2,3
Danemark	4 741	4 818	4 787	4 916	5 021	2,2
Espagne	5 750	5 832	5 950	5 997	5 973	-0,4
Finlande	2 281	2 289	2 255	2 254	2 286	1,4
France	22 832	23 374	24 646	24 534	24 513	-0,1
Grèce	684	688	638	664	646	-2,6
Irlande	4 928	5 327	5 536	5 380	5 523	2,7
Italie	10 560	10 408	10 260	10 004	9 643	-3,6
Luxembourg	271	282	281	277	287	3,5
Pays-Bas	11 469	11 626	11 627	11 676	12 230	4,7
Portugal	1 869	1 824	1 837	1 855	1 774	-4,4
Royaume-Uni	13 233	13 584	13 804	13 591	13 677	0,6
Suède	2 931	2 860	2 850	2 861	2 864	0,1
UE 15	115 459	117 416	119 822	119 745	120 808	0,9
Chypre	149	151	153	153	157	2,0
Estonie	592	573	624	665	705	6,1
Hongrie	1 407	1 322	1 294	1 398	1 349	-3,5
Lettonie	595	625	662	718	732	1,8
Lituanie	1 275	1 278	1 317	1 360	1 334	-1,9
Malte	41	41	41	41	41	0,0
Pologne	9 136	8 990	9 296	9 843	9 902	0,6
Rép. tchèque	2 354	2 317	2 366	2 446	2 381	-2,7
Slovaquie	852	800	811	851	825	-3,1
Slovénie	517	519	526	535	516	-3,5
NEM 10	16 918	16 617	17 090	18 012	17 942	-0,4
Bulgarie	579	539	499	497	494	-0,6
Roumanie	978	901	892	884	877	-0,8
NEM 2	1 556	1 440	1 391	1 381	1 371	-0,7
UE 27	133 934	135 474	138 302	139 139	140 121	0,7

* Estimations

Source : Commission européenne

Évolution de la collecte de lait de vache en Europe en 2013* (par rapport à 2012)



* Estimations

Source : Commission européenne

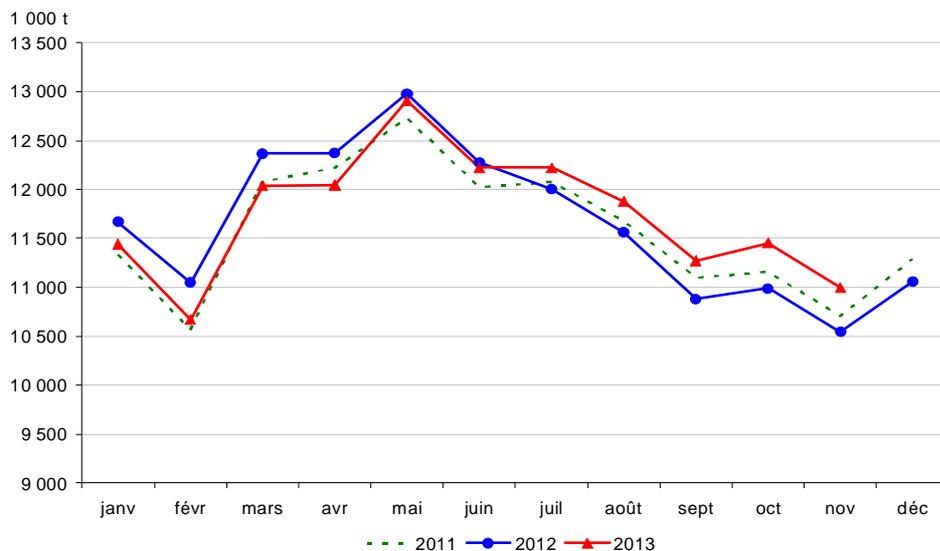
Collecte laitière et fabrications de produits laitiers dans l'UE à 27

1000 tonnes	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Collecte	133 934	135 474	138 302	139 139	140 121	0,7
Beurre	1 892	1 848	1 883	1 925	1 913	-0,6
Poudre 0 % MG	1 083	930	1 060	1 085	1 025	-5,5
Poudre grasse	617	600	572	557	570	2,3
Fromages	8 041	8 256	8 294	8 457	8 599	1,7
Lait de consommation	30 545	30 780	30 854	30 968	30 882	-0,3

* Estimations

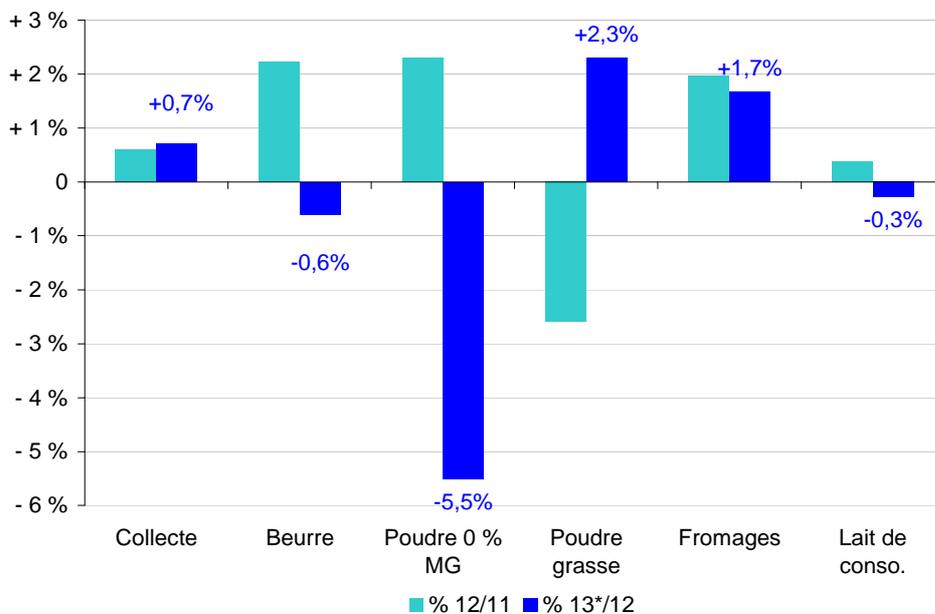
Source : Commission européenne

Collecte mensuelle de lait de vache dans l'UE à 27



Source : Commission européenne

Évolution de la collecte et des fabrications européennes (UE 27) des produits laitiers



* Estimations

Source : Commission européenne

Fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne par catégories

Beurre

1 000 tonnes	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Allemagne	453	449	474	489	477	-2,3
France	416	402	423	410	388	-5,4
Pologne	140	139	141	162	163	0,7
Royaume-Uni	120	119	128	140	169	20,3
Irlande	123	138	146	145	148	1,9
Pays-Bas	128	133	129	133	134	0,9
Italie	107	95	89	94	92	-2,0
UE 27	1 892	1 848	1 883	1 925	1 922	-0,1

Poudre 0%

1 000 tonnes	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Allemagne	286	259	301	314	321	2,1
France	331	281	322	314	263	-16,2
Belgique	75	76	100	101	106	5,3
Pologne	98	79	97	105	95	-10,1
Pays-Bas	64	64	62	66	64	-2,7
Danemark	20	28	35	39	43	10,0
Irlande	75	58	60	45	36	-18,8
UE 27	1 083	930	1 060	1 085	1 018	-6,2

Poudre grasse

1 000 tonnes	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Pays-Bas	139	135	131	121	131	7,7
Allemagne	80	84	94	88	108	22,3
Danemark	111	119	114	106	96	-9,6
France	123	108	97	92	82	-11,0
Suède	31	23	23	36	48	33,1
Belgique	68	69	52	48	44	-8,0
Pologne	30	26	27	31	32	2,6
UE 27	617	600	572	557	595	6,8

Fromages (y.c. fromages blancs)

1 000 tonnes	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Allemagne	2 086	2 169	2 196	2 240	2 252	0,5
France	1 712	1 830	1 830	1 860	1 853	-0,4
Italie	1 072	1 022	1 002	985	958	-2,7
Pays-Bas	714	753	750	764	793	3,8
Pologne	628	668	680	719	744	3,5
Royaume-Uni	357	371	386	389	383	-1,5
Danemark	324	292	275	303	324	7,0
UE 27	8 041	8 256	8 294	8 457	8 526	0,8

Lait de consommation

1 000 tonnes	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Royaume-Uni	6 735	6 937	7 067	6 883	6 804	-1,2
Allemagne	5 288	5 276	5 238	5 254	5 195	-1,1
Espagne	3 600	3 540	3 689	3 613	3 628	0,4
France	3 496	3 537	3 460	3 632	3 659	0,7
Italie	2 690	2 714	2 657	2 552	2 497	-2,2
Pologne	1 462	1 471	1 454	1 511	1 600	5,9
Portugal	837	832	852	857	849	-1,0
UE 27	30 545	30 780	30 854	30 968	30 939	-0,1

** Estimations

Source : Commission européenne

Prix moyen du lait payé aux producteurs
Moyenne annuelle pondérée par les collectes mensuelles, taux réel

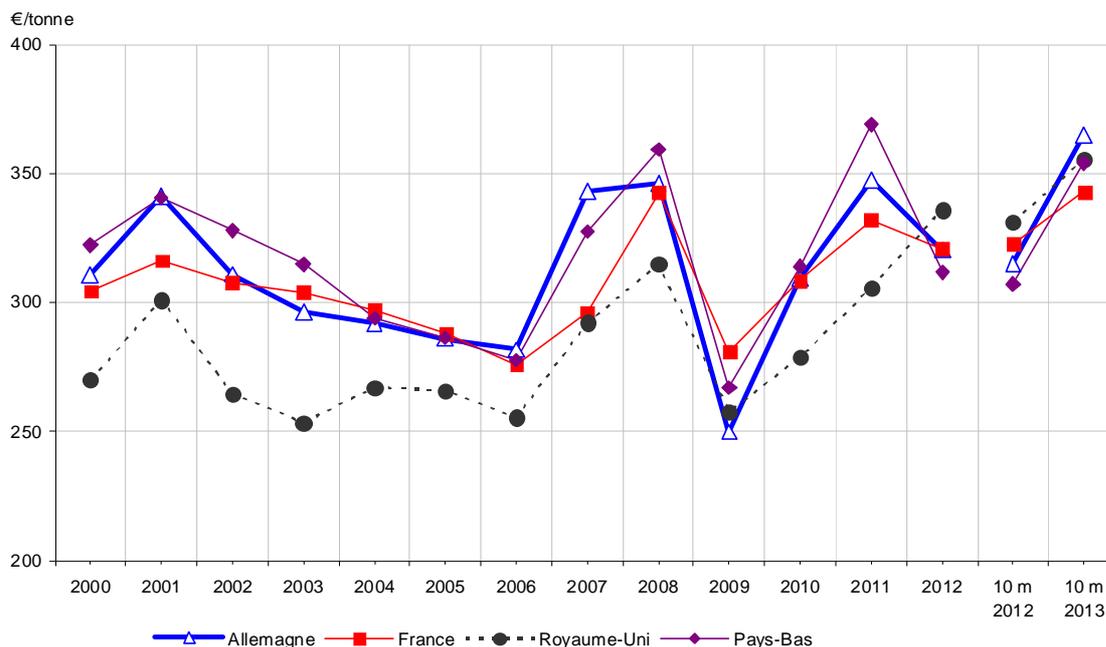
€/tonne	2009	2010	2011	2012	10 m 2013	% 13/12**
Allemagne	249,9	309,2	347,6	320,3	364,7	15,8
Autriche	290,0	317,2	353,7	338,7	366,3	8,5
Belgique	235,6	304,2	330,9	301,1	362,9	23,7
Danemark	274,9	318,8	356,7	340,0	375,7	11,7
Espagne	291,4	293,5	312,7	308,7	335,5	9,4
France	281,0	308,6	332,1	320,8	342,8	6,2
Irlande	236,9	310,9	340,0	312,2	375,2	21,3
Italie	306,0	337,5	384,2	369,9	387,2	5,0
Pays-Bas	267,1	314,0	368,9	311,7	354,0	15,3
Royaume-Uni	257,6	278,7	305,8	335,8	355,4	7,3
Hongrie	214,3	259,4	308,4	298,1	317,8	8,1
Pologne	221,1	272,7	295,0	286,8	307,1	7,7
République tchèque	226,1	282,7	327,2	297,1	325,1	9,7
Bulgarie	253,4	274,5	326,6	304,2	335,1	11,5
Roumanie	202,3	236,8	281,2	270,9	291,8	8,6
UE 15*	271,4	310,6	344,9	325,5	359,2	11,1
NEM 10/12*	219,0	270,8	303,9	306,5	334,4	9,8
UE 27*	264,1	305,3	339,4	321,4	357,5	10,5

* Moyenne pondérée par les collectes mensuelles de chaque État membre

** Comparaison sur les onze premiers mois de l'année

Source : Commission européenne

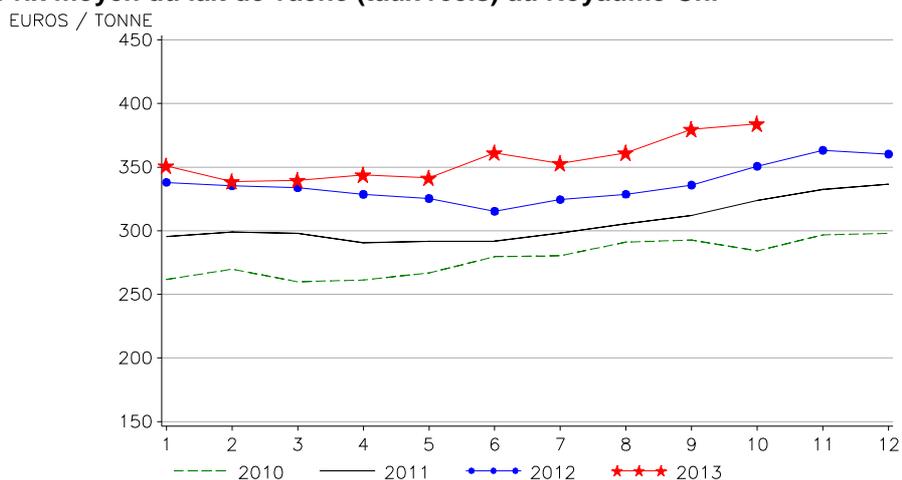
Prix moyen annuel du lait payé aux producteurs



* Moyenne pondérée par les collectes mensuelles de chaque État membre

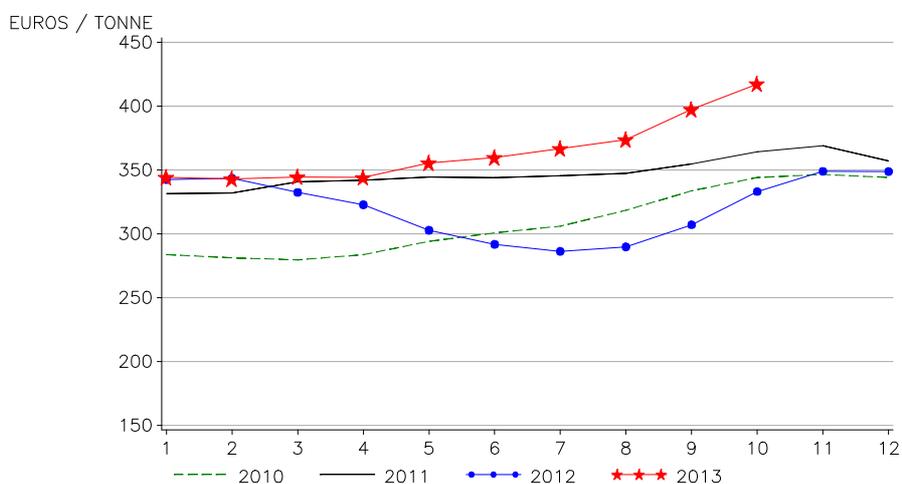
Source : Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) au Royaume-Uni



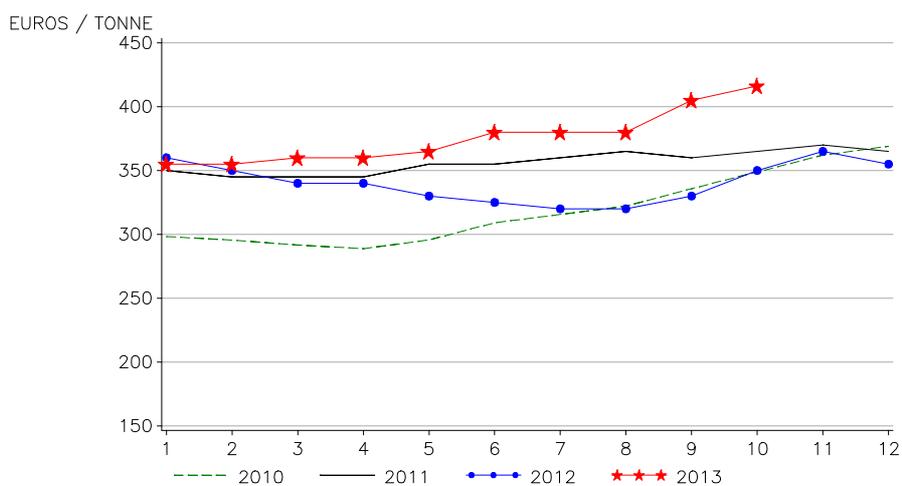
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) en Allemagne



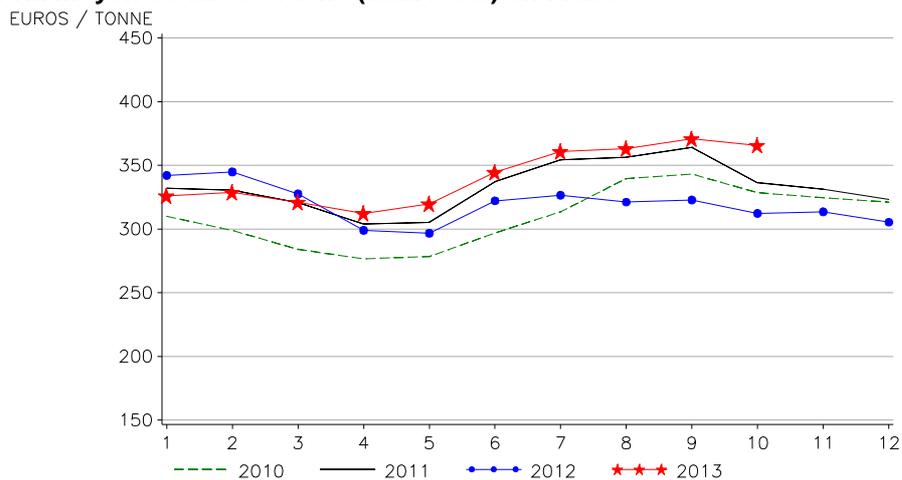
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) au Danemark



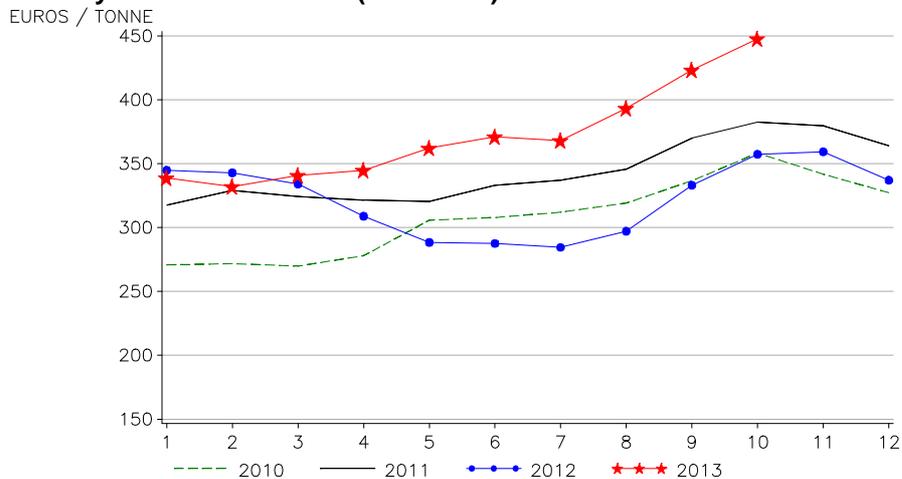
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) en France



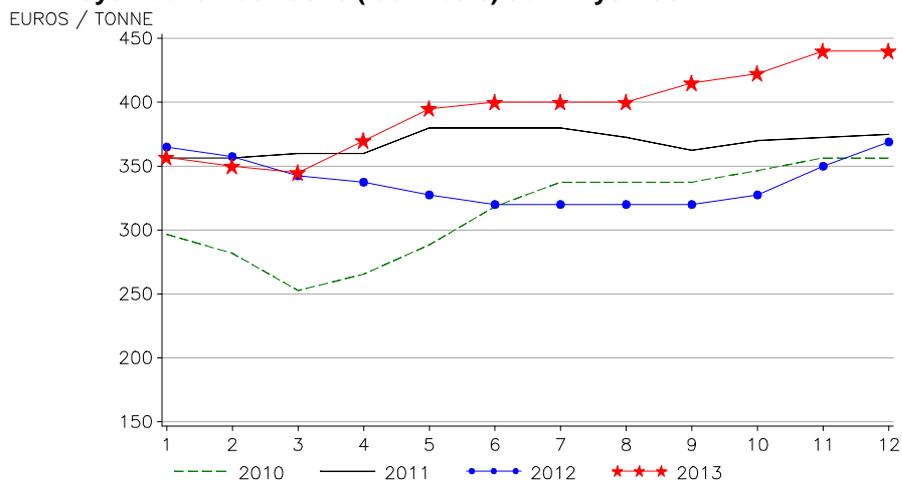
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Prix moyen du lait de vache (taux réels) aux Pays-Bas



Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

Cours des produits laitiers industriels sur les marchés mondiaux

€/tonne	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Poudre 0 %						
FOB Océanie	1 624,9	2 355,8	2 625,3	2 459,9	3 187,0	29,6
FOB Europe de l'Ouest	1 769,7	2 212,7	2 445,1	2 365,2	2 922,2	23,5
Beurre						
FOB Océanie	1 671,8	3 054,4	3 215,9	2 577,4	2 905,9	12,7
FOB Europe de l'Ouest	2 422,5	3 486,7	3 956,9	3 036,9	3 712,1	22,2
Poudre 26 %						
FOB Océanie	1 724,4	2 614,1	2 782,7	2 512,9	3 401,7	35,4
FOB Europe de l'Ouest	2 015,8	2 711,9	3 066,8	2 755,7	3 365,8	22,1
Poudre de lactosérum						
FOB Europe de l'Ouest	511,6	730,7	927,9	986,8	994,9	0,8
Cheddar						
FOB Océanie	2 113,2	3 022,8	3 099,3	2 972,8	3 177,0	6,9

* Estimations

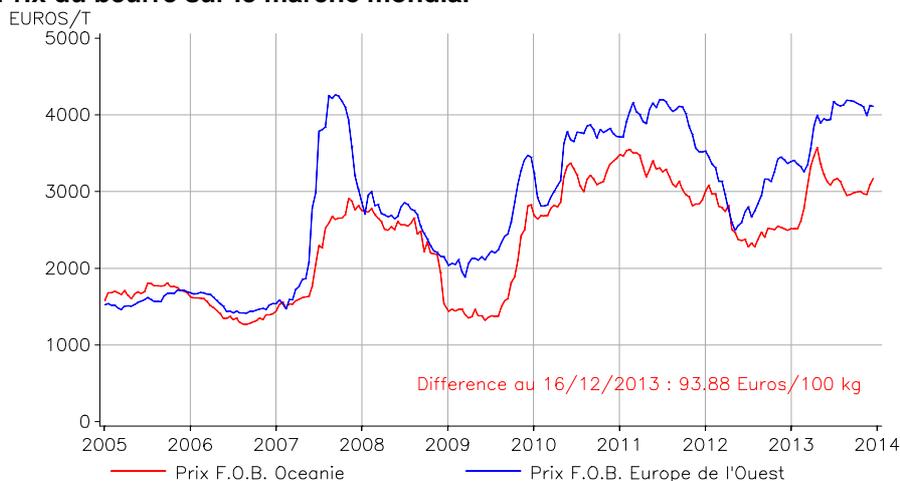
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Prix de la poudre 0 % sur le marché mondial



Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Prix du beurre sur le marché mondial



Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

Le marché du lait de brebis en France

Pour la filière laitière ovine, compte tenu de la forte saisonnalité de la production, la période étudiée est la campagne laitière, allant du mois de novembre de l'année n-1 au mois d'octobre de l'année n.

› Baisse du cheptel de brebis laitières pour la deuxième année consécutive

L'enquête cheptel de décembre 2012 montre un léger recul de 0,6 % des effectifs de brebis laitières en France. Le troupeau de brebis laitières était de 1 282 milliers de têtes en décembre 2012. Cette baisse fait suite à la hausse des coûts de production et la baisse globale de la consommation observée en 2012. De plus, la filière rencontre des difficultés pour renouveler les générations d'éleveurs.

› Une collecte nationale proche du niveau de la campagne précédente

La collecte de lait de brebis lors de la campagne 2012/2013 a atteint 258,6 millions de litres, soit un volume quasi similaire à celui de la campagne 2011/2012 (- 0,3 %). On observe une meilleure répartition de la collecte au cours de la campagne avec des volumes collectés plus faibles au moment du pic de collecte et des volumes en hausse en début et en fin de campagne.

Toutefois ce maintien de la collecte cache des disparités entre les bassins de production. La collecte dans le rayon de Roquefort n'a pas dépassé les 175 millions de litres, soit un recul de 1 % par rapport à la campagne dernière. La collecte en Corse est également en recul de 0,8 % sur la campagne 2012/2013. A l'inverse, en Pyrénées-Atlantiques et zones hors bassins traditionnels¹, la collecte a augmenté de 1 100 milliers de litres soit une hausse de 1,5 %.

Ainsi, le bassin de Roquefort reste le premier bassin de production de lait de brebis mais il perd des parts de marché par rapport à la zone Pyrénées-Atlantiques/Hors-bassins. Ce qui s'explique en partie par le choix de certains éleveurs de quitter l'Interprofession Roquefort pour livrer leur lait à des entreprises dites hors bassins interprofessionnels.

› Des fabrications de fromages en baisse sur la campagne 2012/2013

Malgré le maintien de la collecte, les fabrications industrielles ont connu une baisse de 3,5 % par rapport à la campagne précédente, atteignant des niveaux proches de la campagne 2010/2011 autour de 56 000 tonnes.

La zone Pyrénées-Atlantiques/Hors-bassins se distingue encore des autres bassins avec des fabrications en hausse de 2,9 % sur l'ensemble de la campagne.

Dans le bassin de Roquefort, la diminution des fabrications atteint 6,2 %, touchant particulièrement les fromages de diversification. En Corse, les fabrications ont reculé de 2,5 % en 2012/2013.

› Un écart entre coûts de production et prix qui se maintient

Lors de la campagne précédente, les coûts de production modélisés par l'indice IPAMPA avaient atteint un niveau record. Depuis janvier 2013, la baisse des coûts des aliments achetés participe au léger recul de l'indice IPAMPA qui a perdu 6 points entre novembre 2012 et novembre 2013 (base 100 en 2005).

Dans le même temps l'indice IPPAP qui représente le prix à la production est resté stable. Le prix payé au producteur en Pyrénées-Atlantiques a été de 1 020,11 €/1000 litres, un prix semblable à la campagne 2011/2012.

1. La production du lait de brebis est répartie sur trois bassins traditionnels : le rayon de Roquefort, les Pyrénées-Atlantiques et la Corse. L'ensemble des autres zones de production est regroupé sous l'appellation hors bassins traditionnels. Des problèmes statistiques nous empêchent de séparer la production des Pyrénées-Atlantiques avec celle des zones hors bassins traditionnels. Nous obtenons alors des chiffres pour une grande zone de production : Pyrénées-Atlantiques/Hors-bassins.

› Les achats des ménages orientés à la hausse en 2013

D'après le panel Kantar Wordpanel, les achats des ménages en fromages de brebis sont en hausse de 4,7 % sur les 12 premières périodes de 2013 s'arrêtant au 1^{er} décembre. En comparaison, les achats de fromages tous types de lait confondus n'ont progressé que de 0,8 %. Ce sont principalement les fromages à pâtes pressées non cuites qui ont dynamisé les achats en augmentant de 7,5 %. Cette catégorie représente plus d'un tiers des volumes achetés et contient notamment les fromages pyrénéens dont l'Ossau Iraty. Les achats de fromages à pâtes fraîches ont augmenté de 15% grâce aux fortes chaleurs durant l'été. A l'inverse, la consommation de Roquefort continue de s'éroder et recule de 4 % en 2013.

Les achats de fromages de brebis ont pu être encouragés par un prix moyen en baisse de 1 % à 14,83 €/kg qui reste toujours bien au-dessus du prix moyen de l'ensemble des fromages (9,06 €/kg). On constate en 2013 que les fromages AOC ne sont pas mieux valorisés que les autres qui bénéficient souvent de marques à forte notoriété. Cela est particulièrement vrai dans le secteur des pâtes pressées non cuites : l'AOC Ossau Iraty est vendue 16,78 €/kg quand l'ensemble des fromages à pâtes pressées non cuites est vendu 16,82 €/kg en moyenne.

› Prévisions 2014

Compte tenu de la hausse de la consommation des fromages pyrénéens et de diversification, on peut s'attendre à une nouvelle augmentation de la collecte et des fabrications dans la zone Pyrénées-Atlantiques/Hors-bassins pour la campagne 2013/2014. A l'inverse l'érosion constante du marché du Roquefort devrait entraîner une nouvelle baisse de la collecte et des fabrications lors de la campagne 2013/2014.

Enfin, en fin de campagne dernière, la Corse a été touchée par une épidémie de fièvre catarrhale ovine impactant son cheptel et donc ses niveaux de production pour la prochaine campagne.

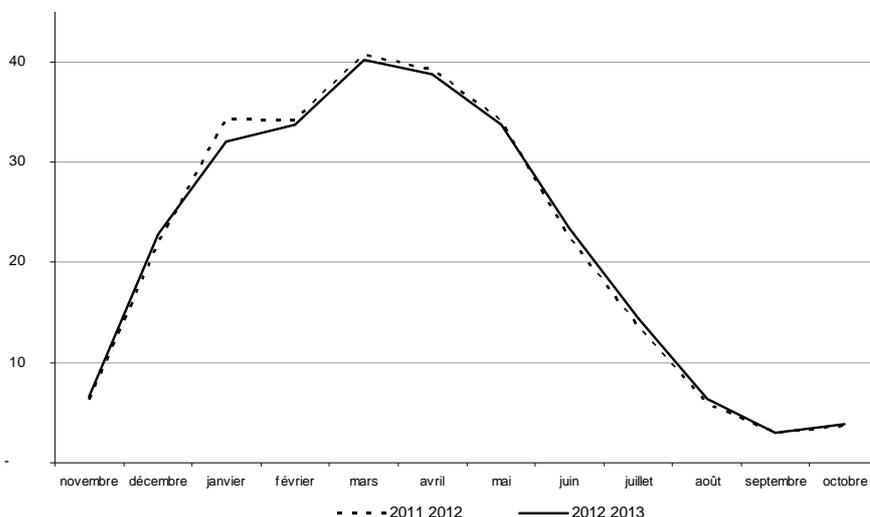
Collecte nationale de lait de brebis, par campagne

1000 l	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	% 12/13 – 11/12
novembre	3 960	4 993	5 246	6 266	6 613	+ 5,5%
décembre	16 811	19 813	20 948	21 885	22 816	+ 4,3%
janvier	30 757	33 852	35 886	34 290	32 015	- 6,6%
février	32 416	34 496	36 413	34 248	33 692	- 1,6%
mars	39 233	40 399	42 003	40 723	40 196	- 1,3%
avril	37 069	40 732	40 508	39 221	38 760	- 1,2%
mai	32 894	34 063	33 235	34 126	33 697	- 1,3%
juin	21 863	22 617	22 137	22 478	23 346	+ 3,9%
juillet	13 080	12 938	12 381	13 572	14 347	+ 5,7%
août	4 448	4 318	3 745	5 833	6 335	+ 8,6%
septembre	2 362	2 345	2 626	2 966	2 983	+ 0,6%
octobre	2 875	2 989	3 133	3 722	3 790	+ 1,8%
TOTAL	237 767	253 555	258 260	259 330	258 589	- 0,3%

Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Collecte mensuelle de lait de brebis, total France

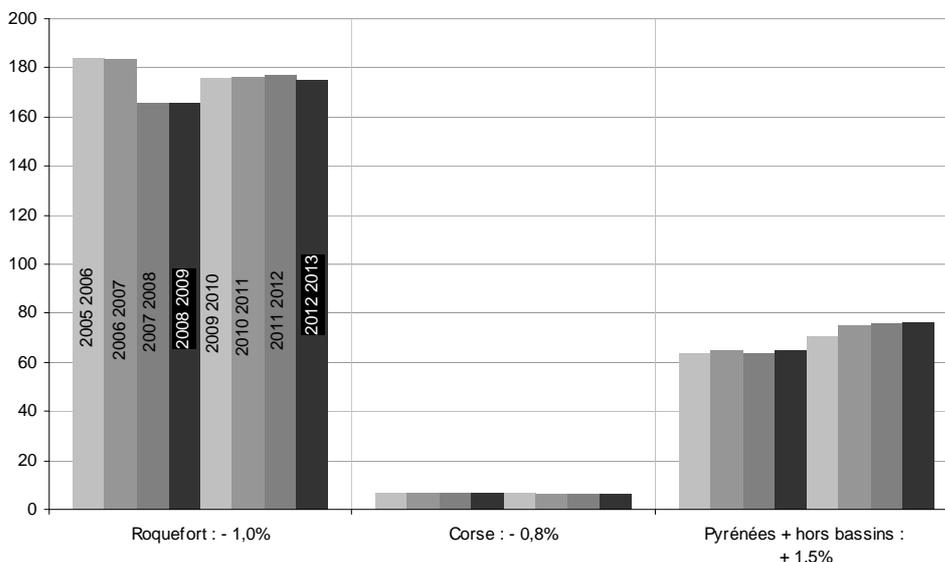
Volume collecté (millions de l.)



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Collecte de lait de brebis par bassin de production et par campagne (novembre à octobre)

Volume collecté (millions de l.)



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

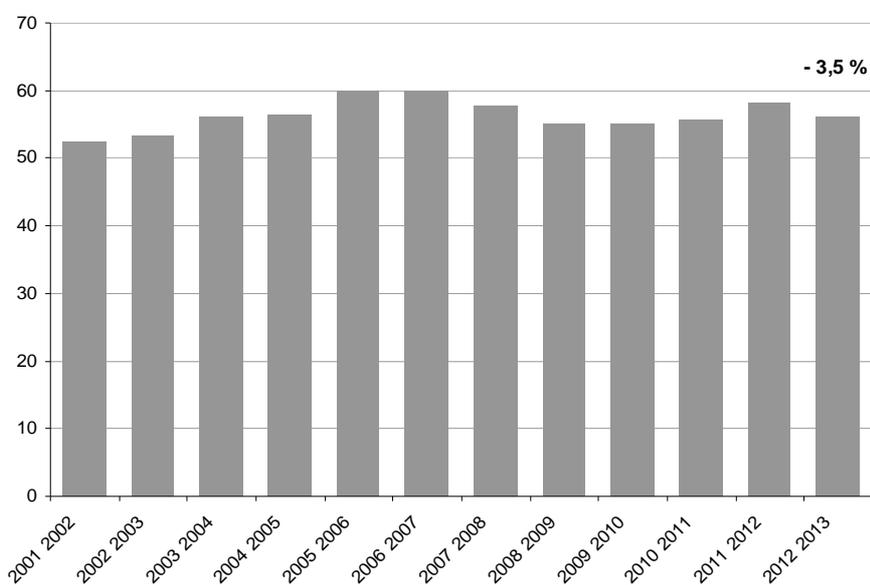
Fabrications mensuelles de fromages au lait de brebis

Tonnes	2008/09	2009/10	2010/11	2011/12	2012/13	% 12/13 – 11/12
novembre	662	636	805	997	991	- 0,6%
décembre	3 074	3 098	4 125	4 631	4 276	- 7,7%
janvier	6 817	6 998	7 279	7 543	7 138	- 5,4%
février	7 352	7 325	7 607	7 855	7 751	- 1,3%
mars	8 672	8 839	8 878	9 119	8 971	- 1,6%
avril	8 971	8 966	8 719	8 814	9 076	+ 3,0%
mai	8 710	8 073	8 183	8 602	8 498	- 1,2%
juin	5 532	6 295	5 772	6 012	5 484	- 8,8%
juillet	3 411	3 119	2 675	2 490	2 104	- 15,5%
août	779	702	519	872	679	- 22,1%
septembre	618	481	432	553	520	- 6,1%
octobre	538	521	506	669	653	- 2,4%
TOTAL	55 135	55 054	55 498	58 159	56 142	- 3,5%

Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Fabrications de fromages au lait de brebis, par campagne

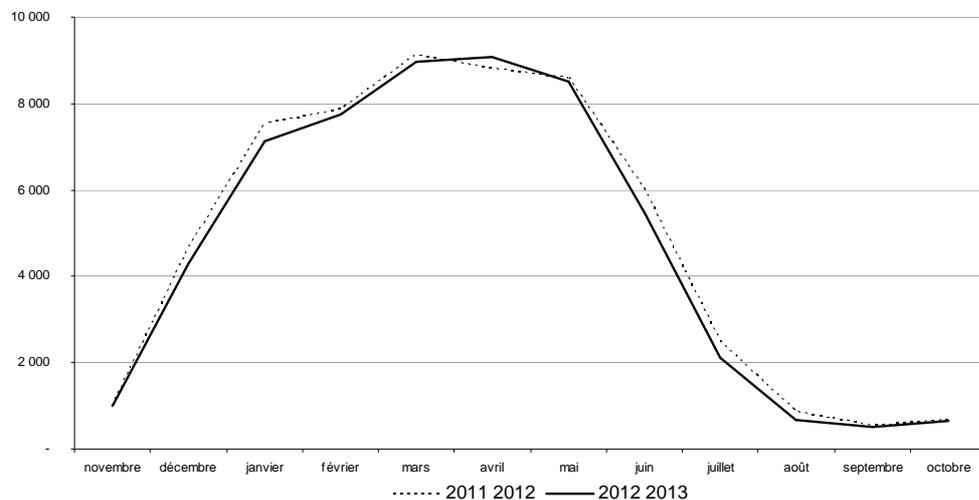
Fabrications (1.000 t)



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

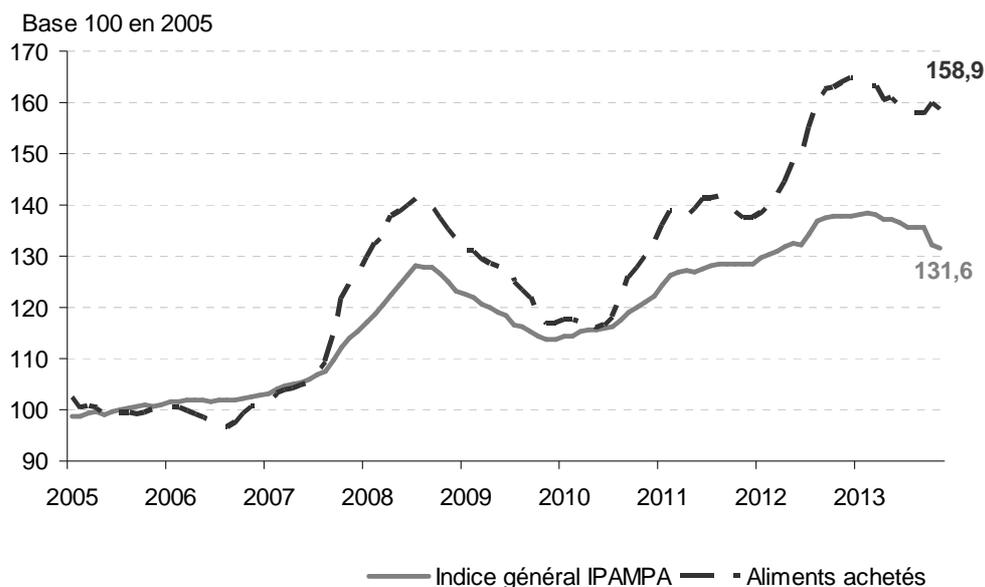
Fabrications mensuelles de fromages de brebis, total France

Production (en tonnes)



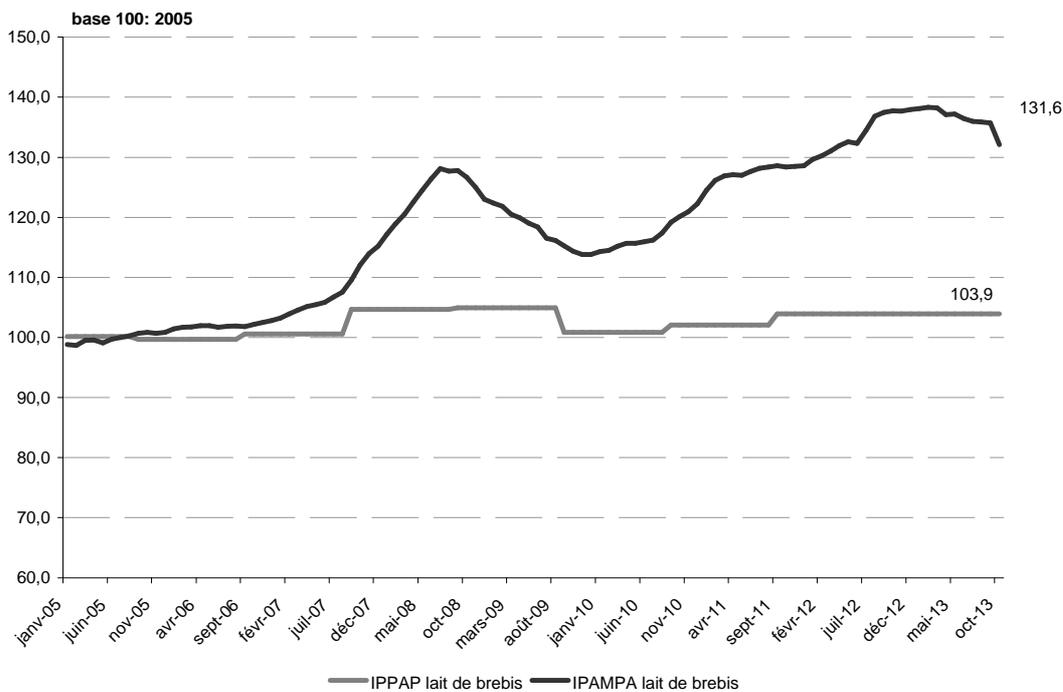
Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Évolution des coûts de production, Ipampa



Source : FranceAgriMer d'après l'Institut de l'Élevage et l'Insee

Évolution comparée du prix du lait et des coûts de production



Source : FranceAgriMer d'après l'Institut de l'Élevage et l'Insee

Le marché du lait de brebis dans l'Union européenne

› Hausse du cheptel de brebis et agnelles laitières en 2012

En 2012, le cheptel ovin lait de l'Union européenne a augmenté de 2,6 % pour atteindre environ 26 millions de têtes.

Parmi les pays qui ont vu leur cheptel augmenter on retrouve l'Espagne (+ 9 %) qui avait fortement décapitalisé en 2011 dans un contexte de crise économique et de hausse du coût de l'alimentation. La Roumanie, qui détient le premier cheptel européen de brebis laitières, a également vu son cheptel progresser de 4 %. A l'inverse, en Grèce et en Italie, le troupeau d'ovins lait qui avait augmenté en 2011 est en recul en 2012.

› Baisse de la collecte en 2012

En conséquence de la décapitalisation de 2011, la collecte de lait de brebis dans l'Union européenne a diminué de 2,4 % en 2012.

Les principaux pays touchés par cette baisse sont l'Italie (- 3 %), la Grèce (- 4 %), l'Espagne (-1 %). Ces pays doivent notamment faire face à la baisse de la consommation nationale.

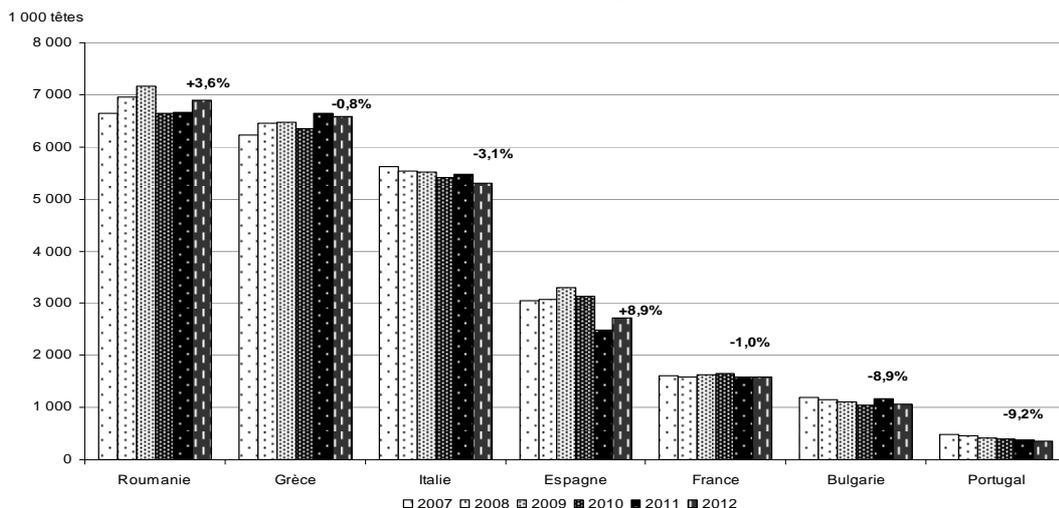
A l'inverse, les collectes bulgares et roumaines ont fortement augmenté. Dans ces deux pays, une part importante de la production de lait de brebis n'est pas collectée mais transformée dans les exploitations laitières. La filière est en restructuration et de plus en plus d'exploitations commerciales approvisionnent les marchés intérieurs et les marchés à l'exportation.

› La baisse des disponibilités fait augmenter le prix du lait en 2013

Le prix du lait de brebis dans la province espagnole Castilla la Mancha a augmenté en 2013. Le lait de brebis sous appellation contrôlée a atteint 1165,5 €/1000 litres, à MSU 128,6 g/l, et 977,2 €/1000 litres pour le lait de brebis hors appellation contrôlée.

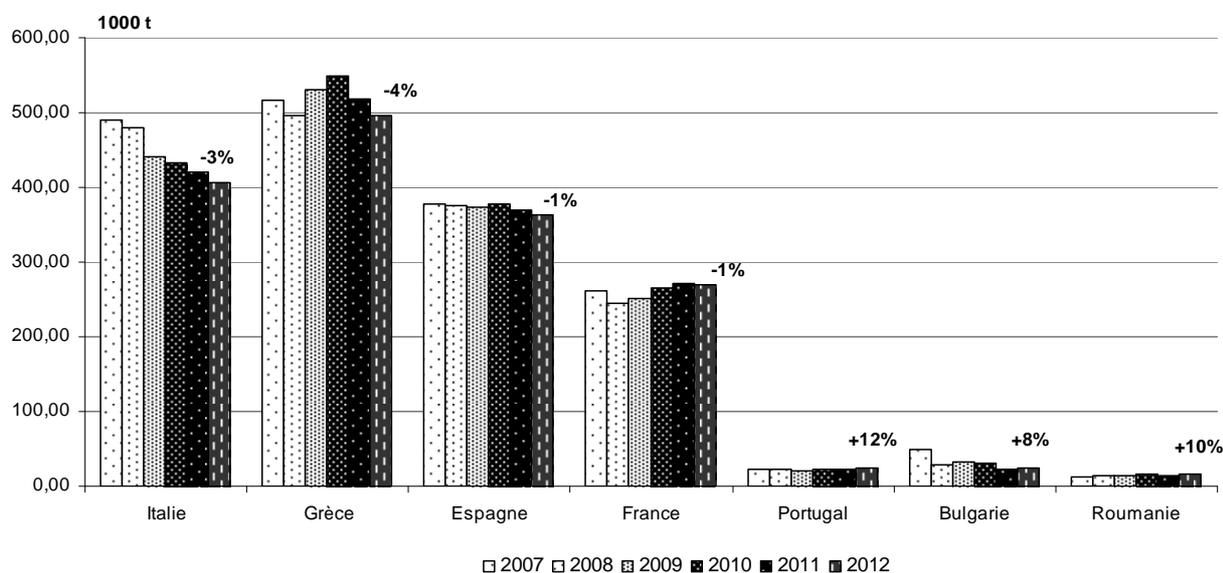
Cette hausse des prix en Europe est liée à la baisse des niveaux de production dans les gros pays producteurs du sud de l'Europe.

Evolution des cheptels européens de brebis et agnelles laitières saillies : enquête de décembre



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

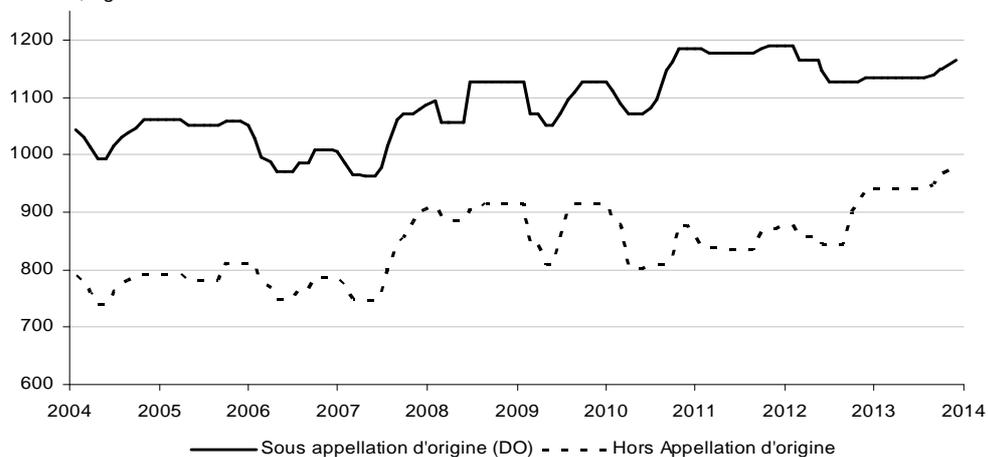
Collecte de lait de brebis au sein des principaux producteurs européens



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Evolution du prix du lait de brebis en Espagne : Cotation de Castilla la Mancha

€/ 1000 l. à la MSU
de 128,6 g/l.



Source : FranceAgriMer d'après Lonja Agropecuaria para la Mancha

Le marché du lait de chèvre en France

› La décapitalisation du cheptel caprin français continue en 2012

En 2012, le cheptel français de chèvres et chevrettes a poursuivi son recul amorcé en 2011 : - 4,8 % par rapport en 2011 (- 8,6 % par rapport à 2010). En décembre 2012, 1,196 million de femelles saillies étaient comptabilisées. Dans un contexte de crise de l'offre, cette diminution résulte de la dégradation des conditions économiques de production de lait de chèvre.

› Le retour à l'équilibre physique en 2012 n'enraye pas la baisse de la production en 2013

La constitution de surstocks importants de produits de report a incité en 2012 les entreprises à réduire fortement les disponibilités à travers une maîtrise de la collecte et des importations. Malgré le retour à l'équilibre physique dès août 2012, la collecte a continué son recul en 2013 entraînant une augmentation des importations.

Ainsi la collecte de lait de chèvre a diminué sur les onze premiers mois de la campagne de 6,3 % en 2013, après un recul de 8 % en 2012. Cependant, la baisse en 2013 semble s'être atténuée au cours des mois et même s'être arrêtée depuis octobre. De janvier à novembre 2013, 431 millions de litres ont alors été collectés. L'ensemble des régions françaises sont touchées. La région Sud-ouest (Midi-Pyrénées et Aquitaine) a connu une diminution de 10 % de sa collecte sur les 11 premiers mois de la campagne, la région Centre de 9 %. La région Centre-ouest (Poitou-Charentes, Pays-de-la-Loire) paraît avoir mieux résisté avec une réduction de la collecte de 5,5 %. La maîtrise des volumes, couplée à des coûts de production élevés et à des prix peu soutenus, a fragilisé les exploitations caprines et a entraîné l'arrêt de nombreux élevages.

Depuis juin 2012, les importations de produits intermédiaires (lait liquide, lait concentré, caillé), essentiellement d'Espagne ou des Pays-Bas, renouent avec la hausse. Sur les onze premiers mois de 2013, elles ont augmenté de 20 % pour atteindre 56 millions d'équivalents litres de lait. Plus précisément ce sont les importations de caillé et de lait liquide en vrac qui progressent (respectivement + 19 % et + 59 %) alors que les importations de lait concentré reculent de 16 %. En cumul sur les 11 premiers mois de 2013, les importations représentent 11,5 % du lait transformé (contre 9,2 % sur la même période en 2012).

Au total, les disponibilités ont diminué de 4 % de janvier à novembre 2013. L'industrie laitière caprine a ainsi disposé d'un volume de 486 millions d'équivalents litres de lait sur cette période. En 2012, les disponibilités avaient déjà connu un recul de 7,2 %.

› Un effet ciseaux entre les prix et coûts, toujours présent en début d'année ; mais une situation qui s'améliore au second semestre

Les coûts de la production se sont stabilisés en 2013 mais restent à des niveaux jamais égalés. L'indice Ipampa (Indice des prix d'achats des moyens de production agricole) lait de chèvre a baissé de 4 points en un an et s'élève en novembre 2013 à 137,6 (indice 100 en 2005). Cette diminution est le résultat de la baisse des prix des matières premières : l'indice des aliments achetés est passé de 163 à 154,5 entre novembre 2012 et 2013.

Sous l'impulsion des recommandations du Médiateur, les différents prix de la filière lait de chèvre ont connu une revalorisation en 2013. Selon l'Institut de l'élevage, le prix moyen du lait payé au producteur a progressé de 73 € (+ 11,9 %) entre novembre 2012 et novembre 2013 pour atteindre 688 €/1 000 litres ; le prix de base se situe en novembre 2013 à 632 €/1 000 litres (+ 13,8 %). L'IPVI (indice des prix de vente industriel – base 100 en 2010) fromage de chèvre a progressé plus rapidement que l'IPVI tout fromage (respectivement + 8 points et + 4 points) mais il lui reste inférieur (respectivement 104,1 contre 106,8).

› **Les niveaux des stocks des produits de report restent extrêmement bas**

Bien qu'elles aient diminué de 14,8 %, les fabrications de produits de report de janvier à novembre 2013 sont restées supérieures à celles d'avant la crise de 2010 : 126 millions d'équivalents litres de lait de produits de report ont été fabriqués contre 12 millions d'équivalents litres de lait en 2009.

Les utilisations des produits de report se sont élevées à 173 millions d'équivalents litres de lait depuis janvier 2013. Bien qu'en diminution (- 9,6 % par rapport à 2012), elles restent supérieures aux fabrications, expliquant le bas niveau des stocks.

Les stocks des produits de report sont restés à des niveaux faibles tout au long de l'année 2013 atteignant leur plus bas niveau depuis plus de 10 ans. En novembre 2013, ils s'élèvent à 27 millions d'équivalents litres de lait soit - 38 % par rapport à novembre 2012. En 2012, la maîtrise des approvisionnements avait permis la résorption des surstocks. Mais avec la baisse des disponibilités, le recul des stocks s'est poursuivi en 2013 pour aboutir à une situation de « sous-stocks » qui impacte les fabrications.

› **Des fabrications de fromages qui subissent la baisse des disponibilités**

Les fabrications de fromages hors produits de report ont diminué de 2,7 %, par rapport à 2012, sur les onze premiers mois de la campagne. 84 680 tonnes de fromages ont ainsi été fabriqués. Ce sont les fabrications des fromages à la pièce qui connaissent le plus fort recul (- 4,1 %) ; celles des fromages frais stagnent alors que celles des fromages à la coupe progressent de 2,6 %. La moindre disponibilité de lait a incité les industriels à se positionner sur les fabrications les mieux valorisées. Les fabrications de buches (fromages affinés à la pièce qui représentent environ 50% de la fabrication) reculent de 4,5 %.

En 2012, la production fermière a été estimée à 18 000 tonnes en France, soit l'équivalent de 130 millions de litres de lait d'après l'Institut de l'élevage.

› **Une consommation des ménages stagnante**

D'après le panel consommateur Kantar Worldpanel, la consommation des ménages de fromages de chèvre a connu une légère érosion en 2013 : en cumul du 31 décembre 2012 au 1 décembre 2013, les achats ont baissé de 0,7 % par rapport à la même période en 2012. Le prix moyen des fromages de chèvre a augmenté de 1,4 % en cumul annuel pour atteindre 11,49 €/kg début décembre.

› **Une stabilisation de la situation de la filière lait de chèvre en 2014**

Bien que les perspectives de prix et de coûts soient plus favorables, la collecte de lait de chèvre devrait simplement se stabiliser en 2014, entraînant une hausse des importations des produits intermédiaires si les fabrications reprennent. En parallèle, le cheptel caprin français devrait commencer à être reconstitué, d'autant plus que les cours des céréales sont à la baisse. De fait de disponibilités limitées, les fabrications de fromages de chèvre mais surtout de produits de report pourraient connaître une légère baisse en 2014, les stocks des produits de report restant à des niveaux faibles. Ces tensions sur le marché du lait de chèvre devraient pousser les prix à la production et au niveau industriel à la hausse.

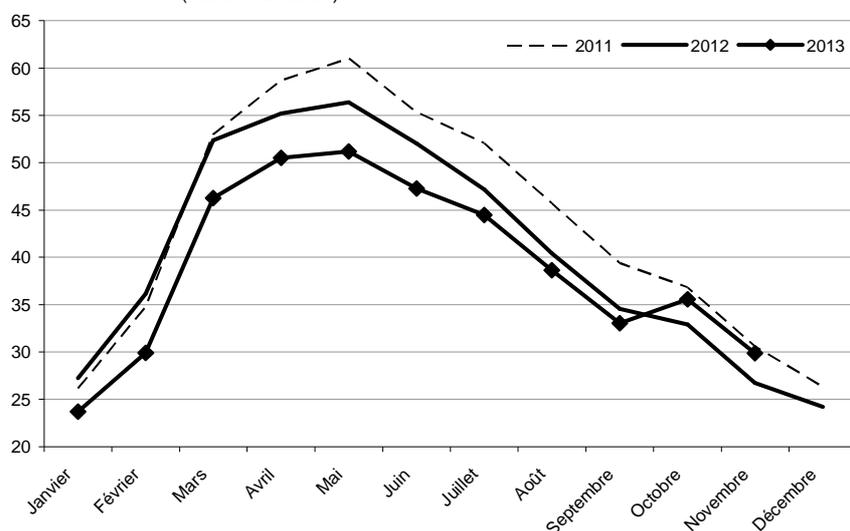
Collecte française de lait de chèvre

1.000 l.	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Janvier	22 876	24 849	26 149	27 244	23 708	-13,0%
Février	31 450	33 832	34 783	36 153	29 908	-17,3%
Mars	48 984	52 244	52 994	52 348	46 279	-11,6%
Avril	52 512	56 398	58 671	55 185	50 522	-8,4%
Mai	54 910	58 738	61 017	56 382	51 182	-9,2%
Juin	52 094	55 210	55 322	52 040	47 275	-9,2%
Juillet	48 278	51 726	52 063	47 169	44 482	-5,7%
Août	42 753	45 867	45 675	40 412	38 646	-4,4%
Septembre	36 528	38 532	39 389	34 559	33 045	-4,4%
Octobre	34 615	36 244	36 831	32 908	35 573	8,1%
Novembre	28 559	30 103	30 575	26 726	29 894	11,9%
Décembre	24 745	24 509	26 321	24 210	24 247	0,2%
TOTAL	478 305	508 251	519 790	485 336	454 760	-6,3%

*estimation pour le mois de décembre sur la base du sondage hebdomadaire
Source : Enquête Mensuelle Laitière FranceAgriMer / SSP

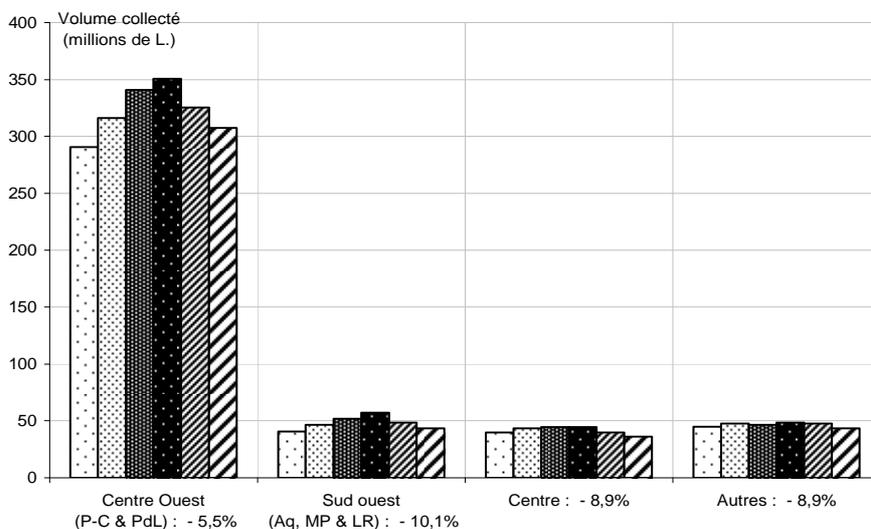
Collecte mensuelle de lait de chèvre, total France

Volumes collectés (millions de litres)



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Collecte régionale du lait de chèvre de 2008 à 2013 : période de janvier à novembre



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Importations françaises des produits intermédiaires

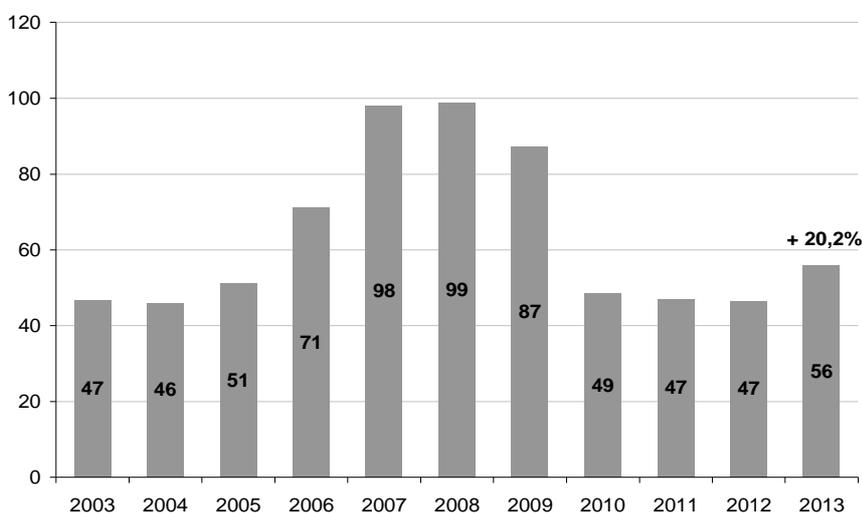
millions d'EQL	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Janvier	8,5	4,2	4,8	3,8	4,3	12,5%
Février	9,6	5,8	5,6	3,6	4,4	22,3%
Mars	9,9	4,7	4,1	3,6	5,2	44,9%
Avril	9,1	4,8	4,2	3,9	5,2	33,3%
Mai	8,6	4,6	4,7	4,5	5,8	28,3%
Juin	9,1	4,6	4,3	4,7	5,9	25,4%
Juillet	8,9	4,3	4,2	4,8	3,0	-37,7%
Août	7,7	4,2	4,4	4,4	4,8	10,2%
Septembre	5,5	4,0	3,8	4,0	5,1	27,4%
Octobre	5,4	3,8	3,4	4,6	7,4	61,7%
Novembre	5,1	3,5	3,6	4,7	4,9	3,4%
Décembre	4,8	4,4	3,3	4,4	5,0	14,3%
TOTAL	92	53	50	51	61	19,7%

*estimation pour le mois de décembre

Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Importations de produits intermédiaires : période de janvier à novembre

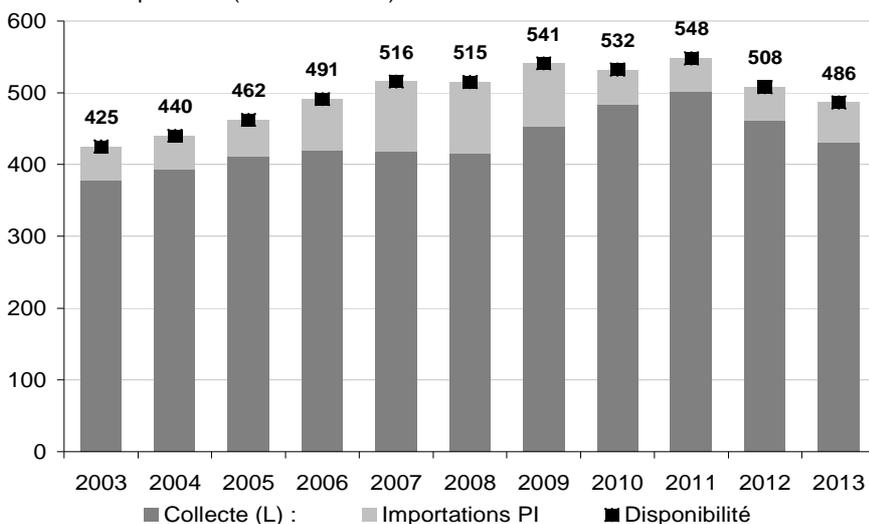
Volumes importés Millions d'Eql



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Disponibilités en lait de chèvre en France : période de janvier à novembre

Volumes disponibles (millions d'EQL)



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

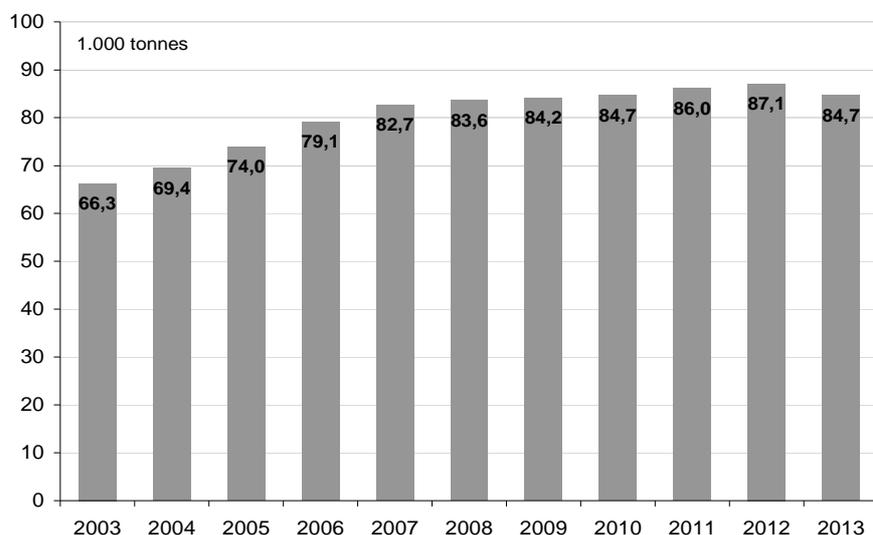
Fabrications françaises au lait de chèvre

tonne	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Janvier	7 094	6 839	7 024	7 269	7 155	-1,6%
Février	6 820	7 020	7 208	7 259	6 683	-7,9%
Mars	7 717	8 170	8 502	7 776	8 056	3,6%
Avril	7 665	7 642	7 819	7 853	7 943	1,1%
Mai	7 770	7 928	8 385	8 152	8 210	0,7%
Juin	7 775	7 980	7 983	7 911	7 851	-0,8%
Juillet	8 052	7 922	7 696	8 050	8 060	0,1%
Août	7 849	8 051	8 297	8 359	8 276	-1,0%
Septembre	7 895	7 793	7 598	8 131	7 127	-12,3%
Octobre	7 756	7 379	7 596	8 346	7 786	-6,7%
Novembre	7 764	7 983	7 941	8 001	7 535	-5,8%
Décembre	7 733	7 706	7 413	7 648	7 190	-6,0%
TOTAL	91 890	92 412	93 461	94 755	91 871	-3,0%

*estimation pour le mois de décembre

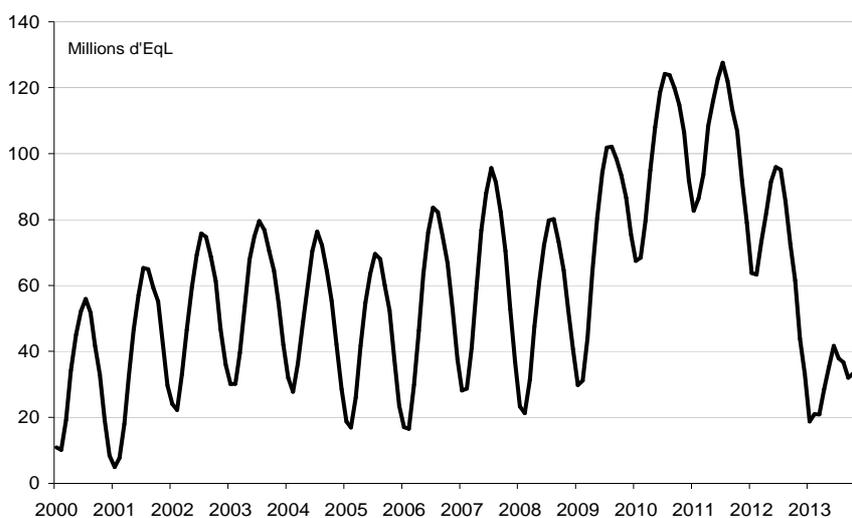
Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Fabrication nationale au lait de chèvre : période de janvier à novembre



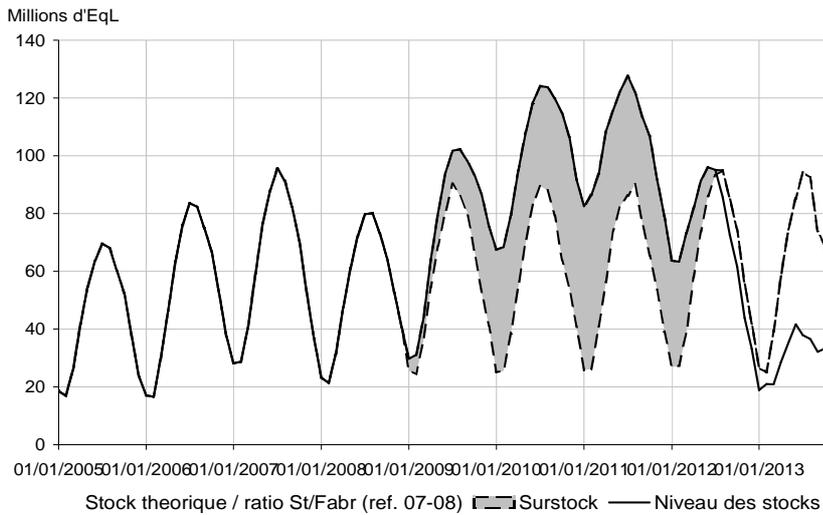
Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Évolution des stocks de produits de report caprin



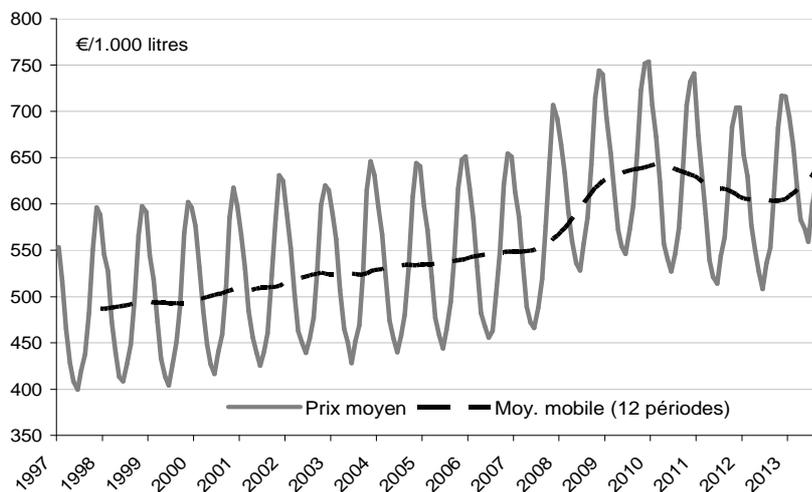
Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Niveau des surstocks de produits de report



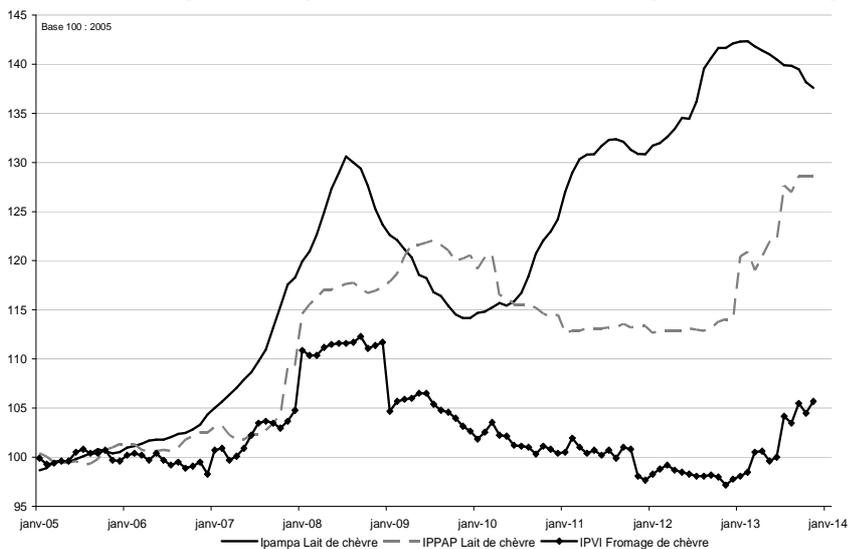
Source : Estimation d'après enquête mensuelle laitière FranceAgriMer/SSP

Évolution du prix moyen du lait de chèvre en France



Source : FranceAgriMer d'après l'Institut de l'Élevage

Évolution comparée du prix du lait et des coûts de production depuis 2005



Source : FranceAgriMer d'après l'Institut de l'Élevage et Insee

Le marché du lait de chèvre dans l'Union européenne

› 2012 : un recul général de la filière lait de chèvre en Europe

Selon Eurostat, le cheptel européen caprin a connu en 2012 une deuxième année de baisse. Avec une réduction estimée à - 4 %, il s'est élevé à 12,3 millions de têtes en décembre 2012.

En conséquence, la production de lait de chèvre en Union européenne (UE-27) continue de reculer et connaît une baisse plus importante en 2012 qu'en 2011 : - 2,8 % contre - 1 %. La production des huit principaux pays producteurs de lait de chèvre (France, Espagne, Grèce, Roumanie, Pays-Bas, Bulgarie, Italie, Portugal) s'est élevée à 2 millions de tonnes en 2012 (contre 2,1 millions de tonnes en 2011).

Malgré la baisse de la production, la fabrication de fromage pur lait de chèvre a continué sa progression en 2012 (+ 5,8 %) et s'est élevée à environ 15 millions de tonnes, selon Eurostat.

La majorité des pays européens sont concernés par cette baisse à l'exception des Pays-Bas et de la Roumanie qui ont connu un développement de leur filière caprine en 2012.

› Une reprise de la filière lait de chèvre aux Pays-Bas ; un dynamisme confirmé en Roumanie

Après des problèmes sanitaires en 2010, la production des Pays-Bas continue sa reprise amorcée en 2011. Le cheptel de chèvres a progressé de 7,5 % et la production de lait de 11,5 %.

Soutenu par une demande dynamique des laiteries, le prix moyen du lait de chèvre néerlandais a progressé de manière continue en 2013 pour atteindre 620 €/1 000 litres en novembre 2013, soit + 17 % par rapport à novembre 2012. Ainsi, depuis novembre 2010, le prix moyen a progressé de 36 % et se rapproche du niveau des prix français.

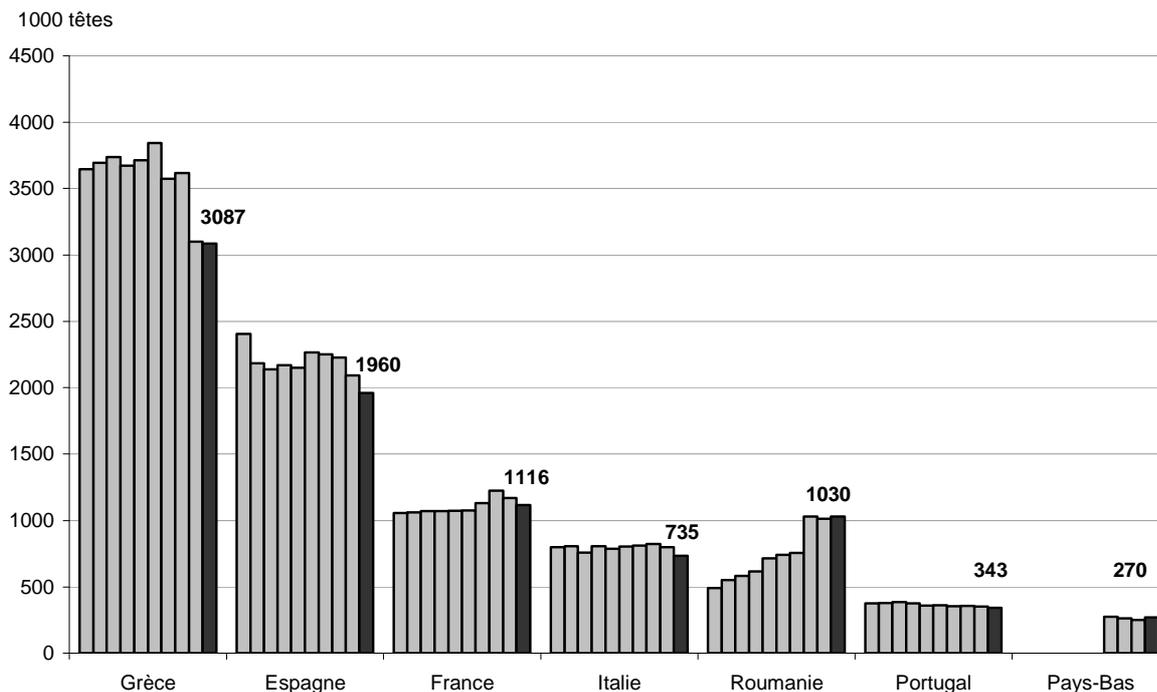
En Roumanie, le dynamisme, constaté depuis le début des années 2000, n'a pas faibli en 2012. Selon Eurostat, la hausse du cheptel de chèvres s'est élevée à 2 %, celle de la production à 8,3 %. Bien que les livraisons aux laiteries progressent, plus de 95% de la production restent encore transformées à la ferme.

› Une filière espagnole en difficulté

La filière caprine espagnole a subi en 2012 les effets de la crise économique et de la baisse des importations françaises. Ainsi, pour la deuxième année consécutive, le cheptel espagnol de femelles caprines a reculé de 6,2 % en 2012 (- 7,4 % en 2011). La production a diminué de 3,5 % en 2012, entraînant une situation de pénurie de lait de chèvre et poussant les prix du lait de chèvre à la hausse.

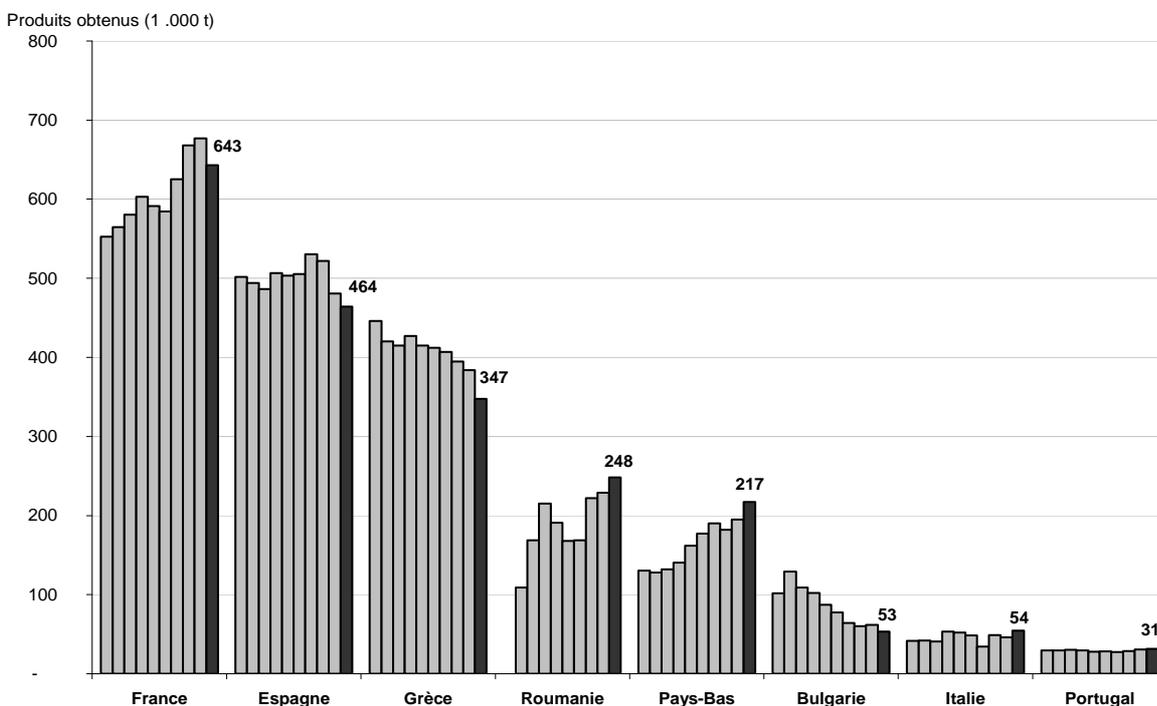
Les prix espagnols du lait de chèvre ont ainsi continué leur progression en 2013. Par exemple, après une hausse de 33 % en 2012, la cotation du lait de chèvre en Andalousie (Cotation Malaga) a augmenté de 12 % en 2013 pour atteindre 67 €/100 litres en décembre 2013.

Cheptel des femelles caprines (total chèvres saillies et chèvres ayant déjà mis bas) dans les principaux pays européens de 2003 à 2012



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

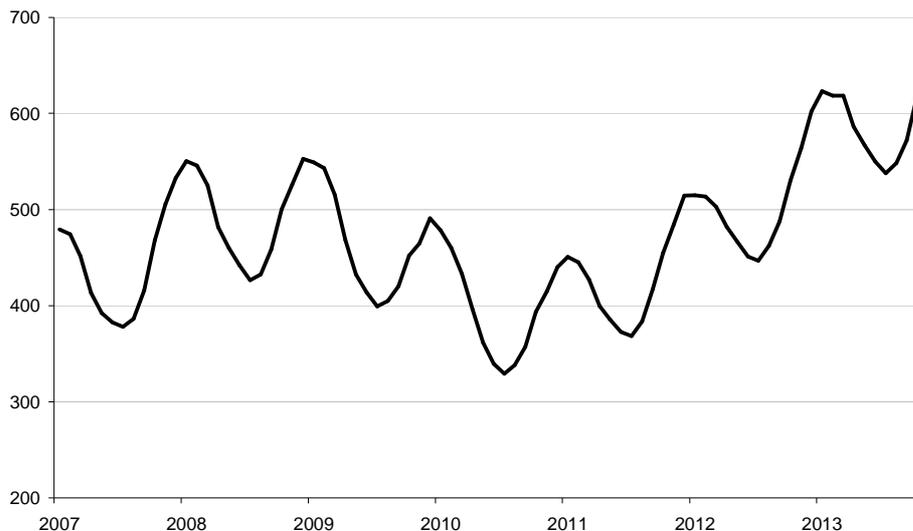
Production de lait de chèvre parmi les principaux producteurs européens de 2003 à 2012



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Prix moyen du lait de chèvre aux Pays-Bas depuis 2007

€/1.000 litres



Source : FranceAgriMer d'après Productschap Zuivel

Prix du lait de chèvre en Andalousie (Cotation hebdomadaire Malaga) depuis 2007

€/ 100 litres



Source : FranceAgriMer d'après Junta de Andalucia

annexes



Tableau 1 : Production indigène brute¹

1000 tec

	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Equidés	Volailles	TOTAL
1970	1 235	389	117	1 304	45	637	3 727
1971	1 304	393	130	1 417	37	652	3 933
1972	1 200	360	130	1 461	28	716	3 895
1973	1 197	349	128	1 449	23	809	3 955
1974	1 519	368	133	1 453	23	820	4 316
1975	1 502	366	134	1 461	21	823	4 307
1976	1 535	385	150	1 478	21	865	4 434
1977	1 371	379	148	1 491	21	903	4 313
1978	1 379	383	150	1 522	19	963	4 416
1979	1 547	410	162	1 579	19	1 036	4 753
1980	1 560	405	180	1 570	19	1 125	4 859
1981	1 614	370	183	1 600	17	1 238	5 022
1982	1 504	389	195	1 571	17	1 333	5 009
1983	1 540	397	186	1 564	15	1 284	4 986
1984	1 704	418	185	1 576	14	1 250	5 147
1985	1 652	387	187	1 571	15	1 265	5 077
1986	1 675	394	179	1 591	14	1 325	5 178
1987	1 741	389	180	1 646	14	1 408	5 378
1988	1 652	351	175	1 779	15	1 448	5 420
1989	1 530	312	175	1 689	13	1 538	6 946
1990	1 599	313	177	1 727	10	1 665	7 218
1991	1 714	312	170	1 773	10	1 781	5 760
1992	1 763	316	156	1 859	10	1 840	5 944
1993	1 908		155	2 017	9	1 891	5 980
1994	1 821		147	2 116	8	2 004	6 096
1995	1 896		147	2 140	9	2 098	6 290
1996	1 982		152	2 149	10	2 230	6 523
1997	1 986		149	2 228	10	2 275	6 648
1998	1 883		145	2 333	10	2 301	6 672
1999	1 798		140	2 349	9	2 213	6 509
2000	1 764		137	2 311	12	2 233	6 457
2001	1 781		139	2 318	13	2 258	6 509
2002	1 897		137	2 360	11	2 129	6 534
2003	1 889		138	2 375	9	2 034	6 445
2004	1 818		133	2 330	8	1 980	6 269
2005	1 772		134	2 306	8	1 975	6 195
2006	1 731		132	2 290	7	1 785	5 946
2007	1 740		130	2 334	7	1 868	6 079
2008	1 700		119	2 318	5	1 857	5 999
2009	1 706		110	2 292	6	1 783	5 897
2010	1 773		111	2 315	6	1 818	6 024
2011	1 850		115	2 296	7	1 865	6 133
2012	1 728		110	2 249	7	1 825	5 919
2013*	1 649		106	2 217	8	1 837	5 816
% 13*/12	-4,6		-4,3	-1,4	8,5	0,7	-1,7

⁽¹⁾ Production indigène brute (P.I.B.) = abattages contrôlés redressés + solde du commerce extérieur de tous les animaux vivants

* Estimations

** Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 2 : Consommation indigène brute²

1000 tec

	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Equidés	Volailles	TOTAL
1970	1 133	387	151	1 551	90	616	3 928
1971	1 140	377	163	1 638	86	616	4 020
1972	1 137	337	173	1 646	86	682	4 061
1973	1 160	319	180	1 622	86	749	4 116
1974	1 200	343	182	1 664	84	748	4 221
1975	1 224	338	192	1 705	88	755	4 302
1976	1 300	350	198	1 718	94	775	4 435
1977	1 301	362	202	1 750	97	801	4 513
1978	1 340	375	205	1 832	97	844	4 693
1979	1 380	384	212	1 864	98	865	4 803
1980	1 408	359	225	1 904	92	860	4 848
1981	1 364	350	232	1 930	84	884	4 844
1982	1 339	358	241	1 916	78	901	4 833
1983	1 356	360	244	1 950	74	942	4 926
1984	1 388	373	248	1 972	71	934	4 986
1985	1 395	357	255	1 949	64	963	4 983
1986	1 397	362	265	1 979	55	1 019	5 077
1987	1 396	361	280	2 032	58	1 031	5 158
1988	1 369	326	287	2 106	60	1 087	5 235
1989	1 401	305	300	2 008	61	1 183	5 258
1990	1 371	314	313	2 010	58	1 244	5 310
1991	1 391	317	321	2 023	53	1 246	5 351
1992	1 390	314	321	2 057	48	1 231	5 361
1993	1 644		317	2 076	42	1 222	5 301
1994	1 582		312	2 089	35	1 287	5 305
1995	1 625		309	2 083	34	1 315	5 366
1996	1 539		309	2 097	39	1 473	5 457
1997	1 568		298	2 071	37	1 457	5 431
1998	1 615		296	2 238	34	1 453	5 642
1999	1 593		299	2 222	31	1 443	5 588
2000	1 561		306	2 191	33	1 491	5 582
2001	1 532		258	2 222	36	1 556	5 604
2002	1 698		273	2 231	30	1 486	5 718
2003	1 672		264	2 232	27	1 452	5 647
2004	1 665		263	2 176	25	1 468	5 597
2005	1 670		262	2 160	24	1 497	5 613
2006	1 643		261	2 191	23	1 458	5 576
2007	1 669		251	2 207	22	1 524	5 672
2008	1 644		243	2 177	21	1 571	5 656
2009	1 643		233	2 163	20	1 540	5 599
2010	1 681		233	2 163	20	1 616	5 656
2011	1 657		214	2 115	18	1 638	5 642
2012	1 625		209	2 116	17	1 645	5 612
2013*	1 584		201	2 099	16	1 634	5 534
% 13*/12	-2,6		-3,5	-0,8	-2,5	-0,7	-1,4

A partir de 1995, les consommations sont avec DOM inclus

⁽²⁾ Consommation indigène brute (C.I.B.) = abattages contrôlés redressés - solde du commerce extérieur de viandes + variation de stock de viandes entre le premier et le dernier jour de l'année considérée

* Estimations

** Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 3 : Consommation annuelle moyenne par habitant

kg.ec/hab

	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Equidés	Volailles	TOTAL	Nb hab. (millions)
1970	22,4	7,6	3,0	30,7	1,8	12,1	77,6	50,5
1971	22,3	7,4	3,2	32,1	1,7	12,0	78,7	51,0
1972	22,0	6,5	3,3	32,0	1,7	13,2	78,7	51,5
1973	22,2	6,1	3,5	31,2	1,6	14,3	78,9	51,9
1974	23,0	6,6	3,5	31,8	1,6	14,3	80,8	52,3
1975	23,3	6,4	3,7	32,5	1,7	14,3	81,9	52,6
1976	24,5	6,6	3,8	32,5	1,8	14,7	83,9	52,8
1977	24,5	6,8	3,8	33,0	1,8	15,1	85,0	53,2
1978	25,2	7,0	3,8	34,4	1,8	15,8	88,0	53,4
1979	25,8	7,2	4,0	34,9	1,8	16,2	89,9	53,6
1980	26,1	6,7	4,1	35,5	1,7	16,0	90,1	53,9
1981	25,2	6,5	4,3	35,6	1,6	16,3	89,5	54,2
1982	24,6	6,6	4,4	35,2	1,4	16,5	88,7	54,5
1983	24,8	6,6	4,4	35,6	1,3	17,2	89,9	54,8
1984	25,3	6,8	4,5	35,9	1,3	17,0	90,8	55,0
1985	25,3	6,5	4,6	35,3	1,2	17,5	90,4	55,3
1986	25,2	6,5	4,8	35,7	1,0	18,4	91,6	55,6
1987	25,1	6,5	5,0	36,5	1,0	18,5	92,6	55,8
1988	24,5	5,8	5,1	37,7	1,1	19,4	93,6	56,1
1989	24,9	5,3	5,3	35,7	1,1	21,0	93,3	56,3
1990	24,3	5,5	5,5	35,4	1,0	22,0	93,7	56,6
1991	24,5	5,5	5,6	35,5	0,9	21,9	94,0	56,9
1992	24,3	5,4	5,6	35,9	0,8	21,5	93,6	57,2
1993	27,9		5,4	36,0	0,7	20,8	90,8	58,9
1994	26,8		5,3	36,1	0,6	21,8	90,5	59,1
1995	27,4		5,2	35,1	0,6	22,2	90,5	59,3
1996	25,9		5,2	35,2	0,7	24,7	91,7	59,5
1997	26,3		5,0	34,7	0,6	24,4	90,9	59,7
1998	26,9		4,9	37,4	0,6	24,2	94,1	59,9
1999	26,5		5,0	36,9	0,5	24,0	92,9	60,2
2000	25,8		5,1	36,2	0,5	24,6	92,2	60,5
2001	25,1		4,2	36,4	0,6	25,5	91,9	61,0
2002	27,6		4,4	36,3	0,5	24,2	93,1	61,4
2003	27,0		4,3	36,1	0,4	23,5	91,3	61,9
2004	26,7		4,2	34,9	0,4	23,6	89,8	62,3
2005	26,6		4,2	34,4	0,4	23,8	89,4	62,8
2006	26,0		4,1	34,7	0,4	23,1	88,2	63,2
2007	26,2		3,9	34,7	0,4	23,9	89,1	63,6
2008	25,7		3,8	34,0	0,3	24,5	88,4	64,0
2009	25,5		3,6	33,6	0,3	23,9	87,0	64,4
2010	26,0		3,4	32,8	0,3	25,0	87,4	64,7
2011	25,5		3,3	32,5	0,3	25,2	86,7	65,0
2012	24,9		3,2	32,4	0,3	25,2	85,9	65,3
2013*	24,1		3,1	32,0	0,2	24,9	84,3	65,6
%13*/12	-3,0		-4,0	-1,3	-2,9	-1,2	-1,8	0,5

A partir de 1995, les consommations sont avec DOM inclus

* Estimations

** Redressement des séries porcines de 1989 à 1994, ancienne présentation avec panne, rognons et diaphragme

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 4 : Taux d'auto-provisionnement
(PIB/CIB x 100)

	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs**	Equidés	Volailles	TOTAL
1970	109,0	100,5	77,5	84,1	50,0	103,4	94,9
1971	114,4	104,2	79,8	86,5	43,0	105,8	97,8
1972	105,5	106,8	75,1	88,8	32,6	105,0	95,9
1973	103,2	109,4	71,1	89,3	26,7	108,0	96,1
1974	126,6	107,3	73,1	87,3	27,4	109,6	102,3
1975	122,7	108,3	69,8	85,7	23,9	109,0	100,1
1976	118,1	110,0	75,8	86,0	22,3	111,6	100,0
1977	105,4	104,7	73,3	85,2	21,6	112,7	95,6
1978	102,9	102,1	73,2	83,1	19,6	114,1	94,1
1979	112,1	106,8	76,4	84,7	19,4	119,8	99,0
1980	108,0	110,4	79,8	82,4	20,1	130,8	100,2
1981	118,3	105,7	78,7	83,0	20,3	140,0	103,7
1982	112,3	108,4	80,6	82,0	21,6	147,9	103,6
1983	113,6	110,4	76,1	80,1	19,7	136,3	101,2
1984	122,8	112,3	74,5	80,1	20,3	133,8	103,2
1985	118,4	108,4	73,1	80,6	23,2	131,4	101,9
1986	119,9	108,8	67,7	80,4	25,9	130,0	102,0
1987	124,7	107,6	64,5	81,0	24,4	136,6	104,3
1988	120,7	107,7	61,0	84,5	24,1	133,2	103,5
1989	109,2	102,4	58,3	84,1	21,6	133,3	132,1
1990	116,6	99,7	56,5	85,9	17,2	133,8	135,9
1991	123,2	98,4	53,0	87,6	18,9	143,0	107,6
1992	126,8	100,6	48,6	90,4	20,8	149,5	110,9
1993	116,1		48,9	97,2	21,4	154,7	112,8
1994	115,1		47,1	101,3	22,9	155,8	114,9
1995	116,7		47,6	102,7	26,5	159,5	117,2
1996	128,8		49,2	102,5	25,6	151,4	119,5
1997	126,7		50,0	107,6	27,0	156,2	122,4
1998	116,6		48,8	104,0	29,4	158,3	118,2
1999	112,9		46,8	105,7	29,0	153,4	116,5
2000	113,0		44,8	105,5	35,7	149,8	115,7
2001	116,3		53,9	104,3	36,5	145,1	116,1
2002	111,8		50,2	105,8	37,7	143,2	114,3
2003	113,0		52,4	106,4	33,8	140,1	114,1
2004	109,2		50,6	107,1	33,3	134,9	112,0
2005	106,1		51,0	106,8	32,6	131,9	110,4
2006	105,4		50,6	104,5	32,3	122,4	106,6
2007	104,3		51,8	105,8	30,9	122,6	107,2
2008	103,4		48,9	106,5	26,1	118,2	106,1
2009	103,8		47,2	106,0	29,1	115,8	105,3
2010	105,5		50,7	109,2	32,6	112,5	106,5
2011	111,6		54,0	108,6	37,5	113,8	108,7
2012	106,3		52,9	106,3	42,4	110,9	105,5
2013*	104,1		52,5	105,6	47,1	112,4	105,1

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 5 : Indice des prix à la consommation

base 100 : moyenne 1998

	Indice général des prix	Viandes	Viandes de boeuf	Viandes de veau	Viandes d'ovin et de cheval	Viandes de porc et charcut.	Volailles	Lait, fromage et œufs	Lait et crème	Yaourts et desserts lactés	Fromages	Œufs	Beurre	Poissons et crustacés	Poissons et crustacés frais	Poissons et crustacés préparés, en cons. et surg.
1998	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1999	100,5	99,4	101,2	101,7	100,6	97,6	99,4	100,7	101,1	99,9	100,9	99,8	101,1	103,9	101,6	105,4
2000	102,2	102,3	103,1	104,0	103,5	101,3	102,5	103,0	103,1	102,0	103,5	102,1	104,7	106,9	107,1	106,8
2001	103,9	110,7	107,5	110,1	116,5	111,4	113,1	108,3	108,5	107,4	108,7	107,2	109,8	110,6	111,3	110,2
2002	105,9	112,4	109,0	112,0	121,7	112,7	114,8	110,9	111,4	109,6	111,4	109,8	111,7	113,7	114,7	113,3
2003	108,1	113,6	111,8	113,8	123,2	112,8	115,0	113,0	113,2	111,0	113,9	111,8	114,4	115,6	116,6	115,2
2004	110,4	116,1	116,3	118,8	126,6	113,3	119,3	113,4	113,9	110,4	114,5	112,2	114,4	115,5	118,8	113,8
2005	112,4	117,7	121,2	121,6	129,5	114,4	118,3	112,0	113,2	106,8	113,9	107,9	113,8	115,9	123,3	111,9
2006	114,3	120,2	126,2	128,0	133,2	115,4	119,5	111,9	113,6	106,6	114,0	105,7	113,5	119,0	129,2	113,7
2007	115,9	122,8	129,7	132,1	137,1	116,7	125,0	112,3	115,6	105,3	114,4	107,4	114,6	120,6	130,5	115,2
2008	119,2	128,2	134,6	139,6	143,1	119,7	138,6	123,3	130,6	113,0	124,4	122,2	126,5	124,6	130,9	120,7
2009	119,3	130,0	136,7	140,5	144,6	121,4	140,0	121,5	128,8	109,6	123,1	122,8	119,9	124,4	127,1	122,0
2010	121,1	130,5	138,0	141,5	146,5	121,1	140,6	119,8	126,4	107,2	121,8	122,4	119,3	125,8	133,2	121,5
2011	123,7	133,9	141,5	144,2	151,4	122,8	150,4	122,6	130,6	109,0	124,5	123,7	124,8	129,8	139,1	125,1
2012	126,1	138,0	148,0	148,9	156,5	126,0	154,3	124,1	132,9	110,7	125,4	128,0	125,8	132,7	140,2	129,0
2013	127,2	141,8	154,5	152,7	161,0	128,7	159,4	123,0	132,7	107,9	124,4	128,0	124,6	134,8	143,6	130,4
% 13/12	0,9	2,8	4,4	2,6	2,9	2,1	3,3	-0,9	-0,2	-2,5	-0,8	0,0	-1,0	1,6	2,4	1,1

Source : FranceAgriMer d'après Insee

Tableau 6 : Bilan dans le secteur bovin 1980-2013

	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Cheptel ⁽¹⁾ (1000 têtes)	23 570	21 377	20 216	18 949	18 930	18 904	19 125	19 366	19 842	19 599	19 129	19 052	-0,4
dont - vaches laitières	7 452	5 489	4 424	3 947	3 896	3 799	3 759	3 794	3 748	3 718	3 664	3 644	-0,6
- vaches nourrices	2 753	3 595	4 071	4 002	4 029	4 077	4 163	4 187	4 204	4 220	4 148	4 114	-0,8
Abattages redressés (1000 têtes)	7 852	6 672	5 476	5 337	5 172	5 083	5 064	5 023	5 121	5 216	4 941	4 735	-4,2
dont veaux	3 219	2 343	1 891	1 797	1 746	1 606	1 546	1 516	1 503	1 477	1 415	1 365	-3,5
Abattages redressés (1000 tec)	1 838	1 679	1 528	1 544	1 511	1 532	1 514	1 505	1 558	1 597	1 511	1 446	-4,3
dont veaux	307	277	241	244	239	219	212	207	207	203	196	190	-3,3
Production indigène brute (1000 tec)	1 965	1 912	1 764	1 772	1 731	1 740	1 700	1 706	1 773	1 850	1 728	1 649	-4,6
Achats publics (1000 tec)	106	65	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
stock fin d'année (1000 tec)	85	60	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
variation de stock (1000 tec)	16	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Consommation indigène brute (1000 tec)	1 775	1 685	1 561	1 670	1 643	1 669	1 644	1 643	1 681	1 657	1 625	1 584	-2,6
Exportations (1000 tec)	451	618	549	487	491	486	474	482	510	575	492	447	-9,1
- animaux vivants	141	191	256	243	237	220	196	211	225	260	225	206	-8,4
- viandes fraîches	158	241	225	207	213	226	231	235	248	276	233	211	-9,1
- viandes congelées	139	176	50	28	31	31	34	26	27	25	18	18	-1,3
- viandes transformées	13	10	18	9	10	8	12	9	10	14	16	12	-28,9
Importations (1000 tec)	277	432	347	384	402	415	418	419	418	382	390	383	-1,8
- animaux vivants	14	32	19	15	17	12	10	11	10	7	8	4	-53,0
- viandes fraîches	242	377	278	300	311	320	312	302	303	272	270	270	0,2
- viandes congelées	17	18	38	63	67	74	78	88	86	85	95	93	-2,3
- viandes transformées	4	5	12	6	8	9	18	19	19	18	18	16	-7,3
Solde commerce extérieur													
- 1000 tec	174	186	202	102	89	72	56	62	92	193	103	65	
- millions ⁽²⁾	2 873	4 490	1 001	887	902	722	681	772	813	1 073	836	547	

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente ; nouvelle série à partir de l'enquête de décembre 2009

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 7 : Prix* à la production dans le secteur bovin 1980-2013

	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	%13/12
Veaux de 8 jours à 3 semaines													
- engraissement 45-50 kg (euros/tête)	-	1 134	187	194	207	140	105	117	115	115	116	93	-19,4
- élevage mâles croisés légers (euros/tête)	-	2 096	2 147	310	329	272	261	303	277	271	309	322	4,1
Veaux de boucherie													
- prix moyen pondéré (euros/kg vif)	11,24	20,73	5,31	5,13	5,74	6,00	5,68	5,51	5,69	6,07	6,21	6,20	-0,2
- Veau sous la mère : rosé clair U Rég Limousin Aquitaine	-	42,94											
prix moyen pondéré (euros/kg vif)			6,51	7,00	7,40	7,64	7,58	7,31	7,36	7,60	7,66	8,54	11,5
Animaux maigres ⁽¹⁾ (mâles 6-12 mois) (euros/kg vif)													
- Limousin U	12,85	17,65	2,39	2,85	2,90	2,57	2,45	2,56	2,57	2,54	2,88	2,83	-1,7
- Charolais U	12,32	15,84	2,36	2,71	2,80	2,66	2,31	2,46	2,54	2,50	2,81	2,78	-1,0
- Croisé R	11,31	13,84	2,14	2,30	2,43	2,19	2,08	2,21	2,23	2,23	2,45	2,32	-5,3
- Rustique R	10,36	13,20	1,97	2,12	2,25	1,98	1,79	nc	nc	nc	nc	nc	0,0
Animaux finis (euros/kg net)													
- prix moyen pondéré gros bovins			2,80	3,00	3,14	3,03	3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	7,7
- cotation													
- boeuf R	16,23	23,50	3,01	3,20	3,32	3,14	3,21	3,16	3,15	3,35	3,85	4,21	9,5
- boeuf U	17,27	26,21	3,32	3,47	3,59	3,43	3,52	3,49	3,51	3,67	4,08	4,52	10,8
- génisse U	18,22	27,95	3,72	3,80	3,98	3,94	3,98	3,87	3,87	4,00	4,32	4,93	14,1
- jeune bovin O	14,46	20,84	2,51	2,75	2,84	2,72	2,84	2,72	2,73	3,09	3,44	3,54	2,9
- jeune bovin R	15,34	22,06	2,84	3,04	3,27	2,96	3,18	3,14	3,14	3,47	3,85	3,89	1,1
- jeune bovin U	16,08	23,33	3,04	3,18	3,48	3,21	3,43	3,42	3,40	3,69	4,02	4,06	1,0
- vache O	13,47	19,06	2,46	2,69	2,77	2,74	2,78	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	6,3
- vache R	15,25	22,21	2,95	3,22	3,36	3,21	3,28	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	11,6
- vache U	17,05	25,71	3,39	3,54	3,71	3,62	3,73	3,68	3,69	3,80	4,25	4,86	14,4

⁽¹⁾ Moyenne arithmétique des cotations comprises entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre

* Les prix sont exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

Source : FranceAgriMer

Tableau 8 : Bilan dans le secteur des ovins-caprins 1980-2013

	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*	% 13*/12
Cheptel ⁽¹⁾ (1000 têtes)													
Ovins	12 969	11 495	9 510	8 898	8 760	8 493	8 285	7 715	7 528	7 922	7 618	7 464	-2,0
dont brebis mères + agnelles saillies	9 157	8 662	7 391	6 749	6 649	6 462	6 274	5 888	5 770	6 087	5 835	5 714	-2,1
Caprins	1 125	1 022	1 075	1 242	1 252	1 254	1 250	1 267	1 318	1 438	1 381	1 310	-5,1
Abattages redressés (1000 têtes)	10 706	11 262	8 457	7 601	7 344	7 238	6 813	6 224	6 260	6 428	6 183	5 936	-4,0
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	17,6	17,2	16,6	17,1	17,5	17,5	17,2	17,3	17,4	17,4	17,6	17,5	-0,5
Abattages redressés (1000 tec)	188	194	140	130	128	127	117	108	109	112	109	104	-4,4
Production indigène brute (1000 tec)	180	177	137	134	132	130	119	110	111	115	110	106	-4,3
Consommation indigène brute (1000 tec)	225	313	307	262	261	251	243	233	219	214	209	201	-3,5
Exportations (1000 tec)	1	17	19	20	20	19	18	18	19	19	16	15	-8,6
- animaux vivants	0	10	8	9	8	8	7	8	8	8	6	5	-9,3
- viandes fraîches	1	6	8	8	8	7	7	7	8	7	8	7	-12,3
- viandes congelées	0	1	3	3	4	4	3	3	4	4	3	3	3,8
Importations (1000 tec)	46	153	188	148	149	140	142	141	127	117	115	111	-3,5
- animaux vivants	8	27	10	5	4	5	6	5	5	4	4	3	-15,0
- viandes fraîches	34	113	146	112	115	105	107	105	94	85	88	86	-2,1
- viandes congelées	4	13	31	31	30	30	29	31	28	27	23	21	-6,9
Solde commerce extérieur													
- 1000 tec	-45	-136	-169	-128	-129	-121	-124	-123	-108	-98	-98	-96	-2,7
- millions	-820	-2 466	-520	-470	-477	-436	-484	-492	-471	-478	-466	-439	-5,9
Prix à la production ⁽²⁾													
cotation nationale (euros / kg net)	19,94	21,93	4,26	4,82	5,43	5,40	5,64	5,82	5,81	6,10	6,18	6,24	1,0

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 9 : Bilan dans le secteur du cheval 1980-2013

	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Cheptel ⁽¹⁾ (1000 têtes)	284,3	318,1	347,6	469,3	468,3	462,9	459,2	455,6	456,3	455,5	457,4	446,0	-2,5
Abattages (1000 têtes)	125	46	40	22	19	18	16	16	17	17	19	21	11,0
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	280	283	279	289	287	290	287	293	277	293	286	280	-2,1
Abattages (1000 tec)	35	13	11	6	5	5	5	5	5	5	5	6	8,7
Production indigène brute (1000 tec)	19	10	12	8	7	7	5	6	6	7	7	8	8,5
Consommation indigène brute (1000 tec)	92	58	33	24	23	22	21	20	20	18	17	16	-2,5
Exportations (1000 tec)	2	4	10	13	13	12	nd	nd	nd	nd	nd	nd	///
- animaux vivants	1	4	4	3	3	3	nd	nd	nd	nd	nd	nd	///
- viandes	1	0	6	10	9	9	9	8	6	6	6	5	-5,2
Importations (1000 tec)	75	52	31	30	28	27	nd	nd	nd	nd	nd	nd	///
- animaux vivants	18	7	4	2	2	1	nd	nd	nd	nd	nd	nd	///
- viandes	57	45	27	28	27	26	25	24	21	19	17	16	-6,8
Solde commerce extérieur													
- 1000 tec	-73	-48	-21	-16	-16	-16	nd	nd	nd	nd	nd	nd	///
- millions de F ou d'€	-877	-929	-83	-43	-65	-55	-71	-51	-31	-33	-33	-23	-28,7
Prix à la production ⁽²⁾ cotation du poulain lourd (francs ou euros / kg net)	-	17,79	2,10	2,33	2,41	2,43	2,46	2,23	2,20	2,28	2,31	2,21	-4,3

(1) Résultats de l'année précédente

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 10 : Bilan dans le secteur du porc 1980-2013

	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Cheptel ⁽¹⁾ (1000 têtes)	11 353	12 276	15 993	15 118	14 815	14 835	14 654	14 341	14 142	13 837	13 680	13 594	-0,6
dont truies	1 222	1 180	1 467	1 309	1 273	1 253	1 210	1 184	1 158	1 144	1 107	1 084	-2,1
Abattages redressés (1000 têtes)	19 599	21 304	26 967	25 682	25 490	25 730	25 724	25 283	25 258	25 074	24 123	23 733	-1,6
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	85,9	83,6	85,9	88,5	88,7	88,7	88,4	88,7	89,8	89,6	89,5	90,1	0,8
Abattages redressés (1000 tec)	1 683	1 780	2 317	2 274	2 262	2 281	2 275	2 243	2 237	2 233	2 179	2 140	-1,8
Production indigène brute (1000 tec)	1 570	1 727	2 309	2 309	2 300	2 344	2 312	2 288	2 315	2 303	2 251	2 216	-1,6
Variation de stock (1000 tec)	0	0	-6	0	0	8	-8	0	0	0	0	0	0,0
Consommation indigène brute (1000 tec)	1 905	2 010	2 189	2 161	2 166	2 207	2 179	2 161	2 153	2 118	2 116	2 088	-1,3
Exportations (1000 tec)	93	223	653	667	676	700	740	718	775	778	749	749	0,0
- animaux vivants	16	13	17	43	47	69	44	53	89	79	81	83	2,1
- viandes fraîches	9	79	216	288	295	294	314	312	312	306	322	327	1,5
- viandes congelées	16	53	209	166	160	166	210	173	157	203	174	168	-3,5
- viandes transformées	24	55	167	109	117	122	120	114	113	122	114	115	0,3
- graisses	28	23	45	61	58	50	52	67	105	69	58	57	-1,5
Importations (1000 tec)	430	507	527	519	542	571	599	591	613	596	614	621	1,1
- animaux vivants	129	67	24	8	8	6	7	7	11	9	10	7	-29,7
- viandes fraîches	178	222	266	262	277	284	284	296	307	294	304	317	4,3
- viandes congelées	71	86	82	80	85	108	117	105	101	100	98	95	-3,6
- viandes transformées	40	91	113	125	130	134	155	148	150	162	174	174	0,0
- graisses	12	41	42	44	41	39	36	34	44	28	28	28	0,9
Solde commerce extérieur													
- 1000 tec	-337	-284	126	148	134	129	142	127	162	182	135	128	-5,1
- millions	-3 218	-4 079	136	105	57	32	27	-82	-82	-46	-98	-212	116,1
Prix à la production ⁽²⁾													
cotation classe U (euros / kg net)	8,02	10,94											
cotation classe E (euros / kg net)			1,40	1,34	1,42	1,28	1,42	1,31	1,30	1,47	1,61	1,64	1,6

* Estimations (excepté pour le cheptel)

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente.

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes

Tableau 11 : Bilan dans le secteur des volailles principales ⁽¹⁾ 1980-2013

	1980	1990	2000	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*	%13*/12
Animaux finis prêts à l'abattage (millions de têtes)	740	993	1 122	1 027	910	973	985	966	1 000	1 052	1 010	1 012	0,1
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	1,515	1,68	1,99	1,92	1,96	1,92	1,89	1,85	1,82	1,77	1,81	1,82	0,5
Animaux finis prêts à l'abattage (1000 tec)	1 122	1 660	2 194	1 939	1 755	1 792	1 800	1 725	1 776	1 821	1 779	1 781	0,1
Production indigène totale (1000 tec)	1 124	1 665	2 233	1 975	1 785	1 868	1 857	1 783	1 818	1 865	1 825	1 837	0,7
variation de stock (1000 tec)	1	-35	-22	9	-10	4	3	-3	-3	5	4	0	
Consommation indigène brute (1000 tec)	859	1 244	1 491	1 497	1 458	1 524	1 571	1 540	1 616	1 638	1 645	1 634	-0,7
Exportations (1000 tec)	290	528	958	753	630	696	675	673	676	711	685	712	3,8
- animaux vivants	7	13	48	44	39	81	65	69	54	48	49	59	21,0
- viandes	283	515	910	709	591	615	610	604	622	663	636	652	2,5
Importations (1000 tec)	22	72	194	285	293	356	393	426	471	489	510	508	-0,3
- animaux vivants	3	8	8	8	8	5	9	10	11	4	3	3	20,8
- viandes	19	64	185	276	285	351	384	415	460	485	507	505	-0,4
Solde commerce extérieur													
- 1000 tec	268	456	764	469	337	340	283	247	205	222	175	203	
- millions de francs // d'euros	1 545	4 455	1 196	674	527	491	443	316	280	292	222	279	

(1) Gallus, canards, dindes, oies, pintades

* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Douanes



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE
DU DÉVELOPPEMENT
DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE



FranceAgriMer

DONNÉES ET BILANS / *Les filières animales terrestres et aquatiques – Bilan 2013 – Perspectives 2014* est une publication de FranceAgriMer.

Directeur de la publication : Éric Allain / Rédaction : Marchés, études et prospective – unité Produits animaux, pêche et aquaculture.

Copyright : tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation de FranceAgriMer.

Conception et réalisation : service de la Communication / Photo : Pixtal, droits réservés / Impression : Atelier d'impression de l'Arboreal / N° ISSN 2264-3400
février 2014.

12 rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 / 93555 Montreuil cedex
Tél. : +33 1 73 30 30 00 / Fax : +33 1 73 30 30 30

www.franceagrimer.fr
www.agriculture.gouv.fr